GINGOLPH L'ABANDONNÉ [1]

DERNIÈRE PARTIE [2]

XVI. — LA BELLE NAVIGATION D'UN HOMME EN PEINE

La *Tour-d'Odre* faisait route au nord-nord-est, presque sans changement de direction, et elle trompait les prévisions des vieux marins de Boulogne, qui estimaient que le bateau se rendait aux Orcades, ou aux Shetland, à la pointe de l'Écosse. Bucaille avait son idée. La machine, usée, ne donnait pas la vitesse qu'elle avait donnée, dans sa jeunesse. La mer était devenue dure dès le second jour, et on ne faisait pas plus de huit milles à l'heure. Les hommes, indifférens à la route, observaient les navires qui passaient au large. C'étaient leurs livres. A d'énormes distances, ils reconnaissaient la nationalité d'un bateau, la lourde proue d'un hollandais, la taille plus petite d'un anglais, la lettre qui désignait un port d'attache de Norvège ou d'Allemagne, et, à petits mots, ils échangeaient des souvenirs qui variaient peu, sur les escales, les monumens des villes, les avaries qui avaient obligé des bateaux encore vivans, ou déjà démolis, et dont le souvenir seul vivait, à relâcher dans un port des mers septentrionales. On avait du bon temps. On se préparait aux rudes heures de pêche. La fraîcheur du vent augmentait, et les hommes, par-dessus leur tricot, mettaient leur court sarrau de toile, quelques-uns leur veste de peau ou leur

(2) Voyez la *Revue* du 15 avril, des 1er et 15 mai et du 1er juin.

ciré, comme en hiver. La deuxième nuit, on vint réveiller Bucaille et Gingolph, qui dormaient au-dessous de la chambre de timonerie.

— Maître, on voit beaucoup de bateaux à l'avant!

Les deux hommes se levèrent, et montèrent, par la petite échelle, dans la chambre de veille, qui communiquait avec la passerelle.

En avant, la mer était couverte de feux verts et de feux rouges, peu élevés au-dessus de l'eau, et de feux blancs qui luisaient dans la mâture de misaine. Il y en avait jusqu'à l'extrême portée de la vue, jusqu'à la distance où ils paraissaient aussi menus que des étincelles de mica dans le sable des plages. Ils formaient des constellations en mouvement. Presque tous ces bateaux, dans l'ombre qui buvait leur fumée ou cachait leur voilure, marchaient, traînant le chalut. La mer du Nord, avec ses vagues courtes, les secouait, les faisait se lever et s'abaisser, et c'était une fête nocturne d'une prodigieuse étendue, une illumination balancée par les houles. Plusieurs des chalutiers, ici et là, s'arrêtaient et relevaient leur filet. Alors le pont resplendissait et devenait comme incandescent à cause de la lumière des lampes à acétylène ou des lampes électriques pendues au-dessus de la grande poche qui rapportait les poissons, les coquillages, les goémons et les herbes des hauts-fonds; des reflets enveloppaient le navire, et l'ombre des voiles ou de la cheminée coupait leur nappe mouvante. De loin, c'était bien, comme Gayole l'avait dit à Gingolph, une ville avec ses lignes de feu, ses arabesques, ses places carrées ou rondes, et son nuage au-dessus, plus pâle que la nuit. Mais quand on traversait la flottille, comme faisait la *Tour-d'Odre*, on voyait que ces bateaux étaient en réalité fort séparés les uns des autres, et qu'ils suivaient des routes en tous sens. Pillage qui ne cessait pas le jour, et que la nuit rendait plus ardent. De grandes gueules de filet, terminées par des planches que la force de résistance de l'eau maintenait ouvertes, des gueules de trente mètres de large, des chaînes de fer ou des ralingues de cordage suivaient la plage du Dogger Bank, ratissaient le plateau sous-marin, et, d'autre part, de toutes les profondeurs de la mer, tout ce qui a vie rampait, nageait, se hissait, montait du fond des ténèbres, indéfiniment, vers cette région où les eaux sont moins froides, et où les œufs peuvent éclore. A chaque moment, le

harenguier était contraint de changer sa route, à cause des navires qui coupaient la ligne du nord-nord-est. Il reconnaissait des compagnons pirates de toutes les nations; il lui arrivait de passer si près de l'arrière d'un chalutier vidant sa poche de mailles, que le reflet du pont mouillé passait dans la mâture comme un rayon de soleil, et qu'on voyait luire la barbe mouillée des hommes haut bottés, accroupis en cercle autour de la grande machine affalée sur le pont. Les marins de la *Tour-d'Odre* passant au ras des chalutiers reconnaissaient l'espèce des grands poissons que les pêcheurs, les deux bras tenant la bête par les ouïes, jetaient dans les glacières de la cale : « C'est une morue ! C'est un colin ! un chien de mer ! » Bucaille et Gingolph, côte à côte, veillèrent pendant deux heures, puis, en arrière, l'aspect de la grande ville de lumière se reforma, diminua, et s'évanouit dans les brumes.

Et le voyage continua. On ne voyait pas le *Dragon* qui avait pris sans doute une autre direction. Bucaille, perclus de rhumatismes, la poitrine détraquée, conservait l'humeur qui lui avait valu une popularité parmi les marins de la région boulonnaise. Il disait :

— Tu trouves pas ça beau, le Dogger Bank ? Tu ne dis rien ! Je l'ai traversé rien que pour le plaisir. J'aurais pu l'éviter.

Gingolph répondit :

— Il y a des jours pour tout.

L'autre leva les épaules.

A peine le bateau était-il sorti du banc, le temps changea. La lumière qui était belle, aux premières heures du jour, s'obscurcit par degrés, sans qu'on pût dire d'où venaient les nuages. Le vent soufflait de l'Ouest, mais les brumes montaient de partout à la fois. Il y avait du vent et il ne ridait pas la mer ; il y avait de la lumière et elle n'éclairait pas ; il y avait des lames et le harenguier demeurait droit. Temps mystérieux ! La brume s'épaississait et puis elle recevait un peu de jour, on ne sait par quelle fenêtre, puis ces clairières disparaissaient, et le crépuscule jaune n'avait plus de déchirure. La mer peu à peu devint dure ; elle sautait sur l'avant. Les hommes avaient mis le ciré. Ils ne parlaient pas. Ils recevaient la pluie fine, froide, qui engourdit, énerve et rend comme sans idée. La sirène du petit vapeur soufflait et meuglait toutes les trois minutes, et rien ne donnait une idée d'abandon comme cet

appel jeté dans les solitudes, et auquel pas un écho ne répondait. L'homme de guet, sur la passerelle, n'apercevait qu'une étroite bande de mer agitée, où se tordaient et s'enfonçaient, et remontaient en s'épanouissant, des courans souples, rapides, d'une eau jaune ou livide comme si les profondeurs de la mer avaient eu leurs fumées aussi. L'absence de luisant était comme une absence de joie. On travaillait sans hâte, on n'avait ni force, ni goût de plaisanter, ni appétit. Seule, la bière du bord diminuait aussi vite que d'habitude. Le baril installé à l'arrière recevait de fréquentes visites. Bucaille grognait et n'éloignait personne. Il fallait, presque chaque jour, remplacer le fût vide par un fût plein. Seul, Gingolph, qui était cependant porté sur la boisson, tout comme d'autres, ne buvait pas. « Que peut-il avoir, ce grand jeune gars? se demandait le patron. Un gaillard qui vient d'achever son service ! » Et il cherchait, dans sa tête peu imaginante, et il ne trouvait pas. Deux jours durant, on voyagea dans la brume. Et à la fin du second, la *Tour-d'Odre* sortit du coton. Elle se trouva sous un ciel haut, qui ne ressemblait plus du tout au ciel de Boulogne ou du Havre. Au lieu des lourds nuages, débordans de soleil ou de pluie, qui montent et voyagent dans le bleu de France, on voyait, au ras des eaux, une ligne mauve, dentelée, d'un même ton, qui semblait peinte sur une toile. Le ciel, au-dessus d'elle, était d'un vert très fin, et pareil à celui des tiges qui ont grandi dans les caves. Puis l'azur commençait, traversé de longues écharpes, d'un violet plus sombre que celui de l'horizon, et qui enveloppaient le monde visible, de l'est à l'ouest. La lumière était partout sans force. Le jour se prolongeait bien au delà des limites ordinaires. Depuis combien de temps le soleil était-il couché ? On sentait que c'était la nuit à quelque chose de mort sur la mer et dans le ciel. Mais on avait aussi l'impression d'un état de clarté durable, suffisant, établi pour des desseins mystérieux. Pour quelles floraisons ? Pour quels voyages ? Dans l'immense paysage, aucun appel d'une note ardente. La surface de la mer, fouettée par un vent glacé, se levait en lames clapotantes, mais la pointe de ces sillons croulans n'avait ni écume, ni reflet, ni transparence, et le bateau s'avançait, à son allure médiocre, sur une mer couleur de métal, et sous un ciel clair, léger, varié, mais impuissant à faire briller la mer.

— Neuf heures du soir, dit Bucaille. Ouvrez les panneaux, et mettez la tézure dehors !

Il voulait tenter la chance et commencer la pêche. D'après ses calculs, à l'estime, il était entre les Shetland et la Norvège, plus près de cette dernière, à l'endroit où la mer du Nord s'ouvre dans l'Océan. La grande parole était prononcée. La *Tour-d'Odre* stoppa, et le bateau se laissa dépaler par le vent. Tous les hommes étaient en mouvement, le patron au milieu d'eux. On avait ouvert les panneaux des cales, à l'avant, où reposaient, pliés, les trois cents filets attachés les uns aux autres, qui composaient la tézure et qui dérouleraient leur ruban sur sept kilomètres de longueur ; le panneau où était lové le cordage qui servirait à tirer l'appareil et que les marins appellent l'aussière ; l'autre panneau encore, où l'on serrait les barils de bois qui ont une anse, les « quarts à poche, » destinés à flotter et à maintenir cette toile d'araignée où le hareng viendrait se mailler. La conduite du bateau fut laissée à Gingolph. Le patron se réservait de diriger la mise à l'eau du filet. Vingt minutes après l'ordre donné, le premier morceau de filet apparaissait sur le pont ; deux hommes, vivement, le liaient à l'aussière, à l'aide des cordes libres dont était armée l'extrémité supérieure du filet ; d'autres hommes accrochaient, de distance en distance, à l'aussière, un des quarts à poche, et les premiers mètres de la tézure, soutenus par les hommes qui mettaient leurs gros doigts dans les mailles, passèrent par-dessus la lisse de bâbord. Ils coulèrent sur le flanc du bateau, atteignirent le niveau des lames. Un premier quart à poche fut lancé par Balard. Bientôt le filet prit son équilibre, et demeura perpendiculaire, par vingt brasses de profondeur, dans les couches invisibles de la mer. Le bateau se laissait dériver sous le vent, avec sa voile d'artimon établie. La tézure se déroulait, les quarts à poche tombaient à l'eau presque régulièrement, le vent soufflait plus aigre, et, rarement, la machine était obligée de battre arrière pour remettre dans l'alignement le bateau qui obéissait au gouvernail d'avant. Sur la mer, les petits barils, à égale distance, se démenaient comme de gros oiseaux nageurs, qu'on ne distinguait bien qu'au moment où la crête des houles les soulevait et les portait en l'air. La lumière s'était affaiblie, le ciel était devenu d'un jaune de froment mûr, et les brumes, par grands demi-cercles noirs, y voyageaient Bientôt il passa à l'orangé, puis,

par degrés, on le vit pâlir, en même temps que les bandes de brume se dessinaient moins nettement, et il fut bientôt livide, d'une teinte verte, fanée, exténuée, qui devait durer jusqu'à la fin de la courte nuit.

Sur le pont, le père de mousse, Balard, avait allumé deux lampes à acétylène, qui suffisaient à éclairer les travailleurs. Bucaille n'aimait pas la dépense. Les pêcheurs, les uns dans le demi-jour, et les autres dans l'ardente lumière des lampes, se courbaient pour saisir le filet et le tirer de la cale, se redressaient pour passer au voisin la poignée de mailles qu'ils tenaient; d'autres saisissaient l'aussière, et y attachaient, nouant vite les cordes et serrant le nœud d'un effort brusque, tantôt le filet avec les barsouins, tantôt les quarts à poche avec les bandingues : tous travaillaient en mesure, en économisant les mouvemens. Ils parlaient peu. De temps en temps, des cales où plusieurs dépliaient les filets, un cri partait : « En douceur! » Cela voulait dire que les roies étaient emmêlées. Les hommes se relayaient, et ceux de la cale, par exemple, remontaient sur le pont après le trentième filet mis à l'eau, ce qu'ils appelaient une tournée. La *Tour-d'Odre* s'en allait ainsi, lentement, sur la mer froide, dans la nuit d'été des régions septentrionales. Il n'y avait aucun feu de navire à l'horizon.

Il était plus de minuit lorsque le dernier quart à poche fut lancé par-dessus bord. Alors, le bateau, retenu par l'aussière, demeura ancré à sa tézure qui flottait entre deux eaux, sur des milliers de mètres, dans l'ombre, en avant. Pour que le roulis ne fût trop fort, le mât de misaine avait été amené de 45 degrés. Les heures de repos étaient venues. Les hommes se retirèrent dans le poste d'avant, et disparurent dans l'escalier qui s'ouvre presque au pied du mât de misaine.

Gingolph n'avait pas quitté le pont. Il n'aurait pu dormir, malgré la fatigue, et il se promenait, à tribord, en regardant venir et passer les houles noires qui levaient le navire par l'avant, puis par le milieu, puis par l'arrière, et tiraient, l'une après l'autre, sur le filet qui, lentement, dérivait sous la poussée des courans. Il songeait à Zabelle. Pensées qu'il aurait dû chasser! C'étaient des mots tendres qu'elle lui avait dits, et il se rappelait le ton de ces mots-là, comme s'il les entendait dans le vent de la mer du Nord, — ah! durable musique, douceur qui ne passez point et qui feriez mieux de

mourir! — et aussi d'autres mots, les derniers, si cruels. Toute sa vie tenait entre ces mots d'amour et ces mots de mépris. Il lui semblait qu'il n'avait commencé à vivre que le jour où cette grande Zabelle l'avait regardé comme elle ne regardait personne autre dans ce temps-là. La gueuse! Avait-on obéi, travaillé, épargné pour elle! Et la mère Lobez, qui avait perdu tant de soins et de temps pour apprivoiser cette fille de Boulogne et la marier avec le Portel! Peut-être qu'il aurait fallu, tel jour, faire ceci, et dire cela, et être moins faible? Mais alors, qu'aurait-elle fait, elle si dominatrice! Il y avait eu pourtant des femmes, et souvent même, qui avaient regardé Gingolph d'une certaine manière. Et il avait ri d'elles, à cause de Zabelle, oui, beaucoup à cause de Zabelle Gayole. Il s'enfonçait dans le rêve sans fin. La mer était obscure entièrement. Les parties livides du ciel, les prairies mortes avaient des étoiles brouillées et comme endeuillées. Un homme seulement veillait sur la passerelle. Le battement de l'eau contre les tôles, la plainte du mât de misaine qui geignait dans son emplanture, le souffle du vent, qui tirait un son de fifre des haubans ou du treuil, enveloppaient la *Tour-d'Odre* d'une musique qui s'en allait mourir, éparpillée, sur la mer déserte.

Gingolph s'était approché de la caisse de la machine et se tenait appuyé aux tôles. Sa conscience, habituée aux examens par la mère Lobez, ne s'enfermait pas dans la peine et cherchait, contre elle et contre lui-même, l'assistance promise... Il songeait: « J'ai voulu la mort de Le Minquier, c'est mal. Le Maître a souffert plus injustement que moi. Il a pardonné, à moi-même il a pardonné plus qu'on ne m'a fait, quoique l'injure soit grande! » Il se rappelait des phrases de sermon, et d'autres lues dans des livres de piété. Mais il avait du mal à s'y tenir.

Une lumière moins verte commença à paraître à l'orient, entre les nuages, et l'ombre fut rajeunie : un jour naîtrait bientôt dont la lointaine annonce était là. Gingolph, ayant soif, alla chercher, dans une cachette où il la serrait, la moque qu'il remplissait de bière au tonneau, et il but. La douleur l'empêchait de rester en repos. Il recommença la promenade sur le pont, et monta sur la passerelle. Le vieux Cantagrel, Cantagrel le Loup, était de quart.

— Tu ne dors pas? Tu es donc malade?

— Oui, des idées.

Cantagrel parla de Boulogne et de la pêche. La mer l'accompagnait du frémissement de ses lames, qui ne cessaient point de presser la vieille coque d'acier et de tâter les parois avec leurs pointes, pour voir s'il n'y avait pas de fêlure. Un instant, l'homme s'interrompit pour dire, comme s'il avait récité une leçon :

— Navire à l'ouest-sud-ouest, coupant notre ligne.

En effet, à l'extrême horizon, une lumière blanche, une lumière verte, annonçaient le passage d'autres marins, probablement des pêcheurs qui cherchaient, eux aussi, la route du grand banc de harengs. Gingolph eut la certitude que c'était le *Dragon*. Le navire disparut au nord-ouest. Et la clarté vivante, qui précède de longtemps le soleil, apparut entre les écharpes de brume toujours passantes.

Alors les hommes, bâillant et s'étirant, remontèrent sur le pont; Balard ralluma les lampes, toutes celles qui étaient mises à sa disposition. Le pont resplendit, au-dessus de la mer toute noire. Bucaille fit signe de se hâter. On prépara le bateau pour la récolte. Six hommes lavèrent le plancher à grande eau: six autres établirent des moulinets parallèles, des rouleaux de bois sur lesquels le filet, tout à l'heure, allait passer avant de redescendre dans le bateau; d'autres apportèrent et arrimèrent, le long du bordage, des pelles pour ramasser le hareng; les mousses, sur le panneau de la première cale, disposèrent des morceaux de lard qu'ils avaient enveloppés dans un papier de journal, et des pommes de terre qu'ils venaient de peler pour les aînés. Pendant une demi-heure, le pont de la *Tour-d'Odre* fut de nouveau désert. Les marins, dans le poste d'avant, faisaient cuire leur dîner et mangeaient. Deux seulement qui avaient sans doute leurs provisions à bord, fumant une pipe, penchés par-dessus la lisse, essayaient de pêcher une morue ou un colin. L'étendue, autour du harenguier, demeurait noire jusqu'aux étoiles les plus basses, et le ciel, s'il commençait à vivre, était d'un vert lugubre encore et qui gardait beaucoup de la mort de la nuit.

Il devait être deux heures du matin, quand l'équipage et le navire furent tout parés pour la levée du filet, dont le bout forain était si loin, si loin dans les ténèbres! Gingolph et Balard, qui étaient forts tous deux, se tenaient le long de la lisse, pour tirer les premiers et embarquer le filet; deux

secoueurs, à côté d'eux, élargiraient la nappe et feraient se démailler le poisson; six hommes de mât, au milieu du pont, les mains dans les mailles brunes, aideraient de loin les embarqueurs et feraient tourner le filet qui descendrait dans la cale, où quatre marins l'attendaient, pour le lover et pour prendre encore les poissons oubliés. Le reste des hommes se tenaient à l'avant, pour détacher les quarts à poche et les cordages qui liaient le filet à l'aussière.

Tout à coup, le cabestan commença de tourner, des bouffées de fumée blanche sortirent de tous les tuyaux de la vieille machine; l'aussière, raidie, passant par la première évidure de l'avant, glissa sur le pont et descendit en spirale dans la cale; le premier baril apparut, fut détaché de l'aussière et jeté dans un coin, en arrière; les embarqueurs se penchèrent, le bout de l'immense tézure arriva en travers, ruisselant, glissa sur les rouleaux, et, sous le feu des lampes, tandis que la *Tour-d'Odre* avançait tout doucement, commença de couler, ruisseau de mailles que tous les hommes interrogeaient. La première roie n'avait pas pris un poisson.

— La robe est noire! grommelait Balard.

— Attends qu'elle s'argente! répondit le voisin.

— En voilà! crièrent des voix à l'avant.

En effet, sur la pente de filet qui sortait de la mer, un trait, comme une paille d'or brilla, puis deux, puis dix, puis cinquante dans un court espace. Les embarqueurs soulevèrent le large panneau avec précaution, puis l'étendirent, et, dans la clarté vive, les poissons, démaillés par une brusque secousse, tombèrent sous le filet ou sautèrent en l'air, au milieu d'une gerbe de gouttes d'eau éclatantes comme eux. Les hommes de mât allongèrent plus avidement leurs doigts pour tirer sur les mailles; les figures devinrent contentes : la proie était là, vivante encore, la grande fatigue des hommes ne serait pas inutile. Cependant, les bancs ne devaient pas être formés; le filet bientôt continua de sortir sans ramener autre chose qu'un ou deux poissons, et des méduses transparentes, et des goémons apportés par les fleuves sous-marins. Au bout de deux heures, lorsque Bucaille donna le signal de s'arrêter pour reposer l'équipage, les bacs disposés le long des parois contenaient quelques milliers de harengs.

— Tu vois, dit-il, que je ne me suis pas trompé de beaucoup.

Il y a de l'hareng. Il ne grouille pas. Il n'est pas tout levé : mais il y en a... Tu souffres donc, que tu n'as pas l'air content?

— Oui, dit Gingolph.

— C'est le coffre qui te fait mal?

— Oui, et le cœur avec.

Le patron n'était pas d'un esprit subtil. Il ne comprit pas qu'il s'agissait d'une peine de cœur, et il répondit :

— Faut prendre un grand verre de rhum chaud, ce soir en te couchant. Je t'en donnerai.

Cette nuit-là, le second resta au poste d'embarqueur qu'il avait choisi, plus longtemps qu'aucun homme ne l'eût fait, et il était tout blanc de fatigue et de froid quand la dernière bouée à pavillon, marquant le dernier panneau de la tézure, fut hissée à bord.

Il se passa quatre jours, qui furent de médiocre pêche. Quatre fois les sept mille mètres de filet descendirent à quarante mètres au-dessous de la surface de la mer, et, quatre fois, avec grande fatigue, on les retira, puis le poisson fut disposé en couches et salé dans des barils en bois de hêtre, cerclés de bouleau, qui tenaient chacun de sept à huit cents harengs. Il était aisé de compter les prises : elles ne permettaient pas de rentrer à Boulogne. Pendant ces quatre jours, la *Tour-d'Odre* s'était rapprochée de la côte d'Écosse, faisant route au sud-ouest. Bucaille ne décolérait plus. Il disait : « Je suis trop vieux; la chance me quitte, comme une fille qu'elle est. » Dans la cabine, au-dessous de la chambre de timonerie, quand ils se retrouvaieut ensemble, Gingolph et lui, le patron se plaignait de mal commencer sa dernière campagne. Gingolph étudiait la mer. Ce fut seulement vers le soir du cinquième jour, — le harenguier continuait sa route au sud-ouest, — qu'il dit à Bucaille :

— Maître, regardez l'oiseau : je le cherche depuis la sortie du Dogger Bank.

— Un margat!

— Vous pouvez tendre. Faites stopper!

— Pour un seul oiseau? Tu es jeune!

— Non, j'ai étudié l'eau : il y a du hareng.

Le vieux leva sa casquette, et dit, secouant sa grosse tête avinée :

— Alors, commande selon ton idée.

Il considéra avec suffisance et moquerie ce jeune second, qui paraissait très sûr de ce qui est prodigieusement incertain. Mais quoi? Aussi bien tendre là que plus loin. L'ordre fut donné d'arrêter la machine. A cent mètres par bâbord, on pouvait voir, posé sur l'eau, un oiseau plus gros qu'un goéland, mais de même ligne et de même allure, qui avait la tête jaune serin, le corps blanc et le bout des ailes noir. Il nageait, le cou enfoncé dans les plumes gonflées du poitrail, n'observant plus les vagues, mais cette chose énorme, fumante, arrêtée. Et lorsqu'il entendit tomber les premiers quarts à poche et les premiers plis du filet, il pagaya résolument, montra sa queue courte, et disparut dans le désert de l'eau.

Gingolph faisait tendre la tézure en travers d'un courant, reconnaissable au clapotis de la mer qu'on eût dite griffée par le vent. Il ne soufflait pourtant qu'une brise légère et partout égale. Des bulles graisseuses, par grappes, flottaient. Des lueurs phosphorescentes, à de grandes profondeurs, glissaient dans le sens du courant. Les hommes qui travaillaient se montraient les uns aux autres les signes de la mer, et ils discutaient les chances de la pêche. Comme ils avaient commencé à tendre les filets de bonne heure, ils eurent fini au moment où la nuit prenait possession de la mer. Mais la mer ne voulait pas qu'il y eût de nuit. Et les hommes ne pouvaient dormir. Plusieurs, après que la *Tour-d'Odre* eut pris son poste de veille, au bout de son ruban de filet, descendirent dans la chambre, et essayèrent de se reposer. Car ils étaient rompus de fatigue. Mais ils avaient beau fermer les yeux, le sommeil ne venait pas. Une moitié de l'équipage était restée sur le pont ou couchée sur la caisse de la machine. La mer était tout à fait apaisée. Elle n'avait point de lames courtes, mais un balancement de beau temps, presque une bonne humeur de mer du sud. A de longs intervalles la surface se soulevait; une colline d'eau en mouvement, et dont la crête ronde allait, en ligne droite, de l'Écosse aux côtes de Norvège, passait sous le navire, et faisait se plaindre le mât de misaine, car l'autre ne se plaignait jamais. A peine si les hommes sentaient le roulis, qu'on eût dit fait pour un berceau. Ils bâillaient. Gingolph les voyant étendus sur le pont, serrés en grappe à l'extrême pointe du bateau, d'abord leur avait crié: « Que f....-vous ici? On couche dans le poste! »

Mais, à regarder la mer et le ciel, il avait compris pourquoi ses compagnons ne dormaient pas. Le ciel, du côté du pôle, était tendu de rayons en éventail, inégaux, d'un rose vif, et qui ne restaient pas en place. Leur pointe se raccourcissait ou s'allongeait; d'autres fois, la lame entière s'effaçait, et reparaissait à droite ou à gauche, doublant la puissance d'une autre raie lumineuse. La mer reflétait cette aurore boréale. Une mystérieuse illumination traversait aussi ses abîmes. On ne voyait ni longues traînées de feu, ni gouttes d'or roulant sur les pentes des ondulations régulières; toute l'étendue était bien sombre, pesante, d'une tristesse morne : cependant, une vie secrète remuait dans les profondeurs. Autour du bateau, dans le rayon assez court où le regard pouvait pénétrer, des lueurs passaient, rapides et enveloppées d'une si profonde nuit, qu'elles éclairaient seulement leur route, qu'elles n'étaient qu'un mouvement visible, on ne savait de quel être ou de quelle multitude d'infiniment petits; parfois, elles laissaient derrière elles un sillage; parfois, comme si la lumière n'était pas assez forte pour diviser les eaux saturées d'ombres, on devinait seulement, dans les profondeurs noires, une nappe coulante qui portait en elle un rayonnement, comme si des bancs de sable, avec leurs grains de mica coulaient entre deux eaux. Les nerfs des hommes les plus robustes étaient frémissans. Un pouvoir inconnu tenait les paupières ouvertes et rendait songeurs les esprits. C'est à peine si, par momens, on entendait le frissonnement de la vague traversée par l'avant, ou le frôlement d'un bout de filin, que le vent appliquait contre le pavois.

Ils étaient là étendus, dans leurs vêtemens de travail, le vieux Balard le mal peigné, Montador dont la tête était ronde comme un oignon, Malfoy, sauvage qui avait les épaules d'un géant et la taille d'un fantassin; Hars le barbu, Papegay, Cantagrel le loup, Henneveux, tout jeune, Gournay, dont le visage était beau, le grand mousse qui faisait semblant de dormir; il y avait aussi le chef mécanicien, qui se tenait à l'écart, assis, les bras appuyés sur une bitte. Il était le seul dont la figure ne fît pas, dans l'ombre, une tache pâle. La poussière de charbon, l'huile, la sueur, couvraient sa peau d'un enduit qui coulait par endroits. Gingolph restait assis sur la lisse de bâbord, et le plus souvent il regardait la mer.

— Ces temps-là, dit une voix, ça fait peur à l'hareng. C'est

trop clair pour son goût : il coule à fond. C'est aussi mauvais que la lune. Voilà mon avis.

— Tu ne sais pas ce que tu dis, blanc-bec ! T'as donc pas vu la mer ce soir? Elle a des étoiles en dedans. L'hareng est bien obligé de passer au travers.

Gingolph reconnut, au son de la voix, que le premier qui avait parlé était Henneveux, et le second Hars le barbu, un homme qui parlait peu, et qu'il fallait une grande hérésie, une forte indignation pour tirer de son mutisme.

Trois hommes fumaient, à l'endroit où ils étaient pressés et protégés par l'angle aigu de la proue. Le feu d'une des pipes, excité par une aspiration plus violente, illumina la face carrée de Balard le père de mousse, et on entrevit des lèvres qui s'ouvraient de côté.

— Moi, dit Balard sentencieusement, si j'avais été à la place de Gingolph, je n'aurais jamais accepté de commander la mise à l'eau, parce qu'un patron c'est un patron ; l'armateur ne lui en voudra pas d'une mauvaise pêche, tandis que si on dit qu'un futur patron n'a pas eu de chance en choisissant son heure et son endroit, eh bien ! la note en restera.

— Je parie pour une belle pêche ! dit un homme.

— Moi aussi ! Moi aussi ! Et alors, retour à Boulogne, mes amis !

Celui qui était appuyé sur la bitte, à tribord, se mêla à la conversation. Il jeta un seul mot :

— Non !

— Et pourquoi ? On ne va pas rester un mois en mer ?

— Parce qu'il n'y a plus de charbon.

Des murmures, des grognemens répondirent. Quelqu'un demanda :

— Qui a dit cela ? C'est encore la chaufferie ? Pourquoi ne prend-elle pas ce qu'il lui faut de charbon ? La mer en mange, on le sait depuis longtemps.

Puis, avec la mobilité d'humeur, qui est, chez plusieurs, une forme de la bravoure, trois des marins dirent ensemble trois phrases différentes :

— Va pour les ports anglais ! Qu'est-ce que ça fait ? Tu voudrais embrasser ta femme, Papegay : ça sera pour l'autre semaine !

Et il y eut des rires, puis un silence long. La fatigue commençait à avoir raison de leurs nerfs.

— Et vous, Gingolph Lobez? Ça ne vous fait rien de retarder d'une semaine?

— Non. Au contraire.

C'était la voix du grand mousse qui avait interrogé Gingolph, la voix chantante et riante. Elle continua :

— Est-ce bien sûr? Quand on revient du service, il y a des gens qu'on aime à revoir...

Mais Gingolph quitta la lisse, et vint au gamin, en criant :

— Tais-toi, mousse!

Le mousse, qui s'était redressé à demi, vit dans l'ombre au-dessus de lui, très rapprochée, une figure terrible, et il entendit cette grosse voix qui fit sonner sa poitrine comme la peau d'un tambour :

— Ne te mêle pas de mes affaires! Tais-toi!

Le second se redressa, voyant que personne, dans le groupe, ne s'avisait de plaisanter, et il se dirigea, lentement, du côté de l'arrière.

Alors le mousse se pencha vers Balard :

— Balard, pourquoi m'a-t-il parlé comme cela, le second? Il n'a pourtant pas bu?

— La peine, ça fait quelquefois l'effet de l'eau-de-vie, mousse, et il vaut mieux que les jeunes ne s'en occupent pas.

— Tu sais ce qu'il a?

— Non : c'est des femmes, bien sûr.

L'ordre de tirer la tézure ne fut donné qu'à quatre heures du matin. Le jour était déjà vif. Des nuages légers, formant un réseau dont les mailles étaient gris clair, s'avançaient en avant-garde, et, derrière eux, au nord, l'horizon était sombre, et de teinte uniforme. Le cabestan fut vite en mouvement, et, dès que les premières brasses de filet parurent, des cris de joie s'élevèrent : « Vive Gingolph! En voilà, du poisson! On a pris tout le banc d'harengs! » Les filets étaient couleur d'argent; une maille sur dix retenait par les ouïes un hareng qui se débattait encore; les poissons coulaient, d'un bord à l'autre, sur le pont mouillé et gluant; ils remplissaient les bacs établis le long des parois; on avait ouvert, pour les y jeter, les panneaux des glacières. Et le filet, tendu par des mains joyeuses, continuait de monter des profondeurs de la mer. Tous les hommes étaient enveloppés par cette moisson vivante. Ils l'attiraient, ils la secouaient avec emportement sur le sol de leur bateau. Pour eux comme

pour les faucheurs de blé, l'attente avait été longue, il avait fallu embaucher des ouvriers, préparer les outils et les greniers. Pour eux aussi la richesse avait grandi secrètement, et, tout à coup, mûre, bonne à manger, elle s'était élevée jusqu'aux eaux voisines de la surface, où les hommes peuvent la saisir et l'emporter. Et cela ne durerait qu'un temps. Aussi quelle âpre poursuite! Ils étaient excités. L'un des mousses ne cessait de passer au milieu d'eux, de descendre dans les cales, de porter ici et là des moques de bière, qu'ils buvaient d'un trait. Bucaille exultait. Vers huit heures du matin, un autre grand cri s'éleva du pont de la *Tour-d'Odre* : « La baleine! la baleine! » A moins de cinquante mètres du bateau, et venant sur lui, on venait de voir un baleineau, reconnaissable à ses deux jets de vapeur, à son aileron, à sa queue horizontale. Il suivait le filet, happant les harengs qui tombaient; en approchant du bord, il plongea, une masse noire, longue, coula en biais sous le bateau. Les pêcheurs avaient vu, plusieurs fois, les baleines jouer autour des harenguiers, et, chaque fois, comme l'avait raconté le vieux Gayole, ils avaient reconnu qu'ils étaient au milieu même du banc de poissons. Tous les récits des rencontres semblables se croisaient en l'air. On travaillait dans l'ivresse du jeu, comme des joueurs qui ne cessent de gagner; comme des chasseurs qui tirent les grandes bandes d'oiseaux sur les grèves. On regardait Gingolph, qui avait repris sa place d'embarqueur. « Bravo Gingolph! Tu as l'œil! Ta fortune est faite! » Mais il répondait à peine. Personne ne lui demandait plus: « Pourquoi ne ris-tu pas? » Chacun respectait la douleur inconnue. A neuf heures, quand le dernier filet eut été embarqué et lové dans la cale, quand les hommes, exténués, mouillés de sueur, leurs habits ruisselant d'eau de mer, s'arrêtèrent, il fallut décider ce qu'on ferait de l'énorme quantité de harengs qu'on avait pris. Bucaille dit : « Salez tout! Le bateau a presque son plein : mais on va chercher du charbon chez les Anglais. » Les hommes se mirent, avant midi, à saler le poisson ; la mer avait grossi; à petite distance, une colonne d'eau, soulevée par un tourbillon, courut sur la mer. Et quelqu'un dit :

— Voici la sorcière qui va chercher le vent!

Dans l'après-midi, le bateau piqua droit à l'ouest. En quel point de la vaste mer se trouvait-il et quelle côte surgirait devant sa proue? Le patron ni les marins du bord ne le

savaient. Ils naviguaient à l'estime. La terre d'Angleterre, ils ne s'en approchaient que rarement ; ils avaient débarqué, ici ou là, pour réparer une avarie, faire des provisions de charbon ou de vivres : mais leur habitation était au large ; ils étaient les vagabonds de la pêche hauturière et lointaine. Quand on verrait la côte, il serait temps de chercher à reconnaître un port ; s'il n'y avait pas de port en vue, on était sûr, en descendant vers le sud, d'en trouver un.

Une heure après le départ, Bucaille et Gingolph observaient l'horizon, du haut de la passerelle, quand Gingolph dit :

— Je vois la terre.

Des yeux ordinaires ne voyaient qu'un bourrelet de brume, de hauteur égale, qui enflait et épaississait le réseau de nuages tendus sur le ciel, comme font les vieux filets à harengs, qui servent de lest aux mailles des filets nouveaux. Bucaille lui-même ne voyait rien. Mais bientôt, Gingolph ajouta :

— Je vois une blancheur, un peu sur bâbord, et des montagnes derrière.

— Est-ce un phare ?

— Plutôt une église, ça diminue par en haut.

Ils se penchèrent l'un et l'autre, leurs grosses mains appuyées sur la carte marine des côtes d'Écosse. Les vitres de la chambre de timonerie les abritaient ; derrière eux, Montador tenait la roue du gouvernail ; les hommes nettoyaient le pont, à cause de l'Anglais, et pour que la *Tour-d'Odre* fit honneur à la pêcherie de Boulogne, quand on entrerait chez le voisin. La mer devenait dure. Même avec les jumelles du bord, Bucaille ne distinguait pas encore la blancheur. Il disait :

— C'est peut-être Peterhead ; il y a, comme ça, un clocher blanc, à Peterhead. Regarde bien.

Gingolph, debout à l'extérieur, appuyé contre la paroi de la chambre de timonerie, refusait les jumelles que Bucaille lui tendait : « Ça me gêne pour bien voir, » disait-il. Les deux mains à plat, au-dessus des sourcils, les traits tendus par l'effort secret de tout le corps qui aidait la puissance des yeux, il tâchait de saisir les contours de cette blancheur que défendaient, contre lui, le mouvement de la mer, la distance et la brume. Plusieurs minutes s'écoulèrent ; les deux mains descendirent.

— Je reconnais la côte. Nous avons le cap sur Aberdeen. Le clocher de Peterhead n'est pas aussi mince que celui-là.

En effet, la *Tour-d'Odre* se dirigeait sur Aberdeen, et ce que Gingolph avait vu, c'était une des nombreuses pointes de granit blanc, clochers, clochetons, aiguilles faisant la gerbe, et qui dominent la ville.

Le vieux Bucaille admirait ce jeune homme, et il dit, après tout l'équipage :

— Tu feras un vrai patron, Gingolph, déjà il n'y en a guère qui pourraient t'en remontrer.

Puis, voyant que Gingolph hochait la tête et ne répondait pas, il reprit :

— Seulement, tu as plus de peine que le monde ne peut te faire de joie.

XVII. — ABERDEEN

Bucaille avait fait entrer lui-même son bateau, par une pluie serrée qui rendait difficile la manœuvre, dans l'estuaire coudé de la Dee. Il connaissait le chenal ; il savait qu'on doit prendre les deux tours l'une par l'autre, et il était venu s'amarrer dans le port de marée, en face des grands hangars couverts en tôle gaufrée, où, chaque matin, les chalutiers d'Aberdeen apportent et étalent le poisson. Comme le jour, en cette saison, mange les heures de nuit, on voyait encore clair. Mais il était trop tard pour traiter, ce soir-là, de la fourniture de charbon. Les maisons de commerce étaient fermées. Gournay, qui avait appris à parler anglais pendant ses quatre ans de service, devait accompagner Bucaille le lendemain matin, dans Market Street, et faire renouveler la provision de la *Tour-d'Odre*. Quelques hommes seulement descendirent à terre, Gingolph n'était pas du nombre. Mais quand ces jeunes revinrent à bord, vers onze heures de la nuit, il entendit ce qu'ils racontaient aux camarades demeurés sur le bateau, et qui demandaient : « Quoi de beau dans la ville ? »

— Deux bateaux de chez nous, l'un qui fait du charbon, comme nous, l'autre qui a une avarie grave, le *Dragon*.

— Où est-il, le *Dragon*? demanda Gingolph.

— A quai, le long de la rivière Dee, un peu plus bas que le second phare. Il n'a pas pu aller plus loin.

Gingolph descendit dans la chambre, et il avait le cœur tout enveloppé de pensées mauvaises. Pendant que Bucaille, rompu

de fatigue pour avoir, tout le jour et tout le soir, lutté contre le mauvais temps, ronflait dans la couchette en face, il se disait : « J'ai trop de colère quand je pense à lui. Je ne devrais pas essayer de le retrouver. Je le sais bien que je ne devrais pas. » Mais il sentait qu'il céderait. Le vent soufflait violemment, et la pluie, qui avait commencé de tomber vers sept heures du soir, cinglait, par grandes rafales, les planches du pont et les vitres de la chambre de timonerie, au-dessus. C'étaient les deux voix de la nuit, dans ce port de pêche extrêmement peuplé, le vent, la pluie ; elles avaient fait taire toutes les autres ; à cause d'elles, qui avertissaient les plus audacieux, les chalutiers ne prenaient pas la mer.

Au jour, le mauvais temps n'avait pas cessé. Bucaille sortit avec Gournay ; les compagnons s'en allèrent, presque tous, boire sous prétexte de visiter la ville, et quelques-uns, qui en menaient d'autres, connaissaient déjà des maisons dont les arrière-boutiques étaient des bouges véritables. Ils avaient mis leur suroît, boutonné d'un seul bouton, et sans passer les manches, par-dessus le tricot de laine bleue. Leur carrure faisait se retourner quelquefois les Écossais, qui estiment les solides épaules. Les gars de Boulogne en étaient fiers, et ils accentuaient alors le roulis de leur allure, sous la pluie, le long des maisons qui, toutes, ont l'air d'être neuves, étant bâties en moellons d'un granit blanc, éclatant et poudré de mica. Ils visitèrent le quai Waterloo, les chantiers de construction, la plage qu'ils comparèrent à celle d'Equihen, pour la longueur, et d'où le vent écartait jusqu'aux goélands rejetés vers les terres, puis, prenant le tramway, ils remontèrent les belles avenues, bordées de tant de monumens à coupoles, à tourelles et à clochetons. Elles étaient désertes. Un gamin les conduisit dans Duthie Park, où ils admirèrent les gazons et les arbres, et les premiers massifs de fleurs qu'on commençait à aventurer en plein air. Enfin, ayant franchi la Dee, sur le pont Wellington, ils trouvèrent, à l'entrée du faubourg de Torry, habité par des pêcheurs, et qui est bâti en étages, parmi les érables de Norvège, sur la rive droite de la Dee, une taverne où ils mangèrent, se séchèrent, et jouèrent longuement. Quelques-uns s'endormirent de fatigue sur les tables. Et le jour continua d'être froid et fumeux, sous les nuées qui passaient en tumulte.

Or, voici que vers cinq heures après-midi, à l'heure où, dans

les jours calmes, la lumière diminue de chaleur et augmente de magnificence, le ciel eut d'étroites rivières de clarté, entre les nuages dissociés qui formaient des îles mouvantes. Le vent n'avait pas cessé de souffler en tempête, mais la nappe de pluie était rompue, et le ciel, partout où les fragmens de nuages ne l'assombrissaient pas, était jaune doré. Les tombereaux n'amenaient plus de charbon à la *Tour-d'Odre;* le soutier avait même balayé le pont, et fait disparaître les traces de houille autour des ouvertures par où elle avait été versée. Gingolph, qui avait surveillé l'opération, s'habilla, mit sa vareuse bleue, et sa casquette de drap à visière vernie, qui lui donnaient l'air d'un maître de la marine, et il sauta, du bord sur le quai. Il eut assez vite fait de longer jusqu'au bout le bassin de marée, et de s'engager dans South Market Street. C'est la grande rue du port. Tout ce quartier appartient aux marchands de charbon, aux marchands de poisson et de salaisons, aux fabricans de glace et aux constructeurs de navires. Chaque magasin, chaque usine rappelait le port de Boulogne à l'esprit de Gingolph. Bientôt l'évocation fut plus complète et elle devint cruelle. Un groupe de femmes sortit d'une maison d'armement; elles étaient cinq; elles se donnaient le bras. Et déjà les souvenirs étaient là, et le cœur se gonflait dans la poitrine. Toutes, elles avaient un cotteron bleu, de grosses bottes, pareilles à celles des marins, un tablier blanc, et, comme la journée de travail venait seulement de finir, elles n'étaient pas coiffées. Elles marchaient dans la boue, elles trouvaient doux l'air froid qui ne sentait plus la morue. Quatre portaient, sur leur tête et sur leurs épaules, un châle écossais, et, sous l'étoffe qui faisait toit au-dessus du front, on voyait des mèches brunes ou des mèches blondes, tordues autour des bigoudis. Ce n'était pas le vendredi, le soir où l'on rencontre le *sweetheart*. Mais la cinquième, celle qui se tenait au milieu, comme la gloire, une grande fille qui regardait devant elle l'avenir en joie, n'avait sur la tête ni châle ni bonnet, mais ses cheveux d'un châtain clair et luisant, séparés au milieu, rejetés au-dessus de l'oreille, retombaient sur son dos, librement. Et ils étaient si jeunes qu'au-dessus de son front ils formaient une petite vague, avec un reflet doré qui changeait à la marche. Gingolph attendit les femmes et les regarda passer. Toutes cinq elles tournèrent vers lui leurs yeux, et leur bouche qui s'ouvrait pour parler ou pour rire, et lui, il eut une

si grande douleur d'avoir revu l'image, incomplète et étrangère, de Zabelle Gayole, qu'il dit : « Je le chercherai! »

Il continua devant lui, vers le sud, passa le pont jeté sur la rivière, et reconnut, de loin, le *Dragon*, amarré à l'arrière de deux vapeurs chalutiers peints en gris, qu'il connaissait également, pour les avoir rencontrés en mer, plusieurs fois, des chalutiers du service de Sa Majesté Britannique, la *Seamew* et la *Sea Flower*, qui pêchent pour les équipages des bateaux de guerre. Il aurait pu, après le passage du pont, suivre le quai de la Dee, s'approcher du *Dragon*, par l'arrière, et appeler le chef mécanicien. Mais il y avait peu de chance que l'homme se montrât. Gingolph prit la seconde rue, parallèle à la Dee, et la remonta jusqu'à l'extrémité. Elle aboutissait à une sorte d'esplanade, de place pavée, bordée par le fleuve qui s'élargissait à cet endroit. Les trois bateaux, les deux premiers de front, le troisième à la suite, dans le courant de la mer montante, bordaient la place, dans le sens de sa largeur, d'une bordure sombre. Les ponts des vapeurs s'élevaient au-dessus du niveau des pavés. Personne ne travaillait ou ne se promenait sur la place. Personne ne semblait veiller, sur les deux chalutiers et le harenguier, sauf un homme, assis à l'avant de la *Sea Flower*, et qui raccommodait une chemise. Gingolph sortit de la protection des maisons, traversa l'esplanade, et continua de suivre le quai de la Dee. Il y avait là, à droite, un groupe de maisons, après lesquelles on ne voyait plus que quelques constructions isolées, et une rive dénudée, montante, ouverte à la marée et au vent du large. Il chercha où il pourrait entrer, et lut, sur les murs de la dernière maison : *Tom Warren's Bar*. Nulle part il ne pourrait mieux observer le quai et la route qui vient des plages et des villages de la côte. Si Le Minquier sortait du bateau ou voulait y rentrer, on le verrait bien. Le couloir qui séparait en deux la maison était ouvert. Gingolph entra. A sa droite, un magasin d'approvisionnement pour les pêcheurs du quartier, un joli magasin, où il y avait un homme qu'il salua de la tête; à gauche, du côté de la mer, une salle qui lui parut trop grande pour lui seul, puis, au fond, une toute petite salle. Il poussa un peu plus la porte, qui s'était à moitié refermée, et il n'avait pas l'épaule droite engagée dans l'ouverture, qu'un buveur se leva, puis, se courbant, voulut passer sous le bras qui tenait encore la porte.

— Trop tard! dit Gingolph en l'arrêtant, et en le rejetant sur le banc scellé dans la muraille. Ah! tu ne t'attendais pas à moi, Le Minquier! Moi non plus! Tu es là comme un rat pris... Tu grinces des dents... Tu as les yeux fous... N'aie pas si peur... Tire ta main de ta poche! Pas de couteau! Tu entends, tire!

Par-dessus la petite table en fonte, Gingolph se penchait, étendant ses deux bras qui pouvaient se refermer sur l'homme. Celui-ci faisait semblant de rire. Il tira sa main de sa poche, et la posa sur la table.

— C'est cela, dit Gingolph, mais ne ris pas non plus, je te le conseille. J'ai le cœur malade à cause de toi, je ne peux pas te voir rire.

Le Minquier était fourbe, mais il n'était pas lâche. C'est à peine si sa figure perdit un peu de son air d'impertinence et de défi. Ses lèvres remontaient encore vers ses oreilles, et ses oreilles remuaient, et ses yeux luisaient de haine, quand il répondit :

— Tu as appris que Zabelle Gayole m'aimait mieux que toi. Je le sais, car je suis allé lui dire au revoir, le soir où tu es resté dans les rochers du cap Gris-Nez. S'il plaît à une fille qui n'est pas mariée de m'aimer, c'est qu'elle a des raisons. J'avais plus d'instruction que toi, mon pauvre.

— Elle t'a servi à mal faire.

— J'avais de meilleures façons. Zabelle m'a préféré. Voilà tout.

— Ne parle pas d'elle! Je ne lui en veux pas autant qu'à toi. C'est toi, le mauvais! Tu savais qu'on était heureux. J'étais son promis depuis ma jeunesse. Et elle ne me méprisait pas, non, avant de te connaître.

Le Minquier continua de braver Gingolph.

— Nous nous marierons, voilà le sûr. Le père Gayole a consenti.

— Ce n'est pas vrai!

— Reste en mer un peu de temps, et quand tu arriveras...

Le coup de poing qui fut frappé sur la table arrêta le persiflage. Gingolph était devenu très rouge; le sang galopait dans les artères de son cou.

— Ne parle plus, Le Minquier, écoute-moi. Tu m'as fait tant de mal qu'aucun homme sur la terre ne m'en fera autant.

— J'ai voulu...

— Tais-toi! Tu n'as plus qu'à te taire! Pour que j'aie la force de ne pas me venger, j'ai prié tout le temps que j'ai été en mer. Pour que je ne me venge pas, il faut que la pauvre mère Lobez l'ait demandé;... qu'elle ait demandé ta grâce, misérable, qui m'as cassé toute ma joie... Écoute encore : je ne sais pas comment je ferai pour ne plus aimer Zabelle Gayole.

— A ton aise!

— Mais toi, je sais que je ne pourrai plus te voir...

— Vraiment?

— Non, et voilà mon ordre; écoute-le, mon ordre!...

La voix de Gingolph restait sourde, il était penché, ses yeux ne remuaient plus.

— Tu ne m'approcheras jamais! Tu iras d'un côté quand j'irai de l'autre; tu me laisseras toute la largeur du quai lorsque je sortirai de mon bateau, ou que j'y rentrerai... Sans cela, je te le dis, tu es mort...

Le mécanicien se dressa, un bras levé. Gingolph se sentit menacé. D'instinct, il para avec sa main gauche, au hasard, et poussa un cri. La lame d'un couteau avait pénétré entre deux doigts. Le Minquier s'était effacé le long du mur, avait rouvert la porte, et disparaissait dans le corridor. Gingolph se jeta à la poursuite. Il entendit, derrière lui, le patron du bar qui accourait au bruit. Et certes, Le Minquier était agile. Mais les fortes jambes de Gingolph avaient une incroyable puissance d'élan. Il gagnait sur l'autre qui essayait de traverser la place, il lui coupait la route des bateaux amarrés, il l'obligeait à faire un détour, il le pressait, il le réduisait à suivre l'extrême bord de la Dee, il tendait les bras. Tout à coup Le Minquier fit une feinte, s'arrêta, et sauta dans le vide. Gingolph cria : « Rejoins ton bord par tes propres moyens! » Sur les bateaux de la flotte anglaise, deux marins riaient, et se préparaient à lancer une amarre à cet homme qui nageait, tout habillé. Sur le pas de sa porte, le patron de Tom Warren's Bar se demandait ce qu'étaient devenus ses deux cliens? Gingolph considérait sa main blessée, qui saignait. Il s'avança jusqu'à la bordure de granit du quai, secoua sa main au-dessus de la mer. Il suça le sang : une plaie, de la largeur de la lame du couteau, allait de l'articulation de l'index à celle du médium. Dans sa poche, il prit le gros mouchoir de coton repassé par la mère Lobez, enveloppa les doigts malades, les serra, et revint vers le café.

Des voix le hélèrent. Sur le quai, six marins de la *Tour-d'Odre* chantaient se donnant le bras, trois par trois. C'étaient Cantagrel le Loup, Hars, Henneveux, qui avaient l'air égaré, Malfoy, Montador et Gournay.

— Qu'as-tu à la main? dirent-ils en voyant le sang qui avait traversé l'étoffe?

— Je me suis fait mal avec mon couteau... Entrez chez Tom Warren... J'ai besoin de me remonter. Toi, Gournay, demande du café et de l'eau-de-vie, comme à Boulogne, et explique-lui que c'est moi qui paierai tout ce qu'il faudra.

Le beau Gournay, qui parlait un peu plus qu'il n'était nécessaire, pour bien montrer qu'il savait la langue du pays, traduisit la formule et ne fut pas compris.

— C'est bien simple, monsieur Tom Warren, reprit Cantagrel le Loup, on demande une bistouille!

Et comme l'Écossais n'entendait pas mieux, Cantagrel mit ses mains en porte-voix, et cria :

— Une bistouille! Le surnom du patron de la *Tour-d'Odre :* Bistouille! Allons vite!

Le « barman, » bon enfant, souriait de l'exubérance de ces méridionaux de Boulogne. Ayant compris, enfin, parce que Gournay avait recommencé la traduction, il apporta, non ce qu'on lui demandait, mais sa liqueur à lui, une bouteille de wisky, avec un siphon et des verres. Les sept hommes entrèrent dans la première salle à gauche du couloir, celle qui a deux fenêtres, l'une qui donne sur le port, l'autre qui ouvre sur l'embouchure de la Dee et sur la haute mer. En vérité, ils pouvaient se croire sur leur navire, dans cette lanterne bâtie en avant-garde, à l'entrée du port d'Aberdeen. Le reflet de l'eau et la clarté du ciel entraient par les deux grands hublots. Le vent venait sans obstacle là contre et heurtait les murailles.

— Qu'as-tu à la main? Voyons! dis-le donc?

Gingolph eut beau affirmer qu'il s'était coupé en ouvrant son couteau, ils n'en crurent rien.

Malfoy, Montador et Gournay s'étaient assis sur le banc le long du mur, en dessous de la fenêtre qui regarde vers le large, et chacun, à côté de soi, avait posé le verre plein de boisson gazeuse. Les autres compagnons entouraient Gingolph, qui était au milieu de la salle, devant la table où le patron avait mis la bouteille de wisky. D'un groupe ou de l'autre, des questions

furent faites à Gingolph, et il y répondait d'un mot juste et vite trouvé, lui qui n'avait pas bu. Après quoi, il se taisait. Il avait, sur ses compagnons, l'étrange ascendant de l'homme à jeun sur les esprits troublés. Il était, parmi eux, comme un chef qui entend les propos de la foule, mais qui n'attache de prix qu'à ses propres pensées. Il laissait dire.

— Gingolph, t'as pas vu la ville? T'as pas bu : aussi t'as l'air triste! Nous pas.

— Quelles maisons et quelles rues, Gingolph! Tu n'en as pas idée!

— Nous avons été dans un tramway, le nez en l'air, tout le temps, à cause des monumens qui sont hauts!

— Une ville qui est clochetée comme pas une!

— Qui est grise et brillante!

— Qui a toutes ses façades en pavé!

— Qui est blanche comme le neuf!

— Qui ressemble à une Bretagne toute nouvellement bâtie!

— Oui, figure-toi des clochers partout, des tours, des guérites, une dentelle de pierre au-dessus d'une école qu'ils appellent l'université, tout cela en granit! On ne connaît pas de gens qui travaillent le granit aussi bien que les gens d'Aberdeen. Regarde d'ici!

Gingolph répondit, du même air triste :

— Je vois d'ici toute la broderie de la ville!

Et il leva son verre qu'il vida jusqu'au fond.

En effet, par la fenêtre en face, il pouvait apercevoir, sur le ciel où volaient des nuages tourmentés, toutes ces flèches de granit qui forment, au delà des cheminées des usines, une ligne pleine de pensée.

— Gingolph, nous avons vu la musique du régiment : les hommes jouaient du biniou comme les Bretons, mais ils avaient un commencement de robe : c'étaient pourtant des gars superbes.

— Gingolph, on a trinqué avec des chaluteurs d'ici, au café qui est près du pont, là-bas. Ils ont essayé de nous faire comprendre ce qu'ils disaient. Pour signifier qu'ils prenaient beaucoup de poisson, dans la mer d'Aberdeen, ils ouvraient les deux bras, tiens, comme ça...

Et, comme Gingolph ne semblait intéressé par rien, ils demandèrent :

— Dis-nous alors ce que tu as fait? Depuis que tu es parti de Boulogne, tu ne parles plus, tu ne ris plus!

— J'ai du chagrin. Je ne peux pas vous le dire. Vous le saurez toujours assez. Mais je peux vous dire une histoire.

Il versa de nouveau du wisky dans son verre, et, ayant porté le verre à ses lèvres, il regarda la splendeur qui allait mourir dans le ciel, d'abord en face de lui, et ensuite à droite, par la fenêtre qui ouvrait sur le large. Puis il dit, les six compagnons l'écoutant avec un grand effort, le cou tendu, et parfois un petit contentement, parce qu'il disait des choses de leur monde :

— J'ai connu un homme qui était trop beau pour faire un marin. Sa mère le disait : « Il est trop beau! » A cause de cela, les capitaines ne l'aimaient pas, et les patrons ne l'aimaient guère. Mais toutes les femmes le regardaient. Il fit la pêche, un peu de temps, et après ce temps-là, on ne le vit plus. Ceux qui étaient jaloux de lui le cherchèrent, par cent questions qu'ils faisaient aux marins des vapeurs et des voiliers qui venaient dans le port. « Ne savez-vous rien de lui? Un si beau, à ce que disent les femmes, qu'on ne peut le voir sans se récrier? Vous, de la grande marine, l'avez-vous rencontré? » Mais tous répondaient qu'ils n'avaient rien vu de pareil. Ça n'est pas étonnant : il était allé chez les Russes, de là il avait passé chez les Esquimaux, et enfin dans une île qui avait des bords de glace taillée et dont il devint roi. Les habitans étaient des pêcheurs et de fins marins, tous et toutes. La Reine savait mener à la godille un canot chargé. En hiver, ils vivaient pauvrement, vous comprenez? Mais l'été, c'est beau partout, jusque sous le pôle qui a une manière de rire, comme Bucaille quand il a bu, ce qui lui arrive souvent.

Il leva son verre, et il dit : « Buvez, à la santé de celui dont je raconte l'histoire! » Les verres furent levés, il y eut un remuement de bottes, lasses d'être étendues. Le vent secouait les fenêtres. Gingolph reprit :

— Le Roi faisait comme tous les rois, qui vont se promener avec leur Cour, et faire des parties fines. Le beau pêcheur, un jour que l'île était aimable, s'en alla au bord de la mer, et descendit dans un canot, avec deux jeunes seigneurs qui savaient aussi bien ramer que lui. L'envie qu'il avait de tenir un aviron, lui aussi, le faisait se lever sur le banc d'arrière, et s'étirer.

Mais les gens de la Cour, qui regardaient du rivage, n'auraient pas compris. Et il se rasseyait en soupirant, et regardant la mer qui était claire, brillante, mouvante à peine. Quand vous retirez de l'eau, au bout de la ligne, une vieille de roche, vous savez que chaque partie de son corps est d'une couleur différente, et que tant que le poisson vit, il est habillé comme un paon. La mer, qui est vivante, avait de même toutes les couleurs. Le Roi la regardait, il voyait, dans le fond, des grottes, des jardins, des forêts, des gazons comme ceux des prés normands avant que l'herbe ne soit en graine. Voilà qu'il aperçut, tout à coup, pas très profond, une femme qui le regardait et qui l'appelait. C'était au bout d'un cap de l'île, un peu en tirant vers la plage, à l'abri du courant et du vent. La Cour était à s'amuser dans les rochers, bien loin. « Sapristi ! enfans, dit le Roi, j'ai envie de me baigner. » Ils n'avaient pas le droit de dire grand'chose, puisqu'il était le Roi. Et donc, il enlève son manteau de laine brodé, sa couronne, son jersey, et il plonge dans la mer. Il nageait bien. En moins de dix brasses, il est près du fond. Tout bougeait autour de lui, naturellement, mais il reconnaissait, à l'entrée d'une caverne décorée de coquillages, la femme qui l'avait appelé. Il reconnaissait sa tête levée, son menton fin, ses cheveux blonds, qui n'étaient pas plus collés par l'eau que si le vent avait soufflé entre eux. Quand elle le vit tout près, le beau Roi, elle lui jeta les bras autour du corps, et il sentit qu'elle le mordait à la poitrine. Oh ! pas bien dur ! Il ne voulut pas se fâcher, mais tout de même, il se débarrassa d'elle, il remonta, car il y avait bien trois minutes que durait la plongée. « Votre Majesté n'est pas malade ? demandèrent les deux seigneurs. Elle est pâle comme de la farine. — Non, non, messieurs, ne vous inquiétez pas. » Ils ne remarquèrent pas que le Roi s'était détourné, pour passer son jersey, et ils revinrent à la côte. Le Roi essaya de rire, quand il revit la Reine, mais il avait de la peine à ne pas montrer sa tristesse. Sa femme lui fit faire une soupe au hareng, avec beaucoup d'oignon, comme il l'aimait : mais il ne mangea que deux cuillerées. Et il s'en alla, de maladie lente, de trop penser à la femme de la mer. Il ne pouvait plus vivre : la garce lui avait mangé le cœur.

A peine eut-il fini l'histoire que Gingolph cria :

— Ma main me fait mal. Buvez encore à ma santé !

Ils burent encore. Ils regardaient Gingolph comme des gens

qui viennent d'apprendre une nouvelle, et qui demeurent un moment étonnés, se demandant : « Comment cela se peut-il ? » Dans leur esprit engourdi par l'alcool, l'idée que cet homme avait été abandonné par sa fiancée, pénétrait lentement. Cantagrel le Loup, un des anciens, hocha la tête, et dit, comme s'il faisait une confidence à ses compagnons assis en arrière :

— C'est son histoire qu'il raconte.

Gournay, d'un geste de la main, lui ordonna de ne pas continuer. L'image de Zabelle leur devint présente à tous. Elle était là, jolie et rieuse, la Boulonnaise, et ils sentaient leur cœur qui lui disait bonjour. Dans le grand silence le vent continuait de souffler. Il ébranlait la maison. Par la fenêtre de l'est, Henneveux, en se levant, aperçut la mer qui avait toutes ses crêtes blanches, la mer qui fauchait les deux rives de la Dee, avec ses lames qui montaient sur les berges, coup sur coup, étalées, frissonnantes, tournantes, comme s'il y avait eu une moisson à faire. Il dit, comme un regret :

— On ne pourra pas partir cette nuit.

Mais Gingolph le fit taire.

— Est-ce que c'est Henneveux qui commande? Non! c'est Bucaille. On fera ce qu'il dira. La vie! la mort! est-ce que ça ne vous est pas égal?

Tous, ils étaient excités par le wisky. Et ils approuvèrent Gingolph, parce qu'ils ne voulaient plus parler de Zabelle Gayole, la grande fille de la Beurrière de Boulogne, qui faisait tant souffrir, ce soir, le cœur de Gingolph l'abandonné.

XVIII. — CELUI QUI VOYAIT LE FOND DE LA MER

Bucaille avait donné l'ordre de partir, vieil homme que les clameurs de l'équipage pas plus que celles du vent n'intimidaient. Depuis l'enfance, il était en lutte avec le mauvais temps. Quant à l'insolence des matelots, aux réflexions à demi-voix, aux menaces de grève, il n'avait commencé à les connaître que sur le tard, et lorsque la vigueur de son poing avait déjà faibli. A présent, sa colère s'exprimait en paroles, en jurons et en gestes. Il ne frappait pas, il ne rompait pas les engagemens, il ne recourait point à la justice étrangère; mais il maintenait son commandement, et, jusqu'à présent, les hommes avaient plié. La *Tour-d'Odre* avait quitté Aberdeen à minuit. Contrairement

aux prévisions, elle ne faisait pas route au sud : elle pointait en haute mer, et retournait dans les parages où Gingolph avait fait une si belle pêche. « J'aurai ma chance, moi aussi! pensait Bucaille; je reviendrai chargé de hareng jusqu'à la lisse de mon bateau; en une seule nuit, je peux faire le plein. » Au petit matin il était à plus de cinquante milles au large, dans une mer démontée. Tout le jour, il continua de naviguer, sans changer la route, et, à l'heure où commence la courte nuit d'été, les bras croisés sur les toiles qui protégeaient la passerelle, il dit au second :

— Faut mettre la tézure dehors!

— N'essayez pas! Il y a trop de mer!

— Je te dis qu'il le faut! Je suis venu retrouver ton hareng. Ça fera deux victoires : une pour toi, une pour moi, une pour le jeune, une pour le vieux!

Gingolph montra du poing les nuages échevelés, chargés d'une pluie qui ne tombait pas, et entre lesquels la lumière s'éteignait.

— Voilà trois jours qu'ils galopent, répondit Bucaille; la tempête est usée.

— Je ne m'y fie pas!

— Je te dis qu'il le faut!

— C'est bien.

Et, se baissant, les deux mains faisant pavillon, Gingolph cria : « Allume les lampes! Ouvre les panneaux! On met dehors! » tandis que le patron, rentré dans la chambre de timonerie, diminuait la vitesse et, changeant la route du vapeur, présentait l'étrave de la *Tour-d'Odre* aux lames déjà lourdes de nuit et poussées par le vent du nord.

Mais le filet commençait à peine à couler par-dessus la lisse, que les hommes, et Bucaille peut-être avec eux, s'aperçurent de l'imprudence qu'on venait de faire. Ils étaient à leur poste; la lumière des lampes leur taillait une cage dans l'ombre crépusculaire; ils plaisantaient parce que, malgré l'habitude, ils avaient du mal à garder l'équilibre. Le patron se tenait près du gouvernail d'avant; Gingolph, à côté de lui, lançait en mesure les quarts à poche par-dessus le bord. Les lames, l'une après l'autre, poursuivaient le navire qui reculait à petite vitesse. Chacune à son tour l'atteignait, l'enlevait, l'étreignait en coulant sur les tôles, dépassait le centre de gravité, et, faisant basculer le haren-

guier, le laissait retomber, l'hélice tournant à vide, dans le creux d'une eau battue et affolée, que dominait déjà une colline en marche. Tous ces pêcheurs et les mousses eux-mêmes avaient l'expérience du gros temps. Ayant mis leur suroît, ils ne s'étonnaient plus de rien. Cependant la violence de la bourrasque augmentait. Toutes les deux ou trois lames, l'eau, coupée par l'avant, se dressait, jaillissait en deux colonnes jusqu'au-dessus du pont, et là, prise par le vent qui fauchait toute la mer, aplatie, formée en plaques luisantes comme l'acier, traversait horizontalement la *Tour-d'Odre*, de l'avant à l'arrière, heurtant les câbles, la cheminée, la passerelle, les portes des postes d'équipage, et les hommes qui recevaient cette douche glacée dans le dos, sur la poitrine, ou en plein visage, et en demeuraient, un moment, étourdis ou aveuglés. Gingolph se détournait quelquefois pour voir la couleur de la nuit Tout à coup, le navire présenta le flanc à la lame, le pont fut couvert d'eau, trois hommes roulèrent jusqu'à la lisse; des cris s'élevèrent : « Eh! Bucaille? Barrez! Que faites-vous? » Le patron, affalé, fit signe que le navire n'obéissait pas. Le vent avait sauté subitement du nord au sud. La *Tour-d'Odre* s'inclinait sous la poussée de la rafale et de la mer.

— Bâbord toute!

Le hurlement de Bucaille domina le bruit de canonnade d'une vague énorme heurtant le navire en plein travers et couvrant tout le pont. Balard qui, de la chambre de timonerie, commandait le gouvernail d'arrière, mit toute la barre à bâbord, le bateau acheva de tourner et se retrouva vent debout. En même temps, les hommes se précipitaient sur les filets et coupaient les mailles; d'autres coupaient l'aussière. Mais, au moment où la *Tour-d'Odre*, séparée ainsi de la partie de tézure qu'on avait jetée dehors, libre de ses mouvemens, reprenait sa route, l'hélice s'arrêta. Bucaille, Gingolph, Cantagrel le Loup, Hars, deux autres encore, coururent à l'arrière, se penchèrent pardessus la lisse et, quand le navire se leva, virent que l'hélice était engagée. Un morceau de filet, avec le cordage de manœuvre, avait été attiré, roulé, feutré par elle et l'immobilisait. Le vapeur ne pouvait plus se servir de sa machine. Il devenait une épave. La voix de Bucaille sonna de nouveau :

— Fermez les panneaux!

Difficilement, sous les paquets de mer qui s'abattaient autour

d'eux et sur eux, les hommes fermèrent les ouvertures, et, un par un, s'accrochant à tout ce qui pouvait les retenir, se réfugièrent dans le poste d'équipage. Les mécaniciens n'avaient pas quitté la chaufferie. Le dernier des marins qui s'aventura sur le pont, ce fut, comme il convenait, le patron Bucaille. Il avait fait signe à Gingolph : « Adieu! Va avec les autres, mon enfant! Je suis désespéré! » Seul il suivait le bord de son bateau, tantôt porté en l'air et serrant la lisse de ses deux bras, tantôt couché le long du pavois, recevant les torrens d'eau qui coulaient sur le pont, heurté par les pelles à hareng, par des planches détachées, par des bouts de filin manœuvrés par la tempête et qui fouettaient le navire. Peu à peu, avançant d'une longueur d'homme à chaque effort, il atteignit le milieu de la *Tour-d'Odre*, et se jeta dans l'escalier de la passerelle. C'était le salut, jusqu'au moment où le navire coulerait. En haut, Balard tenait à deux mains la roue du gouvernail, et les yeux terribles, à demi fou, essayait de donner une direction à cette masse qui n'avait plus d'élan et n'obéissait plus. Quand Bucaille arriva, ils faillirent se battre, l'un voulant prendre le poste de manœuvre, et l'autre le garder. Balard céda. Bucaille se pencha, prit, dans une poche de cuir clouée à la paroi, une bouteille d'eau-de-vie, et la but à moitié, sans décoller les lèvres du goulot.

— Prends le reste!

Alors, ayant confiance, résolu à tout, et il ne savait à quoi, debout, les mains sur la roue, son torse énorme penché, il commença de crier dans le cornet de cuivre qui communiquait avec la machine :

— Attention! Quatre-vingts tours, en avant!

L'ordre fut répété, mais la machine refusa.

— Quatre-vingts tours, en arrière!

La machine refusa encore. Le patron se redressa. Et il se mit à manœuvrer la roue, comme avait fait Balard. Le navire allait en tous sens, presque toujours en travers à la vague, il était couvert d'eau. Des pointes de lame crevèrent la vitre, juste en face de Bucaille, et lui, il cracha dans le vide, pour montrer son mépris, et il continua de gouverner son épave. Balard, couché à ses pieds, s'endormait de fatigue. Dans le poste d'avant, l'eau avait aussi pénétré; elle frappait les panneaux de bois de la porte; elle giclait par les fentes, à chaque fois que la mer déferlait sur le pont, et, coulant le long des parois de l'escalier,

s'amassait dans l'étroite cuvette que forment les coffres des marins, à cette pointe du bateau. Eux, les hommes, épuisés, n'ayant pas mangé depuis longtemps, ils étaient là au nombre de quinze, couchés sur les coffres ou dans les couchettes disposées le long des tôles, les unes au-dessus des autres. Ils dormaient; ils fumaient; ils essayaient de plaisanter; quelques-uns, malades, vomissaient sur les paillasses. L'atmosphère était irrespirable, l'obscurité presque complète. On s'était jeté là comme on avait pu. On savait qu'il n'y avait rien à faire, et que, si on ouvrait la porte, le refuge serait inondé. Le bateau craquait, secoué en tous sens, pris de mouvemens désordonnés. Et la peur grandissait chez les plus braves. Au bout de peu de temps, ils ne savaient plus depuis combien d'heures ils étaient là enfermés. Un homme, on croit que ce fut Henneveux, qui avait la voix jeune et chantante, commença une histoire, pour amuser les autres. Mais il s'interrompit sans que personne lui demandât de continuer.

— La tête me tourne! dit-il.

Un des compagnons repartit :

— Quelle heure est-il?

On vit une petite lumière dans une des longues boîtes de bois qui formaient la muraille de droite. Une voix répondit :

— Deux heures du matin.

Il n'avait pas achevé que la *Tour-d'Odre* pointa, droit en l'air. Les hommes crièrent. Puis elle fut précipitée, non pas l'étrave en avant, mais couchée sur ses tôles, dans un abîme qui parut sans fond. Elle se redressa malaisément, et à moitié. Une vague s'abattit contre la porte. On entendit l'eau qui jaillissait sur les barreaux de l'échelle et coulait en cascade. Il sembla à tous que le bateau était pris dans un tourbillon, qu'il tournait sur lui-même, et qu'il descendait. Quelqu'un se leva, et pataugea dans la mare en mouvement qui courait sur le parquet. Il se dirigeait, tâtant de la main les coffres, vers l'extrémité du poste, qui finissait en angle aigu, comme le navire lui-même. De dessous son suroît, il tira un porte-allumettes en métal, don ancien de Zabelle, et il dit :

— Mes enfans, c'est le moment d'allumer les cierges et de dire les prières!

Une flamme éclaira son visage qui n'avait ni pâli, ni changé d'aucune manière, et qui demeurait triste seulement

comme dans la taverne de Tom Warren. Des têtes sortirent de l'ouverture des couchettes. Il leva son bras, pendant que le navire plongeait de nouveau, ouvrit la petite chapelle vitrée que tous les patrons du Portel et les meilleurs de ceux de Boulogne clôuent à l'angle extrême du poste, et il alluma deux cierges, de trente centimètres de haut, disposés à droite et à gauche d'une statuette de la Sainte-Vierge, et qui avaient été bénits avec elle, jadis, par le doyen. Les cierges brûlaient mal dans un air épuisé. Des formes se soulevaient des couchettes, très vagues, comme plongées dans la brume. La plupart des hommes étaient nu-tête, pas tous, ceux seulement qui avaient leur raison. Gingolph, appuyé en arrière à la table de l'équipage, récita le commencement de « Notre Père qui êtes aux cieux. » Les autres répondirent, songeant à Boulogne, ou au Portel, ou à rien. Il dit encore : « Je vous salue, Marie, » et, quand il eut fini, il jugea que tout le devoir de prière était rempli. Un coup de vent ouvrit la porte. Les bougies s'éteignirent presque. L'air de tout le poste fut renouvelé. Le mousse loveur se jeta sur l'échelle, y grimpa, ferma les battans de bois, et de là-haut cria :

— On est f....! Tous!

— A présent, continua Gingolph, je vas faire la quête pour l'église.

— Ça se doit, répondit une voix. On demandera leur part à ceux de la chaufferie, plus tard.

Les deux petits cierges éclairaient mieux la chambre triangulaire. Plusieurs des marins de la *Tour-d'Odre* étaient descendus des bancs ou des couchettes, et, les bottes dans l'eau, comme Gingolph, penchés, ils cherchaient, au fond des coffres, la pièce de monnaie qu'ils voulaient donner. Gingolph tendit la casquette qu'il avait à la main, d'abord au grand mousse que la peur tenait accroché à l'échelle, là-haut, puis aux deux petits, qui dormaient dans la même couchette, à demi morts de fatigue, et qui ne virent pas même le bras du quêteur et n'entendirent pas la voix qui répétait : « Donnes-tu, Pierre-Marie? Donnes-tu, Jean-Baptiste? » Puis ce fut le tour de Cantagrel le Loup d'être quêté. Le vieux pêcheur ne sortit de sa poche qu'une pièce de billon, parce qu'il était de bourse peu ouverte. La chaleur redevenait intolérable. Le navire tanguait à mort, et craquait si fort qu'on eût dit qu'il allait s'ouvrir en deux. Le second faisait le tour de la table ; il appelait les noms, afin de

tirer les hommes de la somnolence où la plupart étaient plongés. Tous ils donnaient, sans un mot. Quand il eut achevé sa tournée, il rassembla l'argent dans le creux de sa main, le versa dans son mouchoir à carreaux, et noua par-dessus les quatre coins.

— Je porterai ça avec Bucaille, quand on aura échappé!

Les mots tombaient dans les âmes lasses, et n'y faisaient point lever de réponse. Seulement, le grand mousse, qui avait regagné son banc, du revers de sa manche essuya ses yeux. Il y eut un grand silence des hommes qui écoutèrent la tempête.

— A présent, dit Gingolph, on est en règle. — Il pensait que la mère serait contente. — On est en règle; il n'y a plus rien à faire : si on jouait au pandour?

Cette fois, les paroles du second eurent de l'écho.

— C'est cela! Donne les cartes, Papegay : c'est toi qui les as serrées dans ton coffre.

Sur le navire en détresse, prisonniers de la mer, les hommes se mirent à jouer une partie de pandour. Les voix sonnèrent et se répondirent : on eût dit que le danger était passé. Non, il avait seulement duré. La *Tour-d'Odre* continuait d'être comme un écueil avancé quand monte la marée, couvert par chaque lame et ruisselant de toutes parts après qu'elle a passé. Les joueurs tombaient les uns sur les autres; l'eau noire du poste leur sautait aux cuisses; les cierges se consumaient; par les fentes de la porte, on commençait à voir la pâleur du matin. Et tout là-haut, au milieu du navire, dans la cage défoncée de la chambre de timonerie, qui décrivait un terrible arc de cercle, ou se dressait, et se cabrait, toutes ses fenêtres vers les étoiles, Bucaille, dessaoulé, mais constant dans sa pensée unique, se penchait au-dessus du cornet acoustique, et, sans savoir s'il y avait encore des mécaniciens pour l'entendre, criait : « Attention! Faites route en avant! »

Cependant Gingolph ne jouait pas. Lui et Balard, qui était un vieux plein d'astuce, lui et Gournay que le péril exaltait, tous trois graves, pas plus malades que s'ils avaient cueilli de la bruyère sur la lande d'Equihen, ils se tenaient debout, accotés contre une couchette ou contre le placard aux provisions, dans la partie la plus large du poste, près du fourneau, et ils travaillaient. A l'extrémité d'un aviron, taillé en épieu, ils attachaient, avec des ficelles, usant de nœuds compliqués et serrés

tout du long, un couteau à virole, qu'un des hommes avait donné. Il fallut plus d'une demi-heure pour que le travail fût achevé. Puis, aux secousses qui n'ébranlaient plus de même tout le plancher, aux intervalles très courts pendant lesquels le vent soufflait moins fort, Gingolph jugea que le moment était venu.

— Assez de pandour! A présent, on va sauver le bateau! Venez aider à la manœuvre!

Le premier, il monta par l'échelle, et poussa la porte.

Ah! la mer était noire dans le petit matin, et furieuse encore, et point lasse d'assaillir la *Tour-d'Odre*, qui n'en pouvait plus! Mais personne ne resta en bas. On eut de la peine à mettre un canot à la mer, et les trois hommes qui s'y jetèrent l'un après l'autre, en se laissant glisser le long des cordes, Gingolph, malgré sa main malade, Gournay et Balard, savaient ce qu'ils risquaient : au péril de leur vie, ils voulaient attaquer et détruire cette masse de filet enroulée autour de l'hélice, et ils n'avaient d'arme qu'un couteau emmanché. Ce fut une lutte magnifique. Vingt fois on les crut écrasés par l'arrière du vapeur que les vagues soulevaient et laissaient retomber; on les vit lancés contre le bord, ou emportés au loin par le vent et par le mouvement de la mer. Les compagnons groupés sous le vent, penchés, haletans, la tête dans les épaules, muets comme des cormorans posés sur la couronne de fer d'une balise, attendaient. Enfin, après longtemps, longtemps, comme Bucaille commandait encore : « Faites route en avant! » l'hélice se mit à tourner, et un grand cri s'éleva.

Quand Gingolph remonta sur la passerelle, la *Tour-d'Odre* faisait déjà route au sud. Le vieux patron lâcha la barre, et dit :

— Ramène le bateau, Gingolph! Je ne suis plus bon à rien.

Il descendit dans la chambre et s'endormit avant même d'avoir quitté son suroît. La plupart des hommes en firent autant, et se couchèrent là où ils se trouvaient. Gingolph en mit deux à la barre, et appela le grand mousse, qui avait déjà dormi.

— Mets du suif au creux de la sonde!

En quel point de la mer du Nord la tempête et les courans avaient-ils entraîné le bateau? A quelle distance des côtes? Il fit stopper, jeta le plomb à la mer, et, courbé sur la lisse, à

l'arrière, laissa la corde couler dans sa main. Le mousse était près de lui. Les vagues montaient jusqu'à toucher le bras qui tenait la corde, mais elles ne passaient plus par-dessus le pont. Lentement, il laissa se dérouler la corde, comme un pêcheur qui attend la morsure du poisson. Mais c'était la morsure de la terre qu'il voulait sentir. Le plomb, bientôt, ne pesa plus. Gingolph fit remettre la machine en marche et retira la corde. La sonde donnait quarante-sept mètres de profondeur, le suif indiquait un fond de sable. Une demi-heure plus tard, la profondeur était moindre, et le fond de coquilles brisées.

— Je crois que nous sommes en bonne route, dit Gingolph; mais je n'en suis pas sûr encore.

— Il faudrait voir la terre, répondit le mousse.

— Nous ne la verrons pas : voici la sale brume.

La clarté diminuait, la mer devenait molle, et commençait à fumer. En peu de temps, la brume devint épaisse, et le vent tomba. L'équipage presque entier dormait. Gingolph veillait à tout, il tâtait le fond de la mer, toutes les demi-heures, et la *Tour-d'Odre* naviguait dans le jaune, en un point inconnu, sans que l'appel de sa sirène reçût aucune réponse. Vers le soir, le brouillard étant de plus en plus fort, les hommes s'inquiétèrent. Ils avaient dormi et mangé. Bucaille n'avait pas reparu. Ils s'approchèrent du second, assis près de la misaine, et qui examinait le plomb de la sonde qu'on venait de retirer.

— Enfin, où va-t-on ? demanda Henneveux, qui était la plus forte tête parmi les jeunes. Il faudrait savoir où on va ? Il y a des anciens qui disent que le bateau sera bientôt échoué sur la côte de Belgique, qu'on le voit à la couleur. C'est l'avis de Balard, et celui de Cantagrel.

Et comme Gingolph se taisait :

— Qu'as-tu à dire ? Ils en ont fait des marées, eux, ces vieux-là !

Gingolph releva la tête. Ses lèvres demeurèrent fermées. Il prit seulement une petite pincée de ce sable que le plomb avait ramené, la roula entre le pouce et l'index, et haussa les épaules, qu'il avait formidables. Ses compagnons n'insistèrent pas. Ils apprirent, l'instant d'après, que le second était allé se reposer. Et alors ils pensèrent que Gingolph savait des choses.

La nuit vint. L'inquiétude persistait parmi les hommes. Un

peu après minuit, Gingolph parla. Il dit, regardant la sonde qui venait de toucher le fond :

— On va entrer dans la Manche.

Et il changea la route, et diminua la vitesse. Dans tout le navire on connut aussitôt la nouvelle. Les compagnons se défiaient. Cependant, une demi-heure ne s'était pas écoulée qu'un grognement énorme, à tribord, répondit au cri déchirant que poussait la sirène de la *Tour-d'Odre*. D'autres sirènes annoncèrent bientôt la présence, dans les eaux prochaines, de navires qui suivaient un chenal. On doubla les hommes de quart. La *Tour-d'Odre* coupait lentement la brume, avec son étrave qui oscillait à peine. Gingolph, qui ne quittait plus la corde, reconnut un trou de roches, par mer profonde, vers deux heures du matin ; peu de temps après, un plan de sable incliné, puis un talus qui se relevait rapidement : 19 mètres, 17 mètres, 13 mètres.

Alors, le second se mit debout pour mieux être entendu ; il assembla ses mains en cornet :

— Je m'y reconnais, mes enfans ! Nous sommes à la pointe du Colbart ! Route au sud-sud-est !

Il faisait noir comme dans un four. Mais Cantagrel le Loup, qui passait près de Gingolph, ayant allumé une allumette et tiré plus de bouffées de sa pipe qu'il n'était nécessaire, observa que le second riait et se frottait les mains. Et il dit à ceux des compagnons qui dormaient à moitié, à l'avant, le long du pavois :

— N'y a pas de plus grande nouvelle depuis qu'on est parti de Boulogne : j'ai vu rire Gingolph Lobez !

Gingolph dit encore quelques mots, tous les quarts d'heure : « Fond de sable,... fond de sable à coquilles brisées,... fond de roches,... fond de roches et petits graviers... »

Les coups de sirène devinrent plus rares. Le brouillard laissa passer la lumière du premier matin. Gingolph, qui s'était porté à l'avant, et penché au-dessus de l'étrave, aperçut une petite chose noire, dans le court rayon de la vue incertaine. Il fit stopper. Les hommes dirent : « C'est une roche ! » Gingolph cria :

— Hé ! là-bas ! Qui êtes-vous, les moineaux ?

La voix tombait comme vaine et sans timbre dans ces brouillards. Elle dut mettre plus de temps que de coutume à

atteindre la chose noire qui se balançait sur l'eau et qui changeait de forme à chaque seconde, à cause des reflets et de l'ombre. On vit une tête se dresser au-dessus d'une ligne sombre. Et une réponse vint :

— Jean Malfoy.

— De quel port ?

— Boulogne, parbleu !

— A quelle distance sommes-nous ?

— Tout contre, en plein dans le chenal.

Le bateau ralentit encore sa marche, et passa à toucher le canot.

Les hommes avaient entendu. Ils se levèrent. Ceux qui étaient loin accoururent. Tout l'équipage fut bientôt autour de Gingolph. « Quelle belle manœuvre ! — Moi, je pensais bien que ça finirait comme ça ! — Moi aussi ! moi aussi ! » Celui-là lisait le fond de la mer. Pas de cartes, pas de jour, pas de brevet de capitaine : il avait tout dans la tête. Ce Gingolph avait fait une chose étonnante ; ils le lui disaient, en lui serrant la main, les uns le tutoyant, les autres non. Le mousse loveur, qui avait cru la *Tour-d'Odre* perdue, sautait de joie par-dessus les cordages traînant sur le pont. Du haut de la passerelle, Bucaille, enfin réveillé, commandait :

— En avant, doucement !

L'étrave de la *Tour-d'Odre* entrait dans une eau jaune, tournoyante comme celle qui sort des passes étroites, et les tourbillons entraînaient de l'écume, des débris de bois et d'herbe. Les marins pensaient à la Liane. Ils aperçurent avec attendrissement des épluchures de légumes qui flottaient. Bientôt, on vit deux grands bras, d'un violet vague, tendus à droite et à gauche, et c'étaient les falaises de Wimereux et celles du Portel. Une drague siffla pour avertir de son passage. Au-dessus des charpentes de la jetée de gauche, des morceaux de falaise, puis la croix de la chapelle des marins, puis le toit rouge de plusieurs maisons sortirent du nuage. Une vague d'air tiède, pleine du bruit de la ville, déferla sur le pont. Et les premiers rayons du jour illuminèrent la *Tour-d'Odre*.

La fatigue était si grande que, lorsque Gingolph fut arrivé chez la mère Lobez, il n'eut pas la force de raconter son voyage, ni de manger, ni de boire, mais il demanda son lit, s'y jeta, et s'endormit. Il dormit pendant vingt-quatre heures. Des amis

vinrent le voir, l'armateur le fit demander : on ne put le réveiller. Au matin cependant, comme il se retournait, la mère Lobez, assise près du lit, passa la main sur le front et sur les joues du marin, comme s'il avait été le petit mousse d'autrefois, et elle l'appelait :

— Gingolph ? Mon Gingolph ?

Il ouvrit les yeux, il commença de sourire, puis il reconnut sa mère, et il se détourna, et la douleur reprit possession de son visage.

— Ah ! ma pauvre mère, je croyais que c'était ma Gayole !

Elle eut le cœur percé d'une douleur vive. Ne sachant que répondre, elle embrassa son enfant :

— Qui t'a aimé comme moi ?

Mais cela ne le consola pas.

Entre eux, il y avait un secret, dont ils ne voulaient point parler : c'était la date du mariage de Zabelle. Tout Boulogne et le Portel savaient que la fille de l'ancien patron Gayole se mariait le 22 juin, qui était un mardi, avec le mécanicien Le Minquier. Gingolph le connut bien vite, mais il n'en parla pas. « Que ferons-nous ce jour-là ? pensait la mère. Il est capable de vouloir se rendre à Boulogne, pour la voir passer. Alors qu'arrivera-t-il ? » Lui, il se disait qu'il ne devait pas tourmenter la mère, en lui parlant du 22 juin, et qu'il faut que les hommes portent leur chagrin tout seuls. Elle pensait encore : « Si j'étais riche, je l'emmènerais bien loin ! Mais nous n'avons pas le moyen de voyager. Et la *Tour-d'Odre* n'est pas finie de réparer. »

Le matin du 22, avant l'aube, elle s'éveilla, et récita son rosaire, pour que Gingolph ne souffrît pas trop. Elle demandait : « Faites-moi souffrir ; mais pas lui. Il est moins bien fait que moi pour la peine du monde, je vous assure, mon Dieu, il pense moins à vous. » Elle s'habilla. Elle avait prévenu Jeanne, sa seconde fille, celle qui était simple comme une palombe, d'être prête de bonne heure, pour préparer la soupe et le café. Car Jacqueline, la couturière, n'aimait pas faire la cuisine, et Jeanne, qui allait atteindre dix-sept ans, était chargée, presque toujours, des besognes que refusait l'aînée. Jeanne se leva sans tarder, prépara la soupe et le café.

— Mets ton mouchoir de laine, pour sortir, dit la mère.

La mère Lobez était toute défaite de visage, quand elle demanda à Gingolph, qui descendait de son grenier :

— Veux-tu venir faire un tour de promenade jusqu'à Équihen ? J'ai du monde à voir par là-bas.

Gingolph répondit simplement qu'il voulait bien, et elle fut déchargée d'une grande crainte. « Peut-être qu'il n'y pense pas, » se dit-elle. Elle le regardait de côté, tandis qu'il marchait à sa gauche, et il n'avait pas « l'air d'y penser » en effet. Il était grave, comme de coutume ; il roulait sur ses fortes jambes ; il répondait posément aux questions et aux souvenirs que la mère et Jeanne multipliaient : « Te souviens-tu, quand tu étais mireur de goélettes? Quand tu naviguais sur la *Reine-Marie?* Et les soirs où le vent sifflait, quand nous logions dans le bateau sur la falaise d'Équihen, et que tu nous racontais des histoires de marine ? » Gingolph, une fois, répondit : « Je me souviens d'une veillée de Noël aussi, où j'avais chanté et quêté des sous, au quartier de la Beurrière. » La mère Lobez se hâta de parler d'autre chose. Il faisait un temps pur ; il y avait plus d'été dans l'air et sur les champs que la Manche ne le permet souvent. La mer se reposait. A peine son souffle frais se mêlait-il à l'air chaud qui se levait de la plage. Un flot sans force, dont le murmure était tout de même celui d'une grande voix, se brisait sur le sable. L'eau, sur le bord, était transparente ; elle était bleue au large. Lorsque les petites plages eurent été laissées en arrière, et que Gingolph eut devant lui cette immense faux recourbée de la plage d'Équihen, la mère Lobez s'arrêta et dit :

— Voilà où vous avez été élevés.

Tout de suite une autre pensée lui vint.

— Ton pauvre père n'a jamais navigué, lui, que sur la *Reine-Marie*. Il n'a pas eu d'avancement, la mort l'a pris.

Elle avait été appelée, la veille, par un commis d'une maison d'armement de Boulogne, et elle avait causé avec lui.

— Quelqu'un que j'ai vu, hier, m'a parlé de toi, mon Gingolph.

Il fit cette réponse :

— Tout le monde parle de moi en effet. A l'heure même où nous sommes, je crois que tous les hommes et toutes les femmes de la marine, de Boulogne à Équihen, disent mon nom.

— Je me suis engagée pour toi, reprit-elle en essayant de rire. Oui, moi, la mère Lobez, j'ai répondu que tu accepterais les propositions de l'armateur, M. Demoutiers.

— Lesquelles ?

— Il vient d'acheter un vapeur, en Angleterre. C'est toi qui commanderas le bateau. Il s'appelle d'un beau nom : *L'Empereur*. Demain, j'ai dit que tu irais voir M. Demoutiers.

— Pourquoi pas aujourd'hui ? Pourquoi pas, la mère ?

Il disait cela d'un ton si âpre, que la mère Lobez sentit mourir en elle la belle joie qu'elle s'était promise, d'annoncer la nouvelle à Gingolph.

— Ce serait bon pour nous tous, mon enfant, dit-elle.

Gingolph continua de marcher sur la plage, les yeux devant lui, sans répondre. Puis tout à coup, il attira Jeanne, il la serra contre son cœur, comme il n'avait point fait depuis longtemps.

— Ah ! petite gueuse, est-ce que tu seras comme elle ?

L'enfant comprit tout de suite.

— Non !

— Est-ce que tu trahiras ?

— Non !

— Est-ce que tu feras souffrir ?

La souffrance est si dure aux jeunes que la jeune fille eut horreur de cette pensée.

— Non, mon Gingolph ! Je ne ferai jamais souffrir !

— A cette heure-ci, elle est mariée à celui qui ne l'a pas aimée le premier ! On s'était dit les premiers mots de notre amitié quand j'étais encore enfant. J'avais ton âge à peu près. Si ton cœur était pris, Jeanne, vois-tu ce que ça serait, d'être trahi ? Pourquoi l'ai-je connue ?

Il écarta de lui sa sœur, qui était en larmes, et toute fière, dans le fond de son cœur, d'avoir été choisie par la douleur d'un homme. Puis il prit la main de Jeanne et la main de la mère, et ils s'en allèrent ainsi, très loin sur la plage, au bord des garennes d'Hardelot, dans la partie sauvage où les bateaux n'abordent pas. Alors, tous trois, ils s'assirent sur la pente des premières dunes. Ils avaient la même physionomie, étant émus de la même peine. Ils s'imaginaient parfois entendre le son des cloches. Les rares passans qui de loin, le flot étant retiré, apercevaient cet homme entre deux femmes, pensaient : « Voilà un marin en bonne fortune ! » La mère Lobez disait :

— A présent au moins, tout est fini. C'est comme s'il y avait la mer entre vous.

— Dis pas ça : moi, je passe la mer. Il y a plus que la mer.

— Quoi donc ? dit-elle, contente.

— Il y a toute ma colère.

— Hélas !

Rosalie Lobez ne voulut point juger plus longuement la colère de Gingolph, et elle continua :

— J'avais pris bien dur sur moi-même pour m'entendre avec la Boulonnaise. J'avais fini par l'aimer, parce qu'elle n'était pas toute mauvaise, bien sûr. Mais ma tentation a toujours été ailleurs... Mon Gingolph, tous les cœurs ne sont pas légers comme le sien.

Il l'interrompit :

— Ne me parle d'aucune.

La mère reprit, comme si elle pensait tout haut :

— Si tu avais vu Marie, le jour de la bénédiction de la mer, où elle a mis son beau costume, tout ce qui est arrivé ne serait pas arrivé... Je regrette la faute que j'ai faite, de te laisser aller par la ville.

— Que c'est loin de nous !

— Sais-tu qu'elle a eu, la semaine passée, un bel avancement ?

— Ne me le dis pas.

— Tu te rappelles la vieille Louise Wacogne, qui commandait les femmes du grenier de M. Grollier ? On l'a trouvée morte dans son lit, pas plus blanche que d'habitude, mais morte. Devines-tu qui on a choisi pour la remplacer ? Oui, Marie Libert, notre cousine. Contredame à vingt-cinq ans ! Voilà qui fait son éloge !

— Tant mieux pour elle !

La veuve, comme si elle voulait faire un serment, étendit sa main sèche et usée, à travers laquelle on voyait le jour.

— Celui qui aurait son amitié, Gingolph, aurait la paix.

— Elle est pour d'autres !

— Il aurait un abri, une conseilleuse, ce que moi j'appelle une femme. Vois-tu, mon petit, rien ne vaut les cœurs d'ici : les cœurs où il y a dedans un grain d'encens.

Gingolph secoua la tête.

— Non, maman : Marie Libert et moi, on n'est plus fait pour se plaire.

— Pourquoi ?

— J'ai le goût salé, à présent... D'ailleurs, ne te mets pas en peine : ça ne sera ni elle, ni personne.

La veuve comprit qu'elle n'aurait pas gain de cause, au moins dans cette journée. Ils restèrent assis, tous les trois, devant la mer qui montait. Ils se taisaient. Ils la regardaient venir. Sans doute, elle avait des histoires pour toutes les douleurs : quand Gingolph l'eut écoutée longtemps, il se sentit plus fort, et il dit :

— Rentrons ; demain, je reprendrai mon métier.

La mer ! Quand nous serons morts, n'est-ce pas, mon Dieu, vous nous rendrez la mer ?

XIX. — LA BELLE NORMANDE

Dix-huit mois ont passé sur la douleur de Gingolph et sur les noces de Zabelle. La douleur de l'homme n'a guère changé, mais Zabelle n'est pas heureuse. Le père a été ruiné, il a dû vendre son bateau et la maison de la rue de Folkestone. Il n'est plus qu'un pauvre retraité de la marine, qui vit sur la limite extrême de la Beurrière, près de la paroisse de Saint-Martin, et qui descend de là, quelquefois, lorsque le temps est doux. Zabelle, trop intelligente pour ne pas lutter contre la misère, est devenue mareyeuse. Elle a loué un magasin et une grande cour, sur le port, derrière la halle. Il fallait un cautionnement : il a été avancé par Mlle du Haut-Berger. Zabelle achète le poisson à la criée et l'expédie au loin ; elle gagne pour élever son premier enfant, pour payer la toilette qu'elle n'a point cessé d'aimer, pour aider ses parens, qui viennent lui dire, l'un après l'autre : « Zabelle, toi qui es riche... » Mais, depuis les malheurs, le ménage n'est guère uni. Le Minquier a parlé de s'embarquer sur un long courrier. On assure qu'il a reçu des propositions d'une Compagnie transatlantique étrangère dont les navires font escale à Boulogne. On dit de lui des choses qui sont fausses, d'autres qui sont vraies, et dont bien peu sont flatteuses.

Gingolph est au Havre, avec *L'Empereur*, retenu là-bas par une avarie. La première lumière du matin entre à peine dans la cuisine de Rosalie Lobez, et déjà la mère pense à lui. Voici le commencement de février. Il fait froid, il vente dur, la pluie tombée ne sèche plus. La campagne de pêche, celle du grand métier va finir. La plupart des bateaux sont déjà rentrés au port de Boulogne, et Gingolph ne peut tarder. Les curés et les vicaires

marient tous les jours, sauf le vendredi, dans l'église de Notre-Dame, dans celle de Saint-Nicolas, dans l'église surtout de Saint-Pierre, où les cloches ne cessent de sonner pour les noces des marins. Chaque matin les vieux landaus de la ville promènent les cortèges. On ne trouve pas une voiture à louer avant trois heures après-midi. La bourse des patrons, des simples matelots, des pilotes, des commis d'armement, est pillée par leurs femmes et leurs filles, dont c'est la grande saison de paraître. Tous les bijoux sont sortis des armoires, et aussi les beaux fers à cheval, les robes et les mouchoirs de soie, et les chapeaux hauts de forme qui coiffent de fortes têtes habituées aux casquettes. Dans les cafés, surtout dans ceux de la banlieue, on entend, très tard, les disputes des hommes, le bruit des cornets à piston, et des voix qui geignent : « Viens-t'en donc enfin ; il est temps de s'en aller ! » Le Portel, comme Boulogne, marie ses fils que la mer lui a rendus pour cinq semaines. Et Rosalie Lobez, dans sa maison non éveillée, se demande comment faire, pour que Gingolph ne voie pas trop, lorsqu'il sera de retour, ces jeunes ménages de la veille, qui s'en vont, le mari donnant le bras à sa femme et parlant bas, le long des rues et des chemins. Il n'est point guéri, le pauvre gars, du chagrin que sa première lui a fait. Il ne prononce jamais son nom. Il se détourne quand elle passe, même très loin. La veuve Lobez n'a pas besoin de confidences pour connaître la souffrance de son enfant. Elle a toujours l'âme en prière et en songe pour quelqu'un des siens. Elle dit quelquefois : « C'est le cri de mes petits qui m'est resté dans les oreilles et qui m'éveille chaque nuit. » A présent, les petits sont grands, ou demi-grands : elle a plus de mal à les consoler ou à les protéger qu'aux jours anciens, où il suffisait d'allumer la lampe, de faire boire le nourrisson, et d'allonger la main pour agiter le berceau.

Son Gingolph est au Havre qu'elle nomme toujours la Plata. Pendant qu'on répare son bateau, il monte sur le cap de la Hève. Le temps est meilleur qu'à Boulogne : il fait du vent et du soleil ensemble. Les vieux ormes plantés en lignes au sommet plat du cap, les vieux ormes qui forment un rectangle allongé, et qui abritent trois fermes, et des vergers, et des pâtures, ondulent au vent du large, bien qu'ils n'aient point de feuilles en cette saison. Gingolph monte seul, à pied. Il connaît là-haut un douanier retraité, dont la fille vend du lait aux

étrangers. Il arrive au sommet de la falaise, d'où l'on voit la grande rade, toute en lumière, et au fond, quand on se détourne, le Havre rose et bleu, très bas, dans les fumées de son port. Mais le jeune patron de l'*Empereur* n'est pas venu pour le paysage. Il va vers la futaie qui ressemble aux remparts d'une ville; il regarde, au ras du talus de cette forteresse et sur la ligne d'enceinte, une maison aux fenêtres cintrées, couverte en tuiles plates, décorée de panneaux de pierres de silex, pied-à-terre de gentilshommes ou de bourgeois du siècle dernier, et qui est devenu un logement d'ouvriers. C'est ce que les gens de la Hève nomment le Pavillon Tremblant. On entre par une barrière; on passe sous la voûte des ormes; on trouve une pommeraie, et quelques tables dressées sur l'herbe. Gingolph s'assied. Il n'a point fait de bruit en ouvrant la barrière, et cependant on l'a vu.

Dans la pommeraie, il y a une belle fille, qui étend du linge sur des cordes d'aloès; elle a un col frais repassé, un tablier frais gaufré au bord, de beaux cheveux écartés et soufflés sur les tempes, et du même blond qui prend le cœur, depuis la racine jusqu'à la pointe du même blond. Elle va sagement, comme une fille appliquée au devoir, soigneuse de la maison. C'est à peine si, ayant accroché une chemise à la corde et quand elle se baisse pour prendre une autre pièce dans la manne d'osier, elle jette un regard sur la table qui est là-bas et sur le nouveau client. Il ne vient pas grand monde chez le douanier, les jours ouvrables. Aujourd'hui, un seul homme, un marin, et si sombre! Elle le reconnaît, vaguement, elle sait qu'il est venu déjà, et qu'il l'a regardée, comme tant d'autres.

Elle a le cœur triste, elle aussi, parce que les hommes passent et ne l'emmènent pas. Le père, un brave homme pourtant, boit plus que le revenu de sa pension et de sa tonnelle. Il voudrait rogner sur la parure et la dorure. « Quelle idée! Une fille unique et une si jolie! Non vraiment, père, on ne s'entend pas : je veux bien servir, mais que je sois parée! Ma défunte mère n'est plus à votre charge. Supportez-moi jusqu'au jour que j'attends. » Ni l'un, ni l'autre ne se contraint; pas un sacrifice, et donc deux peines.

Le client est monté là pour être à la campagne sur la falaise enveloppée par la mer. Il n'est pas difficile pour la verdure; un pré tondu, des rangs de pommiers qui ont de la mousse

jusqu'à mi-corps, le reposent de la mer changeante. Il a encore le cœur si irrité à cause de la trahison d'une femme, ah! l'insensé! qu'il accepterait avec joie la première parole d'amour qui le vengerait du mépris. Que lui a servi d'être riche? De gagner 12000 francs pour la première année? L'image de Marie, la Porteloise, a bien traversé son esprit quand la maman parlait d'elle, mais il y a des poissons aussi qui traversent les mailles du filet et n'y restent pas pris. Il ne pense guère à son bonheur; il n'a que deux songes dans l'esprit : son malheur et le moyen d'humilier qui l'a humilié.

La belle fille est venue, en musant, son panier d'osier blanc à la main, et, la brise faisant voler son tablier, la belle fille, de l'autre main, le remettait en place.

— Vous ne voulez pas de lait, monsieur?

— Non, ma jolie, vous parler seulement! Dites-moi, quitteriez-vous bien la Plata, pour vivre en un autre pays, si le pays ne vous déplaisait pas?

— Ce n'est pas le pays qui me décidera, c'est celui qui m'emmènera.

— Si c'était moi, que diriez-vous?

La belle a bien regardé avant de répondre, ne sachant pas s'il plaisantait. Elle a pensé à des histoires de marins qui enlèvent les femmes et les emportent sur leurs bateaux. Elle a eu peur. Un homme qu'on connaît si peu! Lui, il avait les veines battantes, et un air de se moquer et de l'admirer tout de même. Elle cherche la vérité, dans ces yeux qui ne sont point tout à elle, mais qui sont graves, qui pensent et qui effarouchent les femmes. Ah! s'il voulait seulement rire de bon cœur, comme on l'aimerait tout de suite! On lui a dit bien des galanteries, à cette pauvre Margot, mais jamais de ce ton-là.

Elle lève les épaules, elle ne sait plus si elle doit s'en aller ou rester, elle a envie de pleurer. « Je suis patron, à présent, dit l'homme, je commande un vapeur de cent tonneaux. Si tes cheveux dorés sont à toi... — Tous! regardez! (et elle enlève son peigne)... — Si tes dents sont toutes à toi (et elle se met à rire).... Si la couleur de tes joues est à toi! — C'est le sang de mon cœur! — Alors tu me consoleras d'une fille qui, ma parole, était moins belle que toi! »

Donc, elle s'est assise à côté de lui. Entre elle et lui, elle a

mis son panier. Mais, par-dessus le panier, il pouvait l'embrasser et elle a tendu la joue. Pendant une heure, ils ont causé. Et lui, tout le temps, il pensait à l'autre, il répétait : « Je la ferai crever de jalousie! Je veux qu'elle te voie toute la première. Je trouvèrai le moyen de la prévenir! » La Normande ne comprenait pas les mots qui passaient au large, dans les yeux du marin. Elle comprenait seulement qu'il n'était pas comme les autres, ni pour ce qu'il lui disait, ni pour ce qu'il lui cachait. Et il dit enfin : « Ma jolie poupée, je pars demain matin. »

C'est ainsi, ou à peu près, que Gingolph promit le mariage à Margot la Normande, sur le cap de la Hève, dans la petite pommeraie qui touche au Pavillon Tremblant. La vérité est qu'il mit non pas une heure, mais une semaine à se décider, et qu'il fit plusieurs visites au douanier et à la fille, mais qu'elle, la belle blonde, ne se marchanda pas même une demi-heure, et qu'elle avait dit oui, dans son cœur, dès qu'il s'était nommé et déclaré patron d'un navire de cent tonneaux.

La veille du jour où il devait partir pour Boulogne, ils eurent une dernière conversation près de la barrière du verger. Elle avait peur de lui, et ne le tutoyait pas encore.

— Pour m'en aller avec vous, sur le navire, je mettrai mon chapeau à plumes...

Il retira la main qu'il avait mise dans celle de Margot, et plissa le front.

— Surtout pas cela!

— Pourquoi?

— Parce que j'ai connu une femme qui a quitté sa coiffe, un jour, pour montrer qu'elle lâchait son promis. Non, Margot, il faut mieux faire... J'ai une idée... une belle!

Il se mit à rire bruyamment, pour la première fois depuis qu'elle le connaissait.

— As-tu un costume de Normande? un qui aurait de la dentelle?

— Pas à moi; ça n'est plus guère de mode en Normandie. Mais j'ai encore celui de ma mère : il est plié dans mon armoire; j'ai tout : la coiffe avec des dentelles comme d'une reine, et la couronne de myosotis...

— Ah! mon petit cœur!

— Le cachemire, le devantiau, la jupe de droguet, et aussi la croix du pays, qu'on attache à un velours...

— Assez, Margot! Je n'en demande pas plus! Mets tout ça dans ta cantine, et ne manque pas, demain matin!

— Pourquoi avez-vous l'air si dur, quand vous me dites des douceurs ? A demain, mon grand?

— Mon bateau est à quai, près de la chaussée des États-Unis.

Et il s'en alla lestement.

La réparation qui avait obligé le patron à demeurer une semaine dans le port étant achevée, Gingolph avait commandé le départ pour sept heures et demie du matin. Les hommes s'étonnaient, car on eût pu partir aussi bien deux heures plus tôt, et être à Boulogne avant le plein du flot. Déjà tout était paré sur le pont, les manches à air orientées, la machine sous pression, le timonier à son poste : Gingolph ne montait pas sur la passerelle, et n'ordonnait pas de larguer les amarres. Contre son habitude, il avait mis sa vareuse de molleton bleu et sa casquette de drap. Bien astiqué, les mains dans les poches, il se promenait sur le pont, observant les gens qui allaient et venaient, et, quelquefois, jetant un coup d'œil du côté des maisons du quai baignées dans la brume et le soleil. A sept heures vingt-cinq, comme il venait de tourner, au pied du mât de misaine, et reprenait sa marche vers l'arrière, il s'arrêta. Sa figure ronde devint fière et ses yeux luirent d'une joie dure. Les hommes, dispersés sur le pont, regardèrent, et ils aperçurent une femme, grande, et marchant bien, et du beau blond de Normandie, qui venait parmi les ouvriers et les camions, ayant près d'elle un gamin qui portait une petite valise et un grand carton à chapeaux.

— C'est peut-être sa bonne amie qui vient saluer le patron? dit Balard.

— Mais non, répondit Gournay : puisqu'elle a du bagage, c'est qu'elle va s'embarquer.

— Pas chez nous, toujours!

Il avait à peine dit cela, que la Normande fit un petit signe de tête, à l'adresse de Gingolph qui levait sa casquette, et qu'elle tourna à angle droit, se dirigeant vers l'*Empereur*.

— Seigneur, dit le grand mousse, quelle belle dame qui vient pour nous!

Elle mit le pied, sans hésiter, sur la planche qui servait de chemin pour embarquer, et, d'un regard, du gouvernail à la

proue, elle prit possession du navire, tandis que le patron s'inclinait et s'excusait gauchement :

— Prends garde; c'est glissant; ça n'est pas comme sur terre, ici.

Mais il ne lui donna pas la main, étant un peu fruste, et intimidé secrètement par ses hommes, qui l'observaient. Seulement, il reprit sa voix de commandement, pour dire au gamin :

— Porte le baluchon dans ma cabine !

Dans sa cabine ! Le mot courut jusqu'à la machine, tandis que Gingolph commandait : « En route, doucement ! »

L'*Empereur* sortit du port. L'*Empereur* prit la haute mer. Les hommes chuchotaient : « Il a télégraphié à l'armateur hier soir. On n'a tout de même jamais vu ça : un patron qui a une femme à bord. Si on voyageait de nuit, où est-ce qu'il la logerait? Comment va-t-elle manger? C'est-il aussi dans sa cabine? Elle a le pied marin ! Et une jolie goule, sûr ! Sauf qu'elle est de Normandie, elle n'est pas pour déplaire. » Il ventait une brise de l'ouest qui aidait plutôt le vapeur, et faisait route avec lui. Margot avait jeté une capeline sur ses cheveux, elle s'était assise derrière la caisse de la machine, et là, au chaud, pas trop au vent, une pelote de laine dans sa poche gauche, deux aiguilles dans les mains, elle tricotait, ce qui faisait dire aux hommes : « C'est pas une bonne amie, elle travaille. » Mais quand le patron eut fait le quart de midi, et remis le commandement à Balard, il descendit de la passerelle, et causa à voix basse avec la Normande, puis appela les hommes :

— Venez, enfans ! on dîne ici, aujourd'hui ! Elle vous invite.

Ils n'étaient pas tous empressés, se défiant de cette femme, et du ridicule qu'il y avait, selon eux, à naviguer avec une femme à bord. Mais quand le mousse eut apporté un chaudron plein de viande de mouton aux pommes de terre, et deux litres d'eau-de-vie blanche, ils s'approchèrent, les uns s'accroupissant sur les talons, les autres restant debout. Le temps était joli. Il y avait dix hommes autour de Margot la Normande, les autres étant à la machine, ou refusant d'obéir à une politesse, et préférant manger seuls.

— Vous saurez, dit Gingolph, que Mademoiselle Marguerite que voici est ma promise, que je l'emmène avec la permission du père, et que je l'épouserai devant le curé et devant le maire, avant un mois.

— On peut te faire compliment, dit Balard : c'est pas mal choisi.

Le rire de Margot s'en alla sur la mer, et les remercia.

Quand ils eurent mangé et bu, ils firent exprès de s'écarter, parce qu'on sait vivre, et qu'ils voulaient que le patron et sa promise pussent causer. Mais, à leur grand étonnement, Gingolph resta peu de temps auprès de celle qu'ils appelaient déjà la patronne, et il trouva des manœuvres à commander ou des inspections à faire, dans la cale aux filets, dans la machine, dans les soutes, dans la cale aux poissons, le poste d'équipage, jusqu'à ce que l'embouchure de la Canche, signalée par l'homme de quart, l'avertît de l'approche des côtes de Boulogne. Alors, revenant de la soute aux filets, où il avait constaté du désordre, il passa près de la cheminée et près de Margot. Et il était si fort en colère qu'il ne vit pas la belle fille tournée vers lui, les yeux levés, et les deux mains tombantes qui tenaient le tricot. Gingolph était déjà sur la passerelle.

Elle approchait, la ville de sa douleur. Tandis que les hommes préparaient le bateau pour l'arrivée, lui, il ne quittait plus des yeux ce bras de la digue Carnot, aussi mince qu'une raie de charbon tracée sur l'eau, et cette échancrure de la falaise où se tassent, abritées aux deux bords, puis répandues en éventail, les maisons de Boulogne. Il ressemblait à un capitaine qui va faire sa première entrée, et qui n'ose pas remuer. Déjà il apercevait, au ras de la ligne des falaises, les maisons d'avant-garde, et les autres, à la suite, qui sont la crête inégale de la ville. Ces dentelures légères, plus pâles que la terre, c'était le haut quartier des marins. Et là il y avait une femme qui s'était jouée de lui, qui l'avait méprisé, mais qui l'avait aimé, tout de même, et non pas un moment, mais des années. Le cher visage qu'elle avait! Ce n'était pas une poupée, mais une Française de la race ardente, qui a tant d'esprit, tant de cœur, tant de changement d'idées, que la flamme luit dans ses yeux. Et une douceur, quand elle voulait! Le jour où l'on portait les filets dans les prés de la Colonne, lorsque Zabelle était perchée sur la voiture, son mouchoir bleu au vent, sa joue épanouie comme un bout de haie vive au mois de mai, quelle façon elle avait de dire : « J'irais comme ça au bout du monde! » Les après-midi de dimanche, au Portel, dans les premiers temps, on eût dit qu'elle était déjà en ménage : douce avec la mère, gaie avec les sœurs

et les frères, causant des affaires en femme capable de tenir les comptes, oui, et de diriger la dépense d'un bateau, donnant à chacun la part qui lui revient...

— Pardon, maître, on range la terre de trop près!

— F... -moi la paix!

Quelles folies aussi pour elle! On pouvait faire escale à Grimsby, à Hull, au port de Bruges ou de Gravelines : ça n'étaient pas les Anglaises des ruelles du port, ou les Flamandes, qui recevaient une réponse à leurs propos d'amour : c'était Zabelle Gayole, la matelote de Boulogne, celle qui ne disait rien et qui ne se doutait pas qu'on lui restait fidèle... On achetait des miroirs, des rubans, des peignes d'écaille blonde, on les donnait au retour, elle remerciait, et on avait la joie de la voir heureuse... Comment avait-elle pu trahir? Mon pauvre Gingolph, tu as perdu, à l'aimer, tout le meilleur de ton cœur; il est comme une noisette vide, comme une noix de coco dont elle a bu le lait. Ça ne revient pas. C'est ma jeunesse qu'elle a eue. La gueuse, je la ferai souffrir! Elle pleurera, elle aussi!

— Patron, le courant nous drosse!

— C'est pas vrai!

— Mirez la pointe de la digue.

Le navire, en effet, mal barré, s'écartait de l'entrée du port. Gingolph le ramena dans la voie droite. Et, en barrant, il cria :

— Margot?

La jeune fille vint. Elle n'eut pas un regard de Gingolph. Elle vit des yeux fixés sur l'horizon, une mâchoire avançante, un cou tendu, un visage qui avait une expression de commandement. Et elle entendit une voix :

— Va te mettre aussi belle qu'une Normande peut être belle!

Elle n'eut pas le courage de rire, et elle descendit dans la cabine. Le grand mousse la précédait, disant : « Prenez garde, mademoiselle,... faut avoir l'habitude, pour descendre l'escalier du patron...

Sur la côte, il y avait quelqu'un dont l'âme était déjà montée à bord. La mère Lobez se tenait au plus haut point du Portel, sur le glacis de la batterie. Elle avait près d'elle un mousse aux cheveux frisés, bien déluré, qui mirait à son tour les goélettes avec la longue-vue du père.

— Tu es sûr que c'est l'*Empereur*, Ludovic?

— Je reconnais tout. Mais, par exemple, il vient par un mauvais chenal!

— Les plus mauvais sont bons pour lui! Vois-tu ton frère?

— Je vois un homme sur la passerelle.

— Personne autre ne commanderait l'entrée! C'est Gingolph!

— Oh!

— Qu'y a-t-il?

— Je vois aussi une chose, à l'avant, une chose blanche... Peut-être un morceau de voile, ou un oiseau qu'ils ont pris... Le bateau force de vitesse...

— Il veut entrer au jour.

— Maman, tu n'as qu'à courir vite au pont de Boulogne, si tu ne veux pas que l'*Empereur* y arrive avant toi!

Quand le harenguier de Gingolph Lobez entra au port de Boulogne, le soleil se couchait. L'*Empereur* s'avançait si lentement qu'on voyait tout de suite que ce n'était point par prudence. Il entrait seul, tout le chenal était pour lui. Cependant la grosse voix de la sirène appelait toute la marine; elle allait parmi les harenguiers et les chalutiers, parmi les flobarts, et les sloops, et tous les pirates au repos, accrochés aux deux quais et pressés comme les pépins d'une figue fendue en deux; elle frappait aux vitres de Saint-Pierre; elle faisait s'ouvrir les portes des cafés; elle faisait voler en rond les mouettes autour d'elle. Tout ce qui vivait de la pêche regardait et s'écriait : « C'est l'*Empereur* qui rentre! Gingolph est sur la passerelle. Il a dû faire bonne pêche pour grogner pareillement! Non! regarde à l'avant, droit au-dessus de l'étrave! Plutôt un peu vers nous... Qu'est-ce que c'est que cette femme? Elle a les deux mains sur la lisse, et les yeux tout baissés. L'a-t-il fait sculpter comme une Sainte-Vierge pour mettre à son navire? Elle a une coiffe blanche avec une couronne de myosotis; elle a des bijoux d'or; elle a un châle de noces comme les filles d'ici, mais qui est d'un bleu plus doux; elle a un tablier gorge de pigeon! Tiens, elle a remué les mains! Elle dit bonjour à quelqu'un qui attend sur le quai! Sûr, c'est Gingolph Lobez qui ramène à son bord une promise du loin! »

Ils couraient pour la voir. Les marins de Norvège et ceux de Hollande, voyant de si belles couleurs et la blondeur des cheveux, se demandaient : « Est-ce une de chez nous? » D'autres disaient :

« J'en ai rencontré deux toutes pareilles, un jour, au port de Rouen. »

Dès que Gingolph eut conduit son bateau à l'extrémité du port, près des écluses du pont Marguet, il donna la main à Margot pour monter sur le quai. Beaucoup de casquettes de laine saluaient la promise. Mais lui, il ne serra pas les mains qui se tendaient. Il était blanc comme ceux qui vont mourir, et, prenant les devans, marchant le visage fermé et sans voir personne, il laissa Margot avec la mère Lobez, qui n'était guère moins émoyée que lui. Elle était venue, la mère Lobez, parce que le fils l'avait demandée. Pour ne point le désavouer, elle avait pris la main de Margot, et, tout en marchant, et faisant des signes de tête aux gens qui la saluaient, elle lui disait des petits mots, elle l'emmenait vers le tramway du Portel. Mais, d'apercevoir son Gingolph qui ne se détournait point, elle comprenait bien des choses.

— Dites, madame Lobez, pourquoi Gingolph va-t-il devant?

— Pour nous faire la route, mon enfant.

— Il ne causait guère sur le bateau?

— C'est l'habitude quand il commande.

— Il avait les yeux rouges quand il m'a pris la main?

— C'est le grand air de la mer qui lui aura piqué les yeux.

Tout bas, la veuve disait :

— Voilà un devoir qui me vient. Elle est bien belle, la gueuse! Mais c'est le cœur qui n'y est pas encore! C'est si nouveau!

Un peu plus loin, voyant qu'il allait toujours devant, elle murmura :

— Pauvre petit!

Et, un moment après, elle ajouta :

— Mon Dieu, je le vois bien : il faudra que je continue d'être la mère, encore un bon bout de temps!

René Bazin.

LA FIN DE L'EMPIRE

De nombreux amis l'ayant sollicitée de publier les manuscrits laissés par Émile Ollivier sur la fin de l'Empire, madame Émile Ollivier, réalisant d'ailleurs une des dernières volontés de son mari, s'est décidée à donner à la *Revue* les trois chapitres dont la publication commence aujourd'hui. Les lecteurs qui ont aimé les récits de *l'Empire libéral* les accueilleront avec intérêt et sympathie, bien qu'il y manque, hélas! ce trait final qu'y mettait toujours l'éloquent écrivain dont l'intelligence et le talent ont conservé intacts jusqu'à la fin leur vigueur et leur éclat. M. Émile Ollivier, on s'en souvient, avait suivi le maréchal de Mac Mahon jusqu'à Sedan, et on ne saurait trop regretter qu'il n'ait pas écrit le récit de la bataille suprême. Dans les chapitres qui suivent, il revient à Paris et raconte les derniers jours du régime.

I

L'Opposition se montrait d'une habileté supérieure. Elle caressait, cajolait, enguirlandait Palikao : « Vous avez une gloire à conquérir, lui disait Gambetta, c'est celle de délivrer le territoire. J'ai l'espoir que, *mettant toute opinion politique de côté*, vous vous mettrez à la hauteur de cette noble mission (12 août). » Et le ministre fut salué des applaudissemens de la Chambre entière.

Enchanté, endormi, Palikao lâcha tout. Sur un rapport dithyrambique de Dréolle qui, en bon prophète, annonça que Paris n'aurait plus que des enfans dévorés de l'ardeur nationale, héros de l'ordre et du patriotisme, l'Opposition obtint l'armement général. La garde nationale fut rétablie dans tous les départemens conformément aux lois de 1851, l'organisation commençant par les villes en état de siège et les départemens

menacés. A Paris, le chiffre des nouveaux bataillons fut porté à soixante, et l'effectif fixé à 1 500 hommes; l'arme promise fut le fusil à tir rapide. Dans les nouveaux bataillons, les officiers deviendraient électifs. On essaya de corriger ces innovations anarchiques par quelques restrictions : les anciens officiers, désignés par le gouvernement, furent maintenus en fonctions, et les officiers élus durent être choisis parmi les anciens militaires (12 août); mais les restrictions furent moins efficaces que les innovations.

L'urgence sur la permanence de la Chambre ne fut repoussée que par 117 voix contre 117. La majorité ne fut considérable qu'en faveur du maintien de l'état de siège. Néanmoins, en fait, trouvant probablement sa majorité trop vacillante, le ministère concéda la permanence, la subordination du pouvoir exécutif, la suppression de l'état de siège. Clément Duvernois disait : « Nous protestons énergiquement contre l'accusation de vouloir nous soustraire au contrôle de la Chambre. Nous avons, il est vrai, repoussé un comité de défense spécial, mais nous avons accepté le grand comité de surveillance et de contrôle, qui est la Chambre tout entière. Et la meilleure preuve que nous l'avons accepté avec la déférence la plus complète et la plus entière, c'est que, aussitôt arrivés au pouvoir, nous avons déclaré que nous abandonnions toute idée de prorogation directe ou indirecte. » Et Jules Brame avait ajouté : « Que nous avez-vous demandé que nous ayons refusé? Démission du général en chef, nomination d'un général dans lequel la France a confiance, élection des officiers de la garde nationale, nous vous avons tout accordé. »

Les députés de la Gauche n'en continuaient que plus fort leur manœuvre et se constituaient de plus en plus en foyer révolutionnaire, d'où les excitations constantes se répandaient dans les masses. « L'armée que M. de Bismarck a dans Paris, écrivait Mérimée, est la plus redoutable de toutes. » Gambetta vilipendait le ministère, mettait sa parole en suspicion, « parce qu'il avait différé de vingt-quatre heures l'annonce de l'occupation de Nancy, » et renvoyait à nos successeurs l'accusation d'incapacité qu'ils nous avaient jetée : « Quand nous sommes gardés par des incapables, la consternation est légitime... » Glais-Bizoin, encore plus insolent, demande si « le Trésor continue à verser les deux millions par mois à celui qui nous a précipités

dans de si terribles aventures? Je serais heureux d'apprendre que celui auquel je fais allusion a donné ordre de verser ces deux millions pour soulager les maux dont il est le principal auteur. »

Jubinal ayant protesté, Gambetta lui cria : « Vous n'avez pas la parole! Aujourd'hui, vous n'avez qu'une attitude qui vous convienne, c'est le silence et le remords *(A l'ordre! à l'ordre. Applaudissemens à gauche.)* Il faut savoir si vous allez continuer ce système, qui, à l'incurie, ajoute l'inexactitude et vous fait soupçonner, entendez-vous bien? de mettre par-dessus tout l'intérêt de la dynastie et de négliger la patrie. » *(Approbation à gauche. Protestations sur un grand nombre de bancs.)* « Il faut savoir, disait-il encore, si nous avons fait notre choix entre le salut de la patrie et le salut de la dynastie. » Il y revient le lendemain : « Entendez-vous mettre par-dessus tout l'intérêt de la dynastie et négliger la patrie? »

C'était le commentaire de la parole de l'Impératrice, qui disait à qui voulait l'entendre : « Ne songez pas à la dynastie, ne songez qu'à la France. » — « Il est un honneur, a-t-elle écrit depuis, que je ne me laisserai pas enlever, celui de n'avoir eu qu'une pensée, le salut du pays, et d'avoir, en toute circonstance, subordonné à sa cause toutes les questions dynastiques. » Les ennemis de l'Empire adoptèrent cette formule. Elle les justifiait d'avoir soutenu qu'il existait un intérêt dynastique et un intérêt national, opposés ou tout au moins distincts, et cet aveu précieux créait des facilités à leur œuvre de révolution.

Les ministres eux-mêmes trouvèrent commode de pratiquer ce système de « patriotique et sublime désintéressement. » « Nous voulions, a dit Brame, nous voulions avant tout sauver la France, et, dans nos esprits, la dynastie n'était qu'au second rang. » Il eût été plus exact de dire qu'elle n'était à aucun rang. — Et le public traduisait : « Ne vous gênez pas pour renverser la dynastie au nom du salut de la France. »

Ce fut, émulation touchante, à qui, sous prétexte de ne songer qu'à la France, ne s'occuperait pas du tout de la dynastie ou ne s'en occuperait que pour gémir sur les embarras que son chef occasionnait. « La situation de l'Empereur, disait Palikao à Wimpffen, est des plus fausses. Ce prince a quitté l'armée de Bazaine pour rejoindre celle de Mac Mahon, mais à quel titre s'y trouve-t-il? Ne voulant pas revenir à Paris, où l'Impératrice exerce la régence et ne veut pas qu'il rentre, peut-il se borner

à rester l'hôte incommode du maréchal de Mac Mahon, sans faire sentir son influence, ne fût-ce que dans les conseils ? »

Certains ministres, Jérôme David et Brame notamment, ne se contentaient pas de gémir entre eux sur les embarras que l'Empereur leur créait; ils le discréditaient publiquement, sans s'en rendre compte, je veux le croire. Ils répétaient dans les couloirs, et quelquefois à la tribune, « qu'ils n'avaient rien trouvé de prêt, qu'ils avaient tout à faire. » L'effet de ces accusations n'était pas d'atteindre des ministres dont personne ne s'occupait plus depuis qu'ils avaient disparu de la scène, mais d'accroître la déconsidération de l'Empereur sur laquelle les révolutionnaires comptaient pour séparer sa cause de celle de la France. Nul n'ignorait que le véritable auteur de l'organisation de l'armée, le véritable coupable de sa soi-disant désorganisation, ce n'étaient pas les ministres transitoires, mais le souverain, maître absolu de la chose militaire depuis 1851, et resté tel, même après la réforme libérale.

On fit plus que ne pas défendre l'Empereur ou l'accuser indirectement, on le supprima de la vie officielle. Le ministre de l'Intérieur enjoignit aux préfets de ne se rendre à la messe du 15 août qu'en habit privé, non en costume officiel. Le rédacteur du bulletin officiel, Imbert de Saint-Amand, ayant produit des correspondances étrangères qui racontaient cette fête du souverain et les toasts qui y avaient été portés, on le manda au ministère pour lui notifier qu'en ce moment, il ne convenait pas de parler de l'Empereur.

II

Le *Journal officiel* du 18 août publia un décret de l'Empereur, contresigné par Palikao, nommant Trochu gouverneur de Paris et des forces chargées de défendre la capitale en état de siège. En même temps, la proclamation du général aux habitans de Paris était affichée sur les murs.

Cette proclamation, très concise, sortait de la banalité ordinaire des documens de ce genre, par deux traits caractéristiques : elle ne mentionnait pas le nom de l'Empereur et paraissait oublier qu'il y eût en France un régime légal qu'on nommait l'Empire. Elle aurait pu être publiée sans y changer un mot sous un gouvernement orléaniste ou républicain : le

général s'annonçait comme étant un serviteur du pays et non un serviteur de l'Empire. Elle se terminait par une phrase incohérente où étaient recommandées à la fois l'action par l'autorité morale et l'application de la loi du lynch américain, la justice par ses propres mains : « Je fais appel à tous les hommes de tous les partis, n'appartenant moi-même, on le sait dans l'armée, à aucun parti qu'à celui du pays; je fais appel à leur dévouement. Je leur demande de contenir par l'autorité morale les ardens qui ne sauraient pas se contenir eux-mêmes et de faire justice de leurs propres mains de ces hommes qui ne sont d'aucun parti, et qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire des appétits détestables. » (18 août.)

Les ministres, sauf Palikao, furent très surpris de cette publication qu'ils apprirent en ouvrant le *Journal officiel*. Ils se plaignirent fort qu'un acte aussi grave eût été consommé sans qu'on les eût préalablement consultés. De la part d'une Régence et d'un chef de Cabinet qui se piquaient de parlementarisme (1), le procédé en effet ne manquait pas d'impertinence. La proclamation affichée irritait surtout les parlementaires : on se la passait de main en main. Cependant il était difficile de reprocher à Trochu une proclamation qu'il avait soumise d'abord à l'approbation de la souveraine et qui avait été affichée par les soins du ministre de l'Intérieur. On le laissa donc parler sans le contredire lorsqu'il voulut s'expliquer et on lui accorda courtoisement le traitement qu'il réclama en invoquant des charges de famille et une paternité adoptive des fils de son frère.

L'opinion publique s'alarma plus fort et de la nomination et de la proclamation. Dans la nomination on voyait le renoncement à l'espoir d'arrêter les Prussiens en marche sur Paris; dans la proclamation on était choqué de l'appel à l'autorité morale qui promettait implicitement l'impunité. L'exhortation au lynch effraya surtout : fallait-il donc admettre que, dans certains cas, les citoyens se fissent justice eux-mêmes? La justice prompte et sûre des tribunaux militaires ne suffisait-elle pas à toutes les répressions légitimes?

Palikao s'efforça d'apaiser ces alarmes par ses déclarations à la Chambre : « Messieurs les députés, permettez-moi de vous donner quelques explications sur un fait auquel on a attribué

(1) Jérôme David : « Il y avait dans le sein du Conseil un parti parlementaire très fort, à la tête duquel était le comte de Palikao. » (Déposition.)

une gravité qu'il n'avait réellement pas, et qui n'a rien que de très simple et de très naturel dans l'état des choses : il s'agit de la nomination de M. le général Trochu au commandement supérieur de Paris. *(Écoutez, écoutez.)* Depuis le peu de jours que nous sommes au pouvoir, nous avons fait tous les efforts possibles pour mettre Paris en état de défense, non pas, messieurs, que nous craignions l'apparition immédiate de l'ennemi, — non, nous n'en sommes pas là, — mais il fallait coordonner ce que nous avons fait, il fallait concentrer tout ce qui se rattache à la défense de la capitale entre les mains d'un seul homme, et cet homme, il fallait qu'il fût énergique et dévoué. — Auparavant, j'avais donné le commandement d'un corps d'armée à M. le général Trochu dont je connais et apprécie la valeur. *(Très bien! très bien.)* — Cherchant, comme je vous le disais, un homme intelligent, actif, énergique, capable de réunir dans sa main tous les pouvoirs nécessaires pour effectuer l'armement de Paris, j'ai songé à M. le général Trochu, et je l'ai rappelé moi-même du camp où il pouvait être remplacé par un autre général. *(Très bien.)* — Voilà, messieurs, le motif qui m'a fait rappeler à Paris le général Trochu, il n'y en a pas d'autre; nous n'avons pas la moindre inquiétude en ce moment, au contraire! » *(Vives approbations et applaudissemens.)*

Trochu, dans une lettre au *Temps*, présenta au public le commentaire de son paragraphe ambigu : « L'erreur de tous les gouvernemens que j'ai connus a été de considérer la force comme l'*ultima ratio* du pouvoir. Tous, à des degrés différens, ont relégué au second plan la vraie force, la seule qui soit efficace dans tous les temps, la seule qui soit décisive quand il s'agit de résoudre les difficiles problèmes qui agitent la civilisation, la force morale. Tous, à des degrés différens, ont été personnels, n'apercevant pas le pouvoir impersonnel qui ne se considère que comme la délégation de la nation, qui ne conçoit et n'agit que dans l'intérêt de la nation, jamais dans le sien propre, qui se soumet à tous les contrôles qu'il plaît à la nation de lui appliquer, qui les tient pour sa sauvegarde, qui est loyal, juste, ardent pour le bien public, professeur d'honnêteté publique, et seul en possession de cette force morale dont j'ai défini la puissance. L'idée de maintenir l'ordre par la force des baïonnettes, du sabre, dans Paris livré aux plus légitimes angoisses et aux malheurs qui en sont les suites, me remplit d'horreur et de

dégoût. L'idée d'y maintenir l'ordre par l'ascendant du patriotisme s'exprimant librement, de l'honneur et du sentiment des périls évidens du pays, me remplit d'espérance et de sérénité. Mais le problème est ardu : je ne puis le résoudre seul; je puis le résoudre avec l'appui de tous ceux qui ont les croyances et la foi que j'exprime ici; c'est ce que j'ai appelé le concours moral. Mais il peut arriver un moment où Paris, menacé sur toute l'étendue de son périmètre et aux prises avec les épreuves d'un siège, sera pour ainsi dire livré à la classe spéciale de gredins « qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire leurs appétits détestables. » Ceux-là, on le sait, errent dans la ville effarée, criant : « On nous trahit! » pénètrent dans la maison et la pillent. Ceux-là, j'ai voulu recommander aux honnêtes gens de leur mettre la main au collet, en l'absence de la force publique, qui sera aux remparts, — et voilà tout. »

Cette lettre était absolument contraire aux devoirs d'un chef militaire subordonné. C'était la lettre d'un chef de gouvernement critiquant ses devanciers et proposant son propre programme; c'était une diatribe contre l'Empire, une sorte de déchéance morale prononcée contre le régime. Il était évident que, si un chef militaire pouvait impunément se permettre un tel langage, il devenait implicitement le maître et le chef de la nation.

Le seul esprit perspicace et audacieux du ministère, Clément Duvernois, proposa de répondre à ce pronunciamiento moral par une révocation immédiate. Indépendamment de son manifeste, la nomination de Trochu, comme gouverneur de Paris, était la conséquence du retour de l'armée et de l'Empereur, et, puisque ce retour ne s'opérait pas, elle devait être rapportée. Il y avait déjà à l'armée, côte à côte, un empereur et un maréchal: était-il sage de constituer à Paris, côte à côte, l'autorité rivale de deux généraux? N'y avait-il pas déjà assez d'anarchie, de trouble, de confusion, pour qu'on ajoutât ce nouvel élément à tant d'élémens perturbateurs?

Les ministres n'avaient d'autre règle de conduite que de ne pas déplaire aux révolutionnaires de la Chambre et de la rue. Pourquoi leur auraient-ils refusé Trochu, en qui la révolution plaçait son espérance militaire? Ils repoussèrent la proposition de Duvernois et se limitèrent à demander des explications. Trochu n'en fut point avare. Il battit l'estrade et commença

une de ses longues harangues habituelles : « Est-ce que vous croyez que lorsque l'armée française, luttant contre l'ennemi, vient d'être battue à ce point qu'il n'en reste que des débris, les troupes sans cohésion, qui sont elles-mêmes pénétrées du désastre de nos armes, vont livrer bataille à la population de Paris? Mais vous êtes comme gouvernement à la merci d'une nouvelle défaite à la frontière, et la guerre civile dans Paris pour vous maintenir en de telles circonstances est impossible. Oui, vous êtes désormais à la merci d'un nouveau désastre militaire : espérons qu'il ne viendra pas; mais, s'il vient, ne comptez que sur l'autorité morale que vous aurez su acquérir, pour contenir la population. Par des efforts qui lui montrent à quel point vous êtes résolus à remplir vos devoirs patriotiques, prenez de l'autorité morale. Avec elle, vous pouvez espérer de vous sauver; pour moi, momentanément j'en ai un peu, je vous l'offre. »

Alors un des membres du Conseil lui dit : « Mon général, il faut évidemment se servir de la force morale, mais enfin quand elle ne suffit pas, il faut que la force armée intervienne. » Trochu répondit qu'on ne devait pas douter qu'il ne sût remplir à l'occasion son devoir de soldat et qu'il réprimerait l'émeute. Quoique n'ajoutant pas foi à ces assurances, les ministres s'en contentèrent et lui conservèrent son commandement. Ils firent plus. Ils l'introduisirent au Conseil de défense et portèrent ainsi un nouveau coup à l'esprit de hiérarchie et de respect. Le président de ce conseil était le maréchal Vaillant; son grade, son expérience, sa capacité, son âge le désignaient à cet honneur; on lui fit donner sa démission, et Trochu fut investi de la présidence à sa place (19 août).

Une autre proclamation de Trochu amena un nouvel orage. Elle était adressée aux mobiles de la Seine qu'il avait ramenés avec lui et qui paraissaient l'objet de ses prédilections : « Gardes nationaux mobiles de Paris, j'ai demandé votre appel immédiat à Paris parce que c'était votre *droit*, parce que votre devoir est là, parce que j'ai en vous la confiance la plus entière... A bientôt ! Entre toutes les troupes réunies pour la défense de Paris, vous serez la première que j'aurai la satisfaction de passer en revue (23 août). »

Palikao fut à juste titre indigné de ce langage. Il déclara à Trochu qu'il était incroyable que lui, gouverneur d'une place à

la veille d'être assiégée, eût méconnu les règles militaires jusqu'à dire à des soldats de vingt ans : « Votre droit est d'être à Paris et de défendre Paris. » Leur seul droit était de se rendre où on les envoyait et d'y faire leur devoir. Il conclut en se levant : « Vous avez commis en faisant cette proclamation un acte de la plus grande indiscipline ; vous auriez dû la soumettre au ministre de la Guerre ; puisque vous n'avez pas cru devoir respecter mon autorité, je dépose mon portefeuille sur cette table et je cesse d'être ministre. »

L'Impératrice, les collègues de Palikao s'émurent et le supplièrent de reprendre sa démission. — « Je ne le ferai, répondit-il, que lorsque le général Trochu aura reconnu l'autorité du ministre. » Trochu riposta qu'il n'avait jamais songé à la méconnaître, et comme toute énergie était impossible au Cabinet (1), convaincu qu'en renversant Trochu on s'exposait à susciter dans Paris une commotion profonde, Palikao reprit sa démission, et l'incident s'apaisa.

Trochu resta finalement en possession incontestée d'un pouvoir anormal, exceptionnel, en dehors des règles, d'autant plus immense qu'il était indéfini, et un second gouvernement s'installa paisiblement, d'abord en face de celui de la Régence, puis insensiblement contre elle.

III

A sa manière, Trochu s'occupa aussi de la France, sans souci de la dynastie. Dans la matinée, il visitait les fortifications, examinait les positions, se rendait compte de l'état des magasins d'approvisionnemens et pressait les travaux de défense auxquels présidaient avec intelligence et dévouement les généraux Chabaud-Latour et Guiod et l'amiral La Roncière Le Noury. L'après-midi, il tenait cour plénière, recevait comme un chef de gouvernement, écoutait un peu, pérorait énormément. Le soir, il se rendait au Comité de défense, communiquait ses observations du matin et pérorait encore. Ces harangues de l'après-midi et du soir étaient toutes sur le mode lugubre, à ce point qu'une fois un des membres du Conseil, le général d'artillerie Billaud, se leva et, croisant les bras sur la poitrine, s'écria : « Mon géné-

(1) Jérôme David (Déposition).

ral, tenez, il faut que je vous dise ce que j'ai sur le cœur. Quand je viens ici, je suis un brave soldat : je ne suis plus jeune, mais je suis confiant dans les élémens de résistance qu'une nation comme la nôtre peut offrir à l'ennemi ; si je vois une difficulté, je cherche à la surmonter ; si je rencontre une objection, je cherche à la résoudre. Mais, quand je vous ai écouté pendant un quart d'heure, il faut bien le dire, je ne vaux plus rien. La vérité est que vous êtes président, non d'un Comité de défense, mais d'un Comité de défaillance (1). »

Trochu ne se contentait pas de ne pas s'occuper de la dynastie ; il était entré complaisamment en rapport avec ses ennemis déclarés. Emmanuel Arago était reçu par lui depuis les premiers instans de son installation au Louvre, et les autres, Picard, Ferry, Gambetta, étaient venus successivement. Palikao, qui le flairait et qui n'osait le révoquer, eut la velléité de lui créer un rival. Il tâta Wimpffen, qu'il allait envoyer à la place de Failly et lui proposa de renoncer au commandement du 5e corps pour prendre celui du 14e corps en formation à Paris : « Il est possible, lui avait-il dit, que le général Trochu cherche trop à grandir sa personnalité et qu'il agisse au détriment de l'ordre établi ; il est possible qu'il devienne un homme embarrassant ; dans ce cas, votre valeur nous permettrait de vous confier sa place. » Wimpffen se récria et déclara qu'il n'entendait pas se mettre en opposition avec un compagnon d'armes, qu'il était résolu à ne prendre parti ni pour ni contre lui, et qu'il préférait se rendre à l'armée où il porterait la hardiesse qu'on voulait bien lui reconnaître.

Cette velléité n'eut pas de suite. Le ministère, n'espérant plus se servir de Trochu et n'osant pas le briser, prit le parti de ne plus s'en occuper ; on cessa de l'appeler au Conseil où il entravait les délibérations par ses interminables harangues, on le laissa se remuer à sa guise et il s'occupa en liberté à préparer son avènement. Pietri seul lui communiquait les rapports de police, et allait s'entretenir avec lui dans le vain espoir de pénétrer ses desseins ; Palikao ne lui transmettait ni instructions, ni ordres, ni renseignemens. Il fit juger et ordonna de fusiller un Prussien arrêté comme espion du côté de Gien, sans que le gouverneur de Paris, chef responsable de la Justice

(1) Dépositions de Rouher et de Jérôme David.

militaire dans l'état de siège, en eût été informé; il lui laissa ignorer les mouvemens de l'armée prussienne et, à ses plaintes, répondit qu'il n'avait pas qualité pour être associé aux secrets du gouvernement.

Constamment le ministre de la Guerre, par l'intermédiaire du commandant de place, le général Soumain, ordonnait la rentrée et la sortie des troupes de Paris sans en prévenir le gouverneur général, et lorsque celui-ci protestait, le ministre lui répondait que son titre ne lui assurait que le mouvement des troupes réunies à Paris, que ces troupes mêmes n'étaient pas sa propriété exclusive, et que, par là, ne se trouvait pas supprimé le droit supérieur du ministre de la Guerre d'en disposer en dehors de Paris, selon que les nécessités de la guerre le commandaient. Trochu, se sentant suspecté, écarté, s'irritait dans son orgueil. Il cessa presque toute communication officielle avec son ministre, et glissa peu à peu à accepter les caresses et les avances de la Gauche et du Centre gauche unis dans la même œuvre subversive.

Ses amis de la Droite, instruits de ces colloques par les conversations des couloirs, s'en alarmèrent. Le digne Kolb-Bernard pria Plichon, auquel le général témoignait de l'amitié et de la confiance, d'essayer de l'arrêter sur la pente. Plichon se rendit au Louvre, attendit dans l'antichambre six grands quarts d'heure, et, pendant cette attente, vit passer devant lui Gambetta qui fut reçu immédiatement. On l'introduisit enfin. Il dit à Trochu le péril moral auquel il le sentait exposé et le supplia de s'y soustraire. « Vous n'avez pas besoin de me répondre, ajouta-t-il en s'en allant, je vous ai prévenu; à vous d'y penser. »

Les réflexions du général lui firent convertir plus que jamais son cabinet en salle d'audience politique. Jules Favre, Jules Ferry, Picard et quelques républicains de Paris y vinrent ensemble ouvertement le 21 août. Il les harangua. Le discours, cette fois, à cause de la qualité des auditeurs, dura deux heures. Jules Favre, maître de l'art, put admirer à son aise cette parole facile, élégante, colorée, tour à tour simple et incisive, quelquefois prodigue d'images, toujours abondante. Le fond n'était pas plus encourageant que celui des discours tenus au Comité de défense : quoique le soldat français fût supérieur au soldat allemand, l'armée elle-même était inférieure à cause de la

défectuosité de son instruction, du relâchement de la discipline, de l'absence de respect et de confiance en ses chefs; la défense à Paris ne pouvait être qu'une héroïque folie. Les députés de la gauche ne se troublèrent pas de ces expansions pessimistes : après le premier choc, ils les mirent sur le compte d'un esprit justement alarmé par la grandeur d'une tâche sans précédent, et ne voulurent garder de cette conférence que le souvenir des qualités éminentes et du caractère chevaleresque qui venaient de se révéler à eux. Trochu leur témoigna, en les congédiant, une affectueuse cordialité (1).

Se croyant déjà chef de l'État, autorisé à recevoir quiconque se présentait à lui, il correspondait sur les choses militaires avec le prince Napoléon, sans en informer son ministre. Le Prince lui envoya de Florence (22 août) la note suivante : « Je suis envoyé ici par l'Empereur et le maréchal Mac Mahon pour décider l'Italie et l'Autriche à faire la guerre. Mon opinion est que l'Italie pourrait donner 50 000 hommes dans huit jours, portés à 100 000 dans quinze jours et 150 000 dans un mois. Je suis sans nouvelles précises et je m'adresse à vous qui avez mon amitié et ma confiance. Dites-moi quelle est notre situation militaire et donnez-moi votre avis sur la direction des soldats italiens si je pouvais les obtenir. Faut-il les diriger par le Mont-Cenis sur Belfort ou par les Alpes sur Munich ? Dans ce cas, la permission de l'Autriche est nécessaire pour qu'on passe sur son territoire... réponse urgente ; prière de garder le secret sur ma note. »

Trochu répondit : « Nouvelles améliorées, le maréchal Mac Mahon s'étant remonté et Bazaine s'étant ravitaillé, mais grande incertitude au sujet des combinaisons et opérations ; on les tient secrètes, s'il y en a. — Il faudrait concentration sur Lyon, et de là, par marche perpendiculaire, menacer le flanc gauche de l'invasion dans la direction de Belfort ou de Langres. Des éclaireurs ennemis paraissent à Châlons et à Troyes. La défense de Paris marche bien. Respectueux dévouement. »

Cependant l'Impératrice s'effrayait de la défection générale qu'elle sentait autour d'elle. Elle appela Trochu et lui demanda anxieusement s'il la défendrait, et si, en cas d'émeute, il protégerait le Corps législatif et les Tuileries. Trochu aurait

(1) Jules Favre, tome I, p. 49.

pu lui répondre : — Madame, vous déclarez sans cesse « qu'une de vos plus grandes préoccupations est d'éviter à tout prix une collision sanglante à l'intérieur, que l'idée d'une guerre civile, pendant que nos armées versent le sang français, vous est un sujet d'horreur (1), » et vous avez démontré la sincérité de vos sentimens en graciant Eudes et Brideaux, les assassins des pompiers de la Villette. Comment voulez-vous que je défende les Tuileries contre une émeute, sans répandre du sang et sans vous devenir un sujet d'horreur (2) ? » Mais qui a la force de jouer avec les inconséquences d'une malheureuse femme, en d'aussi effroyables conjonctures? Trochu, se laissant émouvoir, se montra bon prince, et mettant dans ses paroles une conviction passionnée, il répondit qu'il se ferait tuer pour défendre le Corps législatif, les Tuileries et l'Impératrice. Et, pour rassurer pleinement les inquiétudes de l'infortunée souveraine, il ajouta d'un ton dramatique : « Souvenez-vous que je suis Breton, catholique et soldat (3). »

IV

Aux Tuileries, la bataille de Borny avait arrêté un jour le découragement; la bataille de Rezonville l'avait ramené. Ç'avait été alors la désespérance morne, inplacable, sans lueur. L'Impératrice, toujours imposante d'attitude et imperturbable de courage, assistait dans une atonie stoïque à l'effondrement de

(1) Déposition de Pietri dans l'*Enquête parlementaire sur le 4 septembre.*

(2) Récit de Dugué de la Fauconnerie : « Quoiqu'il fut alors plus de minuit, la Régente, qui venait de présider le Conseil des ministres, voulut bien me recevoir. Mon discours ne fut pas long. « Madame, dis-je à l'Impératrice, deux jeunes gens, presque des enfans, viennent d'être condamnés à mort par le conseil de guerre, et c'est assurément justice ! Mais il ne faut pas que l'Impératrice, si grand que soit le crime, permette, quand elle peut l'empêcher, que le sang coule à Paris, alors que tant de braves gens vont verser le leur pour la France. Le père d'un des condamnés m'attend en bas. Je supplie Votre Majesté de me permettre de lui porter un mot de consolation. » La réponse ne se fit pas attendre : « Allez ! » me dit l'Impératrice, et elle ajouta en me tendant la main : « Allez tout de suite ! »

(3) Lettre de l'Impératrice à la princesse Anna Murat. Trochu n'a pas osé nier nettement le propos : « *J'en doute* (de ces paroles) à cause de leur intention prétentieuse, mais il est certain que j'ai fait plusieurs fois de vifs et sincères efforts pour persuader l'Impératrice et son gouvernement de ma sincérité. Dans tous les cas, que j'aie ou n'aie pas dit ces paroles, je déclare qu'elles étaient l'expression de mon sentiment. Oui avant et pendant cette crise, j'ai servi l'Impératrice, malgré la répulsion qu'elle éprouvait pour moi, avec la loyale fidélité que j'ai mise dans tous les temps, dans mes rapports avec l'Empereur. » *L'Empire et la défense de Paris*, p. 427.

son pays, de sa dynastie. Elle décidait la princesse Clotilde à envoyer ses enfans à Prangins, et elle-même, n'ayant point la moindre illusion, disait que ce qu'elle désirait par-dessus tout pour son fils, c'était une vie heureuse et sans ambition. Nul ne la quittait sans être ému de son calme héroïque et sans avoir peine à ne pas pleurer. « Elle est admirable, écrivait Mérimée, et me fait l'effet d'une sainte (1). »

Les ministres proféraient sans conviction des encouragemens patriotiques sans autorité. Palikao et Duvernois s'appliquaient avec une activité intelligente à leur tâche spéciale, mais ce qui constitue le gouvernement, la pensée directrice qui domine les faits et les pousse à un but nettement défini, était éteinte. Palikao s'efforça de lutter contre le pessimisme général. Il commença un système de contre-vérités auquel il se complut pendant tout son ministère; il publia un bulletin dithyrambique qui grossissait outre mesure, comme Frossard l'avait fait à Spickeren, les forces de l'adversaire et dénaturait la portée de l'action. Mais les dépêches prussiennes, arrivées par Londres et Bruxelles, mirent en relief que les batailles sous Metz ne nous avaient servi de rien, puisque l'armée française avait rétrogradé sous la ville et accepté ainsi elle-même, comme un fait acquis, que la route de Verdun par Mars-la-Tour et Conflans fût fermée. La réalité affreuse apparut : Bazaine était obligé d'abandonner ses positions et rejeté sous Metz !

Le 22 août, au matin, le *Journal officiel* publia la note suivante : « Le gouvernement, n'ayant pas reçu de dépêches de l'armée du Rhin depuis deux jours, par suite des interruptions des communications télégraphiques, a lieu de penser que le plan arrêté par le maréchal Bazaine n'a pas encore abouti. La conduite héroïque de nos soldats à différentes reprises, en présence d'un ennemi très supérieur en nombre, permet d'espérer la réussite des opérations ultérieures. Des coureurs ennemis ont paru à Saint-Dizier. »

Ces nouvelles rendirent la Chambre houleuse. Palikao, imperturbable, essaya de la calmer : « Messieurs les députés, vous avez pu lire ce matin au *Journal officiel* une Note que le gouvernement y a fait insérer. Cette Note était l'expression de la vérité ce matin; nous avions pris l'engagement de la dire

(1) Mérimée. Lettres du 16 août et du 17 septembre 1870, publiées par M. d'Haussonville dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1879.

toujours, nous l'avons dite, quelque émotion qu'elle pût produire. *(Très bien!)* — Des nouvelles sont venues depuis; j'en ai reçu du maréchal Bazaine, et ces nouvelles sont bonnes. Je ne puis pas vous les faire connaître, vous comprendrez pourquoi. *(Oui! oui! Très bien!)*

Voix à gauche. — De quelle date sont-elles?

Le ministre de la Guerre. — Du 19.

Le comte de Kératry. — Du maréchal Bazaine lui-même?

Le ministre de la Guerre. — Du maréchal lui-même. Elles montrent chez le maréchal une confiance que je partage, connaissant sa valeur et son énergie. J'ajouterai que l'organisation de la défense de Paris marche avec activité, et que sous peu nous pourrons recevoir quiconque se présentera devant nos murs. *(Vive approbation.)*

L'Opposition, qui lisait les dépêches prussiennes et les journaux anglais, savait néanmoins à quoi s'en tenir. Elle crut qu'elle pouvait sans imprudence s'avancer encore dans la voie révolutionnaire. Mais elle ne voulait rien précipiter. Trop visiblement la résistance du gouvernement était en sens inverse de l'attaque : à mesure que celle-ci s'enhardissait, celle-là fléchissait. L'attaque devait donc être sûre et mesurée, elle devait attendre l'événement et ne pas risquer de se compromettre en laissant aux violens la tâche de jeter par terre ce qui allait tomber de soi-même. Les révolutionnaires à courte vue, les émigrés surtout, car à ce moment il n'y avait plus d'exilés, étaient fort mécontens de cette politique dilatoire. « Attendons-nous, écrivait Quinet, à toutes les infamies. Je me disposais à partir pour Paris, mais on n'a pas osé réclamer la déchéance. On n'aura, m'écrit-on, ce courage que lorsque tout sera perdu. Ce n'est pas assez de désastres. La gauche et M. Thiers veulent que l'on perde encore une grande bataille. Alors, et alors seulement, ils penseront au remède. »

V

L'événement a prouvé que c'était la Gauche qui calculait le mieux. Si elle avait obéi aux impatiens, le Corps législatif eût été renvoyé, et la plupart de ses membres mis sous les verrous. Voyez au contraire où la ruse et la patience les avaient conduits : la guerre désavouée par ceux qui l'avaient exigée et votée; le

seul ministère qui pût diriger les événemens renversé; l'Empereur suspendu comme chef militaire et comme chef politique; les affaires aux mains de ministres faibles ou inexpérimentés; le cri du sauve-qui-peut poussé dans la Chambre et au dehors; Thiers, Gambetta, Jules Favre devenus les oracles et les directeurs d'une majorité affolée; les révolutionnaires distribuant des armes à leurs adeptes et guettant la prochaine défaite pour se ruer sur ce qui restait encore debout des institutions; Trochu érigeant sa puissance en face de celle de la Régence.

Le renversement de l'Empire n'était pas un fait subit et unique : il avait été successif. On avait commencé par renverser le ministère qui avait décidé la guerre, puis on avait suspendu l'Empereur, qui l'avait conduite, de son pouvoir militaire et de son pouvoir gouvernemental. Et par qui avaient été opérées ces démolitions successives? Par la Gauche, par les ennemis? Sans doute ils y avaient travaillé. Pourtant, seuls, ils eussent été impuissans à les produire. Elles étaient surtout l'œuvre des candidats officiels, des fidèles de la Régence. Les députés de la Gauche avaient donc mille fois raison d'être patiens. Les faits, sans souci des palinodies humaines, se déroulaient avec une logique féroce, et les mêmes mains qui avaient immolé l'Empereur, allaient immoler l'Empire.

Comme, à partir du 9 août, la Régente avait supplanté l'Empereur, depuis l'installation de Trochu au Louvre, le gouverneur de Paris avait pris insensiblement dans l'attente publique la place de la Régente. Le changement se marquait d'heure en heure, surtout autour des débats législatifs. Tant que Trochu n'avait point été là, on avait ménagé Palikao qu'on redoutait; on l'avait un peu brusqué lorsqu'on vit avec quelle facilité il avait mordu à l'hameçon des louanges captieuses; on le dédaigna et on le brava lorsque son successeur fut installé au Louvre. On ne s'était attaqué jusque-là qu'à la personne de l'Empereur; de plus en plus les coups s'adressèrent à l'Empire et à ses institutions. Gambetta, Jules Favre, Kératry, d'une loquacité chaque jour plus agressive, usaient chaque jour avec plus d'impudence des facilités inconstitutionnelles que le ministère leur avait concédées. Toutes les séances étaient consacrées à des demandes indiscrètes de renseignemens, à des débats oiseux ou compromettans, à des propositions précipitées que la peur inspirait et qui la répandaient. On faisait planer les suspi-

cions les plus odieuses contre les fonctionnaires dévoués à leurs devoirs civiques ; on les accusait de fuir devant l'ennemi, d'être d'une lâcheté insigne, d'organiser une Jacquerie contre les opposans, d'ameuter les populations contre les protestans, qu'on traitait d'alliés des Prussiens à cause de la similitude de leur religion ; on représentait les conseillers d'État, d'une honorabilité au-dessus du soupçon, qui avaient été envoyés dans les départemens avec les instructions les plus conciliantes, comme des fauteurs de guerre civile ; on les déconsidérait à l'envi. On avait cessé de s'occuper du malheureux Empereur, qu'on ne redoutait plus et qu'on sentait abandonné même par les siens, mais on ne ménageait aucun outrage au régime, à la dynastie. On avait pris pour thème que la véritable cause de nos malheurs était dans les institutions que le pays s'était données en 1852, et qu'il venait de confirmer par le plébiscite. « Toujours le gouvernement ! disait Jules Favre, jetons nos béquilles une bonne fois. » (18 août.)

En vain le président Schneider essayait-il de réprimer ces excitations à l'illégalité ; en vain quelques députés fidèles, tels que Vendre, Laroche-Joubert, d'Aiguevives, Haentjens, l'appuyaient-ils par de virulentes apostrophes, la conjuration parlementaire suivait imperturbablement son cours. Kératry déposa une proposition demandant que six députés élus par la Chambre fussent adjoints au Comité de Défense de Paris. C'était encore un empiétement du pouvoir parlementaire. Palikao s'y opposa avec énergie. Thiers soutint alors une autre proposition qui, disait-il, devait tout concilier : c'était de réduire à trois le nombre des députés à adjoindre au Comité. Le ministère répondit qu'il accepterait cette adjonction, à condition que le choix des trois députés serait fait par le gouvernement lui-même et que Thiers serait l'un d'eux (23 août). Thiers protesta : il ne voulait pas être nommé par le gouvernement. La Commission élue par les bureaux pour étudier les propositions le choisit néanmoins comme rapporteur. Thiers consentit, mais déclara que son rapport ne serait fait que le lendemain.

VI

Le lendemain, de bien plus poignantes agitations venaient troubler la Chambre et retarder le débat. Le bruit s'étant

répandu que Mac Mahon se repliait sous Paris, les révolutionnaires étaient entrés en fureur et avaient vociféré que l'honneur ne permettait pas d'abandonner celui qui, à ce moment, était « notre héroïque Bazaine. » Ils avaient trop compris tout ce que leur promettait le plan stratégique de Palikao et le soutenaient avec rage. Être débarrassés à la fois de Mac Mahon et de l'Empereur, demeurer seuls avec la Régence à Paris, quelle aubaine!

Gambetta et Jules Favre s'employèrent de toutes leurs forces à sa réalisation. Dans le Comité secret qui suivit la séance publique, Jules Favre prononça une philippique contre l'abandon dans lequel on laisserait le héros et son armée « par préoccupation dynastique. » Un membre de la majorité, Mathieu, de la Corrèze, voulut rassurer cette sollicitude patriotique. « Je m'étonne, dit-il, que M. Favre, si bien informé, ignore ce qui se passe à cette heure même. Hier l'armée se dirigeait de Châlons sur Paris, non dans un intérêt dynastique, mais pour sauver le pays. Hier, on ignorait, depuis les combats du 18, où en était Bazaine. On vient de recevoir de lui, à Reims, un courrier retardé par la difficulté des communications. Il appelle à lui Mac Mahon; il l'attend de pied ferme, dit-il, et Mac Mahon et l'Empereur qui, jusque-là, avaient obstinément résisté au ministre de la Guerre et au Conseil, sont décidés à marcher vers Metz. Le mouvement est vraisemblablement commencé à l'heure où je parle, et M. Favre a satisfaction. — Eh bien! répliqua Jules Favre, que le gouvernement le dise tout de suite, car c'est une honte de ne pas aller au secours de Bazaine. »

Uue dépêche de Mac Mahon annonçait, en effet, que son armée avait renoncé à couvrir Paris et s'était mise en marche vers Metz. Cet acte de démence stratégique, plus insensé que tous ceux qui avaient amené nos défaites précédentes, réjouit les cœurs de nos patriotes. Ainsi Jules Favre, Gambetta, Palikao, poussés par des passions opposées, nous conduisaient au même dénouement (23 août) (1).

Lorsque le détestable conseil donné par lui eut produit ses résultats effroyables, Jules Favre a reproché à Palikao de l'avoir écouté. Il a osé écrire : « Le seul plan qui parût raisonnable en

(1) Lettre de Mathieu du 18 octobre 1872. Un autre député, le comte de Latour, a raconté dans l'*Univers* le même fait : « Qui peut oublier Jules Favre dénonçant avec colère la retraite de Mac Mahon de Châlons vers Paris en la qualifiant de manœuvre dynastique ? » Voyez la déposition de Rouher dans l'*Enquête*.

présence d'un ennemi dont on connaissait la hardiesse, consistait, en couvrant Metz, à faire replier nos armées sur la ligne d'opération la plus favorable à la défense de Paris. On pouvait ainsi disposer de deux cent mille hommes, les établir sur un terrain de bataille excellent et leur ménager une retraite sûre, qui avait l'inestimable avantage de fournir à la capitale une armée de secours. Mais en adoptant ce parti, il fallait ou abandonner l'Empereur ou le ramener à Paris dont on redoutait les ressentimens. Le ministère Palikao crut sans doute pouvoir sauver la couronne et le pays : en réalité, il sacrifia le pays à la couronne (1). »

On revint à la proposition de Kératry. Il la reprit et la soutint avec une extrême acrimonie. Il recommença véhémentement le thème ordinaire : « La nation expie vingt et un ans

(1) Lettre du général Le Gros, commandant la 83e brigade d'infanterie et la 3e subdivision du 6e corps d'armée, à Émile Ollivier : « Châlons, 11 août 1913. — Monsieur le Président, — je viens de lire votre dernier article dans la *Revue des Deux Mondes* sur la « Déposition de l'Empereur. » — Vous citez le commandant Vidal, vieux soldat de Crimée et d'Italie. C'est moi qui l'ai poussé à publier ses souvenirs de la « Campagne de Sedan, » parce que je les jugeais de nature à fournir à l'Histoire des données vécues et exactes. J'avais rédigé une courte préface dans laquelle je jugeais sommairement, comme elle le mérite, la combinaison abracadabrante, qui relève du vaudeville, par laquelle le général de Palikao, de funeste mémoire, avait la prétention d'assurer la jonction des armées de Metz et de Châlons.

« Vous avez mille fois raison de vous élever comme vous le faites contre les allégations audacieuses de ce pseudo-homme de guerre, qui agissait en face des armées allemandes victorieuses comme s'il l'eût fait contre les Chinois ! J'ai publié dans le *Journal des Sciences militaires* en 1895 une étude très objective et très positive, où je démontre irréfutablement que le plan (?) Palikao suivi à *la lettre* n'aurait pu que nous valoir *le 26 août un désastre analogue à celui qui nous attendait le 1er septembre à Sedan !*

« En 1905, le général Canonge me pria de résumer ce travail en une note qu'il a reproduite dans son Histoire de la guerre de 1870. Voulez-vous me permettre, sans amour-propre d'auteur, de vous en envoyer la copie? Vous verrez que les argumens qui la composent s'accordent pleinement avec la thèse que vous venez de soutenir si brillamment.

« Oh! oui, en 1870, un grand chef au début, et nous battions sûrement les Allemands! Il eût fallu vouloir, répartir les forces en vue du but et agir à fond sur le point choisi, dès le 29 juillet, sans s'arrêter aux doléances. On aurait cru vraiment que l'on entrait dans un désert où tout manquait. Il fallait passer outre, attaquer une des armées ennemies, la IIIe à mon avis, *du fort au faible;* puis on aurait avisé pour exploiter un succès certain. Même après Frœschwiller et Spickeren, tout pouvait se réparer avec du savoir-faire et de la décision. Hélas ! nous n'avions ni l'un ni l'autre !

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentimens de respectueuse sympathie,

« Général LE GROS. »

d'abandon entre les mains du pouvoir personnel, » et finit par ce cri révolutionnaire : « Dans ce moment-ci, croyez-moi, la France, compromise par les égaremens du pouvoir personnel, veut se sauver par ses propres mains. » *(Vive approbation et applaudissemens à gauche.)* Sur quoi Duvernois s'était levé et avait répondu : « L'honorable M. de Kératry a examiné la question qui nous occupe avec une modération à laquelle je rends hommage. » Avec de tels adversaires devant eux, pourquoi Messieurs de l'Opposition se seraient-ils gênés?

Toutefois Palikao perdit patience et parla comme il convient : « Il y a des Prussiens dans la population de Paris, et je puis vous le prouver. C'est donc contre l'ennemi extérieur et contre l'ennemi intérieur que nous dirigeons tous nos efforts, et nous ne cesserons que quand la patrie sera délivrée de l'ennemi intérieur. *(Vive approbation.)* Vous pouvez compter sur une fermeté inébranlable de ma part. J'ai en mains tous les moyens nécessaires contre les désordres qui pourraient se produire, et je réponds à la Chambre de la tranquillité de Paris. » *(Bravos et applaudissemens.)*

Jules Favre défendit avec âpreté l'argumentation de Kératry : « Je suis de ceux qui pensent que les malheurs de la patrie sont dus exclusivement au système politique auquel elle s'est confiée. Mais si cette opinion peut être combattue, ce que je reconnais, il en est une qui ne rencontrera pas de contradicteurs : c'est que ces malheurs sont dus à une direction fatale, dont personne, dans cette enceinte, ne voudrait prendre la défense, direction qui peut sans exagération se traduire par l'un ou l'autre mot : ineptie ou trahison ! *(Bruits divers. Laissez parler ! laissez parler !)* Depuis que la Chambre est assemblée, la politique semble avoir subi une déviation singulière; il n'en est plus question. De telle sorte que la nation française ne sait pas pourquoi elle va mourir. »

De vives et nombreuses agitations, des cris : A l'ordre ! accueillent ces paroles. Plusieurs membres se lèvent et interpellent l'orateur : « Nous armons le pays, s'écrie Chevreau, et vous le désarmez par vos paroles. — Ne découragez pas l'armée ! » ajoute Palikao. Et avec colère : « Un ministre de la Guerre français ne peut entendre de telles paroles. » Il se lève, très animé, quitte la salle des séances. Les députés de la Gauche se demandent si le général ne va pas préparer un acte de répres-

sion; Bethmont se précipite à sa suite : « Est-il vrai que vous allez faire arrêter Jules Favre ? » Le général le rassure : il n'a pas un aussi noir dessein; son ministère n'est pas un ministère de coups d'État; il prie seulement l'honorable député d'engager Jules Favre à tenir compte de la gravité des circonstances et à modérer son langage.

Révolté de l'attitude de la Gauche, Buffet, dominant tout le débat de sa forte et éloquente parole, dit avec une solennité pathétique : « Le gouvernement parlementaire a, dans une grande crise, à faire ses preuves. Il faut qu'il prouve que, pendant la guerre, il est propre à défendre le pays, comme à discuter, dans la paix, ses intérêts. En présence de l'ennemi, malgré les divisions, malgré les partis qui peuvent exister, qui existent légitimement dans cette Chambre, c'est à nous, partisans de ce régime libéral, de montrer que nous avons un seul désir, une seule passion : l'union de tous les sentimens et de toutes les énergies vers un même but, vers un même résultat : chasser l'étranger. » (24 août.) Une acclamation enthousiaste accueille ces nobles accens, aussi sincères sur les lèvres du loyal orateur qu'ils l'étaient peu sur celles de tant d'autres. Mais l'assemblée ne demeura pas sous l'empire de ce sentiment, et revint vite à ses passions aveugles.

Thiers expliqua que, favorable aux propositions de Kératry, il les abandonnait pour éviter une crise ministérielle. Puis, rappelant que Duvernois avait invoqué l'intérêt des institutions, il poursuivit : « Je fais un sacrifice au pays et à la Chambre en ne portant pas la discussion sur ce sujet; mais je supplie qu'on ne fasse pas figurer ici un intérêt de ce genre. Nous savons tous aujourd'hui pourquoi la France combat; elle combat pour son indépendance; elle combat pour sa grandeur, pour sa gloire, pour l'inviolabilité de son sol. Tous, nous le savons, à gauche, au centre, à droite; c'est éclatant comme la lumière, et tous nos cœurs battent à l'unisson quand vous parlez de ces grands, de ces sublimes intérêts de la patrie. Mais, de grâce, ne nous parlez pas des institutions : vous ne nous refroidirez pas, vous ne diminuerez pas notre zèle pour la défense du pays; mais, sans nous refroidir, vous nous frapperez au cœur en nous rappelant ces institutions qui, dans ma conviction à moi, sont la cause principale, plus que les hommes eux-mêmes, des malheurs de la France. » *(Bravos et applaudissemens à gauche. Rumeurs au*

centre et à droite.) « Triste séance, écrivait le président Bonjean; au fond, c'est toujours la question de déchéance qui se reproduit sous diverses formes. La Gauche ne veut pas sans doute le succès des Prussiens, mais elle ne veut pas non plus que la victoire, qui couronnera les immenses efforts que fait la France, tourne au profit de la dynastie napoléonienne qu'elle veut évidemment renverser. »

VII

Le gouvernement n'en continua pas moins ses avances malheureuses à la Gauche et au Centre gauche. Les amis de Thiers reprochaient aux ministres de ne l'avoir pas appelé dans le Comité de défense de Paris, bien que l'offre formelle lui en eût été faite, on l'a vu le 23 août. Thiers lui-même dit le 26 août : « Si le gouvernement a besoin du dévouement de n'importe lequel d'entre nous, quelque périlleux que ce dévouement puisse être, il sait bien que nous sommes gens d'honneur, et qu'il n'y en a pas un seul d'entre nous qui reculera devant le péril. Quelle que soit la difficulté matérielle ou politique qu'il faille braver, quand le gouvernement nous appellera patriotiquement, nous répondrons patriotiquement aussi. » *(Oui, oui, bravo!)*

Le gouvernement ne laissa pas tomber cette parole à terre. Dès le lendemain (27 août), paraissait au *Journal officiel* un décret qui appelait Thiers au Comité de défense des fortifications en compagnie de trois autres députés, Daru, Dupuy de Lôme, Talhouet. Thiers, cette fois, ne refusa pas, mais c'était de la Chambre seule qu'il voulait tenir son mandat. Dès l'ouverture de la séance, il monta à la tribune et déclara qu'averti par l'*Officiel* seulement de sa nomination, il ne croyait pas pouvoir accepter une tâche pareille sans une délégation du Corps législatif. « Nous vous demandons tous d'accepter, » dit Thoinnet de la Turmelière. De toutes parts on s'écria : « Oui! tous! tous! c'est le vœu de tout le monde. » — « Je crois devoir constater, dit le président Schneider, que cette manifestation vient de tous les côtés de la Chambre. » Les amis eussent voulu un vote formel. Schneider fit remarquer qu'une acclamation partie de tous les bancs de la Chambre rendait un vote superflu. L'apparence fut sauvée, et Thiers ne parut tenir son mandat que du Corps législatif.

Mise en train par ce nouveau succès, la Gauche voulut alors accroître la situation du gouverneur de Paris qu'elle considérait déjà comme son chef, et demanda « que le recrutement et l'armement de la garde nationale de Paris fussent dans ses attributions exclusives : il lui paraissait indispensable que le général Trochu eût les pouvoirs dont il avait besoin pour avoir à sa disposition dans la garde nationale le nombre d'hommes qu'il croira nécessaire à la défense du pays. »

Palikao, piqué au vif, se fâcha et le prit de très haut. D'un ton sec il riposta : « La position du général Trochu, d'après tous les règlemens, n'est qu'une position militaire et nullement une position administrative. La délivrance des armes se fait par l'administration de la Guerre et je n'admettrai jamais qu'un de mes inférieurs, placé sous mes ordres, usurpe les fonctions que je dois remplir. » *(Nombreuses marques d'approbation.)* Quoique la Gauche, sentant qu'elle s'était avancée trop tôt, eût essayé de le désarmer en le couvrant de complimens, Palikao, agacé par ce début, se montra encore moins condescendant, lorsque Emmanuel Arago lui demanda : « A quelle distance les armées prussiennes sont-elles de la capitale ? » — « Si, pendant que je suis ministre de la Guerre, répondit-il sèchement, un officier, de quelque grade qu'il soit, commettait l'indiscrétion que l'on me demande de commettre, je le ferais fusiller. » *(Vive approbation et applaudissemens.)* Il quitta la Chambre cette fois encore avec un fracas de mauvaise humeur, et, dans la salle des conférences, se répandit en lamentations sur les pertes de temps auxquelles le condamnaient « ceux qui se gargarisaient de paroles sonores. »

Les députés irréconciliables, qui ne laissaient pas d'être de temps à autre inquiets des conséquences de leurs agressions, se demandèrent de nouveau si l'heure du coup d'État n'avait pas cette fois sonné. Ils interrogèrent Duvernois, Brame, Jérôme David surtout, réputé un foudre de guerre, ne rêvant qu'actes de vigueur. Ce fut à qui se montrerait le plus rassurant. Duvernois donna sa parole d'honneur qu'il ne consentirait jamais à un coup d'État. Brame fut d'une magnanimité magnifique : « Je vous ai fait préparer des appartemens chez moi, venez-y; on n'osera pas aller vous prendre chez un ministre. » Jérôme David garantit que le ministère ne songeait pas à un coup de force, et que « si la moindre disposition dommageable à la liberté de

l'un des membres de la Chambre était proposée, il s'y opposerait de tout son pouvoir. » Rassurés, les conspirateurs continuèrent sans trouble leurs agissemens.

Les propositions insensées se succédèrent sans interruption. Jules Ferry demandait la liberté du commerce des armes et, à la Commission qui la lui refusait, il répondait : « L'officiel ne sauvera pas la France, la France ne se sauvera que par elle-même. Si on hésite à rendre libre la fabrication des armes de guerre, c'est que l'on craint que ces armes ne tombent entre les mains des ennemis du gouvernement; que l'on dise cela et que l'on sache que, enfin, s'il y a quelque chose qui paralyse la défense nationale, c'est l'intérêt dynastique. » *(Dénégations au centre et à droite.)* (25 août.) Gambetta, Barthélemy Saint-Hilaire continuèrent à déposer une série de pétitions demandant, les unes que : « comme tous les citoyens valides, les séminaristes, abbés, moines, frères, fussent appelés à défendre le sol de la patrie menacée, » les autres protestant contre les opérations des conseils de revision. Glais-Bizoin réclamait l'élection de tous les officiers de la garde nationale (29 août); Raspail, au nom des épouses, des mères, des filles, au nom de la justice, au nom de la France, au nom de l'Humanité, proposait l'amnistie générale de tous les délits politiques et délits de presse (31 août). Jules Favre s'indignait que les honorables citoyens de Belleville ne fussent pas encore armés et qu'on accueillît par des rires et des murmures leurs réclamations patriotiques : un commandant de bataillon leur avait déclaré qu'ils n'auraient pas de fusils! Jules Favre exigeait justice immédiate de l'injure adressée à de tels patriotes. « Que le sang français, s'écriait Gambetta, retombe sur ceux qui ont refusé d'armer les citoyens! — Oui, c'est une trahison! » ajoutait Jules Favre. (30 et 31 août.)

Kératry proposa de charger le Comité de défense de reviser d'urgence les nominations des officiers de la garde mobile (31 août) : « Beaucoup de ceux qui avaient été nommés manquaient de l'expérience nécessaire pour conduire les hommes au feu; leur nomination avait été un acte de favoritisme; laisser continuer ces erremens, c'était envoyer les gardes mobiles à la boucherie. » Dans l'histoire parlementaire, il n'y a rien de plus médiocre, de plus décousu, de plus niais, de plus honteux, de plus déshonorant que ces dernières séances du Corps législatif.

Un jour, Thiers n'y avait plus tenu et avait protesté : « Toutes les propositions qui viennent d'être faites sentent l'agitation; restons calmes. » (26 août.)

Les ministres répondaient en se morfondant en humilités sentimentales et en parlementarisme à outrance. Ils s'indignaient qu'on pût suspecter des hommes si respectueusement soumis aux volontés du Parlement et qui n'avaient d'autre préoccupation que de mériter sa confiance : ne suffisait-il pas qu'un orateur dénonçât un préfet ou un maire, pour que, sans même l'entendre, *ab irato*, on le destituât (1)? Ne donnait-on pas des armes à qui les demandait? Pourquoi, dès lors, des paroles provocatrices et amères, pourquoi ces perpétuelles questions qui les détournent de leur premier devoir, le salut de la patrie? La majorité applaudissait les ministres, sanctionnait toutes leurs propositions, les comblait de votes de confiance. Mais, en même temps, elle écoutait avec patience, parfois avec encouragemens, et même avec une complaisance chaque jour plus sensible, les sorties, les extravagances, les violences de la majorité morale.

Les ministres tentèrent de se soustraire au supplice d'être perpétuellement sur la sellette en ne paraissant plus à la Chambre et s'y faisant représenter par le plus incolore d'entre eux, Grandperret. Précaution inutile. On leur faisait transmettre les questions et force était de venir répondre. Alors ils essayèrent d'adoucir les assaillans en louant leur beau langage et leur modération (2); les coups de trique ne devinrent que plus violens (3). Vainement, encore, sacrifiaient-ils la France dans la crainte d'être soupçonnés de défendre la dynastie; on ne cessa de leur reprocher d'être uniquement préoccupés des intérêts dynastiques. Vainement, dans l'espérance de n'être pas inquiétés, livraient-ils au parlementarisme les droits primordiaux de tout pouvoir exécutif; on les accusait de lui témoigner une profonde antipathie.

La haine ne désarmait pas. A la Chambre, au dehors, dans tout le monde politicien, elle s'étalait de plus en plus. On ne cachait plus « qu'on verrait avec satisfaction les humiliations qui

(1) Préfet de Nancy le 23 août; maire d'Épernay le 29 août.
(2) Jérôme David sur Gambetta.
(3) Ce sont dans leurs propres termes les sentimens exprimés par le colonel Chaper dans l'enquête parlementaire.

pourraient être infligées à l'Empire, odieux par son origine et ses allures à la plupart des honnêtes gens. »

Boissier, l'orateur des clubs révolutionnaires, élu capitaine de la garde nationale à la fin de 1870, disait dans sa profession de foi : « Oui, citoyens, je n'hésite pas à le déclarer, mon plus ardent désir était la défaite de l'armée impériale, car son succès eût suspendu, pour longtemps encore, la légitime possession de nos droits. » Humbert, toujours violent, épouvantait Turquet par ses théories révolutionnaires. « Il faut encore une défaite, disait Humbert, encore une! » Et les larmes lui venaient aux yeux pourtant, car il eût préféré la victoire; seulement, l'Empire! voilà quel était l'ennemi. »

Duvernois finit cependant par se révolter d'être ainsi conduit au gibet, ayant au cou une corde qu'à chaque pas on serrait un peu plus fort. Le 1er septembre, trouvant Chevreau dans son cabinet, en compagnie de Pietri, il lui dit négligemment : « Je suis un homme d'aventure, ce qui est parfois utile; si nous n'arrêtons pas les autres, ils nous arrêteront; Pietri, si on lui donne les ordres, les exécutera; qu'en pensez-vous? » Chevreau pâlit et sortit de son cabinet sans même répondre. Une autre fois, Persigny, accompagné de l'ancien préfet de police Boittelle, se rend chez Chevreau et lui dit : « Trochu trahit; un jour qu'il viendra aux Tuileries, jetez-le dans un cabinet, faites-le conduire à Vincennes; le lendemain, criez dans les rues : « La trahison de Trochu! » et renvoyez la Chambre. » Chevreau se récria et se voila la face.

Loin de se prêter à arrêter quoi que ce soit, le ministère accepta d'achever la désorganisation gouvernementale en introduisant la démagogie dans la garde nationale. Jusque-là, sous la surveillance vigilante du général d'Autemarre, commandant en chef, malgré les clameurs de la Gauche, on avait apporté une grande circonspection à inscrire sur les contrôles et à distribuer les armes; peu à peu on se relâcha et on finit par incorporer et armer, non seulement des volontaires sur la qualité desquels on ne se renseignait pas assez, mais des individus qui, en tout autre temps, eussent été rejetés avec mépris. On distribua huit mille fusils par jour, et trente mille repris de justice se glissèrent de la sorte dans les rangs. Lorsqu'on eut ainsi lâché la bride, le général d'Autemarre ne voulut pas prendre la responsabilité de l'avilissement de sa troupe, il donna sa démission.

(29 août.) Le général de La Motte-Rouge, troupier aussi simple que brave, accepta de prendre sa succession.

La garde nationale ayant à sa tête un général moins inflexible, les anciens officiers, qui ne se sentaient plus soutenus, annoncèrent qu'ils se rendraient au ministère de l'Intérieur en corps pour déclarer que, ne voulant pas paraître moins investis de la confiance publique que leurs collègues élus, ils apportaient leur démission. Chevreau manda le général Trochu, on lui montra les conséquences de cette dernière dislocation, et, comme lui seul était encore investi de quelque autorité et que, d'ailleurs, accepter ou refuser les démissions rentrait dans son office, on le pria de les refuser par la raison qu'on ne donne pas sa démission devant l'ennemi. Trochu le promit. Par conséquent, lorsque les officiers se présentent, Chevreau les lui renvoie, leur annonçant que le général repoussera leurs démissions. Quelle n'est pas sa surprise et celle de ses collègues d'apprendre le lendemain que les démissions ont été acceptées! Chevreau demande avec vivacité à Trochu les motifs de ce revirement. Celui-ci répond tranquillement que le matin il était de son avis, mais que les officiers lui avaient donné de bonnes raisons le soir et qu'il s'y était rangé.

Le lendemain, le gouvernement venait docilement (2 septembre) demander à la Chambre d'ordonner les élections d'officiers même dans les bataillons déjà organisés, consacrant ainsi, par une suprême faiblesse, ce que Glais-Bizoin lui avait demandé pour lui infliger une humiliation. « Sans souci du péril national, pour faire la cour à ces républicains de profession dont il allait avoir besoin (1), » le complaisant Dréolle, toujours prêt à rédiger n'importe quel rapport, sauf à le désavouer ensuite, proposa l'adoption et la motiva ainsi : « Les dangers d'une désorganisation ne sont pas à redouter, et c'est une bonne chose de revenir au principe de l'élection et d'en généraliser l'application. »

Le résultat de ces élections fut tel que les uns l'avaient espéré et les autres craint. Les hommes d'ordre, inconnus à la foule, furent écartés, et les grades furent attribués aux marchands de vin ou à leurs protégés : parmi les élus, on découvrit quelque part un souteneur de filles qu'on dut éliminer (2).

(1) Déposition du colonel Chaper.
(2) *Id.*, *Ibid.*

VIII

Maintenant, les voies sont de tous côtés ouvertes à la révolution. Son armée est constituée, outillée, commandée par des chefs dignes d'elle. Que la défaite prévue soit annoncée, l'écroulement impérial s'opérera sans obstacles.

L'heure de cette défaite, allait sonner. Ce n'était pas le simulacre du Comité de défense qui pouvait en conjurer les effets. Ce comité n'avait aucun pouvoir de décider quoi que ce fût, ni même de donner son avis sur la direction générale de la guerre ; son mandat était spécialement limité à la mise en état des fortifications de Paris : il rendait compte au gouvernement chaque jour de ce qu'il avait fait la veille, et son compte rendu autographié était délivré à chacun des ministres. Les réunions se tenaient dans la soirée et se prolongeaient jusque vers minuit. Parfois une discussion technique s'engageait, comme le 27 août, par exemple, où l'emplacement d'une pièce fut débattu avec le maréchal Vaillant. Le plus souvent, l'office spécial du Comité épuisé, on s'entretenait des faits généraux de la guerre. Trochu pérorait et récriminait. Le maréchal Vaillant répliquait vertement : « Quand un peuple est malheureux, disait ce noble vieillard, il lui faut une victime, un bouc émissaire : il a choisi Le Bœuf. Les reproches qu'on lui adresse sont injustes, exagérés. S'il avait fallu attendre que les banquiers et les industriels du Corps législatif eussent voté tous les fonds nécessaires à la mise en parfait état de toutes nos places, à l'approvisionnement complet de tous nos arsenaux, en vue de toutes les éventualités non seulement possibles, mais fantaisistes, c'était se condamner à demeurer à tout jamais dans l'état d'humiliation auquel nous avait déjà réduits notre inaction après la bataille de Sadowa. Ce n'était pas possible. Aujourd'hui même que la France est vaincue, je dis que la situation qui vous avait été faite après Sadowa n'était plus tenable; la France ne pouvait pas l'endurer plus longtemps; la Prusse du reste désirait la guerre et nous y a provoqués. Ceux qui l'ont déclarée ne méritent aucun reproche. Il la fallait tôt ou tard; on a cru les circonstances favorables: on s'est trompé, puisque nous sommes battus, mais après tout, la valeur de nos soldats ne s'est pas démentie, et notre défaite est encore glorieuse (1). »

(1) Notes du maréchal Vaillant.

Lorsque la marche de Mac Mahon vers Bazaine fut connue, Thiers en fit l'objet des reproches les plus véhémens et des pronostics les plus lugubres. « Les Prussiens, disait-il, ont eu le temps d'envelopper l'armée de Metz ; entre cette armée et Paris, il y a un mur d'airain formé de plus de 300 000 hommes impossible à percer. Le seul résultat qu'on obtiendra, c'est de perdre inutilement nos dernières forces organisées. Vous avez un maréchal bloqué, vous en aurez deux. » Chabaud-Latour et surtout Trochu appuyaient ces prophéties de malheur trop fondées. Le maréchal Vaillant défendait Palikao comme il avait défendu Le Bœuf. Les raisons stratégiques sérieuses lui manquant, il en était réduit à l'argument sentimental de la Cour : Bazaine devait être secouru à tout prix ; en essayant de le dégager, on obéissait à un devoir étroit, à un sentiment patriotique. Et c'était tout ce qu'il trouvait à répondre à Trochu, qui, dès le premier instant et quand tout pouvait encore être sauvé, avait vu et signalé les conséquences inévitables de la funeste décision.

Le 3 septembre, au Comité, on se chamaillait plus que de coutume, quand Jérôme David qui, sans oser le dire, partageait maintenant l'opinion de Thiers sur la stratégie qui nous menait à Sedan, lui saisit la main et lui dit à l'oreille : « Monsieur Thiers, n'insistez pas; je vous parlerai tout à l'heure. » Thiers s'arrêta aussitôt. La discussion tomba. Dès qu'ils furent dehors, Jérôme David, entraînant Thiers, lui dit : « L'Empereur est prisonnier; Mac Mahon est blessé mortellement ! »

Quelques heures plus tard, mon ami Henry Darcy, homme éminent par le caractère autant que par l'intelligence, descendait le faubourg Saint-Honoré, après avoir lu au ministère de l'Intérieur, au milieu d'un grand concours de curieux, la dépêche officielle affichée qui annonçait notre affreux désastre. Il croise trois des *leaders* de la Gauche, deux d'âge mûr, un moins ancien dans la carrière. A ce moment, un jeune homme chevelu, arrivant lui aussi du ministère, accoste ces messieurs et leur dit la nouvelle. Les deux aînés baissent les yeux sur le trottoir avec un sourire discret, le plus jeune fait un saut en l'air et chante : Cocorico !

Et, d'Angleterre, Edgar Quinet écrivait : « Nous rentrons en France au bruit joyeux du canon de Sedan qui nous annonce la délivrance ! »

ÉMILE OLLIVIER.

Mme DE STAËL ET M. NECKER

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE

IX (1)

LES DERNIÈRES ANNÉES ET LA MORT DE M. NECKER

I

M. Necker était tombé malade le 30 mars. Il mourut le 9 avril. Aussi longtemps que ses forces le lui permirent, et presque jusqu'à la veille de sa mort, il continua d'adresser à sa fille, par chaque courrier, des lettres où l'expression d'une tendresse non moins profonde que celle qu'elle lui portait, alternait avec les nouvelles et les bruits de Paris ou de Genève que, pour satisfaire à l'ardente curiosité de Mme de Staël, il ne cessait de lui transmettre. De ces lettres j'extrairai ces derniers fragmens qui achèveront de faire connaître l'homme privé et lui vaudront peut-être quelque retour d'une sympathie et d'une estime que les injustes violences des partis extrêmes ont enlevées à l'homme public.

Genève, 3 mars.

Je n'ai pas pu recevoir une nouvelle lettre de toi depuis le dernier courrier. Je n'ai pas pu relire encore celle du 23 février au moment où

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 1er décembre 1913, 1er mai, 15 mai et 1er juin 1914.

une lettre de moi fit cesser tes inquiétudes. Cette lettre m'a trop ému; je la reprendrai incessamment.

Tu es peut-être à l'heure qu'il est bien près de Berlin et je détourne de toi et de moi toute idée triste. Il me semble que c'est un moyen de te faire mieux jouir de ta nouvelle position, et j'espère que tout ira bien. Ah! comme je le désire!

Ma santé va de mieux en mieux; je n'ai plus trace de rhume et mes nuits se rapprochent de l'état naturel. Ce serait bien le moment de te gronder un peu sur tes alarmes exagérées, mais je ne veux rien faire de tout cela par écrit. Dis mille choses tendres pour moi au bon Auguste. Ce que tu me dis de sa petite sœur prise comme un augure est charmant.

Mars, sans date.

On vient de m'apporter ton portrait, je l'ai bien regardé et je le regarderai (1). Mme Rilliet crie : Parfait, parfait, pour la ressemblance, et moi je trouve qu'on me l'a un peu gâté et qu'on a substitué, je ne sais comment, une teinte mélancolique à l'air animé qu'il avait.

Je crois bien en effet, pauvre petite, que tu aurais eu trop à faire si l'on t'avait eue à sa disposition pendant le carnaval. Ces grands plaisirs d'ailleurs ont leur monotonie comme les autres. Enfin le début est si beau que j'ai peur des rabais si communs dans la vie, mais c'est trop tôt que ce retour à la tristesse dont ton post-scriptum, en revenant du bal, donne le soupçon. Combien de choses nouvelles seront entrées dans ta tête pendant ce voyage d'Allemagne! Je regrette bien d'avoir si peu voyagé.

. . . .

On ne se contient pas à Genève sur le procès et le jugement du duc d'Enghien. On ne sait pas encore dans ce moment si la sentence a été exécutée. On doit être bien scandalisé en Europe des instructions données par le gouvernement d'Angleterre à son ministre à Munich (2). On se demande aussi comment tous ces écrits ont passé entre les mains du gouvernement de France et l'on croit qu'aujourd'hui comme autrefois il y a en Allemagne des directeurs de poste gagnés. Le duc d'Enghien efface dans ce moment tous les autres intérêts. M. Nat (?), dans son ardeur, voulait, je ne sais pourquoi, t'écrire sur ce sujet; je l'en ai empêché en lui disant positivement que tu ne te mêlais plus de politique.

Adieu, ma chère Minette. Redouble de circonspection de tous les genres avec les grands personnages qui feront ta société. Il n'y a point avec eux de *(mot illisible)* sans bruit. Adieu.

(1) En plus du portrait classique de Gérard, qui a été fait après la mort de Mme de Staël, il y a à Coppet quatre portraits à l'huile de Mme de Staël : un portrait du peintre genevois Massot où elle semble avoir de vingt-cinq à trente ans, un petit portrait de Mlle Gérard où elle est représentée avec sa fille Albertine, une réduction de la main même de Mme Lebrun du grand portrait qui est au musée de Genève, enfin un grand portrait en pied d'un peintre inconnu. C'est probablement de celui-là que parlent M. Necker dans cette lettre et Mme de Staël dans une lettre précédente où elle dit n'avoir promis pour ce portrait que 250 francs.

(2) Allusion à l'affaire du ministre anglais Drake. Voir l'article précédent.

Mardi, 27 mars.

J'ai reçu, chère amie, avec un bien grand plaisir tes deux premières lettres de Berlin du 10 et du 14. On ne pouvait rien demander de plus en accueil et en distinctions. Tout cela est bon à communiquer aux amis et aux ennemis et j'agis, j'agirai pour ma part dans ce sens. Je ne vois que des gens à qui cela fait plaisir et ils m'ont paru enchantés de ta réponse à un aimable compliment.

Pardon si l'on te parle d'une ressemblance avec moi. C'est bien bête et de plus très faux. Que M. Townsend, que je me rappelle fort bien avoir vu à Berne, ait changé de visage tant qu'il voudra, le tien est resté le même.

Toutes les arrestations ne sont pas sorties d'un certain cercle, et même, elles ne consistent en aucune personne connue, excepté celles nommées dans les gazettes. Les autres incarcérés sont des hommes ou tarés ou obscurs. On prétend que successivement il en est venu jusqu'à six cents d'Angleterre. On a pu les compter à mesure qu'ils arrivaient, car le complot était suivi dès l'Angleterre à la faveur de la vigilance merveilleuse du Consul. On dit, mais ceci ne me semble pas également positif, que M. d'Enghien était un homme principal dans la conspiration. Il est sûr, comme tu l'auras appris, qu'il a été arrêté à Ettenheim, avec toutes les personnes qui étaient chez lui. On croyait y trouver Dumouriez, mais il n'y était pas. On persiste à croire qu'il est ou qu'il a été en France. Mais il y a, ce me semble, incertitude. Les deux personnes qui donnent le plus de renseignemens sont les deux jeunes Polignac.

Les infortunés ne sont point effrayés, dit-on, mais c'est par légèreté. Réal (1) leur disait : « Si vous n'aviez aucune réserve et que vous fissiez connaître sans interruption tout ce que vous savez, on ne serait pas obligé de vous faire venir ainsi souvent chez moi accompagnés de gendarmes, ce qui doit vous être désagréable. — Point du tout, Monsieur le Conseiller; nous nous ennuyons beaucoup dans la prison où nous sommes et nous sommes fort aises de venir vous voir. » Et en parlant des regrets qu'ils ont eus de s'être engagés dans cette affaire quand ils l'ont vue si mal organisée, ils ont dit : « Si nous avions prévu tout cela, nous nous en serions retournés tout de suite et nous vous aurions dit en nous en allant : Régnez sur ces rivages. » On croit voir à ces récits la scène de Châteauvieux faisant l'émigré, mais on finit par de la tristesse et par de sombres réflexions générales, en songeant que ces jeunes gens encore ainsi confians sont néanmoins dans une situation bien critique. Il est très certain que Moreau a écrit une lettre de regret et qu'il demande au Consul de ne pas le faire comparaître devant un tribunal. Le Consul lui a répondu que s'il avait reçu sa lettre dix jours plus tôt, il aurait obtempéré à sa requête, mais qu'il était trop tard. Cette lettre de Moreau sera, dit-on, jointe à la procédure.

Il sera donc jugé et il y aura preuve, dit-on, de ses entretiens avec Georges et Pichegru. On croit que, s'il était eondamné capitalement, le

(1) Le conseiller d'État Réal avait été chargé de l'instruction du procès de Cadoudal et de Pichegru.

Consul exercerait envers lui son droit de grâce. Quelle situation pour un homme tel que Moreau et dans quel précipice il s'est laissé jeter! Tout était bête et archibête dans ce complot. C'est le résultat évident de ce qu'on apprend.

Pichegru a été livré pour 50 000 écus par l'ami qui l'avait retiré chez lui. Il a donné la nuit la clef de sa chambre à la police et six hommes vigoureux sont entrés inopinément et, quoiqu'ils se soient jetés à l'improviste sur Pichegru, il s'est défendu comme un lion.

Il y a, comme il est juste, un intérêt général pour le Consul, pour ce gardien du repos public. On prétend que, lors même que, pour le malheur de la France, les conspirateurs auraient réussi dans leur funeste projet d'enlèvement ou d'assassinat, ils n'auraient rien obtenu pour leur but principal et que Cambacérès avec les 20000 hommes qui sont à Paris aurait soutenu un gouvernement absolument étranger à la famille royale et qu'il n'y a en général aucune chance possible pour ce qu'on appelle la contre-révolution et cette opinion me paraît appuyée de beaucoup de détails. Il me paraît hors de doute que le gouvernement anglais avait connaissance de tout le complot et il l'a sanctionné au moins par de l'argent. Qu'il est bête, ce gouvernement! C'est le moins qu'on puisse dire. L'affaire de la descente n'est pas abandonnée, il s'en faut bien, et ce qu'on dit des préparatifs est merveille et fait un honneur infini au génie de Bonaparte. On assure que la Russie ne veut pas qu'on envahisse l'Angleterre, mais le gouvernement français pourrait aller si vite qu'aucune opposition ne fût de saison. Au reste, il y a une chance de paix sous un nouveau règne, s'il est ouvert en Angleterre comme l'état du Roi le rend probable. On dit que Nelson sera pris pour dupe dans les mouvemens de la flotte de Toulon et, en général, c'est beaucoup la destinée des Anglais quand ils disputent avec le maître à tous, l'habile Consul.

On fait courir le bruit que Acton, le premier ministre de Naples, a été arrêté au nom de la France et on va plus loin encore dans tous les propos vagues que l'on répand. Que de troubles encore en Europe! La sagesse de la cour de Berlin dont tu es déjà frappée lui fera prendre, je n'en doute point, le meilleur parti au milieu de l'orage. On parle d'alliance entre elle et la France, mais je ne veux pas que tu m'en parles par conjecture, car il faut que tu te tiennes à l'écart de tout intérêt politique et que tu vives de tes goûts d'esprit.

Tu fais un magnifique portrait de la Reine et qui répond à sa réputation. Je suis fort aise que tu l'as louée beaucoup ainsi que le Roi, c'est une des meilleures preuves que tu es contente de leur accueil.

Je ne puis écrire plus longtemps; à un autre courrier le reste.

Cette lettre, plus longue que ses lettres ordinaires, est la dernière que M. Necker ait écrite en pleine possession de ses facultés. On l'y retrouve bien tel qu'il était, affectueux, judicieux, mesuré dans l'expression de ses sentimens et équitable dans ses jugemens. L'exécution du duc d'Enghien lui avait causé une profonde horreur. « Comment aller vers ce sang? »

écrivait-il dans une autre lettre à propos du dessein qu'avait formé Benjamin Constant de se rendre à Paris. Mais on aura remarqué l'admiration avec laquelle il continue à parler du Premier Consul, malgré les griefs qu'il aurait été en droit de concevoir depuis l'exil de sa fille, et la sévérité avec laquelle il juge les entreprises tentées contre celui qu'il continuait à considérer comme *l'homme nécessaire*. Avant de raconter comment il a reçu la mort, je voudrais montrer de quel œil il envisageait à l'avance le redoutable passage, et comment il s'y était préparé.

II

M. Necker était de nature profondément religieuse. Il avait été entretenu dans ces sentimens par sa femme, fille d'un pasteur vaudois. Tous deux étaient chrétiens d'éducation et de sentiment, mais leur piété prenait surtout la forme d'un déisme attendri, et leurs prières s'adressaient moins fréquemment au Christ qu'à Dieu lui-même. De même, leur langue religieuse s'inspirait davantage de la Bible que de l'Évangile. Dans les prières que j'ai retrouvées dans les papiers de Mme Necker et dont j'ai publié quelques-unes, prières très belles, très ardentes, très pathétiques même, le nom du Christ n'est pas une seule fois prononcé (1). Les œuvres religieuses de M. Necker, car ce financier, ce ministre de l'ancien régime a laissé des œuvres religieuses, présentent le même caractère. Dans l'intervalle de ses deux ministères, il avait composé un ouvrage de philosophie. Il avait songé d'abord à lui donner pour titre : *De l'existence de Dieu*. Puis il avait réfléchi qu'il était préférable de l'intituler : *De l'importance des idées religieuses*, trouvant « que ce titre se rapprochait plus de ses premières occupations et semblait indiquer les vues d'un homme d'État. » « Il faut donc, ajoutait avec indignation Germaine Necker dans son Journal de jeunesse (2), obtenir des hommes la permission de les entretenir de l'éternité en leur parlant du présent, et ils appelleraient vain et inutile tout ce qui n'aurait que l'âme et l'immortalité pour objet. » Cet ouvrage, qui allait à l'encontre des idées philosophiques du temps, avait eu peu de succès.

(1) *Le salon de Mme Necker*, t. II, chap. Ier. *Les Journaux de Mme Necker*.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 173.

Dans sa retraite de Coppet, M. Necker était revenu aux études philosophiques et religieuses, et il y avait consacré une partie de son temps. Une partie seulement, car, durant les premières années, son âme n'était pas assez apaisée. Il avait conservé un assez vif ressentiment de l'ingratitude dont, à son sens, il avait été victime, et il s'était appliqué tout d'abord dans un ouvrage intitulé : *De l'administration de M. Necker par lui-même*, à défendre les actes de son ministère, non sans diriger même d'assez vives critiques contre ceux qui l'avaient combattu ou mal soutenu. Souvent j'ai été étonné que ceux qui mènent une si vive campagne contre le mouvement de 89 n'aient pas tiré plus souvent argument de cet ouvrage de M. Necker, car nulle part on ne trouverait une critique plus acerbe de l'œuvre de la Constituante. Il ne se désintéressait pas non plus de ces questions de finance et d'administration qui avaient tenu une si grande place dans ses préoccupations, et il leur consacrait plusieurs ouvrages, entre autres celui qu'il a intitulé : *Dernières vues de politique et de finances*, et qui n'était pas, on se le rappelle, sans avoir quelque peu contribué à la disgrâce de Mme de Staël. C'est qu'il ne pouvait pas non plus se désintéresser complètement du pays qu'il s'était efforcé de servir, auquel il était demeuré attaché et où il savait que sa fille désirait vivre. Cependant, des pensées plus graves avaient repris empire sur lui et il avait publié en 1800, en deux volumes, un *Cours de morale religieuse*.

Dans la préface de ces deux volumes, M. Necker indique le point de vue auquel il s'est placé pour les écrire. C'est à la France surtout qu'il a pensé, car « les idées religieuses, un des premiers élémens de l'harmonie sociale, sont peut-être plus nécessaires à cette nation qu'à tout autre peuple. » Rien ne manque à cette nation dont il fait un magnifique et en même temps judicieux éloge. La nature lui a prodigué tous les dons : riche sol, beau climat, air suave et tempéré, situation au centre de l'Europe et en même temps communication avec les extrémités du monde à la faveur des mers qui baignent ses rivages. Elle lui a prodigué en même temps « les richesses du domaine moral : esprit inventif, pénétrant, animé ; la patience unie au courage, l'oubli si prompt après les peines, et, en modèle aux autres peuples, toutes les parures de la grâce et de l'imagination. » Mais la religion lui est plus nécessaire qu'à tout autre

peuple pour contenir son ardeur, régler ses mouvemens, et, les autorités anciennes devant lesquelles elle avait l'habitude de s'incliner ayant disparu, la religion demeure la seule à laquelle elle puisse obéir.

L'ouvrage lui-même est un recueil de discours ou plutôt de véritables sermons. M. Necker dit en effet dans la préface qu'il avait supposé, « par une fiction permise, qu'un pasteur d'un âge avancé prononçait les discours dont cet ouvrage formait la réunion. » Poussant la fiction jusqu'au bout, il allait jusqu'à imaginer qu'un de ces sermons, celui sur l'amour conjugal, était prononcé par lui-même dans le temple de Coppet dont il suivait régulièrement les exercices (1). Chaque discours, — il y en a vingt-huit, — a pour sujet un point de morale, mais est précédé d'un texte approprié. La plupart de ces textes sont tirés de la Bible dont on sent que M. Necker avait fait une lecture approfondie, car des citations non seulement des Psaumes, mais du Pentateuque ou des Livres Sapientiaux, entre autres de l'Ecclésiaste, y reviennent continuellement. Très peu de textes sont tirés de l'Évangile, bien que l'un des derniers discours, qui est en quelque sorte la conclusion des précédens, soit consacré à l'exaltation de la religion chrétienne. Inutile de dire que ces discours, ces sermons plutôt, inspiraient à Mme de Staël une profonde admiration. Elle y voyait le plus puissant des réconforts contre les épreuves de la vie. Lorsque Christin, ce jeune Neuchâtelois auquel elle s'était intéressée, fut arbitrairement emprisonné par l'ordre du Premier Consul, elle lui fit parvenir le *Cours de Morale religieuse*, comme on ferait parvenir à un prisonnier la Bible ou l'Évangile, et Christin la remerciait en ces termes : « Le respect que m'inspire son auteur, la belle âme qui a dicté les discours et le style enchanteur de tout ce qui sort de cette plume vraiment unique m'assurent que ce livre va être pour moi une source de consolation et de plaisir (2). »

Sans partager l'admiration un peu excessive de Mme de Staël, il faut reconnaître qu'il y a dans ces discours d'assez belles

(1) Frappé de ce que le culte protestant, tel qu'il était pratiqué en Suisse, présentait d'un peu froid, M. Necker avait, dans un de ses écrits, tracé le plan d'une liturgie où le sermon aurait alterné avec des chants et des prières. Cette liturgie ressemble beaucoup à celle qu'ont adoptée certaines églises protestantes.

(2) Archives de Coppet. Cette lettre a été citée par M. Fréd. Barbey dans l'étude qu'il a consacrée à Christin et Mme de Staël dans son intéressant ouvrage : *Au service des Rois et de la Révolution*, p. 150.

choses. La langue en est un peu pompeuse, défaut qui d'ailleurs était celui du temps, mais certains passages ne manquent ni d'éloquence ni d'élévation. Je citerai, en particulier, celui-ci tiré d'un discours sur la mort dont le texte est emprunté à l'Ecclésiaste : « *La vie n'a point de défense, quand il faut aller au tombeau.* »

La mort!... La mort!... Quel nom je viens de vous prononcer! La mort!... Tout fuit, tout disparaît devant elle. Quelle image sombre et terrible je vais offrir à votre pensée! Le printemps a coloré nos campagnes, la terre s'est parée d'un éclat nouveau; les fleurs, les plantes, les arbrisseaux, nos jardins, nos prairies, tout s'anime, tout s'embellit. La mort!... Et vous ne verrez plus un si beau spectacle ; et vous n'assisterez plus au retour solennel des magnificences de la nature!

Le mouvement continuel du monde social attire vos regards, irrite votre curiosité; vous y réussissez par les différentes prétentions de l'orgueil ou de la vanité ; vous faites du plus petit intérêt une grande inquiétude, du plus faible désir une forte passion; vous êtes enfin dans tout le sérieux de la vie. La mort!... Et ce monde, avec qui vous croyez avoir fait une alliance éternelle, ne sera rien pour vous, comme vous ne serez rien pour lui; et pas un grain de votre poussière ne s'animera aux mots d'ambition, de succès, de gloire ou de célébrité, à ces mots, qui, hier encore, exaltaient votre sentiment, faisaient bondir toutes vos pensées. La mort!... Et vous serez un corps glacé, sans action et sans parole, et que l'immensité des sables de la terre appelle et revendique.

Hélas! et qu'elle est surtout effrayante, cette dernière perspective! Les plus doux liens, les plus tendres affections vous rendent heureux ; et votre cœur palpite aux noms si puissans de père ou de mère, d'épouse ou d'époux, de fils ou de frère ; vous croyez qu'avec des sentimens si vifs, si continuels, et qui placent votre vie hors de vous, aucune fin, aucune interruption n'est possible. La mort!... L'inexorable mort!... Et vous n'entendrez pas même les cris de douleur, les plaintes lamentables des amis que vous aurez quittés, et qui vous redemandent, vous appellent en vain. O mort! le roi des épouvantemens, que vous avez été bien nommée! Dieu de bonté, Dieu d'espérance! ah! nous vous chercherons! Pourrions-nous, sans vous, sans vos consolations, regarder l'avenir (1)?

Des ouvrages de longue haleine n'occupaient pas seulement le temps de M. Necker. Il avait encore pris l'habitude, dans les deux dernières années de sa vie, de jeter sur le papier des pensées que lui suggéraient les sujets les plus divers. Ainsi faisait également Mme Necker, et après la mort de sa femme, M. Necker s'était fait un devoir de joindre, aux trois volumes de *Mélanges*

(1) *Œuvres complètes de M. Necker*, t. XIV, p. 264.

qu'il avait publiés, un certain nombre de ces pensées, non sans encourir quelques railleries pour n'en avoir pas retranché quelques-unes, où l'amour conjugal de M[me] Necker se traduisait en termes trop expressifs. Ce que M. Necker avait fait pour sa femme, M[me] de Staël le fit pour son père, non sans encourir le même reproche, car elle inséra, dans le recueil de *Pensées* qu'elle fit paraître, très peu de temps après la mort de M. Necker, quelques éloges que son père avait faits d'elle. Pour s'en excuser, elle avouait que de rien sur cette terre elle ne tirait autant d'orgueil que de ces éloges paternels. Parmi ces pensées, il en est qui ne laissent pas que d'être assez profondes. On y sent l'expérience de l'homme un peu désabusé des hommes, revenu du respect que lui inspirait autrefois l'opinion publique depuis qu'il l'avait vue s'égarer jusqu'au crime, ayant conservé en dedans de soi des sentimens toujours aussi vifs, mais souffrant de l'impuissance de l'âge à les traduire en action ou même à les exprimer. Quelques pensées sur la vieillesse ne sont pas sans une certaine vérité mélancolique.

Les vieillards mènent une vie pénible lorsqu'ils sont encore en état de tout apprécier, de tout sentir. La haute perspective de l'avenir ne leur appartient plus, et, quand ils veulent parler du passé, on ne les écoute guère; chacun court vers les combats du monde d'où ils reviennent; c'est beaucoup quand on les salue en passant.

Les pauvres vieillards! Ce qu'ils savent le plus tard, c'est qu'ils doivent employer discrètement, même avec leurs enfans, les expressions caressantes, les mots de tendresse. Je doute que ce langage leur aille bien avec personne. *Je vous aime* est une parole éthérée, une parole du ciel et qui exige sur la terre tout l'accompagnement de la beauté et toute la parure du jeune âge (1).

M. Necker revient sur cette question des rapports entre les enfans et les parens dans une autre pensée qui a pour sujet les seconds mariages. En principe, il les conseille aux femmes, car elles ont besoin d'un soutien; aux hommes, car ils ont besoin d'un confident, et il continue :

Les enfans remplissent votre vie, mais de l'amour que vous avez pour eux. Vous ne voudriez pas les occuper de vos peines secrètes, les ennuyer de vos angoisses morales et physiques. Ce n'est pas à eux de vous donner du courage; ce n'est pas à eux de vous avertir qu'il est déjà tard pour vous aimer encore. Il y aurait un renversement d'ordre, un manque de conve-

(1) *Op. cit.*, t. XV, p. 214, et *passim*.

nance, un défaut de goût du moins à en faire des compagnons de votre vieil âge, à les associer à votre pauvre histoire. Il faut d'autres liens, il faut un autre amour pour trouver du charme dans la faiblesse de l'objet qu'on aime.

Il reconnaît cependant que ce conseil ne saurait convenir à certaines personnes, et, par un retour évident sur lui-même, il termine ainsi :

Si votre premier allié dans la vie remplit votre souvenir, si vous l'avez aimé d'un sentiment qui ne s'éteint jamais, un nouveau lien est impossible. Ne le reconnaîtriez-vous pas, cet autel où l'on vous demanderait de poser une seconde fois la main, et ce regard si doux, si tendre et si malheureux, ce regard qui vous a été jeté en passant dans les bras de la mort, vous a-t-il dégagé de votre foi? Vous a-t-il annoncé que vous étiez libre? Et quel présent feriez-vous à une âme sensible qui voudrait être aimée comme elle vous aimerait? Non! non! Vivez d'amour encore, mais que le même souvenir fasse à lui seul le sort de votre vie.

Je détacherai encore cette pensée dont le ton et l'inspiration passionnée ne sont pas en accord avec la placidité qu'on prête volontiers à M. Necker. Elle a pour titre : *Un Dieu jaloux*.

Le souverain bienfaiteur des hommes n'est pas un Dieu jaloux, puisqu'il a introduit dans le monde un sentiment plus fort que la reconnaissance : l'amour.

Un assez grand nombre des pensées de M. Necker, et je suppose que ce sont les dernières, ont la mort pour objet. Il avait dépassé soixante-dix ans, c'est-à-dire l'âge à partir duquel on devrait vivre dans une étroite familiarité avec cette idée, car les années qu'on passe sur la terre ne sont plus que des années de grâce. Il envisageait la mort avec un mélange d'effroi et d'espérance dont l'expression est parfois assez forte et émouvante :

Ne badinons pas sur la mort; nous ne la connaissons pas, tant la vie est une forte distraction, mais quand elle demande à vous voir, à vous parler en tête à tête, quand elle prend jour avec vous pour la suivre dans les ténèbres, quand elle vous dit de venir et qu'elle ne répond à aucune de vos questions, quel trouble alors doit s'emparer de vous! Lueurs de la religion, lueurs consolantes, vous apparaissez, et tout va changer.

Un des morceaux les plus longs que Mme de Staël ait recueillis dans les pensées de M. Necker a pour titre : *Vade-mecum religieux*. L'inspiration en est élevée et la forme n'est pas sans beauté. Ce *Vade-mecum* se termine par une effusion chrétienne, assez rare sous la plume de M. Necker :

O Jésus, puissant même par votre seule sagesse ! quel spectacle miraculeux vous présentiez au monde, par cette religion où le langage de la bonté parfaite, ce langage, en apparence sur les limites de la faiblesse, a néanmoins subjugué la terre, résiste encore aujourd'hui aux cris tumultueux de nos hordes féroces, et fera taire ces cris au moment déjà désigné par la Sagesse divine ! O notre Seigneur ! quel spectacle miraculeux vous avez offert au monde, lorsque vous prépariez la soumission des esprits et la sainte ardeur de la foi, en prêchant une religion toute de paix et de charité ! Quel spectacle miraculeux vous avez offert au monde, lorsque, sans combat, sans armes, sans pompe et sans char de triomphe, vous avez fait plus que des conquérans, lorsque des paroles, à jamais remarquables par leur simplicité, ont suffi pour transmettre votre gloire aux âges les plus reculés, et lorsque, loin de tracer votre nom en lettres de sang sur un champ de bataille, vous avez vu venir la mort sans faste, sans murmure, sans vouloir associer personne aux douleurs de votre généreux sacrifice. Ah ! sans doute, entre les diverses paroles de Jésus-Christ avançant vers le terme de sa carrière mortelle, celles-ci retentissent encore dans tous les cœurs sensibles : « Maintenant, disait-il en élevant ses regards vers le ciel ; maintenant mon âme est troublée. Voilà, mon heure est venue. O mon père ! éloignez, s'il se peut, cette coupe de moi ; mais que votre volonté soit faite et non pas la mienne. » O Jésus, votre âme fut troublée ! Elle le fut à l'approche d'une fin cruelle, et qui devait sceller vos touchantes promesses et vos sublimes instructions. Votre âme fut troublée ! Elle le fut pour la cause des hommes, et c'est pour eux, pour nous, que vous avez souffert. Ah ! pourrons-nous ici rappeler sans émotion les paroles et l'application de notre texte : « Ils m'ont haï sans cause. »

Le morceau se termine par ces considérations sur la mort :

C'est une grande circonstance pour l'homme, que le moment où il voit distinctement les approches de la mort, où nul autre spectacle ne lui offre une distraction, où nulle autre pensée ne l'occupe. Et ce n'est plus alors la mort dont il avait entendu parler du temps de ses forces ; ce n'est plus cette mort fastueuse peinte par les poètes dans nos tragédies, ni cette mort de gloire ou d'ivresse que les cris de guerre et le bruit des tambours accompagnent ; ce n'est plus enfin la mort, lorsqu'elle faisait encore partie du roman de la vie, c'est la mort dans son isolement, la mort au milieu de ses ténèbres, au milieu du silence et de l'oubli ; un adieu terrible à ce qu'on aime, et avec un sentiment profond, une voix qui ne peut rien exprimer, une main qui ne peut plus bénir. O mon Dieu ! faites paraître une lueur consolante au delà de ce sombre tableau. Est-elle le prix de la foi ? nous la demandons telle qu'il la faut pour vous plaire. Hélas ! il est bien vrai, c'est vous seul que nous devions servir ; mais tant d'objets que vous nous aviez donnés à aimer, tant d'intérêts variés qui nous ont distraits dès nos premiers pas dans le monde, dès les commencemens de notre voyage, et notre raison si faible d'abord, notre raison que l'expérience seule achève d'éclairer... Ah ! pardonnez, ô Dieu ! nous allions nous excuser, nous allions nous défendre, et nous aurons pour juge celui qui sait

tout. Prions-le seulement, et puisque sa bonté nous donne l'être, espérons que sa pitié sera notre dernier secours.

III

A ses derniers momens M. Necker connut les effets de cette pitié et il reçut le secours qu'il espérait.

Ce fut le 30 mars qu'il tomba malade. A ce moment, se trouvait précisément à Coppet une de ses nièces, Mme Rilliet Huber, la meilleure amie de Mme de Staël avec Mme Necker de Saussure. Elle s'installa au chevet de son oncle et tint jour par jour et même heure par heure un journal des phases que le malade traversait. Sans doute elle pensa que ce journal adoucirait la douleur de Mme de Staël de n'avoir pas assisté aux derniers momens de son père. Mme de Staël le conserva en effet précieusement. L'original et plusieurs copies de ce journal se trouvent dans les archives de Coppet.

L'origine du mal qui l'emporta fut un érysipèle à la jambe, d'un caractère gangreneux et accompagné d'une forte fièvre qui lui occasionnait par momens des accès de délire. Des étouffemens très pénibles compliquaient et aggravaient encore la situation. Il fit pourtant, le 3 avril, un effort pour écrire une dernière fois à sa fille. L'écriture de cette lettre est fort différente de son écriture ordinaire ; on sent que la main est tremblante et qu'il suit sa pensée avec peine. Néanmoins il se réjouit encore des succès de sa fille à Berlin : « Il est glorieux à ton âge d'avoir obtenu tout cela par soi-même, » lui écrit-il. Il lui donne un dernier conseil : « Une femme de la Cour ou ayant été à la Cour écrit ici que tu avais eu un grand succès, mais que tu avais un peu trop d'aisance avec les princes. » Il lui donne encore une ou deux petites nouvelles et la lettre qu'on devine écrite avec effort se termine un peu brusquement par ces mots : « Adieu, chère amie ! » C'était un adieu, en effet. A partir de ce moment, il ne conserva que par intervalles sa pleine connaissance. Quand il la recouvrait, c'était pour parler de sa fille et de Dieu. Je me bornerai à transcrire le journal de Mme Rilliet Huber dans sa simplicité émouvante :

Dimanche matin, 8 avril à 9 heures du matin.

M. Necker, assis sur son fauteuil, dans un demi-délire qui le fait parler haut et avec véhémence, parle de sa fille et dit à ceux qui l'entouraient ;

« *Oui, je n'avais qu'à lui écrire une ligne pour la faire revenir en courant. Je la connais. Qu'elle ne se reproche rien, qu'elle n'ait pas de remords, je le dis pour ses amis et non pas pour elle;* » et alors, ouvrant son manteau, posant une main avec force sur son cœur et levant l'autre au ciel il dit : « *C'est là, c'est le cœur d'un père qui la juge et la justifie ; c'est le cœur d'un père qui doit juger sa fille, je ne lui ai que des obligations,* » et son air est élevé et noble ; il parle sans s'arrêter, avec le ton de l'inspiration, et mêle des pensées et des mots sensibles à des phrases incohérentes, passant d'un sujet à un autre; on dirait que le délire va et vient. Il parle de son frère, il l'appelle : « *Mon pauvre, mon pauvre frère,* » comme s'il le plaignait tendrement. « *Il vaut mieux que moi, mon bon frère, mon pauvre frère.* » Puis « *je serai dans un meilleur monde, j'ai couru bien des dangers dans celui-ci.* » Il continue à parler avec véhémence et sans discontinuer.

10 heures et demie.

Il est calme, sommeille et parle bas et est recouché.

Midi.

Il a vu son frère, il lui a parlé tendrement, il a dit à Mme de Germany : « *Baisez-moi au front,* » mais il articule difficilement dans ce moment. Il dit à M. de Germany : « Ils se sont conduits comme des anges, avec beaucoup de courage. » On croit qu'il veut parler de *ses gens.*

1 h. et demie.

Une longue consultation composée de MM. Butini, Odier, Vieusseux et Coindet; il reconnaît tout le monde, mais le délire ne cesse pas. Il parle à M. Butini de sa maladie et au milieu de phrases entrecoupées il dit : « *Assurez-moi six jours, six jours.* » M. Jurine (1) répond : « *Je vous assure six mois, six ans. — Non, non, je ne veux que six jours seulement.* » Il a proposé de lui-même de lui mettre un vésicatoire derrière le dos.

Il a désiré marquer son contentement à ses gens dont il a été servi à ravir; il a dit à ces messieurs : « *Je suis très content, bien content de mes domestiques. vous m'entendez bien ; vous me comprenez.* »

Depuis dix à onze heures, il a été plus calme; il n'y a plus de hoquet; il sommeille et les mots qui lui échappent montrent qu'il n'est occupé que d'idées douces et de sentimens bienveillans et tendres. Il dit à ceux qui l'entourent : « *Je vous aime, je vous aime tous.* »

3 heures.

Il a dit à Mlle Geoffroy : « *Il faut dire au Premier Consul que ma fille n'a pas de part à mon ouvrage; s'il m'avait parlé !* » Puis il s'est fait soutenir par ses gens, a fait une longue prière à voix inintelligible, les mains et les yeux levés; on n'entendait que des mots entrecoupés prononcés avec ferveur; il a béni ses enfans en les nommant par leur nom.

(1) Jurine était un chirurgien.

4 heures.

Il est calme; il sommeille. Il appelle Mlle Geoffroy; il lui dit : « *Dites à ma fille qu'elle ne croie pas avoir des torts; que lorsqu'elle eût été ici, elle n'y aurait rien fait, Dites-lui avec douceur. Je sais qu'elle m'aime beaucoup, qu'elle m'a bien aimé.* »

5 heures.

L'agitation est revenue; il s'est levé et s'est promené longtemps dans sa chambre, sans sentir sa jambe; la fièvre le soutient; ses idées sont exaltées et incohérentes. Il a appelé fortement *ma nièce, ma nièce*, puis il lui a pris le bras et ne lui a rien dit. Il confond souvent les noms de *ma fille, ma nièce*, mais il se reprend tout de suite et ne témoigne aucun regret de s'être trompé. Il sait toujours quelles sont les personnes qui l'entourent et n'en demande aucune autre.

7 heures.

Calme et discours bas et inintelligibles.

10 heures et demie du soir.

L'agitation a repris après plusieurs heures de calme; il rêve, il parle beaucoup, sans qu'on puisse le comprendre. Il parle de son frère : « *Mon pauvre frère, si bon, si pur!* » Il prie, il dit : « *Dieu est bon, je me confie,* » puis il s'interrompt. Il prononça : « *Mon adorable femme.* » Il parle encore; on n'entend pas ce qu'il dit, il appelle *sa voisine, sa bonne voisine*, puis il ne l'a pas reconnue. Il dit : « Diodati est-il là? » puis il revient à son frère, il le demande avec force, il dit : « *Je veux le voir; ce n'est pas que j'aie rien à lui dire, mais je veux le voir.* » Son frère est entré; il ne lui a rien dit. Il mêle l'idée de sa fille à son ouvrage. « *J'assure qu'elle n'y a pas travaillé; il faut le dire.* »

Minuit.

Le calme est revenu, il dort d'un sommeil tranquille, la poitrine est dégagée, plus de hoquet du tout. Il ne souffre pas.

La nuit du dimande au lundi a été moins agitée; il a prié beaucoup; sur les 3 heures, il a dit à haute voix : « *O mon Dieu, mon juge, mon Sauveur, voici ton serviteur qui va à la mort à grands pas.* » Les idées religieuses occupent toutes ses pensées, quelque incohérentes qu'elles soient.

Lundi, 10 heures du matin.

Depuis 4 ou 5 heures il ne veut plus prendre ni remèdes ni boissons; il dit : « *Non, non, plus rien.* » Il ne reconnaît personne, mais il prie sans suite; on entend les mots de : *Mon Dieu, pardon, indulgence, confiance.*

11 heures et demie.

On veut lui donner les poudres de gems, il s'y est refusé vivement, il a dit d'une voix forte : *Non, non.* Ses mouvemens sont pleins de force.

Midi.

La poitrine est remplie; la respiration courte, la connaissance extérieure perdue; mais une force musculaire très considérable. On lui a mis un vésicatoire sur la tête, il a résisté beaucoup. La poitrine est toujours plus oppressée, mais il n'a aucun mouvement convulsif.

1 heure et demie.

Le bruit de la poitrine diminue; il ne donne aucun signe de souffrance ni d'agitation. Avant 2 heures de l'après-midi, sans convulsion, il a cessé de respirer.

Je crois intéressant de compléter ce récit des derniers jours de M. Necker par une lettre que treize ans après, au lendemain de la mort de Mme de Staël, un pasteur qui avait célébré quelque temps le culte à Coppet adressait à Auguste de Staël. Cette lettre donne les mêmes détails que le récit de Mme Rilliet Huber, mais insiste davantage sur les sentiments religieux de M. Necker :

Le jour de Pâques, le 1er avril, je me rendis chez lui en sortant de prêcher. « De quel sujet, me dit-il, avez-vous entretenu votre auditoire? Récitez-moi le morceau le plus saillant de votre discours. » Je lui dis que ces belles paroles du Sauveur mourant : « Pardonnez-leur, ô mon Père, car ils ne savent ce qu'ils font » avaient été le sujet du sermon. « Bien, dit-il, c'est le sublime de la générosité, et l'observation d'un devoir souvent fort difficile a besoin d'être encouragée par un tel exemple. Hélas! ils ne savent aussi, depuis longtemps, ce qu'ils font, ceux qui gouvernent la France. » Le Duc d'Enghien venait d'être amené à Paris; il en était navré et je lui témoignai mes craintes sur l'issue de cet attentat. « Non, non, me dit-il, ne craignez pas ce que vous paraissez redouter, ce crime serait trop horrible. Un petit-fils du grand duc Condé, l'unique reste de cette race de héros, il est impossible que Bonaparte, homme de guerre, ose, veuille même commettre un pareil forfait. L'exécration du siècle présent et des siècles à venir est devant lui. Il le retiendra quelque temps en captivité jusqu'à ce que, sa puissance étant plus affermie, il n'ait rien à craindre de lui. » —J'admirai la générosité de ces sentimens et je me tus. N'ayant vécu que huit jours de plus, il n'a rien su de l'horrible assassinat qu'on se serait bien gardé de lui apprendre (1). Le lendemain, les mêmes sujets consolans de piété l'occupèrent. Il recommandait à Dieu sa fille qu'il paraissait désespérer de revoir, et ses enfans. C'est alors que, m'ayant demandé avec vivacité : « Ne croyez-vous pas que l'indulgence, la plus belle qualité chez les hommes, est aussi le plus bel attribut de l'Être suprême? Vous me comprenez, ajouta-t-il. Dans de grandes circonstances, avec les intentions

(1) Le pasteur fait erreur, M. Necker connut l'exécution du duc d'Enghien.

les plus pures, il est possible d'errer. L'événement peut tromper la prévoyance. Le juge suprême est clairvoyant. Il a vu l'âme toute nue. » Ma réponse ne se fit pas attendre et j'étais en fonds, aidé surtout de nos livres saints admirables sur ce point-là, pour le satisfaire pleinement. Dans les jours suivans, malgré ses angoisses, je fus content de sa sérénité. Le dimanche, veille de sa mort, ses jambes étant prodigieusement enflées, la fièvre était très forte, il n'avait point de place bonne. C'était le soir. Il préférait de se tenir debout. Il s'appuya sur moi longtemps et proféra beaucoup de mots entrecoupés sur sa fille. — « Lui aurais-je nui? » il s'agissait de son dernier ouvrage. — « Non, dit-il, j'espère que non. J'aime Dieu, je l'aime, oui je l'aime, j'aime ma fille, je le prie pour elle. » C'était la voix d'un ange : nous fondions en larmes d'admiration. Un moment après, il me dit : « Mon frère, mon cher frère, que je le voie. » Je l'envoyai chercher à l'instant. Quand il vint, sa tête était déjà embarrassée. Le pauvre M. de Germany, étant déjà malade, avait eu beaucoup de peine à venir. Mais M. Necker le reconnut pourtant et lui serra affectueusement la main. M'étant retiré pour le laisser reposer, je le revis le lendemain. Le délire s'était emparé lentement de son cerveau, et, comme il avait perdu connaissance, son agitation était infiniment plus corporelle que mentale. Butini, présent, ne cessait de nous dire qu'il ne souffrait pas, n'ayant aucun sentiment de son mal, et que cette agonie qui nous effrayait par le soulèvement de sa poitrine était nulle pour le malade. Ainsi cessa de vivre ce grand homme auquel il ne restait, depuis bien des heures, que la vie physique.

Et le vieux pasteur terminait ainsi sa lettre :

Sa fille chérie a rendu le dernier soupir au milieu de son sommeil. J'en bénis Dieu : elle avait fait sa paix avec lui en le priant pour elle et pour ses enfans. Voilà donc ces âmes immortelles semblables à tant d'égards et si étroitement unies, réunies pour ne plus se séparer... Me suis-je trompé en espérant que cette communication et les réflexions auxquelles elle m'a conduit seraient de quelque intérêt pour vous. Il m'a semblé, en vous les adressant, avoir à mes côtés ceux que vous ne verrez plus, ici-bas du moins, et dont le départ vous a fait verser tant de larmes. C'est par de telles pensées que je me suis soutenu dans les pertes que j'ai ressenties, et que mon long ministère a pu être de quelque utilité, — toujours inférieure, il est vrai, à ce que je désirais, — aux âmes affligées.

Picot, pasteur.

IV

La dernière lettre de Mme de Staël à son père est datée du 17 avril. Ce fut le 18 avril qu'elle apprit, de la bouche de la princesse Radziwill, le malheur qui était venu fondre sur elle.

Ce fut Louis et moi, dit la princesse dans son *Journal*, qui dûmes lui apprendre la mort de M. Necker, son père. Mme Necker-Saussure, sa cousine, s'adressa à moi, pour prévenir Mme de Staël d'une maladie dangereuse survenue à son père; il y avait succombé, avant qu'il fût possible de le faire savoir à sa fille. C'est ce qu'elle ne devait apprendre qu'à Leipzig, où l'attendait M. Benjamin Constant. Celui-ci était à Coppet au moment de la mort de M. Necker et en apportait tous les détails à sa fille.

Je fus chez Mme de Staël avec Louis. J'y trouvai le chargé d'affaires de Suède, déjà prévenu de l'événement par M. Benjamin Constant. Au premier mot que je lui dis de la maladie de son père, elle jeta un cri et dit : « *Il est mort.* » Je lui remis la lettre que sa cousine m'avait envoyée pour elle. Avec une douleur déchirante, elle fit ses préparatifs de départ; une heure plus tard, Mme de Staël était sur la route de Leipzig (1).

Ce ne fut pas à Leipzig, mais à Weimar que Mme de Staël apprit la mort de son père que la princesse Radzivill lui avait laissé ignorer, et ce ne fut pas Benjamin Constant, ce fut Mlle de Gœckhausen qui la lui apprit. Son désespoir se traduisit par des cris et des convulsions d'une telle violence que le médecin appelé à la soigner déclarait n'en avoir jamais vu de pareilles. « Elle est plongée dans une douleur vraiment folle, des convulsions, des cris mêlés à des larmes, » écrivait également Charlotte de Stein.

Mme de Staël dut passer quelques jours à Weimar, pour se remettre de cet état violent. Ce retard donna à Benjamin Constant le temps d'arriver. Il était depuis peu à Lausanne, quand il apprit la mort de M. Necker. Quand la nouvelle lui parvint, il écrivit dans son *Journal intime :*

M. Necker est mort! Que deviendra sa fille? Quel désespoir pour le présent! Quel isolement pour l'avenir! Je veux la voir, la consoler, ou du moins la soutenir. Pauvre malheureuse! Quand je me rappelle sa douleur, son inquiétude il y a deux mois, et sa joie si vive qui devait être de si courte durée! Pauvre malheureuse! Mourir vaudrait mieux que cette souffrance (2).

Il se rendait aussitôt à Coppet où il trouvait réunis quelques parens du défunt. « Conversations tristes, ajoute-t-il, mais que la sensibilité pour les malheurs qui ne sont pas personnels est d'une mince épaisseur! Comme on est prêt à se distraire et à penser à

(1) *Quarante-cinq ans de ma vie*, p. 191.

(2) *Journal intime de Benjamin Constant*, précédé d'une introduction par D. Melegari, p. 24 et *passim*.

autre chose... Ainsi, dans ce moment, je suis triste, mais si je voulais, je serais, non consolé, mais tellement distrait de ma peine qu'elle serait comme nulle ; mais je ne le veux pas, car je sens que Mme de Staël a besoin, non pas seulement de ma consolation, mais de ma douleur. » Aussi se décidait-il à aller au-devant d'elle. Il partait, emmenant avec lui Sismondi avec lequel Mme de Staël n'était en relations que depuis peu d'années, mais qui lui donnait ainsi la première marque d'une amitié durable. Sismondi se savait, paraît-il, quelque gré à lui-même de cette preuve de l'attachement qu'il témoignait à sa nouvelle amie, et Benjamin Constant, toujours railleur, le remarquait dans son *Journal*: « Sismondi s'est décidé à m'accompagner. On lui a tant dit qu'il rendait ainsi un grand service qu'il était presque effrayé de la grandeur de son action. » Après plusieurs jours de voyage, tous deux arrivaient à Weimar. « Les premiers momens ont été convulsifs, » dit Benjamin Constant dans son *Journal*, et il continue :

Elle est encore plus étonnée, plus frappée de son malheur que pénétrée. C'est l'effet du premier moment. Mais cette douleur qui l'a terrassée entrera dans son âme, qui n'est jusqu'à présent que bouleversée et s'identifiera à son existence. Alors les consolations cesseront parce que la véritable douleur aura commencé. On lui renvoie deux lettres de son pauvre père; ce sont les dernières. On voit que les idées se troublent. Il y a des mots oubliés, d'autres à peine lisibles. Le mort y est partout. Et cependant il est encore occupé d'elle à chaque ligne; il pense à ses intérêts les plus fugitifs, à toutes ses peines d'imagination. En un mot, le cœur du père y survit. Aussi la douleur de notre amie augmente.

Benjamin Constant n'apportait pas seulement à Mme de Staël les détails sur les derniers momens de son père dont elle devait être tristement avide. Il lui remettait en même temps une lettre touchante de Mme Rilliet Huber, datée du surlendemain de la mort de M. Necker.

Mercredi, 11 avril.

Mon ange, mon ange, il n'y a ni consolation, ni paroles, ni expressions que je puisse te donner, ni prononcer. Je ne peux que pleurer avec toi, et pleurer sur toi. Depuis le 5, tout ce que je souffre ne peut se décrire ; ton idée est là, pour me faire passer de la douleur au désespoir. Ce père, il t'adorait; garde-toi de pousser trop loin le regret de n'avoir pas été ici dans cet horrible moment; tu troublerais sa cendre. Ses dernières idées, ses derniers sentimens, au milieu du désordre de son état, ont été toutes

d'alarmes sur toi, sur la douleur que tu aurais de ton absence, et cette absence a fait son bonheur. Je te le jure par ta douleur, ton père a joui plus de tes succès à Weimar et à Berlin qu'il n'aurait joui de ta vue. Tant qu'il a été bien portant ou seulement incommodé, tes lettres, tes détails faisaient un aliment à sa vie. Crois-moi, je l'ai si bien connu cet hiver; il était si bon, si confiant pour moi! Jamais je ne lui ai surpris d'autre mouvement que celui de la joie de ton voyage et jamais un regret sur ton absence. Nous causions de toi trois ou quatre fois par semaine, de dix heures à minuit, et tout était doux dans ses réflexions, dans ses observations : Son sentiment pour toi était de l'amour sans personnalité; il ne mettait d'égoïsme qu'à tes succès, et ton voyage lui a donné une gloire nouvelle.

Pleure-le, cet ami parfait; pleurons, mon ange; mes larmes mouillent ce papier, elles sont amères, oh! bien amères. Depuis l'âge de treize ans j'ai vécu sous son toit paternel, et j'ai recueilli son dernier soupir. J'étais dans sa chambre, et tout a été céleste et sans douleur pour l'ange qui est retourné dans sa Patrie.

Du ciel il veille sur toi, sur tes enfans qu'il a bénis en les nommant; conserve-toi pour sa mémoire, et par obéissance pour sa volonté sacrée. Conserve-toi pour tant d'objets qui tiennent profondément à toi, mon ange et pour moi aussi.

Dans ce milieu de Weimar où Mme de Staël avait laissé des amitiés fidèles, elle rencontra la sympathie à laquelle son malheur lui donnait droit. La veille du jour où elle se remit en route, elle adressait à la duchesse Louise ses remerciemens et ses adieux :

1er mai.

Madame, je quitte Weimar où mon bonheur a fini. Je conserve pour vous la plus tendre, la plus respectueuse reconnaissance. Si je reviens à la vie, je reviendrai vous voir; mais chaque jour creusera plus avant la douleur dont je dois mourir, je ne sais à quelle époque. Plaignez-moi dans votre palais, dans cette noble solitude où vous savez vous guider vous-même. Pensez quelquefois à un cœur déchiré où reste votre souvenir. Si Votre Altesse écrit au Duc, qu'il y ait un adieu de moi, un remerciement à la princesse Caroline. J'ai regretté de ne pas la voir, mais faut-il apprendre à sa jeunesse comment la destinée peut s'écrouler en une fatale seconde (1)?

A la même date, elle écrivait à Sophie de Schardt, la belle-sœur de Charlotte de Stein, qui lui avait témoigné beaucoup de sympathie et avec qui elle devait rester en correspondance :

Adieu, *my dear Madam*, je ne puis m'empêcher de prendre congé de vous. Il y a dans votre voix, dans votre accent, quelque chose qui sonnait

(1) *Coppet et Weimar*, p. 58.

si doucement à mon oreille durant ces tristes jours. Je vous reverrai quand je pourrai revoir quelqu'un, quand le nuage qui s'épaissit chaque jour autour de moi me permettra de former quelque nouveau plan. Adieu, *my dear Madam*, ne m'oubliez pas.

M[me] de Staël se mit en route, accompagnée de Benjamin Constant, de Sismondi et de Schlegel : à Zurich, sa cousine et intime amie M[me] Necker de Saussure vint au-devant d'elle. M[me] Necker de Saussure avait assisté aux derniers momens de M. Necker. De sa bouche, M[me] de Staël put donc entendre avec plus de détails encore que ne lui en avait donné Benjamin Constant, le récit des derniers momens de M. Necker. Je laisserai M[me] Necker de Saussure raconter elle-même cette rencontre et la fin de ce pénible voyage (1).

Je ne décrirai point les scènes cruelles qui se succédèrent pour nous. Ce n'est pas quand la douleur se déploie dans toute sa violence que le génie est reconnaissable. Les convulsions, les horribles angoisses d'un cœur désolé, sont les mêmes chez toute la pauvre race humaine, et il n'y a pas de place pour la distinction dans les grands accès de souffrances morales. C'est dans les intervalles un peu calmes que je retrouve M[me] de Staël, et c'est dans ceux-là que je la peindrai.

Il y eut quelques-uns de ces momens de trêve durant notre sinistre voyage, et jamais peut-être ce qu'il y avait de merveilleux en elle ne m'a-t-il frappée davantage. Lorsque l'abattement de la douleur en avait remplacé les grands éclats, M[me] de Staël nous priait de causer dans la voiture, apparemment parce que le bruit des paroles l'aidait à se maîtriser. Elle amenait avec elle M. Schlegel, et comme, pour peu qu'elle fût maîtresse d'elle-même, on la voyait occupée des autres, elle désirait qu'il se montrât à son avantage, et lui indiquait en deux mots les sujets qu'il devait traiter. En conséquence, M. Schlegel nous développait une grande quantité d'idées nouvelles, et quand l'entretien s'animait, il arrivait quelquefois que M[me] de Staël, reprise par son talent, se lançait tout à coup dans la conversation. Alors, racontant l'Allemagne, les hommes, les systèmes, la société, elle déployait un feu, une beauté d'expression extraordinaires; mille tableaux éclatans se succédaient, jusqu'à ce que, ressaisie par une griffe meurtrière, elle retombât sous l'empire de la douleur. On eût dit de ces feux d'artifice tirés un jour d'orage, dans lesquels une explosion subite fait jaillir des gerbes d'étincelles que des bourrasques de vent et de pluie viennent éteindre aussitôt.

Il ne faut pas supposer toutefois que sa distraction fût complète; un tremblement presque imperceptible, une légère contraction dans les lèvres, montraient qu'elle n'avait pas cessé de souffrir, et qu'elle parlait, si on peut le dire, par-dessus sa douleur.

(1) *Notice* de M[me] Necker de Saussure en tête des *Œuvres complètes de M[me] de Staël*, édition de 1821, t. 1, p. 201.

Lorsque, au terme de ce long et douloureux voyage, M[me] de Staël descendit de sa chaise de poste dans la cour du vieux château solitaire sur le seuil duquel son père ne s'avançait plus pour la recevoir, il y avait déjà plus d'un mois que la dépouille de M. Necker avait été portée dans le monument qu'il avait fait construire au milieu d'un petit bois voisin du château, et déposé à côté de celle de sa femme, dans la grande cuve en marbre noir où M[me] Necker avait voulu que leurs deux corps fussent réunis. Les dernières volontés de M. Necker prescrivaient en termes formels cette réunion. Son testament, qui est daté du 10 novembre 1803, débute ainsi :

Je rends grâces à l'Être Suprême des faveurs dont il m'a fait jouir sur la terre. Je me prosterne devant son infinie grandeur et je soumets avec respect ma destinée future à sa miséricorde et à sa bonté.

J'institue ma chère fille mon unique héritière et je lui recommande de faire usage de la fortune que je lui laisserai de la manière la plus conforme aux lois de la morale et de la religion.

Après quelques legs à l'Hôpital et à la Bibliothèque de Genève, le testament se termine par ces mots :

Je prie ma très chère fille de garder un souvenir de moi et de recevoir ici une dernière expression de ma tendre affection. J'invoque sur elle et sur ses enfans la bénédiction divine.

A ce testament étaient jointes deux enveloppes que M. Necker prescrivait de remettre à sa fille immédiatement après sa mort. L'une de ces enveloppes contenait quelques legs particuliers; l'autre était remplie des indications les plus minutieuses relatives au monument où il devait reposer. Il s'en remettait à sa fille du soin d'entretenir le monument et les murs de l'enclos où ce monument avait été élevé; mais, prévoyant le cas de la mort de sa fille ou celui où elle serait obligée de vendre le château, il chargeait la commune de Coppet de cet entretien, moyennant une rente de six cents livres qu'il lui conférait « pour être distribuée aux pauvres les années où il n'y aurait pas de réparation. » Inutile de dire que M[me] de Staël et, depuis sa mort, ses descendans, se sont pieusement acquittés de cette prescription (1).

(1) Cette rente est aujourd'hui encore servie à la commune de Coppet par les descendans de M[me] de Staël.

V

M[me] de Staël ne s'éloigna point de Coppet durant tout l'été qui suivit la mort de son père. Elle s'abreuva jusqu'au fond à la coupe de la tristesse; elle connut cette mélancolie de vivre solitaire là où l'on a vécu à deux, de rencontrer à chaque pas les traces de l'être aimé qui a disparu, de trouver à chaque instant sous sa main les petits objets indifférens qui lui appartenaient, que sa mort a rendus précieux et qu'on se demande cependant s'il faut conserver ou détruire, car il y a une amertume dans cette survivance des choses aux êtres, et d'ailleurs, comment espérer qu'aux yeux des générations nouvelles, ces objets auront le même caractère sacré? Ne vaut-il pas mieux faire soi-même de son vivant le sacrifice de ces reliques que les laisser exposées après soi à des profanations?

M[me] de Staël dut être singulièrement émue en trouvant dans les papiers de son père une dernière marque de la sollicitude dont il l'environnait. On se rappelle que le Premier Consul en avait voulu à M. Necker de la publication des *Dernières vues de politique et de finances*, et que la mauvaise humeur que lui avait causée cette publication avait été pour quelque chose dans la disgrâce de M[me] de Staël. Avant de mourir, M. Necker s'était évidemment proposé de tenter un dernier effort pour disculper sa fille de toute part de responsabilité dans la publication de ce malencontreux ouvrage, et il avait jeté sur le papier le brouillon d'une lettre qui n'a jamais été envoyée, mais que je crois cependant devoir reproduire, car il y plaidait une dernière fois, non sans dignité, une cause qui lui était chère.

Citoyen Général,

J'aurais une cause à défendre, une cause qui m'est bien chère et que je porterai un jour directement à votre tribunal suprême. Je ne présumerai pas trop de moi puisque j'invoquerai seulement la justice que vous rendez et que vous devez à tout le monde.

C'est de la cause de ma fille et de ses enfans dont je veux vous parler, mais comme ils sont errans dans ce moment en obéissance avec vos volontés, je diffère dans ce moment de la soumettre à votre jugement, car je respecte plus que personne le temps du Premier Consul, ce temps que réclament en entier les plus grands intérêts dont l'histoire ait perpétué le souvenir. Mon seul but aujourd'hui est de déposer entre les mains du

Premier Consul une déclaration que je puis seul donner, et, à mon âge l'on n'a plus le choix des momens, tout ce qui est nécessaire devient pressé.

Je crois savoir avec certitude que, depuis le départ de Mme de Staël, le Premier Consul, en parlant d'elle, lui a reproché mon dernier ouvrage. Je proteste qu'elle n'y a eu aucune part ni directement ni indirectement, et bien qu'un Bonaparte ait le droit de mettre la jeunesse au premier rang, même pour la pensée, cela n'est pas juste en règle générale, et me faisant un moment le chevalier de l'expérience, je soutiens que ma fille, à qui je sais bien de l'esprit, n'aurait pu écrire mes *Dernières vues*, ni m'en donner le premier mot. Mais qu'importe ici le raisonnement? je dis, j'atteste un fait et j'attache à cette assertion toute la solennité que l'on peut exiger. De grâce donc, Général Consul, ne reprochez plus rien à ma fille à l'occasion de mon ouvrage; ne déchirez pas un cœur paternel et par le malheur de sa fille, et par la douleur de cette fille bien-aimée, et par le regret sans fin auquel vous me livrez en me laissant l'idée que je suis la cause de ce malheur.

Général Consul, je n'ai moi-même aucun tort quant à cet ouvrage et je vous respecte trop pour négliger de le dire. Je n'ai eu aucun tort, car je n'ai permis qu'aucun exemplaire fût donné, qu'un seul fût donné ou prêté à qui que ce soit avant que vous eussiez donné la permission de le publier, et c'est la loi que vous avez établie.

Secondement, je puis m'être trompé, mais avec moi toutes les personnes sans inimitié pour l'auteur ont vu que l'ouvrage était écrit non seulement avec respect, non seulement avec admiration, mais encore avec goût pour le Premier Consul; je n'ai traité que l'avenir, cet avenir qui avait été laissé en blanc à dessein par le Premier Consul et qui n'a été rempli par un Sénatus-consulte public qu'au moment où mon ouvrage allait paraître. Je ne veux plus écrire sur ce sujet, mais si, pendant mes forces encore, je devais voir entrer le Premier Consul dans ce petit appartement de Genève, si présent à mon esprit, il apercevrait que la difficulté de cet avenir dont j'ai parlé peut défier le premier des génies du monde, et il le sentit par avance lorsqu'il me dit à Genève qu'après la plupart des règnes il y avait eu des lacunes provenant des minorités, des régences, etc. Après cette conversation que j'eus avec le Consul à Genève, s'il avait été témoin de la manière dont je fis connaître aux miens l'impression que j'avais reçue, le Consul ne soupçonnerait pas que j'eusse été indifférent au désir de lui plaire en composant mon dernier ouvrage, et quant à l'idée en elle-même, elle n'était pas nouvelle pour moi. J'écrivais dans ma retraite sur la constitution de 91 et sur la constitution directoriale; jamais je n'aurais peint les personnes, j'avais oublié les hommes pour ne voir que les choses.

Certes il est aisé au maître du monde de plier, de froisser, de renverser de faibles roseaux, tels que moi et les miens; mais il vient un temps où le pouvoir n'est plus de rien pour personne et je ne comprends pas comment celui qui a tout à attendre de la reconnaissance publique, tout à lui demander, se plaît à traiter durement un ancien serviteur de l'État. Je ne réclame rien à titre de talent ou d'habileté, mais j'ai servi l'État sept ans sans appointemens et en refusant les droits de l'Écu, les pots-de-vin, les présens des pays d'État. Aujourd'hui, Général, il ne tient qu'à vous que je

lui laisse encore toute ma fortune, car jamais je ne demanderais quelque chose au prince qui m'offenserait sans cause.

La lettre s'arrête ici. Peut-être les forces manquèrent-elles à M. Necker pour l'achever.

Depuis la mort de son père, Mme de Staël avait conçu une sorte d'effroi de la vie. Elle se sentait à découvert devant la destinée, sans protecteur et sans gardien. Elle attribuait à M. Necker une influence mystérieuse sur les événemens de son existence; elle le croyait placé auprès d'elle par la Providence, pour écarter de sa route tous les accidens, pour la préserver même de la mort, car elle rêvait de mourir en même temps que lui, et lorsque, dans ses lettres, elle l'appelait « mon ange, » c'était avec une arrière-pensée religieuse et mystique. Cependant ses amis ne la laissaient point solitaire, Mme Necker de Saussure passa l'été à Coppet. Sismondi, Bonstetten vinrent l'y voir. « Elle est affreusement triste, écrivait Bonstetten à Frédéric Brun; nous n'avons fait que pleurer ensemble. Quelle éloquence! Quel sentiment! Quel amour pour ce père qui l'aimait tant!... La voilà libre avec 100 000 livres de revenus, et Dieu sait si elle sera heureuse avec tous ces biens terrestres; le monde est trop petit pour son âme de feu (1). »

Le feu de cette âme avait besoin d'alimens; ses amis les lui fournissaient. Schlegel était demeuré auprès d'elle; Jean de Muller qu'elle avait connu à Berlin était venu lui faire visite, Sismondi et Bonstetten ne s'éloignaient guère. Bonstetten, dans ses lettres, rend un compte animé de la vie de Coppet, au mois de juin : « Il se dépense plus d'esprit à Coppet en un jour, écrivait-il, que dans maints pays en un an, » et, quand il rentrait dans sa chambre à Genève, elle lui semblait un tombeau (2). C'était Schlegel qui tenait le plus souvent le dé de la conversation; il étonnait ses interlocuteurs par son érudition et par la hardiesse de ses aperçus, qui devançaient la critique de nos jours. Mme de Staël se plaisait à le lancer dans la dispute et se contentait de « battre la mesure. » Certain jour, Schlegel avait nié à table la personnalité de Moïse, d'Homère et d'Ossian. Muller lui répondit

(1) *Briefe von Bonstetten an Frederike Brun*, p. 156. La célèbre romancière danoise, l'amie de Bonstetten, devint également l'amie de Mme de Staël. Les archives de Coppet contiennent un certain nombre de lettres d'elle.

(2) *Op. cit.*, p. 213 et *passim*.

qu'il voulait une fois prendre la plume et démontrer, dans un savant ouvrage, que Charlemagne n'avait jamais existé... »

« Le bon Sismondi, ajoute Bonstetten, est complètement abasourdi; il m'avouait hier que tout lui semblait maintenant d'une crasse ignorance, je dus le consoler. »

Quelque douceur qu'elle trouvât dans la société de ces fidèles amis, Mme de Staël ne pouvait cependant s'accoutumer à l'idée que Coppet dût être désormais son séjour habituel, le lieu où elle passerait le reste de sa vie. Déjà, du vivant de son père, elle en redoutait la solitude, et M. Necker était le premier à comprendre que quelques mois de Paris étaient chaque année nécessaires à sa fille. Que serait-ce maintenant? Aussi ne pouvait-elle s'empêcher d'espérer que la barrière qui lui fermait les portes de Paris serait levée, et cela, par l'intervention de celui qui avait déjà essayé sans succès de la protéger. On se souvient que, de Francfort, elle avait adressé à Joseph Bonaparte une lettre où elle lui disait que deux lignes qui la dispenseraient de voyager plus longtemps seraient reçues par elle « comme la rosée du ciel (1). »

La réponse de Joseph Bonaparte, qui ne se trouve point dans les archives de Coppet ni de Broglie, ne lui avait probablement laissé aucun espoir, puisqu'elle avait continué son voyage; mais, pendant que s'échangeait entre eux cette correspondance, la situation de Joseph Bonaparte avait changé et grandi. Le Sénatus-consulte du 28 floréal an XII, qui avait proclamé le Premier Consul empereur, faisait en même temps de son frère aîné un prince impérial et l'un des héritiers éventuels de la couronne. Mme de Staël crut sans doute que le crédit de Joseph devait s'en trouver accru et, dans sa détresse, elle croyait pouvoir s'adresser de nouveau à lui. Elle lui écrivait le 13 juin cette lettre pathétique :

Mon Prince,

Souffrez qu'en reconnaissant en vous, pour le bonheur des Français, un prince, un successeur, une Altesse Impériale, je m'enorgueillisse du temps où vous me permettiez un nom plus doux.

On m'a envoyé de Berlin une lettre où j'ai vu que vous aviez pitié de mon sort; je le crois le plus malheureux qu'il y ait sur cette terre; j'ai perdu mon protecteur et mon ami, l'être que j'ai le plus aimé et qui avait

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars 1914.

pour moi le plus admirable sentiment; la maison paternelle n'existe plus pour moi et ma patrie m'est fermée. J'ai été bien près de terminer ma vie et je ne sais pas encore si je pourrai supporter l'existence. Si vous ne me rendez pas la possibilité de revoir mes amis, je ne crois pas que j'aie la force de lutter contre ce que je souffre. Mon père, dans son délire, a souvent nommé le Premier Consul, et j'ai trouvé dans ses papiers un brouillon de lettre à l'Empereur actuel des Français qui lui atteste sur son honneur que je n'ai été pour rien dans son dernier ouvrage et qui lui demande, au nom des services qu'il a rendus à la France, de ne pas en bannir sa famille. J'aurais pu envoyer ce brouillon à l'Empereur et je vous le confierais à vous si vous y trouviez quelque avantage; mais, au milieu de tant de prospérités, quel intérêt peut-on mettre à la voix des morts et de ceux qui voudraient les suivre. Vous seul avez, malgré tout l'éclat qui vous environne, une bonté qui permet au malheur de vous approcher. Sauvez-moi si vous le pouvez de la situation où je suis. Je vis ici dans un tombeau qui sera bientôt le mien, si mon exil ne se termine pas. Je n'ai plus la force de vivre loin de mes amis. Je n'ai plus dans ce monde un intérêt ni une pensée que le besoin de les rejoindre, et si l'Empereur pouvait voir dans quel état je suis tombée, il saurait qu'il ne fera qu'un acte de pitié en me laissant me traîner dans quelque coin solitaire auprès de mes amis.

Si cependant la fin de mon supplice n'est pas encore possible, si votre situation nouvelle ne vous permet pas encore de faire revenir une personne bien attachée à l'ordre de choses actuel, puisqu'il vous crée l'appui de la France et d'elle-même, envoyez-moi des lettres pour le cardinal Fesch et pour Madame votre mère. J'irai passer l'hiver à Rome; j'irai errer encore jusqu'à ce que, mes enfans et moi, vous nous ayez rendu notre patrie. Vous garderez la dernière lettre de mon père. Ah! que je vous en remercie; si vous saviez comme il m'écrivait sur vous! Je me croyais alors malheureuse et je l'avais pour appui; que suis-je maintenant? Pardon de ne vous entretenir que de moi. Tous mes vœux vous accompagnent; je frémis de vous savoir à l'armée. Serez-vous de cette expédition? Faudra-t-il en éprouver la terreur? Si vous faisiez quelque voyage ailleurs, pourrais-je vous rencontrer? Mon Dieu, le plaisir de vous revoir me sera-t-il jamais accordé? Acceptez l'hommage de mon tendre et profond respect.

Du camp de Boulogne, Joseph lui répondait (1) :

Madame,

J'ai reçu depuis bien longtemps votre lettre du 13 juin, et celle que vous avez écrite à ma femme, et qu'elle m'a adressée, en me demandant une prompte réponse : l'Empereur était attendu tous les jours ici, et j'ai voulu lui parler de vous, Madame, avant de vous envoier des lettres pour Rome; ce que je fais avec empressement aujourd'hui, mais j'avais espéré pouvoir faire mieux. Je ne dois pas vous cacher que je n'ai pas pu obtenir une chose que je désire beaucoup, et que cependant j'espère toujours; ce que

(1) Archives de Broglie.

je puis vous promettre, c'est de la désirer toujours, et de m'en occuper souvent.

Lorsque vous visiterez à Rome le Colisée, et d'autres monumens dont vous ne pourriez pas déchiffrer les inscriptions, lisez qu'il est en France un ami qui s'occupe de votre retour; livrez-vous au plaisir de voir des merveilles anciennes et modernes, et n'ayez pas regret au temps que vous n'emploierez pas en sollicitations, pour revenir ici; je m'en occuperai, je vous le promets, mais j'exige de vous le courage de la résignation, et la confiance dans mon amitié. Si je ne réussis pas, personne ne réussira. Le courage consiste sans doute à être tranquille, lorsqu'on a fait tout ce que l'on peut, pour obtenir ce que l'on veut. Je moralise à mon aise, sur les côtes de France, me direz-vous, lorsque vous recevrez cette lettre. Je pourrais être en Angleterre, mais je n'y resterais pas longtemps, si cela arrivait. Vous me connaissez assez pour croire que rien n'est changé dans moi, quoique tout change autour de moi; soit vertu, soit vice, vous savez que je m'estime mieux que tout ce que les hommes peuvent donner : un bon cœur, une âme aimante, c'est Dieu qui les donne; les grandeurs ne sont quelque chose que pour les petites âmes; je suis très flatté que vous ayez de moi cette opinion; écrivez-moi donc comme à un ami, c'est à coup sûr plus rare qu'un homme élevé en dignités. Ma femme partage bien mes sentimens; elle vous aime beaucoup, elle vous apprécie, je suis très aise des sentimens qu'elle a pour vous.

Respectez moins en moi le prince; respectez un ancien ami; vous savez qu'on ne respecte un ami qu'en l'aimant toujours; ce que l'on donne au respect est enlevé à l'affection, et je veux que vous m'aimiez toujours comme par le passé. C'est ce que je ne croirai pas si je remarque le moindre changement dans votre style; j'en supposerai dans vos sentimens.

Agréez donc l'hommage de tous ceux que vous me connaissez depuis longtemps.

J. Bonaparte.

Mme de Staël remerciait Joseph (1) de cette lettre affectueuse qui fait honneur à la délicatesse de son amitié et, comprenant qu'il n'y avait aucun espoir pour elle, elle se résigna à partir pour Rome. « Je vais, disait-elle, porter le fardeau de la vie en Italie, où l'on dit qu'on oublie l'existence. » Mais elle consacra les quelques mois qui précédèrent son départ à écrire, d'une plume rapide et émue, une *Notice sur la vie privée de M. Necker*, qui devait servir de préface au *Recueil de Pensées* qu'elle ferait paraître en même temps. Au début de cette notice, elle disait que, si jamais son esprit se relevait du coup qu'il avait reçu, elle écrirait la vie politique de son père, mais qu'elle ne voulait pas le faire dès à présent, craignant de réveiller les passions

(1) La réponse de Mme de Staël a été publiée au t. X des *Mémoires du roi Joseph. Appendice.*

haineuses que la mort avait désarmées. En effet, les *Considérations sur la Révolution française*, dont la rédaction occupa les dernières années de sa vie et qui ne parurent qu'après sa mort ne devaient être, dans sa pensée, et quand elle se mit à l'œuvre, consacrées qu'à raconter la vie publique de M. Necker. La notice qu'elle écrivit en 1804 ne parle au contraire que de l'homme privé. Elle s'était installée dans le cabinet de M. Necker d'où l'on voyait le petit bois qui abritait son tombeau; elle vivait au milieu des objets dont il avait coutume de se servir. Cette vue et ces souvenirs entretenaient sa douleur. Ce cabinet lui rappelait en particulier une des dernières conversations qu'elle avait eues avec son père, avant son départ, par un soir d'automne.

Après nous être longtemps entretenus intimement, dit-elle, je lui demandai à lui-même, à lui qui semblait devoir me préserver de tout, même de sa perte, ce que je deviendrais, s'il me fallait jamais la supporter. — « Mon enfant, dit-il alors d'une voix brisée par l'émotion, Dieu mesure le vent aux brebis tondues. » — Ah! l'orage ne m'a pas épargnée, et c'est quand ma patrie m'était ôtée qu'une autre patrie, la maison paternelle, n'est plus pour moi qu'un tombeau... J'existe cependant, privée de ces soins qui s'étendaient à tout; j'existe, privée de cette sollicitude continuelle sur ma vie, sur mon bonheur, qui me rendait un objet intéressant à mes propres yeux. La douleur ne produit rien que la douleur; les jours ne s'arrêtent point en chemin, et la vie, toujours plus dépouillée, revient, telle qu'elle est, à chaque réveil (1).

Bien que le ton un peu trop constant de l'admiration et de l'enthousiasme puisse inspirer parfois un léger sentiment de contradiction, cependant il est difficile de lire sans émotion certains passages de cette notice, celui de tous les écrits de Mme de Staël où elle se peint le mieux, dit Mme Necker de Saussure, avec toute l'impétuosité de ses sentimens et sa puissance de souffrir. Sa douleur ne trouvait de consolation que dans la pensée de l'immortalité, mais c'était encore à M. Necker qu'elle demandait cette consolation. Elle en puisait l'espérance dans le *Cours de morale religieuse* et, après en avoir relu certaines pages, elle s'écriait :

Quelle émotion, hélas! la lecture des discours sur la mort et l'immortalité ne fait-elle pas éprouver! Celui qui n'est plus parlant si vivement de la mort, regrettant à l'avance le printemps, la nature et toute la beauté de la

(1) *Œuvres complètes de Mme de Staël*. Édition de 1821. T. XVII, p. 108 et *passim*.

terre qu'une nuit éternelle couvre à ses yeux maintenant; celui qui n'est plus, compatissant aux regrets de ceux qui survivent, promettant l'immortalité; cette immortalité, noble espérance de le revoir, touchante communication avec lui! O mon Dieu! pardonnez aux faibles créatures si leur cœur qui a tant aimé ne se peint dans le ciel que le sourire de leur père qui les recevra dans vos parvis.

La dernière page du manuscrit de *La vie privée de M. Necker* porte la date du 14 octobre 1804. Quelques jours après, Mme de Staël se mettait en route pour ce voyage d'Italie d'où elle devait rapporter *Corinne*. Cette longue série d'études n'ayant eu pour objet que ses rapports avec M. Necker, je l'abandonnerai donc ici. J'ajouterai cependant que de Rome, où elle passa l'hiver, le souvenir de son père, qui ne la quittait pas, lui inspira la pensée de rendre un dernier hommage à la mémoire de ceux qui l'avaient précédée dans la vie. Elle fréquentait souvent l'atelier de Canova, alors dans tout l'éclat de sa gloire. Il avait récemment achevé le monument funéraire de l'archiduchesse Christine, la sœur de la reine Caroline de Naples, qu'on venait visiter le soir à la lueur des flambeaux. Ce monument lui inspira la pensée de commander à Canova un bas-relief destiné à orner le monument funéraire de ses parens, et qui est aujourd'hui en effet placé au-dessus de la porte en fer à jamais scellée. Ce bas-relief représente Mme de Staël drapée à l'antique, l'épaule nue, la face recouverte d'un voile, pleurant sur un tombeau. Dans le haut, Mme Necker, tout enveloppée de voiles que seuls ses pieds dépassent, s'envole vers le ciel qu'elle montre d'une main, tandis que de l'autre elle enlève M. Necker. Celui-ci, drapé également à l'antique, mais jusqu'à mi-corps seulement, tourne vers sa fille un regard attendri et, d'un geste consolateur, lui tend la main qui reste libre. Ce bas-relief, évidemment inspiré de l'antique, n'est pas sans quelque beauté mélancolique.

Treize ans plus tard, en juillet 1817, le duc de Broglie, obéissant aux dernières volontés de Mme de Staël, déposait son cercueil dans le monument funéraire où reposaient déjà son père et sa mère. Le souvenir de M. Necker ne s'était pas, avec les années, affaibli chez sa fille. Son testament débute ainsi: « Je recommande mon âme à Dieu qui m'a comblée de biens dans le monde et m'en a comblée par la main de mon père à qui je dois ce que je suis et ce que j'ai, et qui m'aurait épargné toutes mes fautes, si je ne m'étais jamais détournée de ses

principes. » Quelques lignes plus bas, elle ajoute : « La vie apprend beaucoup, mais, pour toute personne qui réfléchit, elle rapproche toujours davantage de la volonté de Dieu, non pas que les facultés s'affaiblissent, mais au contraire parce qu'elles s'accroissent. » En effet, les croyances religieuses et chrétiennes de Mme de Staël s'étaient affermies et précisées dans les dernières années de sa vie. Durant les longues nuits d'insomnie qui précédèrent sa mort, on l'entendait répéter à haute voix : « Notre père qui êtes aux cieux. » L'aspect un peu païen du monument où elle repose ne révèle cependant point ces espérances qui avaient consolé sa douleur et soutenu ses derniers jours : il y manque un signe extérieur, un symbole, quelque chose qui parle aux yeux. Mais ces espérances s'affirment sur d'autres tombes, que le même petit bois recouvre aujourd'hui de son ombre paisible. Un caveau creusé au pied du monument a successivement reçu la dépouille du fils de Mme de Staël, celle de sa belle-fille, qui a porté avec modestie et dignité pendant près d'un demi-siècle ce nom illustre, et enfin celui de sa petite-fille (1). Sur cette dernière tombe a été gravé, d'après l'indication expresse de celle qui y repose, ce verset de l'Évangile selon Saint Jean : « Et c'est ici ma volonté que quiconque contemple le fils et croit en lui, ait la vie éternelle. C'est pourquoi je le ressuciterai au dernier jour. » Cette foi en la résurrection qu'elle avait transmise à ses descendans fut une croyance commune à Mme de Staël, à son père, et à sa mère. A ces trois nobles êtres, celui qui écrit ces lignes a consacré ses premières études littéraires. En les reprenant et en les complétant aujourd'hui, il achève d'acquitter une dette, car à tous les trois, comme à ceux qui ont perpétué jusqu'à lui leurs traditions, il a le sentiment qu'il doit presque tout du très peu qu'il est.

HAUSSONVILLE.

(1) C'est en 1876 qu'est morte la baronne Auguste de Staël, née Vernet, qui a laissé le château de Coppet à la comtesse d'Haussonville, petite-fille de Mme de Staël par sa mère la duchesse de Broglie.

SOUVENIRS DE LA MISSION MARCHAND

III (1)

DE ZILENGOMA A KIMBÉDI

Le Niari a perdu son nom, je navigue maintenant sur le Kouiliou. La navigation y est facile, les baleinières avancent rapidement; les Cap-Lopez, en avant, lancent leurs chants à tous les échos. J'essaye en vain de retenir leurs airs. Il y a pourtant une mélodie dans ce concert de voix, un rythme qui varie suivant l'effort donné par les pagayeurs, mais je ne peux arriver à dégager l'harmonie qui résulte de l'amalgame des différentes parties exécutées sur des tons auxquels mon oreille n'est pas habituée, et que je ne suis pas assez musicien pour noter.

Ces chants confirment la remarque que j'avais déjà faite à la Côte d'Ivoire, il y a deux ans ; ils sont particuliers aux races qui vivent sur les rivières, au milieu des rapides, à l'exclusion des races de l'intérieur des terres, dont les mélopées lamentables se traînent sur les trois éternelles mêmes notes.

***

Des heures et des heures, nous cheminons lentement sous le soleil éclatant qui depuis quatre jours, depuis notre départ de Zilengoma, n'a pas cessé de briller. Le fleuve est monotone comme le pays qui l'entoure. Parfois, nous échouons sur un

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juin.

banc de sable, les hommes sautent à l'eau, tirent le bateau, le remettent à flot, et la marche reprend dans le clapotement des pagaies, au milieu de la solitude, à travers l'atmosphère qui flambe. J'en arrive à regretter les rapides; avec le danger, ils donnaient au moins un intérêt à notre route. La lenteur des Loangos a même cessé d'être une cause d'inquiétude; ici, ils ne risquent pas de noyer mes charges, ils peuvent seulement par leur paresse allonger la durée du voyage. A la vérité, je ne me désintéresse pas du retard qu'ils occasionnent, car je suis à court de vivres, et les villages sont rares; ceux que je rencontre sont pauvres, comme ces rives plates et désolées sur lesquelles la brousse hérisse le sol de tiges desséchées.

***

Nous longeons une haute falaise rocheuse qui nous couvre de son ombre. D'énormes racines jaillies de quelques fentes pendent le long de ce mur et descendent jusqu'au niveau de l'eau avec des contorsions de serpent. Les Cap-Lopez qui avaient perdu leurs voix dans un paysage plat, toujours semblable, se réveillent à la vue des rochers, et la paroi sonore répercute les ondes de leurs chants sur la solitude lumineuse.

Bientôt, de la rive gauche, la falaise passe sur la rive droite, elle est zébrée des mêmes serpens, mais éclairée cette fois par le soleil, elle se mire dans le fleuve, les racines réfléchies dans les rides produites par notre passage prennent une vie, semblent ramper entre deux eaux comme des reptiles.

Le soir, l'escarpement est revenu sur la rive gauche; nous campons en face de lui. Dans l'obscurité, il se dresse agrandi; sur la rivière immobile, on ne distingue plus son reflet de lui-même.

Autour de moi, des ombres rayent la nuit d'un vol saccadé, ce sont des chauves-souris qui habitent cette muraille, elles vont et viennent, attirées par la lueur de mon photophore; elles me frôlent de si près que je sens le vent de leurs ailes, coup d'éventail dans l'air maintenu tiède par la chaleur qu'ont emmagasinée les rochers.

***

Je viens de dépasser Loudima, le premier poste que rencontre le voyageur sur la route de Brazzaville, à la sortie du Mayombe.

J'y suis resté vingt-quatre heures pour attendre le courrier de France annoncé, répondre à une lettre de Marchand et lui envoyer de mes nouvelles. Pendant ce temps, les *boats* loangos continuaient leur marche et prenaient de l'avance.

Marchand, Germain et Landeroin, l'interprète d'arabe, sont encore à Loango. Mangin, avec Simon, le docteur Émily et 95 tirailleurs, va s'établir entre Comba et Brazzaville, dans le pays où se sont produites les dernières révoltes. Enfin, Largeau est à Brazzaville pour examiner les possibilités de transport sur le Congo. A Loudima est resté le sergent Dat, il doit faire relever les charges abandonnées par les porteurs dans le Mayombe. Ce ne sont pas uniquement les morceaux du vapeur le *Jacques-d'Uzès*, qui peuplent la forêt, ce sont aussi nos propres charges. Dans une lettre, Marchand me révèle les exploits des Loangos.

Ces exploits résultent à la fois de la révolte qui a fermé la route de Brazzaville et du fameux monopole accordé aux commerçans et aux Loangos. Il serait plus juste de dire qu'ils résultent de toute la situation du Congo.

L'occupation du Congo se réduit à celle du sentier qui relie Loango à Brazzaville. Deux postes, Loudima et Comba jalonnent ce sentier long de 500 kilomètres. Un troisième, Kimbédi, a été fondé il y a deux mois. En dehors de ces postes, tenus par un blanc et quelques miliciens, le reste du Congo est non seulement inoccupé, mais complètement inconnu.

De cette organisation découlent deux impossibilités : celle de recruter des porteurs dans le pays, dont la conséquence directe est le monopole concédé aux Loangos ; et celle d'assurer la sécurité sur la route qui a produit le monopole octroyé aux commerçans. Ceux-ci, en effet, ne pouvant s'établir, sans danger pour eux, dans l'intérieur de la colonie, et se trouvant réduits à un commerce restreint sur la côte, on a voulu leur donner une compensation. Ce double monopole est une des causes des soulèvemens, car interdire aux populations de porter, c'est les inciter à acquérir par le vol ce qu'on ne leur permet pas d'acquérir par le travail. En outre, les postes étant trop faibles pour protéger les porteurs et obliger les indigènes à leur vendre des vivres à un prix raisonnable, les Loangos sont conduits à dérober ce qui est nécessaire à les empêcher de mourir de faim ; et ces larcins amènent des représailles.

Faiblesse des postes et monopole, qui réagissent ainsi l'un

sur l'autre, viennent encore d'engendrer un nouveau résultat.

L'administration confie ses charges aux commerçans, qui, pour 60 francs, les lui font transporter à Brazzaville. Le commerçant ne paie en principe qu'après service accompli, mais il est bien forcé de remettre aux porteurs des avances destinées à assurer leur subsistance pendant 100 kilomètres, aller et retour. Le taux de ces avances varie par suite des difficultés du recrutement et de la concurrence entre maisons de commerce.

Peu après mon départ de Loango, les porteurs se refusant toujours à marcher, en raison de l'insécurité de la route, on leur promit, pour les séduire, de leur donner en avances les deux tiers du paiement total. Une première caravane se présenta, fut chargée, et partit. Une deuxième suivit. D'autres arrivèrent. A Loango, tout le monde chanta victoire. Un beau jour, que découvrit l'administration? C'étaient les mêmes porteurs qui repassaient devant elle, comme au théâtre les figurans dans un défilé! Les Loangos avaient succombé à la tentation! Recevant presque la totalité du salaire, avant d'avoir rien fait, ils avaient préféré s'abstenir d'un voyage dangereux. Ils étaient allés jusqu'à une distance variant entre 10 et 20 kilomètres, quelques-uns à moins, ils avaient déposé leurs charges dans la forêt, dans la brousse, et étaient venus se rengager sous d'autres noms pour toucher de nouvelles avances. Plusieurs s'étaient ainsi engagés trois ou quatre fois avant que leur manœuvre ne fût découverte.

En ce moment, ils réfléchissent en prison sur les inconvéniens du cumul, mais une partie de nos charges gît dans le Mayombe. Le capitaine Marchand n'a pas mis longtemps à juger la situation et à trouver le remède à y apporter. Il a tout de suite expédié les tirailleurs vers Comba, au point où règne l'effervescence, et, ayant ainsi donné aux postes la force qui leur manquait, il a d'un trait de plume aboli les monopoles. Il en a le pouvoir, puisque, le 8 août, M. de Brazza lui a remis le commandement de la route, et de toute la région insurgée.

La résolution de Marchand a, paraît-il, pris des proportions de coup d'État! Loango est révolutionné : toucher aux pratiques ancestrales qui président au recrutement des porteurs est un sacrilège; la mesure est très grave; le portage est perdu!

Il est difficile, en tous cas, que la situation soit plus mau-

vaise qu'elle ne l'est actuellement ; et d'après ce que je viens de voir dans le domaine de la Société d'Études, j'ai la certitude que la suppression de ces monopoles sera notre salut. Les Bakounis des bords du Niari ne diffèrent pas des Bakounis qui entourent Loudima à l'Ouest et au Nord ; et ceux-ci porteront comme ceux-là. Il en sera de même des Bakambas qui s'étendent à l'Est jusqu'à Kimbédi, et des autres peuplades entre Comba et Brazzaville.

Les Bakounis ne demandent qu'à travailler, mais entre Loango et Kimbédi. Ils refusent de faire le trajet jusqu'à Brazzaville, à travers des populations dont ils connaissent les dispositions malveillantes à leur égard, sur une route où ils ne trouvent pas à se ravitailler. Il est évident que, si les convois circulaient de poste à poste, il serait possible de leur procurer, à peu de frais, une nourriture qui revient actuellement très cher, sans être assurée.

La fidélité des caravanes dépend uniquement de la question alimentaire. Leur remettre d'avance quelques mètres d'étoffe et les lancer avec ce viatique, c'est leur donner la tentation de tout dépenser dès le début, et les exposer à être rançonnées, dépouillées, au cours de leur voyage. Enfin il deviendrait presque inutile de protéger les porteurs, si ceux d'une région n'allaient pas au delà de la région voisine, si toutes les races étaient intéressées aux transports.

La mesure prise par Marchand repose sur la logique ; je suis sûr maintenant que mes 800 charges, une fois arrivées à Kimbédi, y trouveront des porteurs.

Marchand, dans sa lettre, s'inquiète aussi de ma santé. Ne lui a-t-on pas annoncé, à toutes les escales, depuis Konakry, qu'il ne me reverrait pas, qu'il était impossible que je fusse encore en vie ! Il est certain que, durant la traversée, j'ai été en piteux état. Une vieille dysenterie, qui datait du Soudan, et m'avait laissé tranquille pendant la colonne de Kong, s'était réveillée en France avant mon départ. Je m'étais bien gardé de la révéler, et malgré la peine que j'avais eue à la cacher, j'y étais parvenu. J'avais résisté jusqu'à Dakar, mais là je ne pouvais plus dissimuler. D'ailleurs, il était temps de me soigner ; je crois même qu'il était grand temps ! A toutes les escales, on essaya de me débarquer. Si je n'avais plus la force de me lever, j'avais encore celle de menacer de mon revolver ceux qui vou-

laient me déposer dans un hôpital. Cette révolte à part, jamais docteur n'eut un malade plus docile que je ne le fus à l'égard des ordonnances du médecin du bord. A Libreville, j'allais déjà mieux; je dus cependant me défendre de la sollicitude de M. de Brazza qui désirait me faire apprécier tous les agrémens de son hôpital :

— Vous ne savez pas ce qui vous attend ! répétait-il.

— Raison de plus, Monsieur le commissaire général. J'ai là une occasion unique de l'apprendre.

Bref, à Loango, j'étais rétabli. Si, dans l'avenir, une rechute survient, j'en serai quitte pour me soigner sérieusement pendant quelques jours. Je ne dis pas que le moral soit tout dans une guérison, mais il y est pour beaucoup. N'entre-t-il pas pour une large part dans cette prédisposition de notre organisme à attraper certaines maladies, à être, comme disent les médecins, en état de réceptivité? La peur est le plus terrible des microbes! Et lorsque ces mêmes médecins reconnaissent qu'ils ne guérissent pas, mais qu'ils mettent simplement la nature en état de réagir, ne reconnaissent-ils pas implicitement le pouvoir du moral? Ici, plus que partout ailleurs, on est sauvé ou perdu par le moral. Ce n'est pas tant la fièvre que le « mal du pays » qui a décimé le 200e à Madagascar!

En ce moment, sous ma tente, au bord du Kouiliou, je suis seul, tout est immobile autour de moi, tout est silencieux, d'un silence qu'on ignore en France; je suis seul loin de ceux que j'aime, sous un ciel inconnu d'eux; au milieu de ces êtres d'humanité primitive couchés autour de moi, je suis l'unique figure du monde moderne; il semble que je devrais être écrasé par une sensation d'abandon, que je devrais avoir le cœur serré... Mais le but est là, toujours devant les yeux, et la vision de ce but, de l'action qui le réalisera, élargit le cœur, le dilate; l'être se sent meilleur, il est en quelque sorte renouvelé par ce sentiment qu'il agit utilement; tous les obstacles rencontrés deviennent pour lui un stimulant, son énergie se double à la pensée qu'en arrivant là-bas, au point marqué par la France, il aura fait quelque chose pour son pays.

***

Maintenant, chaque soir, le vent souffle; il soulève les extrémités flottantes de ma tente, les fait claquer comme des voiles,

rabat sur moi la fumée des feux allumés pour le repas du soir; de la brousse balayée par la rafale sort un soupir confus, des arbres une plainte aiguë. Ce sont les signes avant-coureurs de l'hivernage.

Dans la nuit, le vent s'apaise, la rosée tombe, les hommes frissonnent de froid; roulés dans un peu de toile, enveloppés tout entiers, sans que ni leurs pieds, ni leur tête apparaissent, ils semblent des paquets déposés autour des feux. De temps en temps, un des paquets s'entr'ouvre, une main sort, rapproche deux bûches, quelques étincelles s'envolent, et la toile ruisselante de l'humidité nocturne se referme sur le corps transi.

Le matin, l'air est glacé, les pagayeurs s'attardent auprès des tisons qu'ils ont ranimés, ils y jettent des brassées de branchages, et devant la flamme détendent leurs membres engourdis. J'ai pitié d'eux, je ne presse plus Moussa de rouler ma tente, comme je le faisais d'habitude. Cependant, les charges embarquées, il faut partir. En pagayant, les noirs se réchauffent, c'est à mon tour de grelotter jusqu'à ce que le soleil soit assez haut pour me réchauffer.



Sur la rive droite, les toits pointus d'un village émergent de champs de manioc. Depuis Loudima nous sommes dans le pays Bakamba, inhospitalier entre tous. A grand'peine puis-je me procurer les vivres nécessaires, les indigènes ont même la prétention de faire payer le bois mort que mes équipes récoltent dans la brousse; on sent que jusqu'ici ces populations ont simplement toléré la présence des blancs. Cependant, le passage des tirailleurs de Mangin paraît les avoir inquiétées, et le résultat de leurs réflexions se manifeste par un peu moins d'arrogance; pour des Bakambas, c'est presque de l'affabilité.

Un besoin de marcher, de secouer la torpeur, produite par l'immobilité à laquelle je suis condamné dans mon bateau, m'a conduit vers ce village dont j'aperçois les chaumes. Les habitans étaient rassemblés sur la place; ils palabraient, accroupis en cercle autour d'un homme, ou plutôt d'un monstre, au corps barbouillé de rouge et de blanc, paré de bracelets, de clochettes s'entre-choquant, tintinnabulant à chacun de ses gestes, de ses déhanchemens qui semblaient vouloir être une danse. L'assistance l'accompagnait d'une mélopée lugubre.

Mon arrivée jeta le trouble dans cette fête. Les femmes s'enfuirent, les hommes se levèrent la figure renfrognée, le chef avait l'air plus maussade encore. Je priai ce dernier de m'envoyer des vivres et je regagnai mon convoi. En chemin, j'interrogeai le Loango qui était avec moi sur la réunion au milieu de laquelle j'étais tombé. Je compris pourquoi ma présence avait été considérée comme intempestive. Le fils du chef, me dit mon Loango, est malade, et le sorcier « fait fétiche » pour apaiser le mauvais esprit.

Chercher à apaiser le mauvais esprit n'a rien de blâmable en soi; mais je sais comment on l'apaise. Généralement le féticheur découvre que ce génie malfaisant s'est réfugié dans le corps d'un homme ou d'une femme, et celui qu'il désigne est obligé de se soumettre à l'épreuve du poison, qui montre sa culpabilité ou son innocence. Le malheureux ingurgite le breuvage préparé par le sorcier; si cette décoction, faite avec l'écorce d'un arbre vénéneux, n'agit que comme un vomitif, l'innocence est démontrée; si elle amène une issue fatale, la culpabilité est de toute évidence, le mauvais esprit réclamait la mort de cette victime! Il est inutile de dire que le sorcier, dosant le breuvage lui-même, produit l'un ou l'autre effet, à sa volonté, suivant les cadeaux qu'il reçoit de la famille de l'accusé. Quiconque s'expose à son inimitié court grand risque de se voir, un jour ou l'autre, sacrifié au mauvais esprit, ou d'être dénoncé comme pratiquant la sorcellerie. La superstition tient une grande place dans l'âme de ces pauvres gens ; le sorcier a tout intérêt à développer cette croyance en des puissances surnaturelles, avec lesquelles lui seul est en rapport; aussi exerce-t-il une véritable tyrannie parmi les indigènes dont l'existence se trouve assombrie par de perpétuelles terreurs.

Toutes ces pratiques inhumaines, telles que l'épreuve du poison, disparaîtront un jour; actuellement, elles sont clandestines, mais elles existent encore. Que peuvent deux postes sans forces réelles, dispersés sur 500 kilomètres! Si ma visite a été jugée intempestive par les habitans, c'est que je les surprenais en flagrant délit. J'y ai gagné une abondance inusitée de manioc apporté avec une rare exactitude. Évidemment, ces gens, pour être aussi aimables, ne se sentaient pas la conscience très nette.

***

La saison des pluies n'est pas loin, ces coups de vent qui soufflent régulièrement chaque soir en sont l'annonce. Le ciel ne se couvre plus jamais, le soleil qui approche de l'équateur passe presque au zénith, les journées sont brûlantes, et la terre, dans la nuit pure et scintillante, renvoie sa chaleur aux étoiles, se couvre de rosée.

En prévision des premières pluies, les indigènes brûlent la brousse, c'est une façon commode de défricher et de préparer les semailles. Que sèment-ils ici ? Au Soudan, les noirs ont des lougans (des champs) de mil, d'arachides, de patates, d'ignames; ils cultivent le coton ; il leur faut des pâturages pour leurs troupeaux, pour leurs chevaux. Mais au Congo ? La culture se borne au manioc ; les bananiers sont en petit nombre et se reproduisent tout seuls ; les ananas poussent à l'état sauvage à travers la brousse ; quel besoin les indigènes ont-ils de pâturages ? Le pays ne renferme ni un cheval, ni un âne ; on ne rencontre quelques spécimens de moutons que chez les Bakounis; ici une chèvre est une rareté ; il n'y a d'autres animaux domestiques que le cochon et la poule. Du manioc, des cochons et des poules, ne me paraissent pas justifier de vastes incendies de brousse. Il est vrai qu'on ne dirige pas le feu ; on veut brûler un hectare et on en détruit mille.

C'est ce qui se passe en ce moment ; toute la rive gauche, dont la berge assez élevée et boisée descend en pente jusqu'au Kouiliou, n'est plus qu'un brasier. L'incendie hurle, se dresse, bondit; des langues de feu lèchent tous les arbres à la fois, se tordent le long des branches, les font crépiter, éclater; courbées par le vent, les flammes et la fumée forment une voûte qui s'étend au-dessus de nous, masque le ciel ; une pluie de flammèches retombe autour des *boats*, nous voguons à travers du feu ; dans cette fournaise, les pagayeurs s'agitent, silhouettes de démons ; je me figure que je navigue sur un fleuve infernal.

***

Le Kouiliou se perd en méandres indéfinis, il se replie sur lui-même ; depuis hier nous voyons Bouenza devant nous, sans pouvoir atteindre ce petit village construit par la mission catholique ; ce matin seulement, dimanche 30 août, nous y arrivons.

La mission est déserte, il est huit heures, les Pères et les enfans sont à la messe. J'entre dans l'église. Une centaine de petits négrillons agenouillés sur la terre battue chantent des cantiques d'un timbre suraigu. Ils chantent à cœur joie ; si le bon Dieu ne les entend pas, c'est qu'il a l'oreille dure ! mais s'il les entend avec plaisir, c'est qu'il a l'oreille peu délicate ! Il est vrai qu'il est toute indulgence. Le pauvre Père organiste a beau ouvrir le grand jeu de son harmonium, il n'arrive pas à dominer les voix.

Derrière les enfans, des hommes et des femmes écoutent, avec recueillement, surtout avec admiration. Le nègre, quel que soit son âge, aime ce qui est apparat. Pour ces êtres primitifs, les cérémonies catholiques constituent une véritable attraction ; ils les aiment, comme ils apprécient les réjouissances, les fêtes. L'éclat des lustres et des candélabres, le fourmillement des lumières qui peuplent les églises d'autant de petites étoiles, la dorure des chasubles, des vases sacrés, de l'ostensoir qui rayonne, véritable soleil ; tout cela resplendit en leurs yeux, avant de resplendir dans leur âme, et les ravit. En les regardant, je me souviens de ce que racontait Binger, sur un de ses *boys* fervent catholique. Celui-ci était toujours vêtu à l'européenne ; un jour il se présenta habillé à la mode musulmane. Binger s'en étonna :

— Tu es donc redevenu musulman ?

— Non, je suis toujours catholique, seulement de temps en temps « je fais aussi un peu musulman, » à cause des fêtes.

Ce brave garçon ne cumulait pas les religions, il cumulait les fêtes.

***

L'office est terminé. Au moment où je vais saluer les Pères, apparaît, sur la route, le chef de la seconde compagnie de milice du Congo, M. Leymarie. Il arrive de Loango, suivi de 80 miliciens destinés à renforcer l'action de nos 150 tirailleurs. Correct, M. Leymarie porte un sabre au côté. Ce sabre jette même un certain trouble dans l'esprit des Pères, auxquels nous nous présentons ensemble. Ils ne comprennent pas, tout d'abord, que le capitaine est justement celui des deux qui n'a pas d'armes. Notre identité rétablie, les Pères m'emmènent visiter leur domaine en compagnie de M. Leymarie, du général Leymarie, comme je le baptisai incontinent, surnom qui devait lui rester, dont il

était très fier, et auquel il s'efforça toujours de faire honneur.

Dans le jardin de la mission, les légumes abondent, les plates-bandes soigneusement entretenues regorgent de choux, d'épinards, de haricots ; plus loin sont les fruits du pays, et ceux d'autres colonies acclimatés ici. Du potager, nous passons aux ateliers où les enfans apprennent un métier ; voilà la menuiserie, la briqueterie, le four à chaux. Enfin nous revenons vers le bâtiment principal, résultat de tous ces travaux. La maison de briques, sa charpente, les meubles, tout sort des ateliers que nous avons visités ; la table, où les Pères nous convient à nous asseoir, offre un menu dont je n'ai plus la notion depuis longtemps.

On sent ici la suite dans les idées, dans la direction, l'activité dans l'exécution, la foi dans l'œuvre entreprise, toutes conditions seules capables d'assurer le succès. Les Pères changent, les uns meurent et s'en vont peupler le petit cimetière à côté de l'église, les autres sont déplacés et vont porter leur ardeur, plus au fond de cette Afrique à laquelle ils ont donné leur vie ; mais l'impulsion reste la même, le but ne varie pas : élever des âmes vers Dieu, en leur faisant connaître et aimer la France.

Leur tâche est ardue ; ils le savent bien ; mais ils ne peuvent la rendre plus facile, il leur faudrait pour cela plier la religion aux exigences de l'état social dans lequel les nègres ont toujours vécu. Se conformer aux règles du christianisme, pour un indigène, c'est transformer sa vie. On peut dire que toutes les races, en Afrique, ont une religion et croient à une autre vie dans un autre monde ; elles sont donc toutes prêtes à recevoir la conception de l'éternité, même d'une éternité renfermant autre chose que des satisfactions terrestres, comme celles que promet le paradis de Mahomet ; elles ont aussi certaines aspirations mystiques, elles aiment le mystère, le surnaturel ; de ce côté encore le catholicisme n'éprouve pas de peine à se faire accepter par elles ; mais les religions indigènes sont adaptées à leurs besoins matériels, et leur permettent de les satisfaire ; la religion catholique, au contraire, leur demande de renoncer à leurs habitudes, à leurs mœurs, de modifier leur existence, en un mot de changer leur nature.

Un autre obstacle pour nos missions, dans leur œuvre d'évangélisation, est le manque de missionnaires. Ils sont très

peu nombreux, le climat fait de terribles ravages dans leurs rangs, et ils ne réussissent pas à former des missionnaires indigènes. La religion catholique nécessite du prêtre un sacrifice trop incompatible avec la nature des noirs. Ceux qui, sincères dans leur vocation, entament leurs études théologiques, reculent devant le célibat. Ils sacrifient la polygamie, à laquelle bien des convertis ne parviennent pas à renoncer, ils ne peuvent aller plus loin.

Les Pères savent toutes ces difficultés, mais ils ne se découragent pas. Ils obtiennent toujours un résultat, puisqu'en jetant un germe de civilisation dans le pays, ils le garantissent par cela même de l'invasion de l'Islam. Car le fait est reconnu, l'Islam n'agit que là où il apporte le premier élément de civilisation. Pour le catholicisme, c'est déjà une victoire.

Il est des coloniaux qui regrettent cette victoire, ce sont les « Islamophiles ; » il en est d'autres qui, n'étant partisans ni de l'islamisme, ni du christianisme, voudraient laisser aux indigènes leurs différentes religions. La question revient à savoir si nous avons intérêt à trouver en face de nous des chrétiens, des musulmans ou des fétichistes, ainsi qu'il est convenu à tort d'appeler ces derniers, car ils croient tous à un Dieu.

On a écrit des volumes pour et contre l'islamisme.

Je dois dire d'abord que c'est une erreur de s'imaginer que l'Islam a envahi l'Afrique. Il y a de vrais musulmans, mais en nombre relativement restreint ; évidemment, si on les favorisait, ils finiraient par se diffuser, et, à mon avis, ce ne serait pas à notre avantage.

Je pense que si l'islamisme fait faire un premier pas dans la civilisation, il est incapable d'en susciter un autre dans le progrès. Pour ne pas conserver de doute à cet égard, il suffit d'avoir connu des officiers musulmans, servant au titre français. Après avoir vécu trente ans et plus de la vie européenne, alors que nous les supposions définitivement acquis à notre civilisation, le jour même où l'heure de la retraite a sonné pour eux, ils ont repris le costume arabe et sont retournés à la vie de leurs pères. Les musulmans restent musulmans, au point où ils en sont ; ils ne se convertissent ni à une autre religion, ni à une autre civilisation. Il s'ensuit que jamais nous ne pourrons avoir une entière confiance en eux.

Heureusement pour nous, comme je le disais tout à l'heure,

les musulmans fervens sont l'exception au Soudan, c'est pourquoi nous sommes sûrs de la fidélité de nos tirailleurs. Ceux qui se disent disciples de Mahomet ne le sont que de nom et ne pratiquent pas. Moussa est bien dans ce cas; il est musulman par snobisme, parce que c'est bien porté au Sénégal, il n'a jamais fait une prière, ne dédaigne pas l'alcool et ne s'est jamais soucié de savoir l'époque du ramadan.

Tant au point de vue de la civilisation qu'au point de vue militaire, je ne vois pas d'intérêt à propager l'islamisme. En avons-nous un à chercher à maintenir les noirs dans leurs religions?

Au point de vue militaire, nous n'avons pas à souhaiter des hommes plus braves, plus disciplinés que nos tirailleurs bambaras. Si nous n'étions qu'officiers, n'envisageant que le combat, nous chercherions à les éloigner de la civilisation; celle-ci ne pourrait qu'abîmer ces merveilleuses qualités du guerrier, bravoure, endurance et sobriété. Mais nous faisons la guerre uniquement pour apporter la civilisation. Le problème se présente donc sous une autre face, et revient à se demander si l'idée de progrès, de civilisation, s'allie avec les pratiques recommandées par les religions indigènes.

Toutes, je le veux bien, ne réclament pas des sacrifices humains, mais toutes laissent subsister à côté d'elles certaines mœurs absolument sauvages. Que dire du sorcier, du féticheur, qui, trouvant la cause d'un malheur, de la mort d'un individu, dans un être, homme ou femme, désigne celui-ci à la vindicte publique, ou lui fait subir la fameuse épreuve du poison? Toutes ces religions, qu'on les nomme totémisme, animisme, ou religion des ancêtres, celle-ci en étant pourtant une des formes les plus respectables, renferment des pratiques inhumaines. Je ne parle pas de toutes les superstitions qu'elles entraînent, bien que leurs défenseurs, ceux qui les défendent contre le christianisme, soient précisément ennemis de toute superstition. Il semble donc difficile à la civilisation de vivre à côté de ces religions.

Il est vrai que les partisans du *statu quo* se flattent de les dépouiller de tout ce qui les entache de cruauté ou de superstition, et reconnaissent qu'il convient de les améliorer.

Nous serions donc obligés de nous ériger en réformateurs, chaque officier, chaque administrateur deviendrait un petit

Mahomet. Je ne crois pas utile d'insister sur ce côté humoristique de la question. Et s'il faut réformer... alors, pourquoi ne pas prendre une religion toute faite, qui, somme toute, a donné des preuves de son action civilisatrice?

Il y aurait bien un moyen, radical celui-là, qui consisterait à supprimer toute religion. Malheureusement, l'humanité est telle, qu'elle éprouve le besoin de croire à quelque chose, et plus elle est primitive, plus elle ressent ce besoin. Il n'est pas une peuplade nègre qui n'ait une croyance. Les fétiches, pour les noirs, ne sont en réalité que des signes extérieurs n'ayant la plupart du temps aucun rapport avec la religion ; ces fétiches, statues ou amulettes, ne les empêchent pas de croire tous à un Dieu qui a créé le monde. Cette notion est plus ou moins nette dans leur esprit. Ils ne s'adressent pas à ce Dieu, ne lui reconnaissent pas le pouvoir de modifier les événemens; car un être supérieur ne doit pas s'abaisser jusqu'aux contingences terrestres, mais ce Dieu existe; et généralement, comme chez les Loangos, il a des ministres qui, eux, président aux actes des humains. Il serait probablement plus difficile de supprimer aux noirs toute religion que de les convertir à une autre.

Et puisque leurs religions sont incompatibles avec la civilisation, à moins d'être modifiées par nous, et je ne peux envisager cette hypothèse sans rire, pourquoi ne pas favoriser l'action de nos missionnaires, comme l'Angleterre, comme l'Allemagne favorisent l'action des leurs ?

Nous sommes, nous, arrivés à un degré tel de civilisation et de vertu que nous estimons pouvoir nous passer de religion? Soit. Mais, avant de parvenir à ce degré, les noirs ont de longues étapes à parcourir. Avoir la prétention d'inculquer de but en blanc à ces enfans de la nature, soumis à l'instinct, la notion du devoir, leur donner pour seul contrôle la conscience, et leur enlever cette idée d'une autre vie qu'ils ont, autant dire tous, me semble, à moi, une utopie.

Il faut bien croire que je ne suis pas le seul à être de cet avis, puisque, en dehors des partisans du christianisme, tous, y compris ceux qui veulent améliorer les religions existantes, prêchent la protection de l'islamisme : celui-ci est d'ailleurs protégé partout, aussi bien en Algérie qu'au Sénégal. C'est même une question devant laquelle s'arrête un esprit sans préjugés, cherchant uniquement à être impartial. Pourquoi un

décret, comme celui de 1903, en Afrique Occidentale, renferme-t-il des clauses relatives aux musulmans, et n'en contient-il aucune à l'égard des indigènes chrétiens? Ceux-ci restent soumis à toutes les coutumes locales concernant leurs frères totémistes, animistes ou autres. Ils peuvent bien se réclamer de la justice française; toutefois, il faut pour cela que les deux parties soient d'accord sur ce point; le privilège est faible et le plus souvent sans effet.

Les indigènes chrétiens, il est vrai, sont en très petit nombre, du moins ceux qui le sont réellement et qui peuplent quelques villes du Bas-Sénégal évangélisées depuis de longues années; les autres, comme ceux du Congo, ne sont encore chrétiens que superficiellement. Je le reconnais, mais la plupart des musulmans protégés par le décret ne sont musulmans, eux aussi, que superficiellement. Et puis, les convictions d'un millier d'individus ne doivent-elles pas être respectées autant que celles d'un million?

Quelles que soient les opinions sur les religions indigènes, sur leur amélioration ou leur remplacement par une autre, les hommes sans parti pris ne peuvent que s'incliner devant le dévouement des missionnaires. Ils sacrifient leur vie, non seulement pour que les indigènes connaissent leur Dieu, mais aussi pour qu'ils connaissent la France. N'auraient-ils atteint que ce dernier résultat, ils n'auraient pas perdu leur temps. Ils n'ont pas d'illusions sur la valeur présente des conversions obtenues, mais ils ont confiance dans l'avenir, ils n'ont pas la prétention de transformer des mœurs en un jour; ils cherchent d'abord à les améliorer tout en répandant notre langue et en faisant aimer notre drapeau. Ils vivent sur cette parole : la destinée de l'homme n'est pas de toucher le but, mais d'être toujours en marche; et cette marche, avec l'infini pour flambeau, se continuera au delà du tombeau.

***

Au soleil levant, nous avons quitté Bouenza; l'air frais est rempli de la senteur des herbes mouillées par la rosée de la nuit; les pagayeurs qui approchent du but pressent la marche. Nous glissons sous les arbres penchés, nous frôlons les roseaux de la berge, les feuilles encore humides brillent dans la lumière matinale.

Nous ne jouissons pas longtemps de cette fraîcheur. Le soleil monte rapidement. Dans notre sillage, son image se tord, se déforme ; devant nous chaque goutte jette une étincelle. Une branche morte tournoie et dessine de grands cercles miroitans dont l'éclat meurt sur la rive ; un paquet d'herbes arraché par la crue fait une tache qui paraît noire, sur la rivière incendiée ; tout flamboie, les yeux ne se reposent que sur les ombres projetées par les arbres, et ces ombres diminuent peu à peu. A midi elles disparaissent.

L'atmosphère est lourde d'une chaleur qui précède l'orage. Il n'a pas encore plu, mais chaque soir le vent devient plus violent : il est temps d'arriver à Kimbédi.

***

Mon voyage est fini. Abandonnant nos bateaux qui n'avaient plus que quelques kilomètres à faire, j'ai terminé la route à pied.

Deux heures de marche dans une plaine coupée de ruisseaux sans importance, à peu près inhabitée, et sur la rive droite de la Louvizy, un petit affluent du Kouiliou, entre deux collines le poste m'est apparu.

Le poste... quelques cases édifiées à la hâte, puisque Kimbédi n'a encore que deux mois d'existence. Sur la pente douce qui descend vers la rivière, quelques constructions provisoires et sommaires servent d'habitations et de magasins ; au bord de l'eau, un espace défriché est coupé de plates-bandes parallèles, quelques légumes commencent à pousser, des radis se montrent déjà et piquent la terre de points roses.

Dans une de nos paillotes, nos 800 charges sont mises à l'abri ; il ne reste plus qu'à les en faire sortir. Pour le moment, cet espoir semble hasardé, mais si les agens du Congo que j'ai trouvés ici doutent de sa réalisation, ils sont pourtant décidés à m'aider de tout leur pouvoir ; MM. Gros, Jacquot et Fredon ne demandent qu'à mettre leur expérience au service de l'effort prodigieux que nous allons tenter. Car nous n'avons pas seulement à transporter les 3 000 charges de notre mission, mais encore celles destinées à l'Oubangui, au Chari, au Tchad, et même au Congo qui est réduit à la famine comme les autres colonies. Marchand a pris la résolution de tout faire passer, sans oublier la flottille du Haut-Oubangui, du moins ce qu'on

pourra en sauver. Depuis deux ans la circulation des caravanes est arrêtée, et nous devrons assurer le transport de près de 20 000 charges.

C'est le travail de demain.

LES BRIGANDS DU CONGO

Les renseignemens recueillis jusqu'ici ne sont pas encourageans; les environs sont annoncés comme très pauvres en vivres; le portage local est représenté comme impossible à organiser; les Bassoundis, voisins des Bakambas de Kimbédi, sont, paraît il, irréductibles, et l'opinion générale déclare que le seul moyen d'obtenir la tranquillité sur la route est d'y faire le désert.

Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant, comme disait Tacite. C'est une solution simple et énergique. Nous avons le moyen de la prendre; néanmoins, il semble utile auparavant d'étudier la situation de plus près. Il est possible que les terribles Bassoundis méritent d'être supprimés, mais si beaucoup sont à retrancher, certains valent peut-être d'être gardés.

Les Bassoundis... Qui sont-ils? D'où viennent-ils? Où et comment opèrent-ils?

A première vue, le Congo est une mosaïque de peuplades différentes. L'ethnographie de toutes ces races diverses qui se poussent mutuellement, se remplacent, se pénètrent, est excessivement compliquée. Si ces peuples ont une histoire, elle nous est inconnue, et nous en sommes réduits à des hypothèses, sans pouvoir prétendre à des certitudes.

Le mouvement continuel qui agite les populations africaines les entraîne vers l'Océan, c'est-à-dire vers les grandes lignes commerciales et vers la source du sel, n'est nulle part plus sensible qu'au Congo; migration très marquée des peuples qui occupent les vastes contrées baignées par le Chari et le Tchad, et se dirigent du Nord au Sud vers l'Oubangui et le bas Congo.

C'est ainsi qu'à l'Ouest j'ai trouvé, à Zilengoma, les Bakotas du haut Ogooué parvenus sur le Niari, refoulant les Bakounis, et refoulés eux-mêmes par les Pahouins qui ont derrière eux les N'Dris, d'où semble venir la poussée initiale.

A l'Est également, les Batékés, race d'instinct commercial très développé, sont descendus du Nord pour se masser autour

du Stanley-Pool, au confluent des grands courans commerciaux du bassin Congolais; ils ont même abandonné les territoires entre Comba et Brazzaville pour se rapprocher du fleuve.

C'est dans cette trouée que les Bassoundis ont pénétré, descendant eux aussi du Nord, parallèlement aux Batékés. Là, ils ont englobé les Bagangalas, dont les derniers représentans sont établis autour de Comba, ainsi que les Ogangalas des alentours de Biédi. Les Bassoundis se sont ainsi trouvés limités à l'Est par les Batékés et les Ballalis, à l'Ouest par les Bakambas. Se heurtant au Sud aux territoires Bacongos, ils ont reflué vers l'Ouest, vers l'Océan, but suprême, et passant derrière l'enclave portugaise de Gabinda, ils se sont étendus jusqu'aux derniers contreforts du Mayombe, au Sud de Loudima.

Le Bassoundi est donc la race la plus dense, la plus importante du Congo, et, d'après ce que nous en savons, elle est aussi la plus turbulente. Ses méfaits ne se comptent plus. Les nombreux récits que j'ai entendus sur les crimes commis par les Bassoundis permettent de juger qu'ils opèrent principalement dans deux régions, à l'Ouest de Comba, aux environs de Balimoéké, et à l'Est de Comba, dans le territoire de Foulembao.

Aux environs de Balimoéké, ils sont dirigés par un brigand célèbre : Mabiala Minganga, Mabiala le Grand, ayant comme lieutenant son neveu Mabiala N'Kinké, Mabiala le Petit. Ce sont eux qui, en 1892, ont assassiné l'administrateur M. Laval. Ce meurtre est resté impuni. On a bien tenté de s'emparer de Mabiala Minganga, mais sans y réussir, et cet échec n'a fait qu'accroître le prestige déjà considérable du chef, car celui-ci est, de plus, grand féticheur. A la suite de ce meurtre, Mabiala a disparu, nul ne sait où il se cache, on a seulement la certitude qu'il existe toujours et que son influence continue à s'exercer contre nous. Quant à Mabiala N'Kinké, bien qu'on fût certain de sa participation à l'assassinat de M. Laval, on n'a pas pu prouver sa culpabilité; il continue de commander le village de Balimoéké, un des premiers villages sur la route de Comba, près de la rivière Ouali-Ouali. Des porteurs, des miliciens ont disparu, nul doute que le neveu, sous la direction de l'oncle, ne soit l'auteur de ces disparitions. Malheureusement, cette conviction ne s'étaie sur aucune preuve. A-t-on vraiment cherché à avoir cette preuve? Dans l'état de faiblesse de la colonie, toute répression est impossible. Il y a quelques jours,

deux porteurs malades déclarèrent au lieutenant Mangin ne pouvoir plus suivre sa colonne et demandèrent à rentrer chez eux. Mangin leur donna des vivres et quelques cortades d'étoffe, puisqu'ils refusaient de l'accompagner jusqu'au poste de Comba. On a retrouvé leurs cadavres sur les bords de la Ouali-Ouali. Mabiala N'Kinké a déclaré à M. de Kerraoul, administrateur de Brazzaville, en tournée de ce côté, que ces Loangos avaient été tués par les tirailleurs. Il a fallu un rapport officiel de Mangin pour rétablir la vérité. Peut-être eût-on préféré ne pas la connaître?

Est-il vraiment impossible de découvrir la retraite de Mabiala Minganga, de châtier l'oncle et le neveu? C'est ce dont je m'occuperai ici, pendant que Mangin s'éclairera sur les brigands des environs de Foulembao.

Dans cette région, les crimes sont prouvés, les auteurs connus. Il se joue là, depuis des années, une comédie tragique entre trois comparses, Mayoké, Missitou, et Mabala, chefs de Foulembao, Lilemboa, et Makabendilou. Ces trois Bassoundis ont formé une véritable association dont le but est le détroussage méthodique, on peut même dire raisonné, des caravanes et des Européens de passage.

A quelques kilomètres dans l'Est de Makabendilou, s'élève une colline qui porte le nom de montagne des Chiens. A ses pieds, le petit hameau de Lilemboa sert de halte habituelle aux convois qui y reprennent leur souffle avant de commencer l'ascension. Sous un prétexte futile, mais préparé, une discussion ne tarde pas à s'élever entre indigènes et porteurs, généralement à propos d'un achat de vivres. La discussion dégénère bientôt en querelle, et la querelle en rixe. Aussitôt apparaissent, venant protéger le faible village de Lilemboa, tous les guerriers du grand Mayoké, chef de Foulemboa. Ils se trouvaient, par le plus grand des hasards, à proximité, dans les bois du voisinage. Le deuxième acte commence. Les porteurs et les Européens sont mis en joue, on les maltraite, on leur tire la barbe, on leur passe le tranchant des couteaux sur le cou; les malheureux croient leur dernière heure venue. A ce moment, *Deus ex machina*, Mabala surgit. D'un beau geste, le noble vieillard se place devant les victimes, les couvre de son corps, détourne les fusils bassoundis. Devant lui, les farouches guerriers s'inclinent.

Un tel service vaut bien une récompense; Mabala le fait

délicatement comprendre. Le moyen de ne pas être reconnaissant envers ce bon vieux, quand on a encore devant soi la bande hurlante, quand on sent encore sur sa peau le froid de l'acier? On s'exécute, on remet à Mabala le prix de son intervention.

Est-il nécessaire d'ajouter que ce prix est aussitôt partagé entre les trois intelligens associés qui réalisent ainsi des bénéfices fort appréciables?

Parfois, les porteurs loangos y laissent leur tête. Alors la route se ferme.

C'est en cet endroit que furent arrêtés l'administrateur Ponel, l'adjudant de Prat, plusieurs agens allant de Brazzaville à la côte.

C'est là qu'éclata un incident en 1885, au passage d'un membre de la mission Gentil.

C'est encore avec un des trois associés que le gouverneur Dolisie eut, cette année même, maille à partir, et que peu après, en juin, plusieurs miliciens et nombre de porteurs loangos disparurent.

Tout cela se sait, mais le Congo est désarmé. Pouvons-nous en être étonnés? N'avons-nous pas trouvé, il y a deux ans, une situation identique à la Côte d'Ivoire, où les Européens étaient massacrés à quelques kilomètres de Grand-Bassam qui fut même assiégé par les indigènes?

Le Congo et la Côte d'Ivoire sont deux victimes de cette illusion qui s'appelle la pénétration pacifique.

LA PÉNÉTRATION PACIFIQUE

Si je traite d'illusion la pénétration pacifique, ce n'est pas que de parti pris j'attaque le régime civil. Cette conception, de s'emparer des âmes sans avoir recours à la force, est bien faite pour séduire un peuple ouvert à toutes les idées généreuses. Vouloir apporter le bonheur à des populations sauvages et leur faire entrevoir un idéal, se refuser à voiler de sang cet idéal, est un beau rêve, malheureusement irréalisable.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment naît une colonie de pénétration pacifique, de rechercher les moyens dont elle dispose pour continuer son œuvre, et d'opposer ces moyens aux difficultés contre lesquelles elle est obligée de lutter.

Je ne parle pas spécialement du Congo, soumis dans les premiers temps par la seule influence de M. de Brazza. Le Congo,

dans la suite, s'est dérobé à l'autorité des agens de la colonie, parce que ceux-ci n'avaient pas au même degré le don de séduction de leur chef, et se trouvaient privés des moyens nécessaires à tout homme pour mettre le pays en état de supporter les charges écrasantes qui pesaient sur lui. Je parle du cas général, de la façon habitelle dont est née telle ou telle colonie sans en viser aucune particulièrement.

Un explorateur s'engage dans un pays inconnu ; il passe, il sème sur sa route les perles à pleines mains, il distribue les étoffes à brassées ; en échange, il ne réclame rien, à peine quelques porteurs, ou de quoi vivre ; et les populations enthousiasmées par ses libéralités signent tous les traités qu'il désire, ne demandent qu'à voir venir chez elles le plus grand nombre de ces généreux philanthropes.

Mais voilà que derrière l'explorateur arrivent les administrateurs chargés de répandre les bienfaits de cette civilisation qui s'est manifestée sous d'agréables apparences. Avec eux, les bienfaits cessent de revêtir la forme de largesses, ils prennent l'aspect de mesures éminemment vexatoires, bien que souverainement justes. Les indigènes ne comprennent pas !

Un blanc les a comblés de cadeaux, les a étourdis de promesses ; un autre lui succède qui ne leur donne rien, mais en revanche leur interdit de piller, de voler, de faire des captifs et, bien plus, leur réclame un impôt !

Celui-là entendait vraiment la civilisation, celui-ci n'est qu'un pirate, un ennemi.

Ils ne veulent pas se soumettre à des exigences qui leur paraissent pleines d'illogisme ; et du refus d'obéissance à la révolte, il n'y a qu'un pas.

Pour faire respecter sa volonté, l'administrateur est forcé de réclamer des gendarmes. On les lui fournit sous le nom de miliciens, avec parcimonie à la vérité ; quatre ou cinq, parfois moins, rarement davantage. Peu à peu, d'ailleurs, on est forcé d'en augmenter le nombre, et la colonie pacifique se trouve bientôt pourvue d'une forte compagnie dont les hommes sont payés exactement deux fois ce que coûtent des tirailleurs réguliers. Rendent-ils les mêmes services ? Ils créent simplement une difficulté de plus. Les miliciens sont de la race des tirailleurs ; guerriers, ils ont la domination dans le sang, et, recrutés généralement parmi les fortes têtes dont ne veulent pas les

régimens, ils sont tout disposés à régner en maîtres sur le pays dont ils ont la garde, et à ne pas obéir à des chefs qui ne sont pas des officiers.

A chacun son rôle. Un administrateur n'est pas un soldat. Rien d'étonnant à ce qu'il n'ait pas sur ses hommes l'autorité nécessaire pour les empêcher de commettre des exactions ou de se soulever contre lui.

Que penserait-on d'une conception allouant à chaque département de la France, pour assurer l'ordre intérieur, et la sécurité extérieure, quatre gendarmes commandés par un maire, ou même par un préfet ?

Que dirait-on, si ces quatre gendarmes étaient, par surcroît, recrutés parmi les hommes les plus indisciplinés? Et si, de plus, la population du département était spécialement encline à la révolte ?

Telle est, pourtant, l'organisation d'une colonie soumise dès le début au régime civil. Le tableau n'est pas humoristique, il est fait d'après nature.

Et je dois encore ajouter une ombre à ce tableau, celle des concessions.

L'exploitation immédiate des ressources d'un pays neuf par une société puissante a des avantages; elle est presque une nécessité pour la pénétration pacifique. Les postes, en effet, sont installés le long de la route parcourue par le premier explorateur, et ils ont trop de peine à se maintenir en place, pour songer à étendre leur action en dehors de ce sentier. C'est même la caractéristique de ces colonies; elles sont « linéaires. » Le petit commerce n'oserait pas se risquer hors de cette ligne, il n'a pas les moyens de prendre des miliciens à sa solde. Au contraire, le concessionnaire a des capitaux, il est capable de payer la protection dont il a besoin, et il lance dans la brousse, encore inconnue, un essaim d'agens escortés de quelques miliciens.

Ainsi se trouve complétée et constituée la colonie : un axe jalonné de postes autour desquels va rayonner le commerce. Malheureusement, ce rayonnement multiplie les points de contact avec les indigènes, c'est-à-dire les chances de conflit, et ces chances sont accrues par la présence des miliciens, encore moins disposés à obéir au commerçant qu'à l'administrateur. Enfin, le pays voit d'un mauvais œil l'établissement d'un monopole.

Un brave chef à qui je demandais la raison de son animosité contre les concessions, me répondit par la fable suivante : « J'avais trois femmes ; toutes rivalisaient d'amabilité ; j'étais heureux. Une d'elles mourut ; j'étais déjà moins bien soigné, mais je n'avais pas à me plaindre, elles étaient encore deux, obligées de lutter pour obtenir mes faveurs. Un jour, il ne m'en resta qu'une... elle me rendit la vie impossible, elle ne s'occupait plus de moi ; sûre que mes faveurs n'iraient pas à une autre, puisque je n'avais plus le choix. Vois-tu, ajouta-t-il mélancoliquement, c'est la même chose avec les commerçans. »

Telles sont les difficultés au milieu desquelles un administrateur se débat. On le place dans une situation inextricable, dont il ne sort souvent qu'en y laissant sa vie.

Cette issue est presque fatale, car les événemens suivent un cours logique. Les indigènes se sentent peu de goût pour le travail, c'est-à-dire pour gagner ce qu'ils convoitent, et surexcités par la vue de richesses faciles à s'approprier, puisqu'elles ne sont pas, ou pour ainsi dire pas défendues, ils commencent par voler quelques charges dans un convoi.

L'autorité toujours paternelle ne manifeste d'autres sentimens que l'étonnement d'avoir des enfans si mal élevés.

La tentation vient d'abord, pour les pillards, d'ajouter aux perles et aux étoffes des caravanes, les fusils des miliciens d'escorte. Ceux-ci ne voulant pas abandonner bénévolement leurs armes, les agresseurs se voient forcés de supprimer les miliciens.

L'étonnement en haut lieu devient de la douleur. Quelques esprits subversifs, à tendance militariste, émettent alors l'opinion qu'une répression paraît indiquée.

Une répression? On manque des élémens nécessaires. Les demander serait reconnaître l'inanité de l'occupation pacifique. Et puis, on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre! la sagesse des nations le dit, et la fable prouve que la douceur est préférable à la force. Les noirs sont de grands enfans ; on ne fusille pas des enfans.

Les esprits subversifs observent encore que, si on ne fusille pas les enfans, on les fouette. Le fouet est hygiénique, il décongestionne, et le pays semble légèrement congestionné.

Bref, on prend une grande résolution, car, à tout prix, il faut rouvrir la route : on bombarde les coupables... mais avec des

projectiles susceptibles de les ramener, sans risquer de se les aliéner. On les bombarde de ballots d'étoffes et de caisses de perles.

Les effets sont immédiats. Instantanément le pays retrouve le calme, les routes fermées se rouvrent. Ainsi apparaît un grand principe d'ordre social : en donnant aux voleurs ce qu'ils désirent, on supprime le vol.

Bientôt, un second massacre se produit, un deuxième bombardement est opéré, semblable au précédent. Et de bombardement en bombardement, l'audace des administrés s'accroît de jour en jour ; en même temps, leur intelligence s'ouvre, à mesure que pénètrent chez eux les produits de la civilisation ; si bien qu'un matin, ils se sentent capables de mettre sur pied une règle de trois : un Européen vaut bien dix miliciens; or si, pour un milicien assassiné, nous avons tant, nous recevrons dix fois plus pour un blanc massacré.

Quelques heures plus tard, le chef du poste voisin a vécu.

Combien ont péri ainsi, obscurément, sans que leur sacrifice fût connu ! On étouffe le retentissement d'actes glorieux, souvent héroïques, pour sauver la face de l'occupation pacifique.

Les peuples primitifs ne respectent que la force. La bonté, quand elle ne s'appuie pas sur les armes, n'est à leurs yeux que de la faiblesse. Faut-il s'étonner de ce sentiment chez des peuples primitifs admirateurs de la force? N'en est-il pas de même chez les peuples civilisés ? La pénétration pacifique n'est qu'une forme de la diplomatie, et cette dernière, chez nous, ne vaut que si elle a derrière elle des baïonnettes et des cuirassés.

Apporter la civilisation, supprimer l'esclavage, inaugurer une ère de liberté, et réaliser cela sans heurts, sans verser de sang... Quel beau rêve !

Ce n'est qu'un rêve ! Nous ne cherchons pas en Afrique à améliorer, mais à transformer radicalement ce qui existe. Nous voulons que le pays passe d'un état à un autre état complètement différent ; en un mot, pour appeler les choses par leur nom, nous voulons faire une révolution. Une révolution n'est jamais pacifique ; ceux qui la font sont moins des médecins que des chirurgiens.

Dans toutes les colonies de pénétration pacifique, le résultat a été le même. Toujours il a fallu en venir à l'occupation militaire, nulle part la révolution ne s'est accomplie sans effusion de sang.

A le verser tout de suite, on en eût moins répandu, et ces pays eussent pris plus vite leur essor vers leurs destinées.

Les colonies ne sont pas faites pour y entretenir des armées, c'est vrai. Mais les armées y sont nécessaires au début, et tant que le nouvel état substitué à l'ancien n'a pas effacé toute trace de ce dernier. Elles le sont encore parce qu'une terre n'appartient réellement à un peuple que s'il l'a arrosée de son sang, s'il l'a conquise par le sacrifice des siens. Qui oserait proposer de céder à une nation voisine un territoire sur lequel ceux des nôtres, tombés glorieusement, montent la garde du fond de leur tombe?

Les vivans défendent nos possessions d'Afrique contre l'Afrique; nos morts les défendent contre l'Europe.

MABIALA N'KINKÉ

Dans la nuit transparente et froide, je viens de prendre le quart, mesure de prudence, au cas où Mabiala N'Kinké essaierait de nous attaquer pour rentrer en possession des prisonniers que je lui ai faits ce matin. Au nombre de ces derniers se trouve une de ses femmes et un de ses enfans.

Parti, le 9 septembre au matin, de Kimbédi avec M. Jacquot, que je comptais envoyer en recrutement de porteurs dans la région Bacongo, j'avais emmené M. Fredon et ses 25 miliciens, me proposant d'installer un poste à Balimoéké. Il me semblait nécessaire de surveiller de près Mabiala N'Kinké. L'assassinat des deux porteurs du convoi de Mangin eût bien mérité une répression, mais, si j'étais certain de la culpabilité de Mabiala, je n'en avais pas la preuve.

A quatre heures et demie, en arrivant à Balimoéké, je remarquai le silence du village. A peine m'étais-je arrêté, qu'un Bassoundi, la mine arrogante, vint m'intimer l'ordre d'aller camper ailleurs.

— Ici, lui répondis-je, c'est moi qui commande. Va dire à ton chef que j'ai à lui parler; il devrait déjà s'être présenté à moi.

Une minute après, l'indigène revenait avec cette réponse:

— Mabiala ne se dérange pas pour un blanc.

Je me retournai vers M. Fredon :

— Que deux hommes aillent s'emparer du chef.

Les deux miliciens n'étaient pas sortis du rang, qu'un brouhaha immense s'élevait, accompagné d'un bruit de course ; en quelques secondes, il ne restait pas une âme dans le village.

Cette fuite était évidemment préparée. Il était tard, je voulais laisser à Mabiala le temps de la réflexion, je lui envoyai un indigène sur lequel les miliciens avaient mis la main, et j'ordonnai de camper.

Ce matin, à six heures, Mabiala ne donnant pas signe de vie, je partis à sa recherche, tombai à l'improviste sur un petit village caché au milieu de la brousse, et fis treize prisonniers, dont une femme et un enfant de Mabiala. Ayant des otages, je n'avais plus qu'à attendre ; j'installai le bivouac sur un mamelon coupé par le sentier de Brazzaville.

Sur ce mamelon il est facile de se garder, mais, pour plus de sûreté, j'ai décidé que M. Jacquot, M. Fredon et moi, prendrions le quart. Je n'ai pas grande confiance dans la façon dont ces miliciens ont été dressés; je sais bien qu'il y a de la bataille dans l'air, sans que nous ayons encore tiré un coup de fusil, et cette idée ne peut manquer d'exciter un Sénégalais; mais le seul défaut d'un soldat noir est d'être incapable de veiller. Dans son village, il passera une partie de la nuit à bavarder, tout en fumant; au bivouac, dès que les rumeurs ont cessé, il s'endort. Les sentinelles ont grand'peine à n'en pas faire autant; l'obscurité pèse sur leurs paupières, le silence les alanguit; lorsque la nuit est fraîche, le froid les engourdit; rien ne peut vaincre cette somnolence.

Pour un blanc en faction, la nuit est le moment où ses nerfs sont à la plus rude épreuve; dans l'ombre, il prête à un arbuste l'apparence d'un être humain, le frissonnement de l'herbe sous le vent devient pour lui un chuchotement, son oreille aux aguets perçoit des bruits imaginaires ; toute la fantasmagorie nocturne l'environne, le tient éveillé ; le noir n'a pas cette sensibilité nerveuse, il demeure sans émotion là où on l'a placé ; le souci d'exécuter sa consigne n'arrive pas à dominer la torpeur qui le saisit. Par exemple, quand les tirailleurs ne sommeillent pas, ils sont de terribles gardiens ! terribles même pour les amis, car ils ne comprennent pas toujours les ordres. Je me souviens de la nuit où, étant de ronde pendant la colonne de 1892 contre Samory, je tentai d'aborder une sentinelle. En vain je lui donnais le mot : « Passe au large ! » répondait-elle invariable-

ment. Et comme j'insistais, le levier du fusil craqua, m'avertissant que j'allais être gratifié d'une balle. J'eus heureusement l'idée de lui crier : « Caporal Akili ! » c'est-à-dire : Appelle le caporal ; et, grâce à celui-ci, je pus faire rectifier la consigne ; du moins j'en eus l'espoir. On raconte qu'au Dahomey, le général Dodds, essayant de sortir du carré pour se rendre aux feuillées extérieures, fut arrêté de même ; il s'obstinait à vouloir passer, et comme général, et comme simple mortel soumis aux lois de la nature. Sans hésiter, la sentinelle lui donna l'avertissement que j'avais reçu ; il fallut l'intervention de l'officier de ce trop bon tirailleur pour que le général fût délivré de toutes ses angoisses.

Mais à côté de ces exemples. combien d'autres prouvent la faiblesse du noir contre le sommeil! que de douloureuses catastrophes causées par ce manque de vigilance!

Nous avons essayé quelquefois de recourir au fameux cri : « Sentinelles prenez garde à vous! » simplifié en deux mots : « Sentinelles, veillez! » On entendait bien résonner l'appel : « Sentinelles, ouillez! » mais il était prononcé d'une voix de rêve, d'une voix perdue dans un songe.

En prenant le quart, je suis sûr que nous serons gardés.

La lune paraît ; jamais la nuit n'a été encore aussi froide. Je me réchauffe en faisant le tour des postes disposés au fond du ravin qui sépare notre mamelon des collines voisines. Une lueur transparente baigne la brousse ; au milieu de l'adoucissement de toutes les lignes fondues dans ce clair-obscur, les arêtes de nos tentes se découpent rigides ; les toiles tendues par l'humidité leur donnent l'apparence de petites pyramides. Sur l'une d'elles un groupe sombre d'êtres, accroupis ou couchés, forme une tache noire ; ce sont les prisonniers. A côté d'eux, se détache la silhouette d'un milicien ; ils doivent être gelés, et me feraient pitié, si je ne me souvenais de leurs exploits ; c'est près d'ici que M. Laval a été assassiné ; c'est au bord de la rivière, dont j'aperçois la vallée, que les deux Loangos ont été massacrés, et combien d'autres!...

***

Le jour se lève, de légères brumes flottent dans les fonds ; elles sont bientôt pompées par le soleil, les vallonnemens se précisent, le sentier de Loango se dessine, et trace une ligne grise sur la pente de la colline qui, dans l'Ouest, nous fait face.

Le long du chemin, se dressent des poteaux télégraphiques, indice d'un effort tenté par le Congo, mais dans lequel il n'a pas persévéré. Ils sont là, ces poteaux, fichés en terre depuis deux ans, et nul fil n'y a été attaché ; ils sont là, jalonnant la route, espoir d'une civilisation future, représentans fidèles d'une pénétration aussi lente que pacifique. Trop lente assurément, ces poteaux l'attestent, puisque, au bout de vingt-quatre mois, ils sont encore veufs de leur fil ; trop pacifique, ils en sont la preuve, car les isolateurs dont on les a pourvus ont tous été brisés intentionnellement par les indigènes, sans qu'on ait songé à le leur reprocher. Il est vrai que le mal n'était que dans cette manifestation de révolte ; nulle communication n'a été interrompue, de ce fait, entre la côte et Brazzaville !

A l'Est, de la poussière s'élève. Est-ce Mabiala? Pourtant nous le supposions dans l'Ouest. Des chechias apparaissent; c'est un convoi conduit par le « général » Leymarie, et envoyé par Mangin pour prendre des charges à Kimbédi. Mangin m'annonce 63 porteurs... mais les 39 miliciens qui les escortent n'ont pu en conserver que 26; les autres se sont sauvés, peu désireux de traverser les États de Mabiala Minganga et de Mabiala N'Kinké. Un poste s'impose dans cette région, probablement une répression. Si je suis amené à sévir, les 39 miliciens qui viennent d'arriver ne seront pas inutiles.

***

8 heures. Une sentinelle signale dans l'Ouest que « y en a d'hommes beaucoup. » Cette fois, c'est Mabiala. Un grouillement couvre la pente de la colline ; au centre, sur le sentier de Loango, le chef s'avance.

Je fais donner, par l'interprète, l'ordre à cette troupe de s'arrêter. Mes 64 miliciens sont alignés derrière moi. Les Bassoundis hésitent, palabrent, et finalement m'envoient un parlementaire. Celui-ci n'ose pas approcher, il reste au pied de mon mamelon,et me déclare de la part de Mabiala que si je ne rends pas les prisonniers, le chef me fera la guerre. Je lui réponds que les prisonniers seront remis en liberté quand Mabiala sera venu lui-même me parler.

Il retourne sur ses pas, et revient une deuxième fois porteur du même ultimatum. En même temps, je remarque un mouvement parmi les Bassoundis : ils ont l'intention de me cerner.

Tout en palabrant, j'ai donné les ordres aux miliciens ; ils sont cachés derrière les broussailles qui bordent le petit plateau où j'ai passé la nuit, ils ont mis la baïonnette au canon et ont défense de tirer sans mon ordre. Je me fais désigner Mabiala par l'interprète : c'est celui qui est au milieu du sentier ; il en est sûr, c'est « ce sauvage-là » qui a envoyé le parlementaire. Si nous nous battons, il faut l'abattre le premier. Je prends la carabine de Moussa et je réponds :

— Si Mabiala veut la guerre, il va l'avoir tout de suite. Qu'il vienne ou...

Des coups de fusil me répondent.

J'appuie ma carabine sur un rocher; pour une fois les poteaux télégraphiques vont être utiles; il y en a huit entre Mabiala et moi; le chef est donc à 400 mètres. Je tire, et je commande : « Feu ; à la baïonnette ! »

Mabiala N'Kinké est tombé; en présence de ce désastre, et devant les baïonnettes, les Bassoundis fuient dans tous les sens; dix-neuf restent sur le terrain; j'arrête les miliciens.

La leçon est suffisante; le chef mort, ses hommes ne renouvelleront pas l'attaque. M. Fredon, que je vais laisser avec ses miliciens, recevra, je l'espère, la soumission des révoltés; toutefois, celle-ci ne sera complète, et les caravanes n'auront de sécurité, que le jour où Mabiala Minganga sera en notre pouvoir. Où est-il ? Le poste s'emploiera à le découvrir.

MABIALA MINGANGA

Depuis la mort de Mabiala N'Kinké, la tranquillité règne dans les environs immédiats du poste de Balimoéké. Toutefois, l'action de Mabiala Minganga continue à s'exercer sourdement sur le reste du pays. L'agitation ainsi créée peut, au moindre prétexte, se transformer en révolte. Si Mabiala n'était que chef, il serait moins dangereux, mais il est en même temps grand féticheur; c'est lui qui est en communication avec les esprits, et, tant qu'il vivra, il terrifiera les populations ; celles-ci le croient invulnérable, gardé par ses fétiches. Malgré la terreur qu'il inspire, M. Fredon a réussi, après un mois de vaines tentatives, à trouver un guide qui consente à nous conduire à la retraite de Mabiala, et Marchand s'est décidé à en finir avec le grand féticheur, à venger enfin la mort de M. Laval et celle de tant de

miliciens et de porteurs. Il m'a chargé de cette mission. Dans quelques heures, je dois partir.

Le guide est amené.

— Un ballot d'étoffe, si tu es fidèle, lui dit Marchand ; la mort, si tu nous trompes.

Le malheureux tremble, effrayé de ce qu'il va faire. Il faut qu'il ait un bien grand désir de richesse, ou une terrible vengeance à exercer contre Mabiala. C'est un traître; un soldat répugne toujours à se servir d'un traître, mais nous n'avons pas le choix des moyens avec l'adversaire d'aujourd'hui, dont la disparition peut seule assurer le calme de la colonie. C'est dans un guet-apens que Mabiala a assassiné M. Laval, c'est lâchement qu'il a fait massacrer miliciens et porteurs ; demain, il agirait de même à notre égard. Et qui nous dit que ce guide n'est pas son instrument? Dans quelques heures, je le saurai.

Il est minuit, les 20 tirailleurs que j'emmène sont prêts. M. Jacquot m'accompagne. En route.

La nuit est profonde, des nuages recouvrent le ciel. Je précède Jacquot, les tirailleurs suivent.

Il n'y a pas de service de sûreté à établir dans une obscurité pareille. Seul le guide est devant moi; nous sommes entièrement à sa merci. Je marche sur ses talons, et je le distingue à peine. S'il veut s'échapper, je n'ai aucun moyen de l'en empêcher. Un saut de côté, et il disparaîtrait dans l'ombre. Lui attacher les bras? Il ne pourrait plus avancer dans le chaos de rochers que nous traversons. A Dieu vat! comme disent les marins.

Dans quelle direction allons-nous? Nous avons quitté le sentier de Brazzaville pour piquer dans le Nord; depuis, je n'ai pu me rendre compte de notre orientation. Je suis comme un homme aux yeux bandés qu'on aurait fait tourner sur lui-même. Où est le Nord? Pas une étoile pour me le dire.

Nous ne cessons d'escalader des collines, de descendre dans des ravins; à chaque pas, nous trébuchons. Comment le guide s'y reconnaît-il? Suivons-nous seulement un sentier? Mes pieds tâtent le terrain à gauche et à droite, et ne rencontrent que des pierres. Pas un arbuste, pas une broussaille ne nous a frôlés au passage; dans quel pays sommes-nous? Quelle région désolée traversons-nous? Je n'ai aucune notion de l'heure. Je ne veux pas flamber une allumette, et le cadran de ma montre est invi-

sible. Je crois que nous marchons depuis près de trois heures. Nous serions donc à douze kilomètres du poste; à cette distance, des coups de feu ne peuvent s'y entendre : si nous allons vers une embuscade, nous ne tarderons pas à tomber dedans.

Le guide s'arrête. Nous sommes au sommet d'une hauteur faite de rochers; il me touche le bras, m'indique le bas de la colline et murmure : « Mabiala. »

C'est ici; mais quelles mesures prendre? Je ne vois rien. L'interprète est près de moi; à voix basse, je lui dis de demander s'il y a un village au fond de ce ravin. Le guide répond non, et montre le rocher. Mabiala est dans une caverne, en bon brigand qu'il est. Il faut reconnaître l'entrée de cette caverne, la disposition des environs immédiats. Je vais descendre. Je préviens Jacquot : un coup de sifflet bref et faible, les tirailleurs me rejoindront sans bruit; un coup de sifflet prolongé, ils dévaleront aussi vite que possible.

Me voilà au pied de la colline, elle est peu élevée, les tirailleurs seront vite près de moi; c'est presque sur un seul bloc rocheux que j'ai marché, il est facile de ne pas faire de bruit. Je voudrais essayer de saisir Mabiala endormi. A cette heure, les noirs ont le sommeil profond.

Où est l'entrée de la caverne? Je me glisse avec le guide; à quelques pas, il me retient; son doigt désigne le sol. Tout près de moi, le rocher semble finir brusquement à quelques centimètres de la terre qu'il surplombe. Je me baisse. Cette ligne d'ombre sous le rocher est-elle l'entrée? Oui, affirme le guide. On ne peut y pénétrer qu'à quatre pattes. Nous aurons du mal à prendre Mabiala sans combat.

Je m'écarte et siffle doucement. Les tirailleurs observent fidèlement la consigne de tenir leur baïonnette, on ne les entend pas descendre. Dès qu'ils m'ont rejoint, je les dispose en demi-cercle en avant de la caverne : il y a un peu de brousse sèche, j'en arrache pour préparer une torche. Je m'avance avec deux hommes. Je me couche à plat ventre et je regarde dans le trou : pas une lueur de tisons; j'écoute; pas le moindre bruit. Il n'y a personne là dedans. Il faut s'en assurer. Avec les deux tirailleurs nous nous coulons à l'intérieur. Aussi brusquement que je peux, j'allume ma poignée d'herbes. La grotte est vide, inhabitée depuis longtemps.

Je sors et menace le guide; il m'a trompé.

— Mabiala a deux maisons, répond-il ; celle-ci et une autre. Il est dans l'autre, allons-y.

Ma petite colonne repart à travers les rochers, par la même obscurité. Au bout d'une heure, le terrain se modifie, nous marchons sur de la terre, la brousse nous frôle.

Maintenant, nous longeons le bord d'un ravin boisé ; nous avançons plus facilement et plus vite. Ce ravin m'a l'air d'un fameux coupe-gorge, les pentes doivent être presque à pic, car, autant que je suis capable d'en juger, nous avons des cimes d'arbres à notre droite. Si la deuxième caverne de Mabiala est au milieu de ces bois, comment arriverons-nous à la cerner par une nuit pareille ?

Elle est bien là, en effet. Le guide me montre une amorce de sentier qui paraît s'enfoncer dans la terre et les branches : ce sentier aboutit à la maison du chef. La maison ! Je sais ce que représente ce terme !

— Y a-t-il d'autres passages ?

— Un seul : en face, de l'autre côté, là où est la maison de Mabiala.

Je donne l'ordre à Jacquot de prendre le premier chemin avec quinze hommes. En bas, il s'arrêtera, et m'attendra.

Je continue avec cinq tirailleurs. Cinq cents mètres plus loin, nous franchissons le ravin et revenons vers la caverne que nous avons dépassée.

La nuit est plus claire, les nuages se sont dissipés, je peux voir l'heure ; il est quatre heures et demie. Nous descendons une pente douce. Le guide me ralentit, avance pas à pas; il se baisse et touche une large dalle plate dont le bord surplombe de deux à trois mètres le fond du ravin. L'entrée est sous cette roche.

A ce moment, la baïonnette d'un tirailleur heurte un caillou. Des pas résonnent dans la caverne ; puis une voix lance un appel. C'est Mabiala. Il s'est réveillé et s'inquiète. Nous nous sommes couchés à plat ventre. Nul bruit ne lui répondant, le chef se rassure probablement. Tout rentre dans le silence.

Je lui laisse le temps de se rendormir, puis j'achève la descente. Où est Jacquot ? Il se glisse jusqu'à moi : les sentinelles sont placées, toute issue est fermée.

Je rampe vers l'entrée de la caverne avec le caporal Sori-Bondjo et un tirailleur. Je suis devant un large trou surplombé par la dalle où je me trouvais tout à l'heure.

Rien ne bouge. J'avance le corps dans l'intérieur. Sori-Bondjo est à ma gauche, son camarade à ma droite, leurs épaules touchent les miennes.

— Lui, y a foutu le camp, murmure Sori-Bondjo.

Au même instant, un éclair jaillit, un vent de feu passe sur ma figure, les deux tirailleurs tombent à mes côtés.

Au hasard, je décharge mon revolver dans le trou, pendant que Jacquot enlève les blessés ; deux autres tirailleurs ont bondi près de moi, ils veulent entrer. Je les arrête ; la lueur de mes coups de revolver m'a permis de reconnaître que nous n'avons devant nous qu'une première chambre, assez petite, où il n'y a personne, et qui communique avec d'autres chambres souterraines par un étroit couloir d'où Mabiala a tiré. Le guide m'a dit que Mabiala est seul ; mais un homme seul simplement armé d'un couteau tuerait les uns après les autres ceux qui essaieraient de se glisser dans ce couloir.

Je n'ai pu m'emparer du grand féticheur pendant son sommeil ; maintenant, c'est un siège à faire. Se voyant cerné, il se rendra peut-être.

Je recommande aux hommes disposés en sentinelles de ne pas se montrer, de ne pas faire le moindre bruit ; Mabiala ne sait ni qui l'attaque, ni combien nous sommes ; il nous croira peut-être partis et essaiera de fuir. Qu'on le laisse sortir, et qu'on se jette sur lui.

Les blessés ont été portés au-dessus de la grotte, à l'abri ; ce sont des tirailleurs, je n'ai pas besoin de leur demander le silence, ils ne pousseront pas un gémissement.

Le jour paraît, il pénètre dans le ravin ; l'entrée de la caverne se dessine au milieu des hautes herbes comme une tache d'ombre. Mabiala n'a pas donné signe de vie, n'a pas tenté de s'échapper... aurait-il été atteint par mes coups de revolver ?

Je fais le tour des sentinelles masquées par les arbres, le cercle d'investissement est complet. Je reviens vers les blessés, je passe à environ vingt mètres de la grotte ; un coup de feu en jaillit, le tirailleur qui marche derrière moi tombe.

Maintenant, je distingue au fond de la première chambre le trou noir du tunnel qui conduit dans le fond de la caverne ; c'est de là que Mabiala tire, sans qu'on puisse l'apercevoir ; en avant, sont alignés des fétiches en bois. Si nous ne nous emparons pas de cet homme, pour tout le pays, il devra la vie à ses fétiches !

Je poste deux hommes, aussi bien défilés que possible, en face de ce trou, avec ordre de tirer au jugé, au premier coup du grand féticheur.

Pendant que j'examine les blessés, une détonation retentit; une des sentinelles s'est montrée, Mabiala l'a atteinte aussitôt.

J'ai déjà quatre hommes de moins. Comment pénétrer dans cet antre, éventrer cette caverne?

A tout hasard, j'ai emporté, hier soir, deux kilos de dynamite; bien que tout le cordeau bickford fût usé, je pense à m'en servir; mais comment? Aurais-je du cordeau que je n'arriverais pas à lancer les cartouches exactement dans ce tunnel étroit. Peut-être pourrai-je crever la dalle qui forme le plafond et qui est à nu. Je ne crois pas que ce soit possible, le rocher doit être trop épais; pourtant, je n'ai pas autre chose à essayer. Mais, si je veux obtenir un résultat, il faut que je fasse un bourrage sérieux sur la dynamite; celle-ci par conséquent disparaîtra sous les rochers amoncelés et je n'aurai pas la ressource de la faire détoner par le choc, en tirant dessus...

J'appelle cependant Moussa, à qui j'ai confié l'explosif. Il me le donne et me tend également une boîte de poudre qu'il y a ajoutée de sa propre initiative. Voilà le moyen de faire éclater les cartouches; je n'ai qu'à fabriquer un saucisson de poudre aboutissant au détonateur. C'est facile, Moussa a toujours sur lui du fil et des aiguilles.

Je découpe mon mouchoir en lanières, et me mets à l'ouvrage. En même temps, je commande à M. Jacquot de gagner avec le guide et un tirailleur la route se dirigeant sur Comba. Marchand y passera dans la matinée, Jacquot lui rendra compte des événemens; je peux avoir encore d'autres blessés, j'ai besoin de renfort.

Avant de préparer l'explosion, je tiens à avertir du danger le grand féticheur, et surtout ses compagnons, au cas où il ne serait pas seul. L'interprète crie que si d'autres hommes sont enfermés avec Mabiala, ils peuvent sortir, ils seront libres. Les blancs ont résolu de s'emparer du chef; leur tonnerre tout à l'heure tombera sur les rochers.

A intervalles réguliers, l'interprète recommence son appel. Mabiala n'y répond que par un nouveau coup de feu. Un cinquième blessé est apporté près des autres.

Les tirailleurs en fureur veulent entrer dans la caverne. Je

suis obligé d'accourir pour empêcher cette folie. Pas un ne reviendrait. Ils n'y entreraient même pas! Le premier tombé boucherait le couloir. D'ailleurs, mon saucisson de poudre est prêt.

Je prends, dans les quatorze hommes qui me restent, cinq tirailleurs pour rouler des rochers jusque sur la dalle, voûte de la caverne, afin de bourrer la dynamite. Que les sentinelles fassent attention! elles ne sont plus que neuf.

Pendant que les morceaux de roc roulent et s'accumulent, un genou à terre, aidé d'un tirailleur, dans la même position, à côté de moi, je ficelle le saucisson et les deux kilos de dynamite. Un éclair jaillit en face de nous, le tirailleur s'écroule l'épaule hachée. Mabiala était inquiet, sans doute, du bruit qu'il entendait au-dessus de sa tête, il n'était plus surveillé que par un petit nombre de sentinelles, distraites peut-être par mon travail; il a pu, sans être vu, se glisser jusqu'à l'arbre qui se dresse au bout de la grotte, et se hisser derrière lui. Me voyant occupé, une masse métallique dans les mains, probablement ce tonnerre dont je l'ai menacé, il m'a lancé un coup de fusil à 10 mètres.

Il tire à chevrotines; cette nuit, son premier coup de feu à bout portant a écarté et blessé les deux hommes à mes côtés; cette fois, à 10 mètres, les chevrotines ont fait balle! Comment une seule d'entre elles ne s'est-elle pas écartée et n'a-t-elle pas frappé la dynamite, me lançant dans les airs?

Le tirailleur qui m'aidait a une horrible blessure, il n'a plus qu'un trou à la place de la clavicule. Ses camarades, les treize qui me restent, trépignent de fureur. Je leur montre l'arbre qui a servi au grand féticheur : « Si vous aviez fait votre devoir, au lieu de me regarder, Mabiala ne serait pas sorti; vous l'auriez tué ou pris. Maintenant, surveillez le trou et ne bougez plus; collez-vous aux arbres; il va pleuvoir des rochers. »

Tout est prêt, les tirailleurs se sont éloignés, les blessés sont à l'abri. Le saucisson que j'ai confectionné a environ 1 m. 50, mais sa combustion sera instantanée; pour la retarder, je fais une traînée avec la poudre inemployée. La traînée est courte! La mine explosera à quelques mètres de moi. Encore une fois : à Dieu vat!

J'allume et me sauve. Une détonation formidable ébranle l'air et la terre; je m'aplatis. Les quartiers de roc, les uns entiers, les autres pulvérisés, montent à près de cent mètres; puis le

déluge de pierres commence autour de moi, dans un fracas d'arbres hachés, de brousse écrasée, de terre enfoncée. Je me relève et j'examine le rocher. Le résultat n'est pas sensible. La dalle n'a pas bougé. Mais subitement un doute me prend. Mabiala est-il encore là? S'il a pu tirer sur moi, tout à l'heure, sans être vu, il a pu aussi bien s'échapper, dans le moment de stupeur causé par le coup de feu et la blessure du tirailleur. Voilà que les herbes crépitent, elles se sont enflammées. Le vent souffle, il ne faut pas songer à les éteindre; je donne l'ordre de les couper rapidement en avant des blessés. Le ravin est à contre-vent; l'incendie ne le gagnera que lentement, les sentinelles ne craignent rien pour l'instant.

Je me pose de nouveau la question : Mabiala est-il encore là? Je me découvre pour essayer de voir si le couloir est obstrué; des éboulemens ont pu se produire à l'intérieur sous l'action de la secousse imprimée au sol par l'explosion. Je ne remarque rien. Cette fois nul coup de feu ne jaillit.

J'appelle l'interprète, je lui dis de répéter ce qu'il a déjà crié, qu'un nouveau tonnerre achèvera de tout démolir si Mabiala ne se rend pas, que ses compagnons se hâtent de sortir.

J'attends. Mes objurgations restent sans réponse. Que faire? Si Mabiala m'a échappé, c'est un échec qui nous coûtera cher, mais s'il est encore là et si je me retire devant lui, sa victoire atteindra des proportions fabuleuses. Il n'est pas seulement Mabiala Minganga, Mabiala le Grand, il est le grand féticheur, celui qui parle avec les esprits. Sa puissance deviendra une puissance surnaturelle; tous les fétiches alignés devant sa caverne auront suffi à mettre les blancs en fuite!

J'examine le ravin, la position des sentinelles qui se trouvent du côté où Mabiala aurait pu fuir; il est possible en effet qu'elles ne l'aient pas vu se sauver.

Le feu est descendu de la hauteur, il va gagner le ravin. Je donne l'ordre aux tirailleurs de couper les herbes autour d'eux. Pour le faire, plusieurs sont forcés de se montrer, et pas un coup de fusil n'est tiré à leur adresse. Que signifie ce silence?... Mabiala est-il écrasé par un éboulement?

Je regarde le feu s'avancer sur la grotte; tout à l'heure les herbes devant l'entrée s'enflammeront; dans la première chambre il y a une litière de paille qui servait de couchette au grand féticheur et à ses hommes; lorsque celle-ci prendra feu,

la fumée forcera bien Mabiala à sortir. S'il ne sort pas?... Quelques brassées d'herbes ajoutées à cette paille, et la mort de M. Laval serait vengée, le pays serait préservé de l'insurrection, des massacres, qui suivraient fatalement un échec. La véritable humanité est-elle de repousser l'arme que l'incendie m'apporte et de sacrifier la vie des Européens, des miliciens du Congo à celle de Mabiala? L'humanité a plus de droits d'un côté que de l'autre, et de plus ses droits sont conformes aux intérêts de la France.

Je dis aux tirailleurs : « Ramassez toute la paille coupée. »

Maintenant, je fais crier, sans arrêt, par l'interprète le danger qui menace la grotte. Que tous sortent ! Tout à l'heure il sera trop tard ! Sauf Mabiala, tous auront la vie sauve !

Il est midi. Depuis six heures, je lance ces appels.

Le feu lèche le rebord des rochers; autour de la caverne le ravin s'enflamme.

Des pas pressés résonnent dans la brousse au-dessus de nous. Marchand arrive avec les tirailleurs au pas gymnastique; il descend vers nous. Avant même d'avoir rencontré M. Jacquot, de la route qu'il suivait, il a entendu et vu l'explosion. Effrayé, il a piqué droit sur le panache de fumée.

En quelques mots, je le mets au courant, et lui montre les tirailleurs prêts à alimenter le feu qui vient de gagner la première chambre.

Il reste un instant silencieux. Toutes les réflexions qui ont passé dans mon esprit traversent le sien... « Allez, » dit-il.

Je fais un geste; les herbes tombent dans le foyer.

Deux heures plus tard, un tirailleur se glissait dans le tunnel, et, dès le premier pas, se heurtait à un cadavre.

Mabiala avait dû essayer de sortir, mais trop tard : il était tombé asphyxié au seuil du couloir.

Colonel BARATIER.

UNE ÉTAPE DE L'HISTOIRE DE LA CHINE

La Chine a franchi une étape décisive de son histoire. Quoi qu'il arrive, l'ancien régime impérial, dont l'origine se perdait dans la nuit des temps mythiques, ne renaîtra plus. Si despotique que devienne la dictature de Yuan-Chekai elle n'aura ni le caractère, ni l'immuable solidité de l'antique monarchie du Fils du Ciel. Ainsi fut, toutes différences gardées, le pouvoir de Napoléon comparé à celui de Louis XVI. La génération actuelle a vu le commencement de la révolution chinoise; il n'est pas certain qu'elle en voie la fin. « Le vieux système est à bout; le nouveau n'est point assis (1). » Avec la dictature de Yuan-Chekai et l'ordre relatif qu'elle établit, la Chine, après des péripéties dramatiques, atteint une sorte de plateau où elle semble devoir provisoirement s'arrêter. C'est le moment de mesurer le chemin parcouru, d'observer le sens de l'évolution commencée, d'étudier les répercussions que les événemens de Chine ont eues ou peuvent avoir sur la politique européenne.

Il faut toujours redire que les Chinois sont 430 millions, presque le quart de la race humaine; sur quatre êtres humains il y a un Chinois; la moindre secousse qui ébranle l'énorme masse, intéresse toutes les nations et modifie les conditions de la politique mondiale. La Russie n'est libre d'agir en Europe que dans la mesure où elle est assurée de la tranquillité de l'Asie; Russie d'Asie, Russie d'Europe sont comme les deux ampoules d'un sablier, qui ne sauraient demeurer pleines

(1) Mot de Napoléon Ier que son neveu Louis-Napoléon a donné comme épigraphe à son fameux livre : *les Idées napoléoniennes*.

en même temps. Depuis 1878, l'activité russe, arrêtée dans le proche Orient par la grande déception du Congrès de Berlin, se tourne vers l'Extrême-Orient; elle est mise en échec en 1904-1905 par les victoires du Japon. Les conventions de 1907 qui rétablissent des rapports confians, fondés sur un partage équitable d'influence entre Pétersbourg et Tokio, rendent à la Russie sa liberté d'action en Occident. L'entrevue de Revel entre Nicolas II et Édouard VII en juin 1908, et la fin de l'entente austro-russe pour le maintien du *statu quo* balkanique (janvier 1908) marquent la reprise de l'activité russe dans les Balkans. La coïncidence des dates est frappante et n'est pas fortuite. La présence de la Russie avec toutes ses forces en Europe est nécessaire à l'équilibre et à la paix générale; elle est indispensable à notre sécurité : il suffit de rappeler quels événemens ont agité l'Europe et mis la France en péril, de mars 1905 jusqu'à la convention franco-allemande du 4 novembre 1911. Cette raison, — si nous n'en avions pas d'autres et de très puissantes, — suffirait à nous intéresser aux événemens qui s'accomplissent en Extrême-Orient.

I

Une révolution, une république en Chine, dans la vieille Chine des traditions et des rites où le pouvoir, descendu d'En Haut, s'incarnait depuis quatre mille ans dans la personne sacrée de l'Empereur, Fils du Ciel, et dont l'immutabilité absorbait et assimilait les conquérans eux-mêmes, c'est à coup sûr l'un des événemens les plus invraisemblables qui aient, en ces dernières années, bouleversé la face du globe. Peut-être est-il cependant moins paradoxal qu'il n'en a l'air. Il s'explique par la rencontre d'une double série de faits économiques extérieurs et de faits moraux internes. Nous voulons dire que d'abord la transformation de la Chine apparaîtra, quand on observera les événemens contemporains avec le recul nécessaire, comme l'une des conséquences de cette révolution économique, unique dans l'histoire de l'humanité, qui a, par la machine et la grande industrie, transformé l'Europe et les pays de civilisation européenne en un immense atelier qui produit des objets fabriqués qu'il faut vendre et qui absorbe des matières premières et des denrées alimentaires qu'il faut acheter. Industrie,

commerce, agriculture industrialisée y ont accumulé des richesses capitalisées qu'il faut faire « travailler, » produire et qui s'emploient à ouvrir de nouvelles sources d'inépuisables richesses. La politique des nations « civilisées » est asservie, de plus en plus, à leur capital et à leur activité productrice. Nous avons montré ici, à l'époque où l'Empire du Milieu a commencé de s'ouvrir à l'influence et à l'activité occidentale (1), qu'il n'était pas possible que ce prodigieux réservoir de richesses inexploitées, ce marché colossal dont le pouvoir d'absorption est presque indéfini, restât toujours isolé de la vie européenne qui l'assiège de toutes parts. La révolution qui a transformé en 1868 le peuple insulaire du Japon, devait nécessairement se produire, plus lentement et par des voies différentes, dans la masse continentale de la Chine. C'est le Japon lui-même qui a été le premier instrument de cette transformation. En battant leurs frères jaunes, dans la guerre de 1894-1895, les Japonais leur démontrèrent la supériorité des outils et des armes des Européens. Armes et outils, c'est sous cet aspect industriel et matériel que se révélèrent d'abord les avantages de la civilisation occidentale et qu'ils s'imposèrent. Ce ne fut pas sans résistances. L'instinct de la conservation avertissait les Chinois que l'adoption de la civilisation européenne les entraînerait dans une série de révolutions, car elle repose sur l'autonomie de l'individu et l'autorité de l'État, tandis que la leur était une hiérarchie d'organisations familiales et communautaires. La révolte des Boxeurs (1900), dirigée à la fois contre le gouvernement et contre les étrangers, est un épisode de cette résistance. Les victoires du Japon sur une grande puissance européenne, la Russie, eurent, dans tout l'Extrême-Orient, un profond retentissement; elles démontrèrent qu'en adoptant les outils de travail et de guerre des Européens, un peuple de race jaune peut maintenir son indépendance, manifester sa valeur, garder son originalité et son particularisme. Les réformes à l'européenne devaient donc être la première étape d'une transformation dont l'aboutissement serait le relèvement et le triomphe de la Chine en face des étrangers. Dès lors, nationalisme et réformisme devinrent les deux aspects d'un même mouvement qui conquit

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1897 et du 1er novembre 1899 et nos ouvrages : *La Chine qui s'ouvre* (Perrin, 1900, in-12) et *La Lutte pour le Pacifique, Origines et résultats de la guerre russo-japonaise* (Perrin, 1906, in-8).

rapidement les esprits des Chinois éclairés, qui créa une opinion publique et prépara une ambiance nouvelle dans laquelle pourrait s'acclimater un gouvernement à l'européenne.

Les conséquences de ces événemens, qui faisaient pression sur la Chine pour l'ouvrir aux outils et aux idées venus de l'extérieur, se rencontraient et s'amalgamaient avec les résultats d'une évolution morale interne, proprement chinoise. L'immutabilité apparente de la vie chinoise cache, en effet, des passions et des haines sous-jacentes, qui, de temps à autre, font explosion au dehors; la masse évolue lentement, mais puissamment. La révolte latente des Chinois, surtout de ceux du Sud, contre la dynastie mandchoue, ses mandarins, ses maréchaux tartares, se prolonge depuis la chute des Mings en 1674; elle a soulevé, au milieu du XIXe siècle, la terrible guerre des Taï-Pings, où des millions d'hommes périrent, où le Nord noya dans le sang la sécession du Sud. Cette guerre éternelle, toujours prête à recommencer, la Révolution de 1911 n'en est qu'un épisode. Parmi ces populations habituées à la vie corporative, aux responsabilités collectives, à une grande indépendance locale, qui ne font que commencer à s'élever à la notion d'un État centralisé, la pénétration des idées européennes a été rapide, mais incomplète. Les conceptions occidentales se sont, la plupart du temps, plaquées sur les âmes chinoises, elles les ont recouvertes comme d'un vernis sans les imprégner intimement; elles leur ont donné des aspirations à la fois imprécises et violentes plutôt qu'un ensemble coordonné de conceptions raisonnées et adaptées aux besoins du pays. Les idées européennes sont entrées chez les Chinois, en même temps que les machines et les armes perfectionnées, par les ports ouverts, par les chemins de fer, par les livres. Beaucoup d'ouvrages, surtout français et anglais, ont été traduits ou adaptés; Jean-Jacques Rousseau, dont les utopies sociales s'harmonisent assez bien avec les conceptions confucianistes, a exercé une grande influence sur des esprits encore peu aptes à la critique et qui absorbent pêle-mêle des notions hétéroclites et incomplètes. Le culte de Napoléon va de pair avec l'amour de la liberté. Napoléon leur apparaît comme le héros tutélaire qui fonde la liberté et achève la Révolution. Dans la *Marseillaise* chinoise on chante :

« Washington, Napoléon, Fils de la Liberté,
« Venez vous incarner en nous. »

Et quand les Yunnanais, entraînés par le général Tsai, eurent chassé les mandarins impériaux et proclamé l'autonomie de leur province, ils coururent l'annoncer au Consul de France : « Nous avons fait une révolution! M. Tsai même chose Napoléon! »

Ce que l'on appelle la « civilisation européenne » représente bien un même ensemble d'instrumens, de machines, de méthodes et de procédés, mais il s'en faut que cela constitue un bloc cohérent de conceptions sociales, religieuses, politiques. Des États-Unis, du Japon, sont venus aux Chinois des enseignemens et des exemples très différens de ceux qu'ils recevaient de France ou d'Angleterre, de Russie ou de l'Allemagne. Cet ensemble de nouveautés disparates s'est quelque peu fondu et amalgamé avec les conceptions indigènes: du mélange sont nées des aspirations presque générales vers un gouvernement plus national, d'où les Mandchous seraient exclus, et plus libre, c'est-à-dire doté d'institutions parlementaires et représentatives. Mais les vieux instincts particularistes ne disparurent pas et la révolution se traduisit d'abord, presque partout, par l'organisation d'un gouvernement local. Il ne faut pas oublier, pour bien comprendre la révolution chinoise, que le commerce et l'industrie ont développé, en dehors de la classe des lettrés, une bourgeoisie active, riche, cultivée et progressiste. Des Chinois de plus en plus nombreux voyagent et vont faire leurs études dans les Universités d'Europe, du Japon et surtout des États-Unis; mais il arrive souvent qu'ils se déracinent et qu'en rentrant chez eux ils ont perdu le contact avec leurs compatriotes et la mesure des réformes qui peuvent s'adapter à leur pays. Aux États-Unis, au Japon, à Singapore, en Indo-Chine, en Europe, les Chinois sont presque tous révolutionnaires. Les principaux chefs de la révolution de 1911, Sun-Yat-Sen par exemple, sont des américanisés dont les prédications libérales et socialistes correspondaient à certaines tendances des Chinois cultivés, mais dont la mentalité ne tarda pas à se révéler séparée par de profondes incompréhensions de celle de leurs compatriotes. C'est la double cause de leur succès relatif et de leur échec final.

Les croyances et les conceptions chrétiennes ont exercé une grande influence sur le développement des idées nouvelles en Chine. Les catholiques comptent près d'un million et demi de fidèles; les protestans environ deux cent mille; ceux-ci, les

Américains surtout, allient parfois des préoccupations commerciales à leur propagande religieuse et le Chinois donne moins facilement sa confiance à leurs pasteurs qu'aux prêtres catholiques. Les gens de négoce et de finance ne sont guère en relations qu'avec le monde des mandarins, rompu aux affaires et corrompu par les affaires ; les missionnaires au contraire sont en contact avec toutes les classes de la société; de tous les étrangers, ils sont ceux qui approchent de plus près le peuple et qui en peuvent le mieux pénétrer l'âme; ils demeurent et les autres passent, ils sont désintéressés et les autres cherchent âprement leur bénéfice; ils annoncent un Dieu de charité, les autres sont les adorateurs du Veau d'or. Dans le livre, si plein de vie et de pénétrantes observations, où il relate ses pérégrinations et ses conversations : *A travers la révolution chinoise*, M. Farjenel relate une conversation avec Mgr Jarlin. L'évêque de Pékin, dont on n'a pas oublié la vaillance au temps où, coadjuteur de Mgr Favier, il soutint au Pé-tang un siège contre les Boxeurs, constate « combien l'esprit des Chinois est changé, combien il évolue vite : c'était autrefois un axiome que le Chinois était dépourvu de patriotisme, qu'il sacrifierait son pays pour quelques dollars. On se trompait à cet égard... Le Chinois a un grand amour de la justice, et c'est ce sentiment qui a, en partie, causé la révolution. Le christianisme aussi a eu une influence indirecte. Les idées de fraternité, d'égalité, qu'il enseigne, ont fait leur œuvre... Les chrétiens et les prêtres chinois sont acquis aux idées républicaines... ; les curés indigènes... valent, en bien des cas, les Européens, et c'est à leur activité que l'on doit surtout le développement du nombre des catholiques parmi la population indigène (1). » Il ne faut pas s'étonner que les missionnaires aient accueilli avec sympathie la révolution et la République. Le nouveau régime a accordé la liberté des cultes et mis à la raison les mandarins qui étaient souvent hostiles aux missionnaires coupables de s'interposer entre eux et les victimes de leurs exactions. Sun-Yat-Sen est un protestant méthodiste, et nombreux sont les catholiques parmi les personnages qui ont pris une part active à la révolution ; un catholique fait partie de

(1) *A travers la Révolution chinoise*, par B. Farjenel (Plon, un vol. in-16). Voyez aussi, sur cette période de l'histoire de la Chine : Edmond Rottach, *la Chine en Révolution* (Perrin, 1914, in-16) ; Jean Rodes, *la Chine et le mouvement constitutionnel* (Alcan, 1913, in-16).

l'entourage intime de Yuan-Chekai. Lorsque le Président prit solennellement possession de ses fonctions, un seul représentant des religions fut invité à prendre part officiellement aux cérémonies; ce fut l'évêque de Pékin, auquel Yuan-Chekai fit savoir tout le prix qu'il attachait à sa présence. De la révolution, les missionnaires ont vu surtout les aspects sympathiques; ils étaient du côté du peuple dont ils ont admiré l'élan, le courage, l'enthousiasme généreux; au contraire, les diplomates et les gens d'affaires ont vu surtout l'administration disloquée, l'État en péril, la sécession du Sud menaçante, les capitaux et les dividendes compromis. La politique, comme c'est son devoir, a défendu l'ordre au nom des intérêts; mais peut-être cette défense l'a-t-elle parfois empêchée de reconnaître le caractère vrai d'un mouvement complexe où il n'y avait pas que désordre, et d'où est sortie, malgré tout, une Chine très différente de celle d'autrefois. Les révolutionnaires sont venus trop jeunes dans un monde trop vieux; ils vieillissent, et le monde où ils s'agitent se rajeunit; et ainsi s'établit un équilibre provisoire, dont la République autocratique et centralisatrice de Yun-Chekai est une expression assez exacte.

II

Les révolutions, dans l'histoire ancienne de la Chine, se traduisaient par des changemens de dynastie. Si l'Extrême-Orient avait continué, loin de toute intervention européenne, son évolution autonome, la Chine, vaincue et humiliée par le Japon en 1895, aurait alors chassé les mauvais maîtres qui n'avaient pas su la défendre; une dynastie nouvelle serait sortie du peuple ou venue du Japon. La présence des étrangers faussa la direction de l'histoire; les Européens avaient signé des traités, engagé des affaires avec les empereurs mandchous : ils travaillèrent à les maintenir sur le trône. Mais les crises succédèrent aux crises. L'empereur Kouang-Siu, en 1898, conseillé par le fameux Kang-Yu-Wei et d'autres lettrés en relations avec les Japonais, tente de moderniser son empire : c'est la révolution venue d'en haut, réalisée d'un coup par décret.

C'est alors que paraît pour la première fois dans l'histoire le personnage de Yuan-Chekai. Il est fils de mandarin, né au Ho-Nan ; il a reçu l'éducation de l'aristocratie, mais il a peu de

goût pour les vains rabâchages des lettrés ; c'est un homme d'action et de décision, non un homme d'idées et de théories. Il choisit la carrière militaire, malgré le peu de considération que les Chinois y attachent et en dépit des conseils de sa mère veuve ; il aime le commandement, l'exercice du pouvoir pour le pouvoir plutôt que pour les jouissances qu'il procure ; l'argent n'est pour lui qu'un instrument : ambitieux, mais non pas ambitieux vulgaire. Il ne connaît aucune langue étrangère, il ignore l'Europe : c'est un vieux Chinois et ses procédés sont chinois ; il échappe à l'idéologie occidentale inassimilable aux cerveaux de ses compatriotes, mais il a, de l'homme d'État, la puissance de travail, la volonté prompte, le sens des nécessités et des possibilités. En 1898, il est parmi les hommes de progrès, l'ami des réformateurs ; il a remis l'ordre et la discipline parmi les troupes du Tche-li ; l'empereur Kouang-Siu et ses conseillers le chargent d'exécuter le coup d'État qui reléguera loin du pouvoir l'impératrice Tseu-Shi, supprimera son neveu le Tartare Yong-Lou et assurera l'exécution des décrets réformateurs. Yuan fait son calcul : cette révolution hâtive, mal préparée, est vouée à l'échec ; elle profiterait surtout aux Japonais ; mieux vaut se jeter dans l'autre parti. Yuan avertit Yong-Lou et l'Impératrice qui prennent les devans, séquestrent Kouang-Siu, suppriment réformes et réformateurs (1). Yuan, dès lors, est l'homme en vue, l'homme de main, sur qui l'on peut compter dans les circonstances difficiles ; sa haute fortune commence, il devient vice-roi du Petchili, conseiller d'Empire ; il est une réserve et une force pour l'avenir.

Le coup d'État autocratique de 1898 ne détruit ni le besoin ni le désir d'une réforme ; mais la jacquerie des Boxeurs, l'expédition internationale de 1900, troublent le cours normal de l'évolution chinoise et démontrent la nécessité d'une transformation profonde qui mette la Chine au même niveau que le Japon dont les victoires ébranlent le continent asiatique. Le docteur Sun-Yat-Sen organise une active propagande réformatrice et anti-mandchoue ; il trouve un terrain favorable dans les provinces du Sud, surtout dans la grande ville commerçante de Canton, qui a toujours été le centre de l'opposition contre les Tartares ;

(1) Voyez ici même notre article du 15 août 1905. Dans ce même article, voyez ce qui concerne les débuts de l'action de Sun-Yat-Sen. Cf. *la Lutte pour le Pacifique*, ch. II.

il organise, avec la connivence des Anglais de Hong-Kong, plusieurs soulèvemens qui échouent; mais son apostolat, soutenu par les subsides des riches Chinois qui vivent hors de Chine, recrute de nombreux adeptes. Il publie en 1904 une brochure : *l'Abrégé de la Révolution*, où il résume l'essentiel de son programme : fin du régime mandchou, constitution démocratique et républicaine, égalité, socialisme agraire selon les doctrines de M. Henry George. Dans son discours de Tokio du 16 janvier 1907, qui eut tant de retentissement, il développe le même programme. Les sept cents journaux qui paraissent en Chine répandent les principes réformateurs jusqu'au fond des provinces. Peu à peu, sans bruit, sans que les étrangers, qui ne lisent pas les caractères, puissent en soupçonner le sourd cheminement, les idées nouvelles sapent les fondemens séculaires de la monarchie. Soit par conviction, soit par ambition, plusieurs grands personnages préconisent des réformes. Le vice-roi Tchang-Tche-Tong est le réformateur modéré, tandis que Yuan-Chekai passe pour plus radical : rivalité d'ambitieux plutôt qu'opinions raisonnées. La lutte pour la conquête du premier rang est la seule préoccupation de ces mandarins; la constitution, les réformes ne sont pour eux que des moyens : c'est la différence capitale par où Yuan, Tchang et leurs émules se distinguent de Sun-Yat-Sen, de Hoang-Hing et de leurs amis.

En 1906, l'influence de Yuan-Chekai l'emporte; il devient ministre des Affaires étrangères le 4 août; le parti des réformes prend le dessus; des décrets sont promulgués qui tendent à rabaisser le prestige des Mandchous en les soumettant aux mêmes lois que les Chinois; le fameux édit interdisant l'usage et la culture de l'opium est publié. Des projets de constitution sont étudiés. Sous la pression d'émeutes qui éclatent sur divers points de l'empire comme les prodromes menaçans d'un mouvement général, le gouvernement promet une constitution; des assemblées provinciales consultatives sont créées (19 octobre 1907), c'est le premier essai de régime électif et représentatif. Les membres de la future assemblée d'Empire seront choisis parmi ceux des assemblées provinciales. L'influence de Yuan-Chekai fait décider la création à Pékin d'une école où les jeunes gens de grande famille viendront étudier le fonctionnement du régime parlementaire (22 juillet 1908). Enfin un décret du 27 août fixe les principes constitutionnels : la constitution

promise sera promulguée en 1916, quand les mesures préparatoires auront été prises. Pendant qu'en haut la prudence mandarinale prépare, par une gradation habile, l'avènement d'un régime constitutionnel, en bas, dans la masse du peuple, les impatiences réformatrices et révolutionnaires précipitent les événemens. Les sociétés secrètes, qui reçoivent le mot d'ordre de Sun-Yat-Sen, organisent la rébellion, travaillent à s'assurer le concours de la force armée. La révolution et la réforme se préparent ainsi parallèlement, mais la révolution est plus pressée et peut-être plus sincère.

La mort, presque simultanée, de l'empereur Kouang-Siu et de l'impératrice douairière Tseu-Shi fait passer la dignité impériale sur la tête d'un tout jeune enfant, Pou-Y, sous la régence de son père le prince Tchouen. Yuan est disgracié, relégué dans son pays natal du Ho-Nan. Le gouvernement poursuit sa politique de réformes. Le 14 octobre 1909 les assemblées provinciales se réunissent; comme c'est la règle pour toutes les assemblées délibérantes, elles tendent à outrepasser leurs attributions, à usurper sur le pouvoir exécutif. Elles envoient des délégués au pied du trône pour demander que la convocation du parlement soit avancée de cinq ans et réalisée en 1911. Les délégués provoquent des manifestations, organisent toute une agitation pour soutenir leur vœu; la Cour tient bon, maintient la date de 1916, mais, pour se conformer aux engagemens du précédent règne, elle convoque l'assemblée nationale consultative : c'est celle que la presse européenne a appelée le Sénat; elle se réunit le 3 octobre 1910 et, tout de suite, elle manifeste sa volonté d'accroître son importance et de dépasser son mandat; d'accord avec les délégués des provinces, restés à Pékin, elle organise une campagne de pétitions et de manifestations pour hâter la date de la convocation de l'assemblée nationale; l'ordre est troublé dans la rue; une bombe éclate dans la maison du Régent. C'est le scénario traditionnel de toutes les révolutions : le gouvernement cède, accorde la convocation du parlement pour 1913 (décret du 4 novembre 1910) et, naturellement, l'impatience des réformateurs redouble, les pétitions se multiplient, les troubles s'aggravent. Le gouvernement prononce la clôture de l'assemblée (10 janvier 1911). Dans les provinces, l'effervescence est de plus en plus générale; des bandes armées parcourent le pays. Brusquement, le 10 octobre 1911, la Révo-

lution éclate en même temps dans tout le Sud et dans le bassin du Yang-Tse; c'est le résultat d'un mouvement concerté, préparé de longue main par les sociétés secrètes et les agens de Sun-Yat-Sen. Le Setchouen, la grande province du haut Yang-Tsé, qui compte 70 millions d'habitans, Ou-Tchang, la grande ville qui fait face à Han-Keou sur l'autre rive du Fleuve, le Yunnan qui fut jadis la dernière forteresse des Taipings, le Kiang-Sou toujours frondeur, sont les principaux foyers de la révolte. La République est proclamée à Canton; l'insurrection triomphe à Yunnan-fou. Un gouvernement militaire est organisé à Ou-Tchang sous la présidence d'un homme énergique et décidé, Li-Hueng-Hong; il lance une proclamation où il appelle aux armes les Chinois pour chasser la dynastie étrangère : guerre aux Mandchous, expulsion des mandarins, mais paix et respect aux étrangers, tel est le mot d'ordre. Il est scrupuleusement observé : nulle part les étrangers ne sont inquiétés, mais les Mandchous sont tués ou s'enfuient. Les Chinois coupent leurs nattes, le ciseau devient l'emblème de la Révolution; couper les nattes, c'est le signe de l'affranchissement de la servitude mandchoue. A ceux qui résistent, les propagandistes coupent de force les nattes et quelquefois la tête avec la natte. Les trois quarts de l'Empire sont séparés de fait du gouvernement central; les impôts cessent de rentrer; il n'y a plus d'État organisé. Tous les élémens de désordre et d'anarchie sont déchaînés. Le Chinois, d'ordinaire tranquille et passif, devient capable, sans transition, des plus violentes passions, qui vont jusqu'au délire. Partout on célèbre, à grand renfort de chants et de pétards, la liberté conquise; on réclame la République : « Plus d'Empereur! c'est un loup dévorant! c'est un étranger qui opprime le peuple chinois! » A Nankin, l'agitation commence à la fin d'octobre; un vieux général tartare, Tchang-Hiun, résiste avec une terrible énergie; il a dix mille hommes de troupe fidèles, il fait détruire les écoles; quiconque a coupé sa natte est massacré; on se fusille dans les rues; les cadavres s'amoncellent. Mais les troupes gagnées à la Révolution accourent, bombardent la ville; les républicains arborent le drapeau blanc, symbole de la révolte, ils ouvrent les prisons où près de deux mille officiers et soldats suspects avaient été enfermés. Un bataillon de trois cents jeunes filles prend part à la lutte. La Révolution l'emporte, Tchang bat en retraite vers le Nord avec ses troupes, rançonnant le pays, pillant

les villages sur sa route. Autour de Han-Keou et de Ou-Tchang, des combats acharnés se livrent entre l'armée impériale et les révolutionnaires.

Mais un certain ordre apparaît dans ce désordre : des constitutions locales sont promulguées ; des gouvernemens militaires s'organisent. Au Yunnan, un jeune général de brigade expulse le vice-roi, s'improvise dictateur et rétablit un calme relatif. La Chine devient comme une marqueterie de provinces autonomes, de villes libres ; toute la façade officielle de la Chine impériale et mandarinale s'écroule. Une Assemblée nationale, composée de délégués élus par les Assemblées provinciales, se réunit à Nankin (1). Nankin, c'est la capitale du Sud, la capitale chinoise, comme Pékin est la capitale du Nord, la capitale mandchoue, c'est l'ancienne ville des Mings où l'on vénère les tombeaux des anciens Empereurs chinois. Le 25 décembre, Sun-Yat-Sen arrive d'Angleterre comme le héros du régime nouveau ; on lui fait un accueil triomphal ; son entrée à Nankin est celle d'un souverain au milieu de son peuple en liesse. Le 29, il est élu Président de la République par 17 voix sur 18. Il constitue un ministère. Il y a un gouvernement de la Chine du Sud en face du gouvernement de la Chine du Nord : le plan préparé depuis sept ans par Sun-Yat-Sen et ses affidés est réalisé. Il ne reste plus qu'à installer la République à Pékin sur les ruines de l'ancien régime.

La Cour était prise au dépourvu ; elle n'avait ni troupes sûres, ni hommes d'État : Tchang-Tche-Toung était mort, laissant vacant le rôle de chef du parti des réformes modérées. Dans cette détresse, la famille impériale jette les yeux sur l'homme qui a déjà donné des preuves de décision et d'énergie : Yuan-Chekai. Il a trahi en 1898 la confiance de l'Empereur, ce n'est pas un homme sûr, mais c'est un homme résolu, lui seul est capable de sauver le trône. Le régent et l'impératrice mère, Long-Yu, se résignent à rappeler l'exilé ; il est nommé vice-roi des deux Hou et commandant en chef de toutes les forces militaires et navales de la région du Yang-Tsé (14-27 octobre). Le 9 novembre, il est nommé président du Conseil impérial. Il se décide à venir à Pékin. Cette fois, il est dans la place ; il est l'homme de la place.

(1) Dix-sept provinces sur dix-huit étaient représentées. Le Petchili seul ne l'était pas.

Que va-t-il faire ? D'abord prendre le vent, louvoyer, assurer sa situation personnelle. La révolution triomphe ; il faut compter avec elle, lui donner des satisfactions ; il sera temps, ensuite, de la canaliser, de la dominer. Le nouveau chef du gouvernement s'abouche avec les chefs de la révolution par l'intermédiaire de Tang-Chao-Y. Le terrain d'entente est facile à trouver : abdication de l'Empereur, fin de la dynastie mandchoue, constitution républicaine. Sun-Yat-Sen et les hommes du Sud tiennent avant tout à délivrer la Chine des Mandchous ; à ce grand objet ils feront de grands sacrifices ; la monarchie détruite, il semble à ces logiciens novices qu'une République s'établira et qu'une République ne peut être qu'un régime de liberté et d'égalité. Yuan accepte ou propose, d'un cœur léger, l'abdication impériale : pour le mandarin chinois qu'il est, quel rôle plus glorieux que de reléguer dans l'histoire du passé la dynastie usurpatrice de ces Mandchous, de ces barbares de la steppe, détestés et méprisés ! Il faut se représenter l'importance d'un tel événement dans l'histoire de la Chine pour bien comprendre la manœuvre de Yuan-Chekai. Quant à la constitution républicaine, on peut toujours l'accepter ; ce n'est qu'un texte mort, sous lequel le plus habile saura glisser la réalité vivante de sa volonté. Sur cette base, l'entente se fait. Les termes de la Constitution sont débattus et arrêtés selon les vues de Sun-Yat-Sen et de ses amis. Il est entendu que si Yuan accepte la Constitution, Sun se retirera devant lui et assurera son élection à la Présidence. Ainsi Yuan aura la satisfaction de fait, Sun la satisfaction de principe.

La Constitution est républicaine et démocratique. Rappelons-en les articles les plus caractéristiques :

Article premier. — La République chinoise est constituée par le peuple de Chine.

Article II. — Le pouvoir souverain, dans la République chinoise, appartient au peuple tout entier.

Article III. — L'autorité de la République chinoise s'étend aux vingt-deux provinces ; à la Mongolie intérieure et extérieure, au Tibet et au Tsinghai.

Article IV. — Le pouvoir, dans la République, est exercé par un Sénat, un président provisoire de la République, des ministres et des tribunaux.

Article V. — Dans la République chinoise, tous les hommes

sont égaux, et il n'y a aucune distinction juridique entre les races, les clans, les degrés, les religions.

Le président a le droit de déclarer la guerre et de conclure des traités de paix, d'accord avec l'Assemblée.

Il peut être jugé par une haute cour de justice composée de neuf magistrats de la plus haute juridiction (1).

D'autres articles précisent la séparation des pouvoirs et le fonctionnement de chacun d'eux. Une assemblée de délégués des provinces se réunira à Pékin pour préparer la constitution définitive, élaborer les lois électorales; elle exercera, dès sa réunion, le pouvoir législatif.

L'entente faite, il ne reste plus qu'à organiser la mise en scène. La dynastie était tombée en quenouille, elle joua le rôle classique du « guillotiné par persuasion. » Yuan démontra au régent et à l'Impératrice, avec toutes les formes congrues, que l'abdication s'imposait; les princes se laissèrent persuader par de grosses pensions. Dans ce pays de tradition, il importe que la transmission du pouvoir se fasse sans interruption, sans coupure, que le régime nouveau soit l'héritier légitime de l'ancien: et c'est par un édit impérial daté du 12 février 1912 que la Chine apprend que le souverain abdique et que la République succède à la monarchie abolie; ainsi les ancêtres sont respectés et les convenances observées. « Actuellement, déclare l'Impératrice mère au nom de l'Empereur mineur, les habitans de tout l'Empire sont partisans de la République. Les provinces du Sud ont demandé, les premières, l'établissement de ce régime, puis les généraux du Nord l'ont approuvé... Puisque le Ciel et le peuple veulent le régime républicain, comment pourrions-nous être assez obstinée pour garder notre trône contre la volonté des habitans? En présence de la situation actuelle, d'accord avec l'Empereur, nous remettons au peuple le pouvoir souverain, nous proclamons la République pour satisfaire le peuple qui veut la paix et afin de suivre l'exemple des empereurs de l'antiquité qui déclaraient que l'Empire appartenait à tous...

«... Nous accordons à Yuan-Chekai le pouvoir dirigeant, afin que, conjointement avec les républicains, il forme un gouvernement provisoire... »

Le spectacle historique, que ce texte explique, vaut, en

(1) Le texte complet est donné par M. Farjenel (Annexe II).

vérité, qu'on s'y arrête. Ainsi finit une monarchie vieille de quatre mille ans et dont les origines sont plus anciennes que l'histoire ; elle finit, mais le culte, fondement de l'idée de l'État, se continue par le président de la République. L'Empereur enfant et l'Impératrice mère sont relégués dans un palais, entourés de respect. Yuan-Chekai, élu le 15 février par l'Assemblée de Nankin, prête serment à la Constitution, le 10 mars, à Pékin, en présence des délégués de toutes les provinces et de tous les pays dépendant de l'Empire chinois : Mandchourie, Mongolie, Tibet, Turkestan ; les musulmans ont envoyé des délégués spéciaux ; le 11, l'Assemblée de Nankin envoie à son élu et publie une adresse dont le style et les sentimens élevés méritent d'être remarqués :

« Vous êtes investi de la confiance des quatre cents millions d'hommes du peuple chinois, et vous avez la responsabilité des quarante millions de lis carrés du territoire.

« Les trois chapitres et les cinquante-six articles de la loi organique du gouvernement provisoire doivent être considérés comme la constitution de l'État et strictement observés. Vous ne dédaignerez pas l'opinion publique, n'emploierez pas de moyens despotiques, mauvais ou injustes. Si vous vous conformez à ces indications, nous prenons le Ciel et la Terre à témoin que les cinq grandes catégories de la race chinoise vous accorderont, de tout leur cœur, affection et respect. Nous vous envoyons le grand sceau présidentiel, avec lequel vous signerez vos actes, afin que vos ordres, ainsi scellés, puissent être ponctuellement exécutés. »

Tandis que Yuan-Chekai prend possession du pouvoir et constitue un ministère présidé par son ami Tang-Chao-Y, le docteur Sun-Yat-Sen redevient simple citoyen. Les journaux européens ont dit que son abnégation apparente n'était que le juste sentiment de son inexpérience et de son impuissance à gouverner. Même si telle était la vérité, son désintéressement ne serait pas sans mérite. Nous connaissons des républiques où l'incompétence n'arrête pas toujours, au seuil du pouvoir, les hommes qui cherchent l'occasion de s'y installer. L'apôtre de la révolution a pensé que la République ne pouvait être fondée que par les anciens serviteurs du régime déchu, que Yuan-Chekai inspirerait confiance aux étrangers, sans le concours desquels tout gouvernement était impossible, qu'un gouvernement cen-

tralisé, assurant l'union et l'indivisibilité des dix-huit provinces était indispensable. Il est rare, dans la vie politique, que ceux qui ont été à la peine et au danger soient à l'honneur et au profit. Il serait injuste de méconnaître ce qu'il entre de grandeur morale et de vrai patriotisme dans le désintéressement de Sun-Yat-Sen et de ses amis.

III

Ces grands événemens, qui ont modifié si profondément la physionomie de la vieille Chine, ont diversement affecté les intérêts des grandes Puissances; celles-ci, à leur tour, ont réagi sur l'histoire intérieure de la nouvelle République. Les destinées de la Révolution chinoise sont étroitement liées à celles des intérêts européens, américains, et japonais.

Deux principes ont depuis longtemps dirigé la politique des étrangers vis-à-vis de la Chine : intégrité territoriale de l'Empire du Milieu, porte ouverte, c'est-à-dire liberté commerciale, libre concurrence pour la mise en valeur des richesses de l'immense pays. Chaque fois que l'ambition imprudente d'une ou plusieurs Puissances a esquissé une politique de partage de la Chine, de *Break up of China*, des complications, des catastrophes même, s'en sont suivies et ont eu leurs répercussions en Europe. Le principe salutaire de l'intégrité de l'Empire chinois a été posé en 1895, après le traité de Shimonoseki, lorsque la Russie, l'Allemagne et la France s'unirent pour donner au Japon, après ses victoires sur la Chine, le « conseil amical » de renoncer à occuper la péninsule du Liao-toung et Port-Arthur. Le principe était sage et les Puissances qui l'avaient préconisé commençaient à en recueillir les bénéfices sous la forme d'avantages économiques, de concessions de chemins de fer, quand l'Allemagne, saisissant le prétexte de l'assassinat de deux missionnaires dans le Chan-toung, s'empara de la baie de Kiao-tchéou et incita la Russie à occuper Port-Arthur. Cette violation cynique du principe qu'elles avaient soutenu deux ans auparavant eut sans doute des résultats avantageux pour l'Allemagne; mais elle fut pour la Russie une grande faute dont l'insurrection des Boxeurs, la guerre contre le Japon, avec tous les désastres qu'elle a entraînés, sont les conséquences directes. Cette seule faute fit perdre à la Russie le fruit des patiens efforts d'une diplomatie si experte

à manier des Asiatiques. Le principe était si juste, que le Japon, à son tour, s'en constitua le défenseur, s'en servit contre l'Europe et sut en tirer les avantages qu'il comporte. L'alliance défensive anglo-japonaise du 30 janvier 1902 est conclue sur la base de l'intégrité de l'Empire chinois; c'est elle qui a rendu possible la guerre russo-japonaise que les empiétemens de la politique russe en Mandchourie et en Corée ont rendue inévitable. Le traité de Portsmouth et l'alliance de l'Angleterre avec le Japon, renouvelée en 1905, consacrent le principe de l'intégrité de la Chine et ferment le cycle des calamités que la Russie et, par contre-coup, la France et l'Europe ont eu à souffrir pour l'avoir violé.

L'histoire rentre alors dans son cours normal. La Russie et le Japon sont, par leur situation géographique, les deux Puissances les plus intéressées à l'avenir de l'Empire chinois ; il est assez vaste et assez riche pour que leurs intérêts puissent s'y développer côte à côte sans se nuire et que même ils s'y entr'aident : une association russo-japonaise pour la mise en valeur de la Chine, tel a été le vœu des hommes d'État russes ou japonais qui ont eu le sens des grands intérêts permanens de leurs pays ; ainsi pensaient le prince Lobanof et le marquis Ito. Lorsque celui-ci vint en Europe, à l'automne 1901, dans le dessein d'y chercher l'alliance dont il avait besoin pour maintenir l'ordre et la sécurité en Chine, c'est à Paris et à Pétersbourg qu'il s'adressa; ni M. Delcassé ni le comte Mouraview ne comprirent l'importance des ouvertures que leur fit l'homme d'État japonais ; c'est alors que la diplomatie japonaise entama à Londres les négociations qui aboutirent au traité d'alliance. Les désastres de Mandchourie ramenèrent la Russie à une plus juste appréciation de la situation en Extrême-Orient. L'évolution fatale de la Chine vers un régime mieux adapté à la vie moderne, la mise en valeur de ses richesses, ne se feraient ni sous la tutelle exclusive de la Russie, ni sous la direction unique du Japon ; elles ne pourraient être qu'une œuvre internationale dans laquelle la Russie et le Japon exerceraient l'influence la plus forte et obtiendraient les plus gros avantages. Il fallait donc revenir, après tant de péripéties dramatiques et de sang versé, à la seule conception politique qui fût à la fois conforme à la justice et à tous les intérêts : intégrité de la Chine ; entente russo-japonaise. Le traité de Portsmouth esquissait déjà

un partage d'influence : aux Japonais, la Corée et la Mandchourie méridionale ; aux Russes, la Mandchourie septentrionale et la Mongolie. L'aboutissement du Transsibérien à Pékin à travers la Mandchourie n'était qu'une solution occasionnelle, que l'on n'avait pas prévue à l'origine, et qui avait entraîné les Russes, pour leur malheur, vers Port-Arthur et la Corée; mieux valait donc revenir à la conception primitive, à la voie directe vers Pékin à travers la Mongolie par Ourga.

Ainsi s'orienta la nouvelle politique russe. La juste modération du traité de Portsmouth, inspiré par les diplomaties anglaise et américaine, n'atteignait la Russie ni dans son honneur, ni dans sa chair ; elle l'accepta sans arrière-pensée, et, résolument, elle adopta une autre méthode : paix et équilibre en Extrême-Orient par l'accord entre la Russie et le Japon. C'est l'honneur de M. Isvolski d'avoir réalisé ce programme avec la collaboration éclairée de M. Motono, ambassadeur du Japon à Pétersbourg ; il a procédé à une revision générale des intérêts et des aspirations de la Russie en Asie, suivie d'un partage équitable d'influence et d'une réconciliation avec les anciennes rivales de la Russie. Les pourparlers avec Londres sont parallèles aux négociations avec Tokio ; le traité anglo-russe pour la délimitation des sphères d'influence en Perse et dans l'Asie centrale est du 30 août 1907 ; les conventions russo-japonaises sont du 13 juin, du 28 et du 30 juillet de la même année ; la première règle les difficultés relatives à l'exploitation des chemins de fer de l'Est Chinois et du Sud Mandchourien et à la gare commune de Kouang-Tcheng-Se ; la seconde accorde aux sujets japonais des facilités pour la pêche dans les mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring ; elle est accompagnée, le même jour, d'un traité de commerce de navigation ; la troisième, enfin, est la plus importante : chacune des deux parties « désireuses de fortifier les relations pacifiques, amicales et de bon voisinage qui ont été heureusement rétablies entre la Russie et le Japon, et d'écarter la possibilité des malentendus futurs entre les deux empires, s'engagent à respecter l'intrégrité territoriale actuelle de l'autre, de même que tous les droits résultant pour l'une ou pour l'autre des traités en vigueur, accords ou conventions, appliqués à présent entre les hautes parties contractantes et la Chine... dans la mesure où ces droits ne sont pas incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement énoncé

dans le traité signé à Portsmouth... » En outre les deux parties reconnaissent l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine et s'engagent à y maintenir le *statu quo*. Ce langage diplomatique signifie que la Russie et le Japon se tiennent réciproquement pour satisfaits de leurs possessions territoriales et ne recherchent, en Asie, aucun agrandissement aux dépens de la Chine ; il est sous-entendu que les deux pays travailleront d'un commun accord à y faire prévaloir leur double influence. L'accord du 4 juillet 1910, tout en confirmant les précédens, et en assurant le respect du *statu quo* en Mandchourie, fait un pas de plus ; il prépare la coopération amicale des deux gouvernemens pour les chemins de fer à exploiter ou à construire dans les pays dépendant de l'empire chinois, Mandchourie et Mongolie. L'annexion de la Corée à l'Empire nippon proclamée le 24 août 1910 est acceptée sans difficulté par la Russie. La réconciliation est donc complète ; le 28 août 1911, le tsar Nicolas et le mikado Mutsuhito échangent des télégrammes très cordiaux constatant que les dernières questions litigieuses entre les deux pays sont réglées. La coopération commence. En juillet 1912, le voyage à Pétersbourg du prince Katsura prépare l'action commune des deux pays en face de la révolution chinoise. S'il faut en croire les révélations de la presse japonaise, un arrangement aurait été signé en juillet 1912 et délimiterait, entre les deux pays, des zones d'influence séparées du Nord au Sud par le méridien de Pékin, et de l'Est à l'Ouest par une ligne passant par la station frontière de Kouang-tcheng-Se sur le Transmandchourien ; une grande partie de la Mongolie intérieure tomberait ainsi dans la sphère d'action du Japon.

La fin du dramatique malentendu entre la Russie et le Japon a eu en Europe des conséquences considérables : elle a rendu à la Russie la liberté d'action qui a précipité les grands événemens dans la péninsule des Balkans. La France n'a pas manqué de travailler à cet heureux rapprochement, qui assurait la sécurité de ses possessions et de ses intérêts en Extrême-Orient et lui rendait, en Europe, son alliée. L'histoire dira un jour tout ce que la France, dans cette période difficile de son histoire, a dû à la discrète et persuasive influence de notre ambassadeur à Tokio, M. Gérard.

Telle était, au moment où s'accomplissait la révolution chinoise, la situation diplomatique en Extrême-Orient. Des liens

multiples et enchevêtrés créaient une solidarité d'intérêts très étroite et très solide entre la Russie, le Japon, l'Angleterre et la France : alliance anglo-japonaise, alliance franco-russe ; ententes cordiales anglo-française et anglo-russe, accords russo-japonais, accord franco-japonais (1). La Belgique solidarisait ses intérêts avec ceux de ce puissant groupement. De la triple alliance, au contraire, l'Allemagne seule a en Chine des intérêts considérables ; ses associées, Autriche et Italie, n'y apparaissent qu'au second plan ; les relations de l'Allemagne avec le Japon sont bonnes, mais sans cordialité ni confiance ; en Extrême-Orient, la diplomatie de Guillaume II, hautaine, cassante, faisant à tout propos parade de sa force, n'a pas « la manière ; » dans la crise chinoise, l'Allemagne a défendu ses intérêts; elle s'est jointe au groupement des grandes Puissances, non sans chercher de temps à autre à y provoquer des fissures. Quant à la Chine, l'accord des grandes Puissances était pour elle, tandis qu'elle achevait l'étrange mue qui allait la transformer en République, une garantie de sécurité ; la guerre civile, si des ambitions étrangères avaient eu intérêt à l'alimenter, aurait pu aboutir à une sécession définitive ; au contraire, toutes les Puissances allaient se trouver d'accord pour prêter au gouvernement chinois l'appui financier nécessaire à l'établissement d'un ordre durable et d'une administration réformatrice. Tous les accords entre les Puissances ayant pour article fondamental l'intégrité du territoire de la Chine, ce principe allait, une fois de plus, exercer son action bienfaisante et pacificatrice.

IV

La République chinoise est née pauvre. Le premier effet de la révolution fut d'arrêter net l'afflux des impôts des provinces vers la capitale. Le gouvernement chinois est un minimum de gouvernement ; il laisse une large autonomie aux provinces, et les vice-rois n'envoient au trésor impérial que ce qui reste après

(1) Accord du 10 juin 1907, signé par M. Pichon et le baron Kurino, qui met fin à la situation délicate créée entre les deux pays par la guerre russo-japonaise. L'accord consacre le statut territorial résultant pour le Japon du traité de Portsmouth et pour la France de sa situation en Indo-Chine; il met fin aux appréhensions que l'on avait conçues en France pour la sécurité de l'Indo-Chine après les victoires du Japon. A. Tardieu, *La France et les Alliances*, 3e édition, p. 276.

qu'ils ont payé toutes les dépenses de leur province, y compris celles de l'armée, et satisfait l'avidité de tous les mandarins : ce reliquat est peu de chose. C'était assez cependant, avec le produit des douanes, pour faire vivre l'État et la Cour. Brusquement, cette source fut tarie et le Trésor à sec. Le gouvernement de Yuan-Chekai se trouvait donc sans ressources en face de la tâche colossale de la Chine à pacifier et à organiser. Pour ressouder l'unité disjointe, réprimer le brigandage et la guerre civile, il fallait de l'argent, les Puissances étrangères seules pouvaient en prêter à la Chine. Voilà pourquoi la question des emprunts a dominé tout le problème de l'évolution intérieure de la Chine et de ses rapports avec l'Europe, le Japon et les États-Unis.

Les étrangers avaient, au rétablissement d'un gouvernement régulier et durable, un intérêt considérable : il leur fallait sauvegarder un capital d'environ quatre milliards prêté au gouvernement impérial et les entreprises et concessions de toute nature dont ils ont commencé ou préparé l'exploitation. L'ancien régime vivait d'expédiens, d'emprunts onéreux ; une bonne partie de ces emprunts était souvent, en vertu du contrat, employée à des achats de marchandises d'une utilité douteuse. « Lorsque nous étions à Changhaï, rapporte un témoin, quatorze cents mitrailleuses inutilisables, rongées de rouille, y représentaient l'achat forcé à un prêteur (1). » Le plus clair des revenus de l'empire provenait des douanes très bien administrées par sir Robert Hart et les fonctionnaires européens de son service ; mais le produit des douanes servait à gager sept emprunts et subvenait aux budgets de la Cour, de la Marine et des Affaires étrangères. Au moment où la Révolution éclata, des pourparlers étaient engagés entre le gouvernement impérial, et un *consortium* de grandes banques anglaises, allemandes, américaines, françaises pour la conclusion d'un gros emprunt. Le premier souci du nouveau gouvernement, personnifié par Yuan-Chekai, fut de reprendre les négociations en vue d'un grand « emprunt de réorganisation » d'un milliard et demi, qui devait servir à remettre sur pied l'administration et l'armée et à aider la République à maintenir l'ordre et à résister aux ambitions dangereuses. Tout le développement économique du pays, auquel les étrangers sont

(1) Farjenel, *ouv. cité*, p. 205.

intéressés pour une si forte part, dépendait du succès de l'emprunt; on comprend ainsi pourquoi certains établissemens qui ne faisaient pas partie du *consortium* et qui passaient pour en être les rivaux, s'employaient au succès de l'emprunt. La politique des grandes Puissances en Chine, depuis la révolution, se résume dans l'histoire du *consortium* et de l'emprunt; la diplomatie, dans le dénuement où était alors la Chine, ne pouvait agir que par des moyens financiers : il s'est établi entre la diplomatie et la finance une collaboration très étroite.

L'accord des grandes Puissances pour assurer le concours financier indispensable à la Chine ne s'est pas fait sans difficultés. La Russie, au début, refusait de participer à l'opération et demandait à son alliée de s'en abstenir; elle craignait qu'un gros emprunt ne servît surtout à réorganiser l'armée, à acheter du matériel de guerre et à contrecarrer l'influence russe en Mongolie et celle du Japon en Mandchourie. Les nationalistes républicains demandaient que le Président prît des mesures pour empêcher que les provinces vassales, Mandchourie et Mongolie, ne se détachassent pour tomber en fait sous la dépendance de la Russie et du Japon. M. Kokovtzof préférait à un emprunt fait par le *consortium* sous le contrôle de la diplomatie, un emprunt moins considérable que les établissemens belges, avec le concours des banques françaises et anglaises de second rang, auraient réalisé. Ce furent les hommes d'État japonais qui, avec leur merveilleuse intuition des affaires chinoises, eurent le mérite de comprendre qu'un accord général de toutes les grandes Puissances était la condition indispensable du rétablissement en Chine d'un gouvernement régulier et que l'emprunt était à la fois le signe extérieur de cet accord et la condition de son efficacité. Il fut entendu que l'emprunt serait réduit à vingt-cinq millions de livres sterling (six cent trente et un millions au cours de l'émission) et qu'il serait affecté à des dépenses nettement déterminées qui ne pourraient pas être des dépenses d'armemens, et que la diplomatie exigerait avant tout que satisfaction fût donnée à la Russie dans la question de Mongolie. On ne tarda pas à Pétersbourg à se rendre compte que refuser de prêter au gouvernement de Yuan-Chekai le concours dont il avait besoin pour établir son autorité, c'était risquer de prolonger l'anarchie et que les républicains les plus avancés étaient, en Chine, les plus nationalistes, les plus hostiles aux Russes; le

triomphe, même momentané, d'une république démocratique et sociale en Chine, aurait, dans tout l'Extrême-Orient, un retentissement tel que l'exemple en pourrait devenir contagieux et provoquer des troubles en Sibérie où vivent des milliers de socialistes et de révolutionnaires russes exilés ou déportés. L'intérêt de la Russie et du Japon était donc, comme celui des grandes Puissances, d'aider la Chine à se donner un gouvernement régulier et pacificateur sans lui permettre de devenir une puissance assez forte pour inquiéter ses voisins. A ces conditions, le Japon et la Russie adhérèrent au *consortium* et à la politique dont il était l'expression ; il représenta désormais les intérêts de six grands États et parla en leur nom. Ainsi se manifestait la puissance de la combinaison diplomatique qui unit les intérêts du Japon à ceux de la Russie.

L'unanimité diplomatique et financière des Puissances étant assurée, il restait, avant de réaliser l'emprunt, à résoudre de grosses difficultés. Il fallait d'abord gager l'emprunt, inspirer confiance aux prêteurs; le plus clair des revenus de la Chine était déjà engagé. Les grands établissemens de crédit, en France surtout, manifestaient des inquiétudes; ils hésitaient à engager leur clientèle à placer ses capitaux dans un pays où la situation politique paraissait mal affermie. Le corps diplomatique demanda comme gage le revenu des gabelles, et il commença à parler d'un contrôle étranger sur l'administration financière de la Chine. Mais une telle intrusion des étrangers dans la vie intérieure du grand empire n'allait-elle pas soulever un mouvement xénophobe, provoquer peut-être dans les provinces des massacres que la présence, à Pékin, des troupes internationales serait impuissante à prévenir? Ne risquait-elle pas, enfin, d'ébranler la situation, déjà si difficile, de ce Yuan-Chekai que les Européens regardaient comme le seul homme capable d'assumer la responsabilité du gouvernement? Yuan était dans l'impossibilité matérielle de gouverner sans le concours des étrangers, mais il risquait, en se mettant entre leurs mains, une dangereuse impopularité. Les révolutionnaires qui n'auraient pu réussir, s'ils avaient pris le pouvoir, à faire face aux engagemens financiers de la Chine, et qui eurent le mérite de sacrifier leurs ambitions politiques à l'intérèt supérieur de leur pays, pouvaient, en présence d'une mainmise des étrangers sur les finances de la Chine, demander compte au président provi-

soire d'une pareille trahison et ameuter contre lui l'Assemblée et l'opinion publique.

La manœuvre du vieil homme d'État, entre tant d'écueils, est merveilleuse de souplesse et d'ingéniosité. Aux étrangers, il se donne comme seul capable de conjurer le péril d'anarchie et de dislocation; ils sont plus intéressés que les Chinois eux-mêmes au crédit de la Chine, car ils sont ses seuls créanciers; ils ont donc tout intérêt à le soutenir; mais qu'ils se gardent de l'étrangler, en lui imposant des conditions inacceptables! L'Assemblée nationale provisoire repousse les conditions du *consortium*, il faut donc lui donner, à lui Yuan, les moyens de tenir en bride l'Assemblée, de payer les soldats qui menacent de se mutiner. Ils se mutinent en effet, le 28 février 1912, à Pékin, au grand effroi des étrangers; entre Nankin et Pékin, un général tartare tient la campagne, vit sur le pays et Yuan ne semble pas pressé d'en venir à bout. Les banques récalcitrantes avancent l'argent nécessaire pour apaiser les soldats, les Puissances qui craignent que Yuan ne soit débordé par les révolutionnaires, se montrent plus traitables. Le rusé Chinois trouve le moyen de leur prouver qu'à la rigueur, il pourrait se passer d'elles et de leur *consortium ;* il conclut avec le financier anglais Crisp un emprunt de 280 millions. Grand émoi dans le corps diplomatique et parmi les grosses banques du syndicat! Mais l'emprunt Crisp n'est pas couvert, un accommodement se fait entre financiers et le *consortium* reste maître de dicter ses conditions. Yuan du moins a gagné du temps et des amis; il a employé une partie de l'argent avancé par les banques à se créer une clientèle, à recruter, dans les provinces du Nord, des soldats dévoués, tandis qu'il licencie ceux du Sud. Aux chefs républicains, il persuade que seul il est en mesure d'inspirer aux étrangers la confiance indispensable pour obtenir d'eux les ressources nécessaires au gouvernement, qu'il a déjà remporté un succès inappréciable, l'abdication de la dynastie, la fin du régime mandchou, et que son pouvoir est la transition nécessaire entre l'ancien régime à jamais aboli et le régime démocratique de l'avenir. Les chefs des Kouomintang (parti du peuple) se laissent persuader; ils abandonnent la partie, se retirent dans le Midi pour y reprendre en sous-œuvre l'éducation républicaine et nationale du peuple chinois. Pour les républicains, Yuan est l'homme nécessaire, un peu comme le fut, en France, M. Thiers

après 1870. Il ménage les Mandchous. Les ennemis du nouveau régime voient en lui le dictateur qui, une fois son pouvoir solidement établi, mettra à la raison les novateurs. Ainsi, rassurant tous les intérêts, flattant toutes les ambitions, ménageant toutes les Puissances, Yuan-Chekai établit au-dessus des lois et des partis son pouvoir dictatorial. Bientôt il se sent assez fort, assez indispensable, pour frapper ses adversaires; deux généraux républicains, Tchang-Tchennou et Fang-Ouei, étant venus à Pékin pour conférer avec lui et faire entendre leurs doléances, il les fait tuer (15 août 1912). Lui-même s'enferme au fond de son palais strictement gardé par des soldats fidèles. Les chefs républicains viennent à Pékin; Sun-Yat-Sen y est accueilli en grande pompe, comblé d'honneurs (septembre 1912); le ci-devant prince régent, Tchouen, vient lui rendre visite officielle dans le palais où il réside; c'est le symbole visible du triomphe de la Révolution et de la République. Sun accepte de devenir directeur général des chemins de fer; le général Hoang-Hing, soldat de la Révolution, vient aussi dans la capitale et est nommé directeur général des mines. C'est le ralliement. Tout est à la concorde et à l'harmonie, sinon peut-être à la confiance. Le pouvoir personnel de Yuan s'impose comme un fait et comme une nécessité.

Tandis que s'accomplissait cette évolution vers la dictature, l'Assemblée nationale provisoire votait et le Président promulguait les lois constitutionnelles de la République (10 août, 14, 20 septembre 1912). En voici les dispositions essentielles. Le pouvoir législatif appartient à deux Chambres. Le Sénat est élu par les Assemblées provinciales; les Chinois vivant hors de Chine et les lettrés y sont représentés. La Chambre des députés compte 596 membres élus à deux degrés pour trois ans parmi les hommes d'au moins vingt-cinq ans. Pour être électeur, il faut remplir certaines conditions de cens, assez élevées, ou posséder certains diplômes; les fumeurs d'opium et les illettrés sont exclus; ne sont pas non plus électeurs ni éligibles les militaires, les fonctionnaires de la police, de l'administration, de la justice. Il y eut, en tout, vingt millions d'électeurs.

Les premières élections constitutionnelles pour la Chambre et le Sénat ont eu lieu en décembre 1912 et janvier 1913; elles furent un succès pour le parti du peuple (Kouomintang) dont le chef est Sun-Yat-Sen; il obtint plus de la moitié des sièges;

même dans le Nord, en Mandchourie, par exemple, ses candidats l'emportèrent, mais Yuan contre-balança cette majorité en nommant lui-même les représentans de la Mongolie et du Tibet qui, en raison des circonstances politiques, se trouvaient dans l'impossibilité d'élire leurs députés. Au Sénat, le parti du peuple eut 129 sièges contre 77 au parti de Yuan-Chekai. Les élections étaient un échec pour le Président provisoire ; même s'il obtenait encore, pour l'élection à la présidence définitive, la majorité que Sun-Yat-Sen et ses amis paraissaient prudemment disposés à lui assurer, son pouvoir serait précaire et limité. A cette diminution Yuan, assuré de l'appui des étrangers, préféra la lutte ; il l'entama à la chinoise.

Un des chefs du parti du peuple, Song-Kiaojenn, ancien ministre de l'Agriculture, orateur éloquent et populaire, avait particulièrement insisté, au cours de la campagne électorale, sur la nécessité de ne donner au Président qu'un pouvoir limité et contrôlé à la mode française; dans une réunion politique tenue à Changhai, il avait même attaqué personnellement Yuan-Chekai et dénoncé ses usurpations, sa dictature. Quelques jours après, au moment où il allait monter dans le train qui devait le conduire à Pékin, il était tué à coups de revolver (20 mars 1913). L'enquête démontrait que l'assassin était un homme de police, aux gages du premier ministre Tchao-Ping-kiun. Il y a des juges en Chine! Ils osèrent lancer un mandat d'amener contre le premier ministre, dont la complicité ressortait des documens saisis au domicile de l'assassin. Yuan, par décret, le déclara innocent. Un pareil événement, au moment où le Parlement allait se réunir à Pékin, jeta la consternation dans le parti du peuple. A l'ouverture des Chambres (8 avril), l'élection des bureaux fut faite au milieu d'une émotion intense. Entre le Président et le Parlement, c'était la guerre.

Le « nerf de la guerre » était à la disposition des étrangers. L'emprunt du *consortium* n'était pas encore signé. Les Chinois ont l'art des négociations dilatoires : Yuan voulait faire traîner les pourparlers jusqu'au moment où il serait Président définitif. Du côté des prêteurs, on commençait à s'inquiéter, on se demandait si le parti démocrate et révolutionnaire, qui annonçait qu'il ne reconnaîtrait aucun emprunt conclu sans un vote régulier du Parlement, n'allait pas l'emporter. Au lendemain de son élection, le jour même de l'assassinat de Song-Kiaojenn, le pré-

sident Wilson avait retiré l'appui officiel aux banques américaines en les invitant à sortir du *consortium;* le Président et M. Bryan considéraient comme incompatible avec le programme démocrate de couvrir une politique inspirée par les trusts et les banques. La République des États-Unis reconnaissait officiellement, la première, la République chinoise. Mais les Américains s'excluant eux-mêmes du concert financier et politique des Puissances, leurs rivaux japonais comprirent tout le parti qu'ils pouvaient tirer de cette abstention pour le développement de leur influence en Chine, et ils n'en furent que plus résolus à soutenir le président Yuan-Chekai. Les Puissances européennes ne dévièrent pas non plus de la ligne qu'elles avaient adoptée et persistèrent à appuyer Yuan, qu'elles regardaient comme seul capable de maintenir l'ordre, de canaliser la révolution et de permettre l'essor des affaires. Yuan-Chekai ne pouvait l'emporter qu'avec l'appui de l'argent et de la diplomatie des étrangers; en assurant son triomphe, ils étaient assurés d'avoir en Chine un gouvernement favorable à leurs entreprises et à leurs affaires, et qui aiderait la Chine à se relever, à se réorganiser et à mettre en œuvre ses ressources. A Paris, un groupe de banquiers et d'hommes d'affaires venait précisément de fonder une nouvelle société, la Banque industrielle de Chine, au capital de 45 millions, destinée à organiser l'exploitation financière et industrielle de la Chine et résolue à soutenir la politique de Yuan-Chekai. Le Président provisoire hâta les dernières négociations avec le *consortium;* la question de Mongolie fut réglée à la satisfaction de la Russie. Tout fut enfin « bouclé » et, dans la nuit du 26 au 27 avril 1913, le contrat d'emprunt fut signé entre les ministres représentant le Président provisoire et les délégués du *consortium.* Au dernier moment, le vice-président du Sénat, M. Wang-Tchengting, un chrétien puritain du parti démocrate, obtint de pénétrer dans la maison où étaient échangées les signatures et formula une protestation : le contrat, disait-il, n'avait pas l'approbation du Parlement et la nation chinoise ne pourrait que le considérer comme nul. Le Sénat et la Chambre, quelques jours après, votèrent un ordre du jour dans le même sens. Sun-Yat-Sen adressa aux parlemens européens une protestation qui resta sans effet. Le *consortium* et Yuan-Chekai étaient les maîtres de la situation. Mais le Chinois, pour ne pas dépendre trop étroitement des banques du *consor-*

tium qui lui mesuraient les versemens et exigeaient des justifications de l'emploi des fonds, s'était arrangé, dès le 10 avril, pour conclure un emprunt de 40 millions, à 6 pour 100, avec un groupe austro-allemand que soutenait, dit-on, la maison Krupp; en échange, des commandes d'armes devaient être faites; c'est encore les revenus de la gabelle qui figuraient la garantie des prêteurs. Ces incidens n'étaient pas sans provoquer quelque inquiétude dans les milieux financiers; on hésitait à lancer l'emprunt dans le public. Après entente entre les gouvernemens, les ministres des Affaires étrangères des différens pays intéressés écrivirent aux banques des lettres conçues dans un sens identique constatant que les chancelleries considèrent que « ce contrat constitue un engagement liant le gouvernement chinois et ses successeurs (1). » L'emprunt lancé dans le public réussit.

Dès lors, les événemens se précipitent. Yuan est assuré de l'appui de toutes les Puissances, liées par les avances et les prêts que leurs nationaux ont consentis; elles ne lui demandent que d'établir solidement son pouvoir, garantie d'ordre et de sécurité, sans trop s'inquiéter des moyens dont il croira pouvoir se servir. En Chine même, les adversaires de Yuan semblent renoncer à la lutte ou l'ajourner, tant la question financière prime toutes les autres. Sun-Yat-Sen cherche à empêcher la guerre civile dont il prévoit la sanglante échéance. Dans les provinces, des troubles éclatent et Yuan-Chekai en profite pour prendre l'offensive; les exécutions commencent; à Ou-Tchang, les Kouomintang sont poursuivis et massacrés, le consul de France sauve ceux qui se réfugient sur le territoire de la concession française. La terreur règne à Pékin, les suspects sont exécutés ou s'enfuient, mais le Parlement reste ferme et multiplie les protestations; il rejette le traité sino-russe relatif à la Mongolie, il rejette le contrat d'emprunt; on ne le regarde plus que comme un Parlement factieux dont le maintien n'est encore nécessaire que pour procéder à une élection présidentielle régulière. Tout le Sud est en armes; les délégués des assemblées provinciales réunis à Changhai prononcent la déchéance du dictateur, traître, violateur de la Constitution. Au commencement de juin 1913, la guerre civile commence; les troupes de Yuan,

(1) Ce sont les termes prudens employés par M. Pichon dans la lettre qu'il a écrite le 7 mai 1913 au directeur de la Banque d'Indo-Chine. Voyez le texte dans le livre de M. Farjenel, p. 346.

mieux organisées, mieux payées, l'emportent; partout les républicains sont traqués; le 22 juillet, un décret officiel de Yuan met à prix la tête des principaux chefs, sans toutefois nommer Sun-Yat-Sen; celui-ci, avec Hoang-Hing et plusieurs autres, se réfugie au Japon. La reprise de Nankin par les troupes du gouvernement commandées par le Mandchou Tchang-Hiun fut particulièrement atroce; la malheureuse « capitale du Sud, » déjà détruite au temps des Taïpings, fut mise à feu et à sang. Trois Japonais ayant été tués dans la bagarre, le gouvernement de Tokio envoya des navires de guerre qui rétablirent l'ordre et sauvegardèrent ce qui restait de la population décimée. La guerre civile s'apaisa ainsi peu à peu. La Chine, de nouveau ensanglantée, était du moins préservée, une fois encore, d'une sécession.

Le 6 octobre 1913, on procéda à Pékin à l'élection pour la Présidence de la République. Le vote eut lieu à huis clos sous la surveillance des soldats et de la police. De 870 membres du Parlement, 732 étaient présens; 507 votèrent au troisième tour pour Yuan-Chekai, 363 s'abstinrent ou dispersèrent leurs voix. Quelques jours après, les Puissances reconnaissaient officiellement la République chinoise.

Le dernier acte de la tragi-comédie fut joué quelques semaines plus tard. Le conflit entre le Président et le Parlement était irréductible. L'opposition courageuse, mais impuissante, des Chambres ne pouvait que gêner le gouvernement et entretenir des germes de guerre civile. Le 4 novembre, Yuan chassa des Chambres la majorité opposante et, le 12 janvier, il déclara le Parlement dissous; les derniers sénateurs et députés s'enfuirent. Les comités républicains dans les provinces furent dispersés, et les membres qui chercheraient à se réunir déclarés rebelles. Les Assemblées provinciales furent également dissoutes (mars 1914), la liberté de la presse supprimée de fait. Depuis cette série de coups d'État, Yuan-Chekai, Président de la République, dictateur, règne sans opposition ni contrôle sur l'immense Chine, meurtrie, mais pacifiée. Tout récemment, le 1er mai, une nouvelle constitution a été promulgée, elle organisa le despotisme en faveur du Président de la République. Le régime parlementaire est supprimé en fait. Un Parlement devra être convoqué au plus tard en 1916; il est dit que son assentiment sera obligatoire pour les lois portant accroisse-

ment des charges fiscales ou modification des frontières de la Chine, mais un conseil de la République est créé, dont les membres seront nommés par le Président. Celui-ci, après avis conforme de ce Conseil, pourra dissoudre le Parlement, ou refuser de promulguer une loi votée par le Parlement, même à la majorité des trois quarts des voix. Une commission de dix membres, choisis dans le Conseil de la République, élaborera une Constitution définitive. Avec le nom de République, c'est le pouvoir absolu qui désormais est établi en Chine.

V

De leur politique diplomatique et financière et de l'appui prêté au gouvernement de Yuan-Chekai, les Puissances européennes ainsi que le Japon et les États-Unis attendaient un double résultat : d'abord l'intégrité de la Chine et le maintien de l'ordre, ensuite des bénéfices positifs, une part dans la mise en valeur, dans l'exploitation des richesses de la République. Le résultat a-t-il répondu à leurs espoirs ?

Nous avons dit que le Japon et la Russie s'étaient mis d'accord pour sauvegarder l'intégrité des provinces chinoises et pour se partager la domination ou le contrôle effectif sur les « marches » du Nord, Corée, Mandchourie, Mongolie. Les vastes régions semi-désertiques de la Mongolie remplissent tout l'espace intermédiaire entre les provinces russes de Sibérie et la Chine proprement dite : c'est le pays des steppes ; de là sont parties, au XIIIe siècle, les armées du Tchinguiz-Khan, qui ont conquis le monde depuis les mers de Chine jusqu'à la Baltique et à l'Adriatique. Les Mongols, descendans clairsemés des héros d'autrefois, nomadisent encore dans ces plaines indéfinies ; leur pays est sur la route directe, l'ancienne « route de la soie » qui conduit d'Europe en Chine soit par la trouée de l'Ili, soit par Ourga ; par là passera un jour le chemin de fer le plus court et le plus facile à construire de Russie à Pékin. Cette région a donc pour les Russes une grande importance, et ils travaillent depuis longtemps à s'y assurer une clientèle. Les Chinois, de leur côté, s'ingéniaient à conquérir peu à peu la Mongolie par une lente infiltration de colons que suivaient des fonctionnaires et des soldats ; ils ont réussi à assimiler ainsi une partie de la Mongolie intérieure, celle qui est contiguë à la Mandchourie. Les

Mongols, habitués à l'indépendance, voyaient avec inquiétude cette invasion; leurs ancêtres ont, au cours des siècles, plusieurs fois imposé leur suzeraineté ou intronisé leurs princes en Chine, ils n'ont jamais été soumis par les Chinois. En 1911, des chefs mongols avaient fait offrir à la Russie le protectorat des tribus dont le centre est à Ourga où réside le *Koutouktou*, chef religieux et politique de la Mongolie (1). L'abdication de la dynastie mandchoue à Pékin parut aux chefs mongols l'occasion désirée pour se séparer des Chinois; ils n'étaient liés, alléguaient-ils, que par une union personnelle avec la dynastie, mais nullement par un lien de vassalité, encore moins de sujétion, avec la Chine. La Mongolie extérieure proclama son indépendance et se tourna du côté de la Russie. Par un traité du 3 novembre 1912, entre le Tsar et les princes mongols, la Russie reconnut l'autonomie de la Mongolie vis-à-vis de la Chine; des soldats russes, sous prétexte de gardes consulaires, obtenaient le droit d'y résider; la Russie promettait de prêter des instructeurs pour former l'armée mongole. Yuan-Chekai, pour éviter la sécession de la Mongolie, fit mine d'y envoyer des troupes que la diplomatie russe arrêta en route. On négocia; nous avons vu le lien étroit de ces négociations avec la question de l'emprunt du *consortium*. Le 5 décembre 1913, un traité fut signé entre Yuan-Chekai et les Russes. La Russie reconnaissait que la Mongolie fait partie du territoire chinois, mais la Chine reconnaissait l'autonomie de la Mongolie. En fait, les Russes exercent sur la Mongolie extérieure une sorte de protectorat politique et économique. Un rapprochement a été ménagé, par l'entremise du bouriate russe Dorjief, entre le Grand Lama d'Ourga et la Grand Lama de Lhassa. Le Turkestan chinois, complètement séparé de la Chine, tombera comme un fruit mûr aux mains des Russes. Au Tibet, le Dalaï Lama a obtenu le retrait des troupes chinoises et cherche à réorganiser, avec l'aide des Anglais, un gouvernement autonome. En Mandchourie, nous avons fait allusion aux arrangemens spéciaux qui délimitent les zones d'influence japonaise et russe entre le méridien de Pékin et les confins de la Mandchourie. Une partie de la Mongolie intérieure rentre ainsi dans la sphère japonaise;

(1) Voyez Paul Labbé, *Chez les Lamas de Sibérie* (Hachette, in-16), et le Voyage du commandant de Bouillane de Lacoste : *Au pays sacré des anciens Turcs et des Mongols* (Émile-Paul, in-8).

c'est dans cette région que le gouvernement de Tokio a obtenu trois concessions de chemin de fer ; deux lignes joindront deux points de la grande voie transmandchourienne avec Yao-Nanfou et traverseront des régions fertiles où la culture intensive du haricot soja est devenue une source considérable de richesses; une troisième ligne descendra de Yao-Nanfou vers Jehol. Par leurs chemins de fer, par leurs consuls, par Port-Arthur et la presqu'île du Liao-Toung, qu'ils tiennent à bail en vertu du traité de Portsmouth, les Japonais sont les véritables maîtres de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure; les Chinois les haïssent, mais ils sont impuissans à les repousser. En fait, la Chine est donc aujourd'hui presque réduite aux dix-huit anciennes provinces, tous les pays annexes sont, ou séparés, ou en voie de séparation. Ainsi, à la lumière de ces faits, s'éclaire l'attitude de la Russie et du Japon vis-à-vis de la révolution chinoise.

Les Puissances européennes et les États-Unis n'ont demandé à la Chine que des avantages économiques, des chemins de fer à construire, des mines à exploiter. Il faudrait une étude spéciale pour en entreprendre l'énumération. On n'y aperçoit pas de plan d'ensemble, l'initiative vient en général des banques ou des groupes financiers, qui s'intéressent beaucoup moins à la construction du chemin de fer qu'à l'emprunt qui doit servir à en couvrir les frais ; souvent une concession est demandée, puis revendue avec bénéfice sans aucun souci des avantages ou des inconvéniens politiques qui peuvent s'ensuivre; une concession devient ainsi une valeur mobilière sur laquelle on spécule, et si elle peut rapporter de beaux bénéfices au « groupe » de spéculateurs qui l'obtient, on voit moins l'avantage qu'en espère la diplomatie qui en négocie l'octroi. Cependant les Allemands, dans le Chan-Toung et dans les régions limitrophes, apportent un remarquable esprit de méthode dans leurs demandes de concessions; ils cherchent à créer un réseau de voies ferrées qui amènerait les marchandises, notamment les charbons et les fers du Chan-Si, à leur port de Tsing-tao. Les Anglais restent volontiers dans le bassin du Yang-Tse et y supportent sans bonne humeur la concurrence de leurs alliés japonais qui cherchent à y obtenir quelques lignes courtes mais productives (Kiu-Kiang à Nan-tschan, desservant la mine de fer de Ta-je qui alimente les fonderies du Japon). Les Français, souvent associés aux Belges, ont obtenu la concession d'un

réseau considérable ; tout récemment, la *Banque industrielle de Chine* a reçu l'autorisation d'émettre un emprunt pour la construction d'un réseau qui partirait de Yunnan-Fou, prolongerait le chemin de fer qui vient du Tonkin et se dirigerait vers les riches cités commerçantes du Se-tchouen, Souifou, Tchoung-King. Un autre projet franco-belge, pour lequel un emprunt initial a déjà été lancé en Belgique, irait du Kan-Sou rejoindre le port de Haï-tscho, au Sud du Chan-Toung, par le Chen-Si, le Chan-Si et le Honan (1 800 kilomètres).

Ces lignes, et beaucoup d'autres que nous ne nommons pas, seront peut-être un jour les artères vivifiantes par où un sang nouveau circulera jusqu'au fond des provinces les plus reculées de la Chine ; pour le moment, elles témoignent surtout de l'activité de la spéculation internationale qui s'est abattue sur la Chine comme sur une source inépuisable de belles émissions, de riches courtages, de gros dividendes. Tout cet intense mouvement d'affaires explique la politique suivie par les grandes Puissances en Chine. La diplomatie, à la suite des financiers, n'a cherché qu'une chose : l'établissement d'un ordre qui rendît possible les affaires. Quelque idéaliste impénitent, un vieux républicain de 1848, s'il en est encore, aurait peut-être rêvé, pour la France du moins, un rôle plus généreux. Seuls, ou presque seuls, aujourd'hui, en Chine, les missionnaires sont républicains ; ils espèrent tout de la liberté ; les financiers, qui attendent tout de l'autorité, appuient la dictature. Mais cette politique ne va pas sans périls ; sans chicaner sur les procédés un peu trop « ancien régime » de Yuan-Chekai, il faut reconnaître que sa dictature est une transition nécessaire entre l'empire absolutiste des Mandchous et un régime plus libéral, mais encore faut-il préparer cet avenir. Soit que Yuan fonde, sans le nom et sans le titre, une dynastie nouvelle de sang chinois et transmette son pouvoir à ses héritiers, soit qu'au contraire les républicains reprennent le dessus par une révolution analogue à celle de 1911, il faut, dans les deux cas, organiser une Chine nouvelle avec une administration et des finances. L'emprunt international du *consortium* a servi surtout « à alimenter le gaspillage et à accroître les appétits dans le pays et parmi les étrangers. » Le système des emprunts industriels que l'on paraît préférer aujourd'hui (1) donnerait peut-être de bons résultats, si ces

(1) L'emprunt de 150 millions émis le 7 avril par la Banque industrielle de

emprunts étaient échelonnés avec méthode et employés uniquement à des travaux directement et immédiatement nécessaires à la Chine; ils ne remplaceront pas les emprunts de réorganisation. La Chine est riche, il faut lui prêter de l'argent, non pas pour acheter des armes, mais pour l'aider à créer une administration qui lui permette de percevoir l'impôt foncier et de faire face par ses propres ressources aux emprunts de mise en valeur dont elle aura encore besoin. Le fameux emprunt de « réorganisation » de 631 millions n'a servi que pour une faible part à réorganiser; 300 millions étaient destinés à rembourser des emprunts échus, 125 aux dépenses de l'État pendant six mois, 75 au licenciement des troupes, 50 à la réforme du monopole du sel, 75 à payer les frais, remises, commissions, etc. Ce n'est pas ainsi qu'on « réorganisera » la Chine, et cependant il est difficile de continuer indéfiniment à alimenter la vie du gouvernement de Yuan-Chekai au moyen d'emprunts qui seraient de moins en moins solidement gagés. Les emprunts, de quelque nature qu'ils soient, ne contribueront à créer en Chine un état de choses stable et pacifique que si les prêteurs sont appelés à en surveiller l'emploi : « Ce serait trop peu de vous prêter de l'argent disait dans un discours, le 15 décembre dernier, le très distingué ministre de France en Chine, M. Conty, nous voulons aussi vous fournir des hommes pour collaborer avec vous et vous faire profiter de toutes les ressources de l'industrie moderne où le génie français a apporté une si large et si glorieuse contribution. » La voie, où la finance et la politique européennes sont engagées, aboutit au contrôle des finances chinoises. C'est là un remède nécessaire. Un régime soucieux de l'avenir de la Chine comprendra que, dans les difficultés présentes, l'organisation de deux grandes administrations nouvelles sur le type de celle des douanes, celle de la gabelle et celle de l'impôt foncier, pourrait rendre à la République les

Chine et qui a provoqué l'interpellation de M. Lefebvre du Prey à la Chambre, le 30 mars, est un de ces emprunts industriels ; il est destiné à faire le port de Pou-Kou et à divers travaux. M. Doumergue, ministre des Affaires étrangères, avait cru pouvoir écrire, le 12 mars, au directeur de la Banque une lettre où il énumérait les garanties affectées par le gouvernement chinois à cet emprunt. En réponse à l'interpellateur, le ministre allégua pour se couvrir la lettre dont nous avons parlé, écrite par M. Pichon au directeur de la Banque d'Indo-Chine. Il faut remarquer que le cas est tout à fait différent, M. Pichon n'ayant écrit sa lettre que par suite d'une entente internationale, en même temps et dans le même esprit que ses collègues des autres pays intéressés.

mêmes services que les douanes ont rendus à l'Empire. Comme le fit, en 1860, le prince Kong, Yuan-Chekai ne tardera sans doute pas à se convertir à cette idée. Mais le contrôle ne pourrait être organisé que par une collaboration étroite du gouvernement et des étrangers et en réservant à l'élément chinois la part qui lui avait été jadis réservée dans l'organisation du service des douanes. Ce sont les douanes qui, à plusieurs reprises, en 1895, en 1900, en 1912, ont sauvé la Chine. L'organisation du service des gabelles et de l'impôt foncier d'après les méthodes et sous le contrôle des grandes Puissances, donnera aux Chinois l'éducation administrative, financière et gouvernementale dont ils ont besoin. Mais le remède demande à être manié avec précaution. Il est nécessaire que les gouvernemens européens exercent aussi une sorte de contrôle sur les affaires qu'ils patronnent et prennent garde de ne pas blesser le sentiment national qui s'est éveillé dans l'Empire chinois. La Chine n'est pas un corps inerte; la révolution vaincue a laissé des traces profondes dans les esprits et dans les cœurs; les écoles, les livres enseignent la liberté et le nationalisme même sous le régime de la dictature. Le gouvernement japonais a déjà quelque peu modifié sa ligne de conduite sous la pression de l'opinion publique favorable aux républicains chinois; il semble incliner vers une politique peut-être moins solidaire des Européens, plus asiatique, plus préoccupée de l'avenir de la Chine. C'est là un symptôme qu'il ne faut pas négliger. Les étrangers, à la surface de la masse énorme de la Chine, restent toujours dans une situation précaire, et s'ils cherchaient à dominer le pays, à s'immiscer de trop près dans sa vie intérieure et dans son gouvernement, un mouvement xénophobe pourrait les balayer en quelques jours. La révolution, suivie de la dictature de Yuan-Chekai, n'est pas un stade définitif de l'histoire de la Chine; ce ne peut être qu'une étape de la longue transformation qui, d'un agrégat d'innombrables cellules juxtaposées, fera un État outillé, organisé et gouverné selon les méthodes de la civilisation moderne. Les destinées de la Chine réservent de dangereuses surprises aux Puissances étrangères, si elles oublient que les affaires ne sont pas toute la politique et que les peuples ont parfois de terribles réveils.

RENÉ PINON.

SOUVENIRS DE MEXIQUE

I. — PREMIÈRES IMPRESSIONS

Le Mexique est une fois de plus en révolte. Sur ce sol de constantes éruptions volcaniques et de continuelles révolutions, l'effervescence augmente. Aussi le regard du monde entier se tourne-t-il avec anxiété vers ces lointains parages et on se demande, non sans angoisse, quand prendront fin ces sanguinaires massacres et quelle sera l'issue de ces troubles.

Si inquiétante que soit la situation actuelle, elle n'est pourtant nullement surprenante pour tous ceux qui ont quelque notion de ce pays. Il suffit d'en feuilleter rapidement l'histoire pour se rendre compte qu'à la première révolution, en 1810, le brasier de la révolte s'est allumé pour ne plus jamais complètement s'éteindre. Depuis qu'au début du XIXe siècle, Hidalgo souleva la nation, les révoltes se succèdent sans interruption. Tour à tour les chefs des insurgés se proclament présidens ou même empereurs. Lopez de Santa Anna, Yturbide, Benito Juarez, Porfirio Diaz, Madeiro, s'emparèrent tour à tour du pouvoir par la guerre civile. L'état des choses est resté le même aujourd'hui, avec le général Huerta.

La révolution est passée au Mexique à l'état endémique : aussi les menues occupations de la vie quotidienne s'y déroulent-elles comme en temps normal. On peut s'entre-tuer devant la porte de la ville, souvent même dans la rue voisine, entendre les coups de feu échangés, sans qu'on s'en préoccupe le moins du monde. On va à ses affaires, on visite ses amis, on travaille, et on se distrait comme à l'ordinaire. Souvent je me trouve témoin de rixes violentes, les trains sont constamment exposés à être attaqués ou dévalisés. Un jour, à peu de kilomètres de

distance de Cuernevacca, la locomotive et plusieurs wagons furent complètement démolis par l'explosion d'une bombe lancée par les insurgés.

Mais n'est-ce pas un trait caractéristique de la nature humaine que, plus elle est près du danger, moins elle semble s'en rendre compte?

Durant mon séjour au Mexique, cet état d'esprit m'a vivement frappé. Au milieu du trouble et de l'émeute, la routine quotidienne de l'existence suit inaltérablement son cours. On déplore la mort de quelques victimes, on s'apitoie sur les malheurs publics, et puis l'intérêt personnel reprend tous ses droits. Ombres et lumières, larmes et sourires se succèdent sans transition. Il semble que, sous ces ardentes latitudes, les passions sont encore plus violentes. Aux rayons de ce soleil magique la vie est plus intense et plus fiévreuse. Cet astre, bénédiction de ce sol, idole de ce peuple, par son éclat et sa chaleur tropicale éblouit à la fois l'œil et l'esprit.

C'est au foyer même de l'agitation, dans l'historique palais de Chapultepec, que je passai le premier jour de cette triste année. Véritable Éden, si jamais il en fut sur terre! A la fois coin de forêt vierge et jardin fleuri, des plates-bandes multicolores s'étalent au pied des cèdres au sombre feuillage, des cascades éblouissantes jaillissent au milieu de rochers moussus dont le sommet est couronné par l'ancien palais des rois Aztèques. Depuis l'époque de Montézuma, cette royale demeure a subi bien des changemens, et il n'en reste guère que les soubassemens. Mais, quoique souvent restauré, ce palais présente encore un ensemble grandiose.

Que dire de l'intérieur meublé pour l'empereur Maximilien? Il offre toute la banalité du style et du goût du second Empire. C'est dans une grande salle mal décorée que le Président de la République recevait les hommes importans du pays et le Corps diplomatique. Réception d'ailleurs fort simple, où deux domestiques habillés de noir offraient aux invités des verres d'eau pour tout rafraîchissement. Au reste, le monde alors au pouvoir, ami du Président Madeiro (1), est très modeste. La classe soi-disant dirigeante, les grands capitalistes, les propriétaires fonciers, ces familles connues par leurs vastes richesses dans le monde entier,

(1) En quelques mois, ce chef d'État et beaucoup de personnages présens à cette réception ont été fusillés dans les circonstances dramatiques que l'on sait.

toutes partisans de Porfirio Diaz, vivaient soit retirées, soit au delà des frontières. Quant aux rares descendans de l'ancienne noblesse espagnole, ils sont généralement appauvris et ne jouent plus un rôle important.

En somme, la puissance est entre les mains d'une classe moyenne très peu instruite, encore moins cultivée, agissant sous l'impulsion de la passion plus que de la raison, issue généralement de métis, héritant pour l'ordinaire plus largement des défauts que des qualités de ses ancêtres. On s'explique par là les tristes événemens qui remplirent le siècle dernier et qui semblent devoir se prolonger encore.

Le sentiment patriotique disparaît devant l'ambition personnelle : chaque fois qu'un homme de valeur surgit à cet horizon trouble, immédiatement il forme un parti et tâche de renverser le pouvoir pour s'en emparer. C'est ainsi que nous assistons à ces changemens continuels de présidence. Quelles que soient les dénominations des différens partis, une fois qu'ils sont arrivés au suprême pouvoir, leur programme de gouvernement ne varie que dans la forme : le fond est toujours le même.

Le peuple, en majeure partie de race indienne, végète dans un état de profonde apathie. Perdu dans ses forêts et labourant ses champs immenses, il est resté fidèle à ses traditions. Mais ces Indiens de l'Amérique centrale nous montrent, même au milieu de leur décadence, les traces d'une civilisation disparue. D'allure svelte, avec des traits remarquablement fins, de manières avenantes, ils gagnent vite la sympathie. Telle était, il y a trois ou quatre siècles, l'opinion des conquérans eux-mêmes.

De mes voyages dans les différentes parties de cette vaste contrée, dans le Nord aride et sous la chaleur tropicale de ses régions méridionales, j'ai conservé les souvenirs les plus agréables. Loin des centres agités, dans de petites villes calmes et tranquilles comme Moreillia, Colima, Orizaba, Puebla, Oaxaca, et tant d'autres, grand fut mon étonnement de rencontrer des monumens remarquables et d'agréables conditions d'existence.

Partout de belles églises et des palais artistiques, des places publiques fleuries et ombragées, des voies larges et droites. Dans la moindre de ces villes, une petite société locale fort polie. Les familles ont conservé beaucoup de leurs anciens usages; la vieille culture latine a laissé son empreinte, et le matérialisme moderne n'a pu encore entamer cette mentalité idéaliste.

Réminiscences du passé, vestiges de la civilisation d'antan, évocation de cette Espagne glorieuse des XVIe et XVIIe siècles, que je découvre à chaque pas et qui me frappe même en ses ruines, si cet immense empire sur lequel le soleil ne se couchait pas a établi sa conquête par l'épée de ses vaillans *conquistadores*, sa suprématie réelle fut assurée par la supériorité de sa culture. Ici comme partout, nous saluons l'idée planant victorieuse et vivante sur les empires déchus et sur la force matérielle anéantie.

II. — L'ARRIVÉE

A la première aube du jour, le 18 décembre 1912, j'arrivai au Mexique. Le train sans fin roulait lentement sur l'énorme pont de fer jeté sur le Rio Grande. C'était un matin gris et froid. Tout autour de moi le paysage apparaissait triste et sombre, sans végétation et peu cultivé. Les deux villes sœurs de Loredo, dont l'une construite sur la rive gauche du fleuve appartient aux États-Unis, l'autre située en face fait partie du Mexique, sont peu attrayantes. Comme tous les centres de commerce à leur début, elles ne possèdent ni beauté, ni originalité.

Je m'étais représenté le Mexique tout autrement, plus riant et plus chaud que ces mornes cités du Nord et que leurs banlieues glacées et désertes. Heureusement la triste impression diminua d'heure en heure à mesure que je pénétrai dans l'intérieur. Mes espérances furent même en fin de compte dépassées. Il serait difficile de trouver pays plus ensoleillé et peuple plus original. A notre époque si prosaïque, le Mexique est resté un pays de rêve.

Mais pour en revenir à Loredo, je n'y trouvai rien de tout cela. Sa construction et son emplacement me rappelèrent les villes des États-Unis. Sa gare semblait aussi désolée et sale que celles du Texas. La même foule vulgaire et mal tenue se presse ici comme là-bas sur le quai. Chacun crie en anglais, ou plutôt en américain, avec un accent nasillard bien marqué.

Les règlemens de douane sont tracassiers au dernier point et, loin de les adoucir, on les aggrave partout. Dans le grand hall de Loredo, les employés plongent dans tout le contenu des malles, le retournent de haut en bas et abîment à plaisir, autant qu'ils le peuvent, les bagages des voyageurs les moins suspects de contrebande. Les trains sont organisés comme ceux de l'Amé-

rique du Nord. Dans les wagons, tous prennent place les uns derrière les autres comme dans les omnibus. Dans les célèbres *Pullman car*, l'installation est encore moins confortable, il faut s'asseoir les uns en face des autres dans le voisinage le plus proche. Mais c'est le soir que la situation devient le plus incommode, quand les sièges sont transformés en lits et que tous les voyagers, jeunes et vieux, hommes et femmes, s'allongent en rangées superposées et que les voitures ressemblent à d'immenses dortoirs.

Ce qui ajoute à l'inconfort des trains, c'est l'importunité des marchands de gâteaux, de boissons et de cigares qui continuellement vous harcèlent. Quant aux conducteurs noirs, on dirait qu'ils veulent se venger sur les malheureux voyageurs de l'injustice faite à leur race. Leur impolitesse et leurs mauvaises manières sont toutefois moins irritantes que l'empressement obséquieux déployé dans l'espoir d'un pourboire.

Par les portières, j'aperçois des steppes comme dans « l'Est » américain, du moins les prairies étendues du Mexique rappellent les pays annexés en 1847. Nulle trace d'habitation, pas même un arbre. Tout au plus, quelques broussailles basses couvrent le sol. La moindre végétation paraît desséchée. L'herbe rare est jaune comme de la paille et sous un soleil de feu toute la nature semble brûlée comme sur une planète anéantie.

Le soleil offre la seule consolation sur cette terre déserte, soleil éclatant du tropique qui répand, avec toute sa puissance, dans un ciel sans nuages, ses rayons éblouissans. L'atmosphère est d'une pureté merveilleuse. Nulle part dans l'univers, même dans les régions alpestres, l'air n'est plus clair que sur les hauteurs du Mexique, et, en aucun lieu, le soleil n'y est plus incontestablement le maître de la nature. Dès les premiers jours de mon arrivée, je compris le rôle décisif que l'astre éclatant a joué de tout temps au Mexique et parmi ses habitans.

Le train stationne dans ces longs espaces, mais aucune trace de villes ou de villages. Ces haltes aux noms indiens sont très modestes et entourées tout au plus de quelques huttes. La population couverte de guenilles est à demi nue; mais ces gens ont une douce physionomie et des trais remarquablement délicats; ce sont des indigènes ou des métis espagnols. La gendarmerie forme un grand contraste parmi cette foule tranquille. Ces gardiens de la paix sur leurs petits chevaux de race sont très pitto-

resques; leur costume répond au goût national. La jaquette courte et le pantalon en forme d'entonnoir sont ornés de nombreux boutons; les paremens sont d'un rouge éclatant. Le costume est complété par un énorme chapeau, représentant assez bien un pain de sucre posé sur un large plat.

Lampazo, avec ses quelques milliers d'habitans, est le premier endroit à l'aspect indubitablement colonial, ou plutôt espagnol. Ses maisons recouvertes de couleurs vives ont des toits en forme de terrasses plates. Des coupoles élevées couronnent les églises.

Mon premier arrêt fut Monterey; son nom lui vient d'un titre de la famille Zuniga, dont un des membres fut le neuvième vice-roi de la Nouvelle-Espagne. La ville doit son importance actuelle aux nombreux habitans venus des États-Unis, qui forment la plus grande partie de la population. Dans les rues, on entend autant d'anglais que d'espagnol. La direction des aciéries et des grandes brasseries est entre les mains étrangères et journellement, le nombre des riches mines et des grandes propriétés achetées par des sociétés américaines augmente.

La ville prospère est commerçante. Quoique les nouvelles constructions soient d'un goût douteux et s'allient mal aux anciens bâtimens, l'aspect général est pourtant sympathique. Les quartiers habités par les classes privilégiées ont conservé beaucoup de leur charme d'antan. Ainsi la vieille résidence épiscopale, sur une hauteur près de la porte de la ville, forme un spectacle délicieux, malgré la ruine complète du palais.

Cependant c'est la vue environnante qui exerce le plus grand attrait. Des montagnes aux lignes fantastiques se dressent devant le regard. Leurs sommets sont abrupts et se détachent sur le bleu du ciel comme les dents aiguës d'une scie. Les éruptions volcaniques de jadis ont tout bouleversé et offrent au spectateur une vision étrange : gouffres profonds, cimes altières s'enchevêtrent suivant le hasard d'éboulemens préhistoriques.

La vie, elle aussi, ne manque pas de romanesque dans cette contrée. Les troupes gouvernementales sont en train de chasser les insurgés du général Reyes. La révolution règne de nouveau dans le pays. Dans le Sud, un certain Zapata est à la tête des révoltés; à l'Est, ils suivent Orizco, tandis qu'ici, c'est l'ancien ministre mécontent, le général Reyes, le chef de l'émeute. Aussi bien, il semble généralement admis que dès qu'un personnage

important a quelque grief contre le gouvernement, il provoque un soulèvement.

Quoi qu'il en soit, voilà encore le Mexique entier du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le théâtre de la guerre et du pillage. De tous côtés, arrivent les tristes détails de nouveaux massacres et de combats livrés entre l'armée nationale et les troupes en révolte. La propriété et la vie des habitans est menacée au plus haut point et le peuple témoigne d'une attitude très dangereuse en faisant souvent cause commune avec les attaquans et en partageant le butin avec eux.

Aussitôt que la paix est assurée avec l'étranger, la guerre civile reprend. On m'a assuré que pendant la présidence, ou plutôt la dictature de Porfirio Diaz, l'ordre avait régné dans le pays. Ceci n'empêcha point que son long gouvernement, qui débuta par la révolution et la guerre civile, finit soudainement dans le sang.

Monterey ne me cause pourtant pas une impression belliqueuse : tout au contraire, avec ses hautes cheminées, elle paraît industrielle et commerçante. En réalité, les rencontres ennemies ont lieu dans les environs et les *Reyistes* attaquent de préférence les grandes propriétés isolées. Celles-ci sont surtout exposées à leurs coups. Ils emportent tout ce qui leur tombe sous la main et, en cas de résistance, ils emploient la plus impitoyable violence.

Je passai à San Luis-Potosi mon premier dimanche au Mexique. La ville possède une cathédrale spacieuse et un palais épiscopal remarquablement beau. Les églises sont nombreuses, et la population se fait remarquer par une édifiante piété. Le lieu est agréable et plaisant. Les bâtimens ont beaucoup de caractère, les rues gardent le cachet du Moyen âge. Toutes les places publiques sont autant de jardins merveilleusement entretenus.

San Luis-Potosi doit aux mines d'or et d'argent des montagnes voisines son épanouissement et son opulence. Par la conquête au XVIe siècle, des immigrans prirent possession de l'endroit. Malheureusement, leur rapacité épuisa beaucoup de riches gisemens. Mais de nouveaux filons furent constamment découverts et jusqu'à aujourd'hui, le territoire est resté le district minier le plus abondant du pays. C'est seulement depuis peu de temps que de longues étendues devinrent la propriété de sociétés américaines avec le droit d'exploitation.

Au point de vue artistique, la ville offre un coup d'œil pittoresque et attirant. Le spectacle des rues bariolées, pleines de vie et d'agitation, est enchanteur. Des détails, dignes du pinceau d'un peintre, surgissent de tous côtés. La grande place de la Promenade, recouverte d'une sorte de baldaquin en toile pour préserver de la chaleur, fait l'effet d'une salle de réunion, rendez-vous de la société élégante. Tout brille et étincelle dans la lumière éblouissante. La vie se déroule avec la gaieté et la grâce méridionales.

La population aisée et riche jouit visiblement d'une existence agréable. Au premier moment, on est étonné de voir combien l'humanité paraît plus contente de son sort que de l'autre côté du Rio Grande, où la lutte pleine de tristesse et de soucis, résultat du désir unique d'amasser de l'or jusqu'à ce qu'il en soit devenu l'esclave, absorbe l'homme. Ici au contraire, sous les rayons en feu d'un soleil brillant, ce sentiment âpre disparaît.

J'erre à travers les rues nombreuses. Elles se ressemblent toutes par leur disposition et sont pourtant toutes différentes. A chaque instant, je rencontre des détails charmans et l'image d'ensemble est toujours harmonieuse. Nuestra señora del Carmen est le monument le plus remarquable de la ville. Les coupoles vertes de l'église. ornées de faïence, sont d'une parfaite pureté de lignes. La façade, décorée de riches sculptures, offre le type du style baroque local, nommé *charriqueresque* par les architectes espagnols. Tout n'est pas de bon goût, loin de là, mais l'impression générale ne manque pas de grandeur et de pittoresque. La claire lumière du pays exige des profils plus accentués; le manque de simplicité augmente en quelque sorte et rehausse davantage ombres et lumières.

De San Luis-Potosi partent plusieurs lignes dans les diverses parties du pays. L'une conduit directement vers le golfe du Mexique à Tampico, la plus importante à Vera-Cruz et à la baie de Campêche, port en croissance continuelle, particulièrement favorable et commode aux vaisseaux arrivant de toutes les mers et dont les rapports commerciaux avec les États-Unis sont des plus importans.

Je poursuis mon voyage au cœur du pays vers les hauts plateaux. Bien que la région me paraisse sèche et brûlée, nous sommes en plein hiver. La contrée que je traverse devient de plus en plus montagneuse. Les chaînes s'élèvent à une hauteur

toujours plus grande et font une impression singulière par leur merveilleuse configuration. La plaine, au sol remarquablement fertile, est, par endroits, très bien cultivée. De grandes fermes ou *haciendas* s'étendent, semblables à des oasis, au milieu de ce pays plat, inculte et peu habité.

Ici et là, s'élèvent de modestes villages et des villes insignifiantes. San Miguel de Allende attire particulièrement mon attention par la bizarrerie de ses monumens. Les citadins montrent avec une grande fierté leur église San Miguel, aux tours élancées. Elle est l'œuvre d'un architecte du lieu, Cefferino Gutierrez, fils de pauvres Indiens, qui vécut au milieu du XIXe siècle et, visiblement, s'éprit du style néo-gothique qui, en Europe aussi, eut un si fâcheux développement. Plusieurs églises construites par lui rappellent les gâteaux montés des pâtisseries.

A part cette confusion du goût, ces constructions sont bien dans leur cadre. Les murs blancs sont d'un très bel effet dans les pays ensoleillés, et la végétation semi-tropicale forme un fond admirable. Des palmiers toujours plus nombreux, des cactus couvrent l'étendue dans toutes les directions. Quoique la température soit sur ces hauteurs généralement agréable, je me trouve pourtant dans le pays chaud et il prend de plus en plus un aspect exotique.

Je m'aperçois alors combien banal paraît ici mon *Pullman car*. Et ce qui m'est particulièrement désagréable, c'est la vulgarité bruyante de mes compagnons de voyage : marchands étrangers, commis voyageurs, tous gens d'affaires se rendant en masse au Mexique pour y faire fortune. Ils sont de toutes classes sociales, mais de mauvaise éducation, gagnant de l'argent moins par le travail que par la spéculation. On les trouve partout et ils sont devenus un vrai type.

Leur ton et leur manière de parler sont extrêmement fatigans. Ils jugent de tout uniquement au point de vue pratique et méprisent toute opinion opposée à la leur. Civilisation est pour eux synonyme de richesse. Ils trouvent que les indigènes qui ne s'habillent pas à la mode américaine sont des barbares, et, quand ils ne payent pas de coktail, ne fréquentent pas les bars ou autres établissemens de ce genre, leur mépris pour eux n'a plus de bornes.

Fatigué de la conversation, de la désagréable odeur de tabac et d'eau-de-vie, de la fausse élégance du wagon-salon avec ses

garnitures de peluche et ses ornemens de fer-blanc, je me rends dans une voiture portant l'inscription : *Primero classe.* Elle est occupée par des gens plus simples, mais de bien meilleure tenue. Ils peuvent être beaucoup plus pauvres, mais leurs rapports avec autrui témoignent d'une bonne éducation et d'une grande cordialité.

Parmi eux, je trouve des personnes de toutes conditions. On voyage beaucoup dans ce pays ; aussi les compartimens sont-ils toujours pleins. Cependant, tout le monde est de bonne humeur et on s'aide mutuellement avec une parfaite politesse. Tous se saluent et s'offrent immédiatement des provisions de voyage. Quelques paroles aimables, mais sans indiscrétion, sont échangées; chaque voyageur se sent à l'aise et au milieu de ses semblables.

Les ouvriers indiens, les *peons*, sont installés dans des voitures à peine mieux pourvues que celles qui sont destinées au transport des bestiaux, sauf qu'il y a plus de longs bancs de bois. Je leur fais de fréquentes visites pour m'entretenir avec ceux qui y voyagent. Outre leur langue maternelle, ils parlent tous espagnol et répondent clairement à mes questions. Ils ne manquent pas d'intelligence, bien que naturellement peu cultivés. Pauvres, ils paraissent contens et joyeux. Leur amour-propre, joint à un sens religieux très développé, les guide et les préserve de bien des erreurs. En les voyant parqués dans ces cages roulantes, j'admire leur patience et leur bonne humeur. Cela me rappelle les trains qui, dans l'Inde, transportent les *Kulio*, ou mes voyages dans les diverses parties de l'Extrême-Orient.

En considérant à fond cette foule aux membres délicats, à la couleur cendrée, je suis de plus en plus persuadé qu'elle est issue, à l'origine, de la même souche que ces peuples asiatiques. L'affirmation des savans que les Peaux-Rouges du Mexique, enfans de l'Asie, ont quitté leur pays en s'embarquant sur l'océan Pacifique, ou l'autre supposition qu'ils ont émigré par la mer de glace, sont également plausibles. L'essentiel est de savoir qu'ils sortent du même berceau.

Plus le train s'avance sur une voie sinueuse vers Queretaro, plus la campagne devient belle, boisée et fertile. Les champs sont partout bien cultivés et animés de nombreux et magnifiques troupeaux. La contrée est souriante et reflète le bien-être.

III. — QUERETARO

Le triste souvenir qu'évoque la ville est en vive opposition avec son aspect riant. Entouré de jardins fleuris et d'une riche campagne, Queretaro est bien un des plus ravissans endroits du Mexique ensoleillé. Une profusion de couleurs variées éclate dans les rues, sur les places ornées de fleurs et de partout se dressent, dans un ciel resplendissant, les flèches blanches des églises et leurs lumineuses coupoles.

Queretaro peut être regardée comme le type d'une ville de la Nouvelle-Espagne. Nulle part la manière andalouse, gaie autant que gracieuse, ne se révèle d'une manière plus frappante. Ce siège déchu des anciens *hidalgos* ou chevaliers garde encore dans sa décadence un trait de grandeur. Les palais, souvent abandonnés, ont toujours conservé l'empreinte intacte d'une dignité et d'une splendeur disparues.

En effet, l'origine de ce lieu est très aristocratique. Après la conquête de 1531, le Roi le concéda comme récompense à quatre Indiens nobles, avec le titre de Grands d'Espagne et le nom sonore de : *caballeros, conquistadores de la villa*. De nombreuses maisons particulières qui datent de cette époque ont conservé leur aspect d'autrefois et montrent, au-dessus de leur porte monumentale, les armes de quelque ancienne famille, célèbre dans l'histoire de la ville.

Comme centre de la grande révolution au commeneement du siècle dernier, Queretaro gagna beaucoup d'importance. Sous le titre d'une Société des Beaux-Arts, les citoyens mécontens formèrent un groupe ayant pour but de renverser le gouvernement espagnol et de proclamer l'indépendance du pays. Les habitans les plus en vue prirent part au mouvement. Un de ses membres éminens fut la célèbre Josefa Ortiz de Dominguez, dont l'effigie se voit encore sur les pièces de monnaie mexicaine.

C'est à Queretaro que les premiers mouvemens révolutionnaires ont agité les esprits et fait éclater l'émeute. Les écrivains de l'époque ont laissé de longues descriptions de ces temps troublés. Les chefs : Hidalgo, Morelos, Arellaro, nous sont tour à tour représentés comme des héros ou comme de dangereux rebelles. Quoique ces dénominations contraires soient toutes

deux exagérées, il reste incontestable qu'ils ont peu contribué à la grandeur du pays et au bien du peuple. Le Mexique a perdu la moitié de son étendue première et fut forcé de céder aux États-Unis toute sa partie septentrionale. Jamais son peuple n'a été plus pauvre que depuis le début de la guerre civile.

L'incendie une fois allumé ne s'éteignit plus. Sous le drapeau de Hidalgo ou d'Iturbide, de Santa Anna ou de Benito Juarez, le pays entier fut en flammes. Ni l'intervention des États-Unis, ni l'expédition française, ne purent ramener l'ordre dans le peuple soulevé. Pendant la courte domination de l'empereur Iturbide et celle de Maximilien Ier, des troubles continuels régnèrent, jusqu'à leur fin tragique. Diaz lui-même, qui avait cru avoir rétabli l'ordre et la paix pour toujours, fut finalement chassé par les révoltés. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui la révolution dure encore sous différens chefs.

Une grande place, centre de cette ville mexicaine, forme comme le foyer de Queretaro. Là, s'élève l'hôtel de ville, un des plus anciens bâtimens de l'endroit. Sa cour est une belle imitation du *patio* espagnol, d'un style sévère, mais noble. C'est un modèle parfait de l'architecture coloniale. Tout près, un autre palais, plus richement exécuté avec ses décorations de faïence, rappelle les plus beaux monumens de l'Andalousie.

La place de *la Independencia* elle-même est un ravissant jardin. Au centre, un magnifique jet d'eau s'élève devant la statue du vice-roi d'Aquila, qui fit construire des aqueducs à ses propres frais. Les bordures de fleurs autour des bassins, les plates-bandes aux tons variés, font de cette place un parterre embaumé. Elle est une preuve de l'habileté des jardiniers indiens, et mérite les plus hautes louanges. Dans tout le pays, les jardins sont merveilleusement cultivés. Cet art particulier semble chez ce peuple se transmettre de père en fils.

Parmi les nombreuses églises et les monumens religieux, le couvent de Santa Rosa est réputé le plus célèbre. C'est l'œuvre du Bernin mexicain, Eduardo de Tresguerras. Né en 1765, mort à Celaya en 1833, on peut le considérer comme le plus grand architecte du pays. Dès sa jeunesse, il donna libre cours à sa fantaisie. Il serait intéressant d'étudier le développement, puis la décadence, des différens styles, suivant les latitudes. C'est ainsi que, lorsque le baroque introduit en Espagne par Churriguerra semble avoir atteint les limites de l'ornementation et l'excès de

la rocaille, Tresguerras, dans la colonie lointaine, le pousse plus loin encore et va parfois jusqu'au fantasque.

L'effet d'ensemble de Santa Rosa sous ce ciel méridional est toutefois imposant. En art, spécialement dans l'architecture, l'impression dépend en grande partie du cadre naturel où s'élève le monument.

L'intérieur de Santa Rosa est, si possible, plus chargé encore que l'extérieur. Voûte, murailles, chœur, autels, tout est couvert d'innombrables ornemens. De plus, les colonnes, les dessus de portes, les sculptures en bois, les ferrures sont toutes dorées. Mais, on peut oublier la laideur des détails, en face de l'ensemble qui, à l'heure du soleil levant ou au crépuscule, ne manque pas de noblesse et de grandeur. Toutes les constructions de Tresguerras méritent la même critique. On le constate particulièrement à Celaya, son pays natal, dans l'étrangeté de ses monumens.

Quand j'arrivai là, par un clair de lune, la ville avec ses nombreuses coupoles, ses hautes tourelles et ses arcades me fit l'effet d'une vision féerique. Les contours se dessinaient avec une merveilleuse hardiesse sur le ciel étoilé. Mais, à l'aube du jour, comme par une baguette enchantée, toute la magie disparut : Celaya ne fut plus qu'une sorte de mystification. Je trouve, à ce propos, dans mon journal : « En pleine lumière, la patrie célèbre de Tresguerras fait l'effet d'une ville de carton. »

Les environs de Queretaro invitent à de nombreuses excursions. De riches *haciendas* s'étendent au milieu de la campagne fertile et parfaitement cultivée. Beaucoup de propriétaires passent l'année entière au milieu de leurs ouvriers et de leur bétail. Ils mènent sans altération la même vie pastorale que lors de la conquête et se regardent comme maîtres absolus sur leurs terres.

El Cerro de las Campanas, la montagne de la Cloche, est le lieu le plus connu du voisinage; aucun visiteur de Queretaro ne manque de s'y rendre. C'est là que se déroula la sombre tragédie de l'empereur Maximilien. Le 19 juin 1867, le malheureux prince, et les deux généraux Miramon et Mejia, furent fusillés à Cerro de las Campanas.

Sur cette place sinistre une chapelle fut érigée. Tout autour, la campagne est déserte, à peine quelques chèvres grimpent à travers les broussailles. Rien ne rompt la tranquillité de ce lieu.

La clé de la chapelle est déposée chez un voisin chargé d'ouvrir la porte aux pèlerins qui viennent s'agenouiller et prier pour le repos éternel des trois infortunés.

IV. — LA CAPITALE

La première impression que me produisit Mexico ne fut, je l'avoue, pas trop favorable.

La Estacion de la Colonia, où je quittai le train, se trouve dans le nouveau quartier. Les bâtimens environnans sont imités des *cottages* anglais ou des petits hôtels parisiens. Mais, construits sans exception avec des matériaux de moindre valeur, ils semblent d'une distinction fausse et prétentieuse.

Une heure après, devant la cathédrale, je me disais que Mexico était une des villes les plus ravissantes de l'univers. Les plantations et les parterres, au milieu de la place énorme, rappellent un jardin botanique. Des arbustes de toute sorte, des fleurs de toutes couleurs s'y épanouissent dans une riche abondance. Derrière, s'élève la façade de l'église flanquée de deux tours fières. Bâtiment monumental sous tous rapports. Ses proportions architecturales sont d'une parfaite beauté et les matériaux employés des plus précieux. Des fondations jusqu'à la magnifique coupole et aux tours élancées, ils se composent de fines pierres de taille. Peut-être, peut-on reprocher quelque chose au style un peu chargé; néanmoins, l'exécution est si remarquable que cette église doit être rangée parmi les monumens les plus saillans du XVIIe siècle. La plupart des architectes espagnols ont le sens de la grandeur et de l'harmonie, et, ici, ils n'ont point été dépassés.

Alonso Perez de Castanada dessina, en 1573, le premier plan de la cathédrale de Mexico. La conception et la forme de la Renaissance s'y épanouissent. Dans le cours des siècles, bien des retouches furent faites au plan original. D'abord par Gomez de Mora, successeur de l'architecte royal. Le bâtiment ne fut consacré qu'à la fin du siècle suivant, et les deux tours, comme le prouvent leurs décorations, ne furent achevées qu'après. Mais elles sont d'un très bel effet, quoique d'une époque plus récente.

En face de la cathédrale, la place est limitée par l'Hôtel de Ville et, à droite, par la Résidence. Du quatrième côté courent les arcades de *Los Mercadores*. Le vaste quadrilatère, avec tous

ces monumens publics, est d'un effet solennel et singulier. L'Hôtel de Ville a été restauré dernièrement dans le style colonial avec des réminiscences mauresques, tandis que la Résidence a conservé presque intact son aspect primitif. Sans particularités notables, l'ensemble en est imposant. La façade extrêmement longue et, à part sa frise crénelée, très simple, prête au bâtiment une certaine grandeur. Semblable jugement ne peut être porté sur l'intérieur. Tout ce qui peut être acquis avec de l'argent a été largement dispensé : meubles sculptés, tentures de soie sont entassés à l'excès. Si l'on a reproché au gouvernement impérial d'avoir trop dépensé pour le luxe, la République est coupable d'une non moins grande prodigalité. La nouvelle salle à manger et le fumoir ont à eux seuls coûté plusieurs milliers d'écus et le service d'argent du Président, commandé à Paris, absorba, à ce que l'on me dit, plusieurs centaines de mille dollars.

Dans les *Mercadores*, le long des arcades, règne le va-et-vient animé d'un perpétuel bazar. Sous les arches de pierre, des marchands ambulans font un bruyant trafic : jouets de toutes sortes, bonbons, fleurs, parfumerie. Spectacle mouvementé et plein de couleur. La foule joyeuse et agitée se presse et se bouscule du matin au soir. On discute les prix, on admire les étalages, on parle et on rit, uniquement pour passer le temps.

Dans les vingt-quatre heures du jour, tout bon citoyen de la capitale, on pourrait le croire, doit traverser une fois au moins la *Plaza de la Constitucion*. Le Président comme l'archevêque, le bourgeois comme le ministre y apparaissent. L'un se rend à la cathédrale, l'autre à son palais. Nombreux sont les promeneurs, plus encore ceux qui, sans rien faire, se reposent paresseusement sur des bancs. Pauvres et riches paraissent parfaitement satisfaits quand ils achèvent là le cours de leur journée. Comme elle a commencé avec la messe de la première heure, elle se termine invariablement par la promenade quotidienne du soir.

Le *zocalo* (1), comme on l'appelle vulgairement, a toujours

(1) Les deux principaux monumens, la pierre zodiacale et la pierre du sacrifice furent trouvés sur la *Plaza Mayor* ou *zocalo*. Le colossal cadran solaire de porphyre, qui ressemble à une roue de moulin, pesait à l'origine plus de cinquante tonnes, on se demande par quels moyens mécaniques un bloc de pareille dimension put être transporté. Quand on pense que les Indiens n'avaient à leur disposition ni bœufs, ni chevaux, le transport dut être effectué, comme c'est l'usage en

formé le centre de la vie de la capitale et même de tout le pays. Depuis les temps les plus reculés, les souverains y avaient leur siège, et, tout à côté, s'élevait le temple de leurs dieux. Les Espagnols ne pouvaient assez exprimer leur admiration sur les imposans monumens qu'ils y trouvèrent. Dans les anciens récits, nous lisons de longues descriptions du palais royal de Montézuma entouré de magnifiques jardins. Le célèbre temple du Soleil, la haute pyramide, *teocatli*, où des cœurs humains étaient offerts en sacrifice, devaient exciter un plus grand étonnement encore (1).

A part des détails de cruauté de ce genre, les Aztèques avaient atteint un haut degré de civilisation. Bien que leur soi-disant culture soit surfaite et que leurs écrits, comme leurs fameux codes et autres ouvrages, témoignent d'une science très limitée, il n'en est pas moins vrai que leurs institutions politiques et administratives, que tout leur développement social était très perfectionné.

L'ancienne capitale Tenochtitlan doit avoir été très importante. Les Aztèques ont été avant tout de remarquables architectes. Leurs maîtres, les *Toltec*, leur transmirent leur manière, dont les restes excitent l'admiration des archéologues de tous pays. Les monumens de la capitale, la population très nombreuse et la vie quotidienne fort active ont dû faire cette vive impression si pittoresquement rendue dans les écrits des premiers arrivans. A cette époque comme aujourd'hui, le *zocalo* était le lieu de réunion du peuple ; les Indiens ont hérité de la coutume de leurs ancêtres et passent des heures entières accroupis sur les escaliers à se chauffer au soleil ; les Espagnols

Chine, au moyen d'un habile entrelacement de cordages. — Au point de vue scientifique, cette pierre est d'un haut intérêt. Le disque, mesurant douze mètres de diamètre, représente le soleil sous la figure d'un dieu aux yeux sauvages, à la langue pendante. Tout autour, en ordre, se suivent les signes du zodiaque. Les mois, les jours et les quatre élémens sont indiqués. Tout l'agencement en est habile, l'ensemble forme une sorte de cadran solaire géant, rappelant ceux des XV[e] et XVI[e] siècles fabriqués à Nuremberg et en Italie.

(1) Cette pierre d'autel, conservée aujourd'hui au musée, présente un creux profond en son milieu, qui semble avoir été la place des cœurs arrachés. Le roi *Tizoc* fit élever cette pierre en l'honneur du dieu de la guerre et pour immoler les nombreux prisonniers. Nous lisons dans les écrits de Zumarraya, premier évêque du Mexique, qu'annuellement le nombre des victimes dépassait 20 000. Mais le jour de la consécration du terrible autel, l'immolation s'éleva à 70 000 ! Le cortège des condamnés remplissait les rues, et le sanglant sacrifice dura tout le jour. Ces chiffres, peut-être exagérés, ces descriptions peut-être un peu fantaisistes, ont pourtant un effroyable fond de vérité.

ont adopté aussi ces mêmes usages. La vie atteint son apogée quand la musique commence à jouer dans le petit temple central. C'est une vraie fête populaire : de tous côtés arrivent des ouvriers, qui s'assoient sur les bancs, tandis que la jeunesse danse ou mime les tours d'adresse des toréadors.

Le rendez-vous de la société élégante se trouve un peu plus loin, dans le nouveau quartier. La place de la Réforme est un peu à Mexico ce qu'est à Paris la place de l'Étoile. Elle forme aussi une rotonde, mais, au centre, au lieu d'un arc de triomphe s'élève la statue en pied fièrement campée du roi Charles IV, monument remarquable à tous égards. Il fut érigé au XVIIIe siècle par Tolosa. Le piédestal en bronze doré a été fait aussi dans le pays même. Cette œuvre est indubitablement la plus belle création de l'art mexicain.

Avant d'occuper sa place actuelle, cette statue eut une véritable odyssée. Sous la domination espagnole, érigée sur la place principale, elle fut confinée pendant les troubles dans la cour isolée de l'Université. Quand Humboldt eut déclaré qu'elle n'était dépassée en beauté que par celle de Marc-Aurèle au Capitole, on résolut de la faire sortir de sa prison. Alors on la plaça sur des roues et on la promena à travers la ville. Dès lors, elle reçut le surnom de « cheval de Troie. »

L'*Avenida de la Reforme* mène en une ligne droite de deux kilomètres jusqu'au parc de Chapultepec. Cette large avenue bordée de corbeilles fleuries et de statues est à bon droit l'orgueil du Mexicain ; elle est en vérité une *Via triumphalis.* Parmi les nombreux monumens, celui de l'Indépendance est le principal.

La *Via San Francisco* unit les différentes parties de la ville. Elle renferme les plus beaux magasins, les brillans étalages et par suite le plus grand nombre de promeneurs. A toute heure du jour, elle est animée, on y flâne, on s'y entretient à loisir.

Évidemment, les Méridionaux sont sociables. La solitude leur est insupportable, il leur faut de continuelles distractions. Le reproche fait en général au Mexicain de n'être point hospitalier n'est pas fondé. Certainement, ils ne tiennent pas maison ouverte et n'invitent pas souvent les étrangers, mais ceci a lieu moins par manque de bienveillance que par fausse honte. Ordinairement, leurs maisons sont mal installées, ils n'ont qu'un service médiocre et n'osent pas recevoir. Au lieu de faire des

dépenses pour leur intérieur, ils préfèrent y vivre simplement et employer leur argent en voyages.

De plus, on ne doit pas oublier que la vie de société n'a jamais été développée dans les colonies espagnoles. En revanche, la vie de famille y a conservé son intimité. En général, la porte ne s'ouvre qu'aux parens ou aux amis intimes. A part quelques fêtes, quelque événement de famille, elle reste toujours fermée. Tout au plus les femmes se font quelques visites entre elles, les hommes jamais. Même celles qu'ils rendent à leur fiancée se passent dans la rue et le futur époux n'a le droit de lui parler qu'à travers le grillage de la fenêtre.

Même aujourd'hui, on reconnaît là l'influence orientale. De la domination arabe, il reste en Espagne des monumens célèbres, et leur civilisation a laissé son cachet indélébile sur la mentalité du peuple. Jusqu'aux colonies, éloignées de la métropole, des souvenirs de l'époque des califes demeurent toujours. Les merveilleuses *azulejos* sont des débris mauresques. Les incrustations de faïence blanche et bleue proviennent de l'architecture musulmane. La pierre rougeâtre, la célèbre *tezoutle* avec laquelle presque tous les palais sont construits ici, est d'un ton riche et agréable. Le basalte ou le marbre sont employés pour les frises et les décors des fenêtres et des portes. L'ancien collège des Jésuites, les palais du comte Santiago de Colimaya ou de l'empereur Iturbide rappellent tous le style *mudejar* ou hispano-mauresque. Actuellement, le collège des Jésuites, avec sa masse sombre, occupe encore un grand quadrilatère; quoique mutilé, il nous fait pressentir sa splendeur disparue. Le palais Colimaya sert de dépôt de fer; son *patio* entouré d'une double rangée de colonnes et son escalier d'honneur tombent en partie en ruines. Mais les gargouilles originales, en pierre taillée imitant l'affût d'un canon, servant de gouttières, sont encore en place.

Le fier palais Iturbide, le plus grand de la ville, est devenu depuis longtemps une *fonda* ou *casa de huespedes* dans la signification locale du mot, à coup sûr, pas un hôtel! A l'époque des diligences, les auberges n'offraient guère aux voyageurs que leurs quatre murs, c'étaient des sortes de caravansérails ou des *fondak* du désert. Plus d'un demi-siècle après, la fonda Iturbide continue le même système primitif, n'ayant fait comme unique progrès que transformer son enseigne en « Grand Hôtel Itur-

bide. » Ne possédant aujourd'hui encore ni restaurant, ni chauffage, les voyageurs y viennent pourtant volontiers, attirés par le pittoresque de l'endroit, la beauté du *patio* et l'originalité de ses sculptures. Nul confort, et la domesticité fait complètement défaut. Les *muchacho*, jeunes Indiens, arrivent le matin pour balayer les chambres et, leur besogne finie, disparaissent au plus vite. Le soir, apparaissent les *serenos*, braves veilleurs de nuit, munis de lanternes et de longues hallebardes, tout comme dans un opéra-comique, qui font infatigablement leur ronde nocturne à travers les longs corridors et les nombreuses cours jusqu'aux premières lueurs de l'aurore.

La direction de l'établissement est tout entière entre les mains d'un seul vieillard, à peu près momifié. Depuis plus d'un demi-siècle, il encaisse, comme un automate, le montant très approximatif des frais d'hôtel. Il ne se donne pas même la peine, apparemment superflue, d'écrire les comptes. Quant au patron de cette maison hospitalière, il n'en a jamais franchi le seuil ; il vit, loin des privations de la si originale *fonda* Iturbide, dans l'opulence de Paris.

Presque en face, de l'autre côté de la Via San Francisco, s'élève un ancien bâtiment, peut-être le plus joli de la ville. Tout orné de faïences rares, on pourrait l'appeler la maison de porcelaine. Cette demeure seigneuriale est aujourd'hui le siège du Jockey-Club. Sa belle cour, avec sa fontaine jaillissante et son escalier d'honneur aux rampes de fer forgé, nous donne le meilleur spécimen du goût de cette époque et de la magnificence des descendans des colonisateurs. Cela nous prouve une fois de plus combien ils restaient en contact avec les meilleurs artistes de la patrie et que ni leur art, ni leur culture ne dégénéraient dans les colonies lointaines.

Le club est le centre de la jeunesse distinguée; comme tous les établissemens de ce genre, il procure à ses membres bien des privilèges, dont le premier est la satisfaction de lui appartenir. A ce point de vue, l'humanité est bien identique dans toutes les parties du monde ; chez les peuples civilisés comme chez les sauvages, le plaisir est également grand et l'orgueil également satisfait lorsque, par des qualités réelles ou imaginaires, on peut s'élever au-dessus d'autrui. Il est à regretter que les règlemens moraux de ces clubs soient aussi étroits qu'élastiques.

V. — MŒURS ET USAGES

En général, la vie à Mexico est plutôt tranquille. Les larges rues sont, le soir, calmes de bonne heure, les magasins fermés tôt, et l'éclairage éteint. Au surplus, la température s'abaisse considérablement et fait rentrer chez eux les retardataires.

La température est très différente entre les chaudes matinées et les soirées froides de la vallée de Mexico. Aussitôt que le disque du soleil disparaît derrière le *Monte de las Cruzes*, tout devient sombre et glacial. La puissance magique de l'astre puissant ne se manifeste nulle part avec plus de rapidité et de violence.

Parmi les usages actuels, nous en retrouvons dont l'origine remonte à l'antique idolâtrie. Les Indiens sont très superstitieux et souvent ne peuvent se résoudre à abandonner le culte de leurs nombreuses divinités. Leur imagination féconde divinise une multitude de forces cachées. D'anciens monumens témoignent jusqu'à quel degré cette race a été sous l'influence de conceptions vraiment maladives. Des monstres de toutes formes remplissent ses temples et exigent des cultes divers et de cruels sacrifices. Huitzitopochtli, divinité de la guerre, couronna le sommet de la grande pyramide de Teocatli, déjà mentionnée, où un prêtre spécial, chargé de somptueux ornemens, arrachait le cœur d'une victime humaine vivante et sans défense, et l'offrait sanglant aux rayons du soleil. L'image de ce dieu cruel était aussi l'emblème protecteur de la capitale Tenochtitlan. On dit qu'aujourd'hui encore on célèbre, durant le cours de l'année, des fêtes en son honneur dans le désert.

Le *peon* a conservé beaucoup de ses particularités d'origine. Il parle encore l'ancien indien, en particulier la langue aztèque. Dans ses montagnes solitaires ou en ses forêts vierges, il mène à peu près la même vie qu'autrefois. Beaucoup n'ont pas de demeures et passent la nuit où ils se trouvent. Les portes cochères, les péristyles servent de dortoirs improvisés. Quoique bien doués par la nature, ces Indiens vivent, indifférens, au jour le jour : après une étude tant soit peu prolongée dans le pays, on découvre seulement que, sous cette apparente nonchalance et atonie, ils ont toujours le sang aussi chaud.

Les Mexicains contemporains, quelque aimables qu'ils

soient, peuvent, d'un instant à l'autre, s'abandonner à la plus violente passion. L'histoire des derniers événemens en est une preuve nouvelle. Aucun autre pays ne perd comparativement par les luttes civiles autant de citoyens. Pour le moindre motif, la main saisit le compagnon inséparable, le pistolet. Griefs personnels ou discussions politiques du peuple se tranchent par le duel ou l'émeute. Le sang doit couler pour calmer les querelles.

Malgré tout, un séjour dans la capitale offre peu d'agrément aux touristes ordinaires, qui n'y passent généralement que quelques jours. Ni la vie politique ni la vie sociale n'exercent d'attrait : l'une est détruite, l'autre superficielle. Cependant, pour qui ne craint pas la peine d'en analyser les diverses manifestations, le désir d'une étude plus approfondie se fait sentir.

La transformation moderne de la cité n'est pas des plus heureuses. Dès le début, on a trop démoli pour reconstruire. Les Aztèques s'étaient eux aussi montrés impitoyables pour les importans souvenirs de leurs prédécesseurs les Toltecs ; et c'est avec le même aveuglement que l'on détruit maintenant les monumens historiques pour les remplacer par des bâtisses modernes. Les mœurs et les institutions suivent la même marche. Dans toute l'Amérique Centrale, l'influence des États-Unis gagne de plus en plus du terrain. Rien que dans la capitale, on compte plusieurs milliers d'Américains du Nord. Dans maints quartiers, on n'entend parler qu'anglais. Toutes les entreprises commerciales sont à peu près entre leurs mains. Avec l'argent, on acquiert forcément la puissance.

Les quartiers anciens et leurs ruines évocatrices s'emparent de notre esprit avec tout le prestige du passé. Les nouvelles rues commerçantes de la « ville américaine, » en elles-mêmes moins attirantes, sont pourtant des plus instructives. L'élément pittoresque et artistique y fait totalement défaut, remplacé qu'il est par l'esprit de trafic et l'activité mercantile. Antithèse frappante du passé et du présent, du rêve et de la réalité.

Forcément, l'invasion du Nord fait disparaître peu à peu la couleur locale. Toute cette capitale jadis si étrange est destinée à perdre rapidement tout son charme. Sort fatal de toute chose ici-bas! Le passé doit prendre fin, et, pour l'antique Mexico, cette fin, hélas! est arrivée.

VAY DE VAYA.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Macbeth*, traduction de M. Jean Richepin. — Théatre du Vieux-Colombier : *La Nuit des Rois*, traduction de M. Théodore Lascaris. — Bibliographie : Deux études sur Shakspeare. — *Ce qu'il faut taire*, comédie en trois actes de M. Arthur Meyer.

Si les chefs-d'œuvre de notre théâtre classique ne doivent jamais quitter le répertoire de la Comédie-Française, il est juste que les grands drames de Shakspeare y reparaissent à des intervalles qui ne soient pas trop éloignés. Ils appartiennent à la littérature universelle. Il ne suffit pas qu'on puisse les lire dans des traductions plus ou moins fidèles. Ils ont été écrits pour le théâtre : c'est au théâtre qu'il faut les voir. Ils sont l'œuvre d'un des plus grands poètes qui aient existé : il est à souhaiter qu'un poète se fasse leur interprète dans notre langue. Comme toutes les créations immortelles de l'art, ils vivent, ils évoluent, ils se modifient avec le temps; à moins que ce ne soit le milieu où ils sont représentés qui change, et les publics successifs qui, dans un état d'esprit différent, en aperçoivent des aspects différens et y découvrent d'autres raisons de les admirer. A vingt ans de distance, le système d'adaptation n'est plus le même ; car nous aurons beau faire, et, quel que soit notre moderne et très légitime scrupule d'exactitude, on ne pourra jamais transporter les chefs-d'œuvre du théâtre étranger sur notre scène qu'en les y adaptant. La mise en scène, ou, comme on dit dans le jargon d'aujourd'hui, la « présentation » se renouvelle. Enfin certains artistes mettent leur empreinte sur le rôle qu'ils incarnent et en enrichissent d'autant l'histoire. De même que nous avons su gré à la Comédie-Française de nous avoir donné, le mois dernier, une excellente reprise des *Femmes savantes*, félicitons-la donc, ce mois-ci, d'avoir monté avec beaucoup d'intelligence et de soin la traduction en vers de *Macbeth* due à M. Richepin, véritable traduction de poète au verbe

éclatant, où l'image jaillit sans effort, où la souple versification se prête aisément aux nécessités de la scène. Et remettons-nous docilement en face de ce magnifique « document humain » qu'est le drame shakspearien.

Entre une tragédie d'Euripide, une tragédie de Racine, un drame de Shakspeare, qu'il y ait toute sorte de différences cela va sans dire. Mais le procédé essentiel est le même. Il consiste à prendre un sujet situé dans le lointain des temps et à y transporter tout le trésor d'idées dont s'est enrichie la conscience durant les siècles. Le poète choisit ses personnages dans une société barbare et projette dans l'obscurité de leur âme la lumière d'une psychologie raffinée. Du point de vue de l'histoire, il est évident que la méthode est des plus scabreuses. La « couleur locale » laisse furieusement à désirer. A l'époque des sacrifices humains, où nous reporte la sombre tuerie des Atrides, Iphigénie n'a sûrement rien soupçonné des paroles touchantes que devaient lui prêter Euripide et Racine. Auprès de ce que durent être les mœurs du XI[e] siècle, le tableau que Shakspeare en trace dans *Macbeth* est certainement d'une douceur idyllique. De là ce reproche d'anachronisme qu'on adresse à notre tragédie classique et qui ne retomberait pas moins justement sur le drame shakspearien ; comme si un poète tragique devait faire œuvre d'historien et non de poète! Les héros de Racine sont des petits-maîtres de la cour de Louis XIV, disait Saint-Évremond. Mais il se trompait. Et les personnages de Shakspeare ne sont pas davantage des gentilshommes du temps d'Élisabeth. En plaçant ses héros dans le cadre d'un passé très ancien, le poète échappe à l'obsession du présent. Aux êtres humains qu'il met en scène il ne donne que les traits caractéristiques de l'humaine condition. Des détails particuliers il dégage ce qui est général ; sous les apparences fugitives il retrouve ce qui est permanent. C'est un fait d'expérience qu'en superposant plusieurs images, on obtient un dessin très simplifié et réduit aux grandes lignes. Ainsi en est-il pour ces pièces qui superposent l'une à l'autre plusieurs civilisations et d'où surgit le type humain dans sa simplicité idéale.

Entre autres mérites éminens, elles offrent celui-ci que l'action y est de toutes parts enveloppée de merveilleux. Or dans l'étude de l'âme on se heurte nécessairement et très vite au mystère. Une psychologie qui se bornerait à enregistrer ce qui tombe sous l'observation et se refuserait à tenir compte de ce qui échappe à l'analyse, serait singulièrement courte. Ce fut celle du XVIII[e] siècle. Celle d'aujourd'hui,

pour ne pas parler de « mystère, » y a substitué ce qu'elle appelle « l'inconscient. » Mais il n'y a de changé que le mot. Philosophes, physiologistes, neurologistes, tous s'accordent à reconnaître que notre activité réfléchie est à peine une traînée de lumière dans le vaste domaine de l'inconscient; ou, si l'on préfère une autre comparaison, nos résolutions affleurent dans la conscience, mais elles ont dans l'inconscient leurs racines profondes. Le merveilleux des anciens était puisé directement à leur mythologie; nos écrivains du XVII[e] siècle le leur ont emprunté, par admiration de lettrés et aussi par scrupule de chrétiens qui ne voulaient pas mêler aux fictions de la littérature les vérités de la religion. Le XVI[e] siècle anglais n'a pas connu cette rupture avec le Moyen âge qui, en France, a été l'œuvre des humanistes et des poètes de la Pléiade. Aussi Shakspeare n'hésite-t-il pas à faire de la rencontre avec les sorcières le prologue de *Macbeth*, non plus qu'à faire de l'apparition du spectre la préface d'*Hamlet*. Et les fatidiques sœurs sont des sœurs véridiques, car elles sont des instrumens au service du diable, qui dispose des pièges sous les pas des hommes afin de les faire tomber dans le péché.

Écartons ce voile de symbole, allons aux réalités : nous assistons à la naissance de l'idée criminelle dans une âme ambitieuse et jusque-là vertueuse. Macbeth est un bon officier qui, dans la situation secondaire où le confinaient sa naissance et son rang, s'est comporté en serviteur irréprochable. La guerre, où il s'est engagé sans arrière-pensée, uniquement attentif à défendre son maître, a fait de lui un général victorieux. La libéralité du Roi qui accumule les honneurs sur sa tête fait de lui le premier personnage du royaume. Cette prospérité si brillante, si rapide, et qui arrive en coup de vent, c'est ce qui va le perdre. Il est pareil à tant d'autres, qui n'ont pas pu supporter la bonne fortune et que leur succès a grisés. Cette couronne dont hier il était trop éloigné pour songer même à la convoiter, il l'aperçoit maintenant à portée de sa main et n'en est plus séparé que par l'épaisseur d'un crime. Mais entre ce crime et lui il y a tout son passé d'honnêteté. Ce passé, rien ne saurait faire qu'il n'ait été et qu'il ne se survive au fond d'une conscience même égarée. C'est là tout le rôle et de là vient toute sa richesse à la fois dramatique et psychologique. Certes il faut voir en Macbeth le mélange, qui n'est pas rare, de la bravoure militaire avec la faiblesse de caractère : sur le champ de bataille, il a le coup d'œil sûr et l'exécution prompte; dans l'ordinaire de la vie, on ne le reconnaît plus, il semble que rien ne lui reste de son énergie. Brave et timide, quand il n'est pas aux prises avec le danger, il

tremble. Il hésite avant d'agir, et, après avoir agi, il se repent. Mais il y a plus. Macbeth criminel conserve une conscience d'honnête homme. C'est sa définition. Et on s'en aperçoit dès la première minute, à celle même où l'idée du crime lui apparaît pour la première fois. Car une idée n'est pas ce je ne sais quoi d'abstrait qu'imaginent parfois les philosophes. C'est un être vivant, formé à la ressemblance de celui qui la porte en lui. Dès le début, et dans un raccourci d'avenir, l'idée du crime se présente à Macbeth telle qu'elle peut apparaître à un homme de sa complexion, avec son cortège d'angoisses physiques et morales, de terreurs et de remords.

Laissé à lui seul, Macbeth aurait-il commis le crime? Peut-être. Toujours est-il qu'une volonté étrangère s'est substituée à la sienne et, sans lui laisser le temps de se reconnaître, l'a mené au but impérieusement. Lady Macbeth est le cerveau qui conçoit et ne lui laisse qu'à être le bras qui exécute. Encore une fois Ève a été la tentatrice. On s'est étonné que, dans ce couple tragique, Shakspeare ait mis du côté de la femme la promptitude et la netteté de décision. C'est que la femme, toute à sa passion, ne réfléchit pas : elle agit. L'homme, moins dominé par son désir, conserve assez de liberté d'esprit pour apercevoir les conséquences et supputer les objections. Ce rôle de lady Macbeth, on a coutume chez nous de le jouer comme celui d'une mégère ou d'une virago. Reconnaissez là notre amour de la logique. Cette femme aux mains sanglantes doit être, à tous les momens et dans toutes les circonstances de la vie, une furie. On comprend le rôle tout autrement en pays anglo-saxon. Je ne l'ai pas vu jouer en Angleterre; mais je l'ai vu jouer en Amérique. L'actrice, qui d'ailleurs était Polonaise, Mme Mojeska, faisait de lady Macbeth une amoureuse, coquette et mièvre. Je crois qu'elle exagérait. Il reste que lady Macbeth n'est ni une dévergondée, une femme de luxure et de sang, ni une politique gouvernant par le meurtre; c'est une épouse tendre, affectueuse, entièrement dévouée à son mari, au bien de son mari, à la grandeur de son mari, dévouée jusqu'au crime. Elle ne vit et elle ne se damne que pour lui. Elle l'admire, et, tout en l'admirant, discerne le défaut de sa nature trop pleine du lait de l'humaine tendresse. Elle se porte à son secours; elle lui est protectrice et maternelle. En d'autres termes, elle est femme et ne cessera pas d'être femme. J'ajoute qu'elle est excellente maîtresse de maison, s'entend à improviser une fête, a le sourire de l'accueil, sait parer de grâce l'hospitalité du *home*. C'est une lady. Elle n'en est pas moins atroce; elle l'est peut-être davantage, mais c'est d'une atrocité plus complexe, plus humaine, plus vraie. Cette interpré-

tation est celle qu'a adoptée Mme Bartet, rompant avec la tradition ou la convention française. Elle a eu grandement raison. Elle l'a fait d'ailleurs avec le tact, l'intelligence, le sens artiste dont elle est si admirablement douée. Elle a obtenu un grand succès personnel et contribué puissamment au succès de l'ensemble.

A partir du moment où il a accompli la chose abominable, à quel sentiment appartient Macbeth ? Au remords, cela va sans dire. Mais le remords peut prendre toutes sortes de formes. Celle que Shakspeare a étudiée ici, et qui en est une forme à la fois physiologique et morale, c'est la peur. On connaît ces hallucinations produites par la peur et qui abusent aussi bien les individus et les foules. Macbeth y est en proie dès la nuit du crime, dès l'instant même qui précède le crime. Ce poignard dont il aperçoit dans les airs la vaine image, qui le guide vers la chambre de Duncan, et qui s'évanouit quand il tente de le saisir, c'est une hallucination de la vue. Cette voix qu'il entend lui crier : « Tu ne dormiras plus... Glamis a tué le sommeil... Macbeth a tué le sommeil, » c'est une hallucination de l'ouïe. L'épouvante l'a saisi et ne le lâchera plus ; elle le tient à la gorge et l'empêche de prononcer ce mot « Amen » au moment où il aurait le plus besoin de bénédiction ; elle le secoue d'un tremblement convulsif au moindre bruit, elle le fait blêmir, pâlir à la vue de ces mains tachées de sang que ne laveraient pas toutes les eaux de la mer. C'est elle encore qui fera surgir, à l'heure du festin, le spectre de Banquo, visible pour lui seul. Les paroles incohérentes, les cris qui lui échappent, le frisson qui l'agite, sont d'un homme affolé par la peur.

La peur rend cruel. Le phénomène est bien connu, puisqu'il se renouvelle à toutes les époques de guerre civile, et de persécution même en temps de paix. Nous en avons fait l'expérience, pour ainsi dire, en grand, sous la Révolution. La Terreur a mérité d'être ainsi appelée non pas seulement à cause de la peur qu'inspiraient les terroristes, mais pour celle qu'eux-mêmes éprouvaient et qui les faisait impitoyables. Les crimes qui vont maintenant se multiplier et qu'engendrera le premier crime de Macbeth, ce sont les crimes de la peur. Macbeth redoute la clairvoyance de Banquo, son compagnon sur la lande où les sorcières lui ont prédit : « Tu seras roi. » Des assassins contre Banquo et contre le fils de Banquo ! Il redoute Macduff : des assassins contre la femme et contre les enfans de Macduff ! Les assassins à la solde de Macbeth parcourent l'Écosse, et sèment le meurtre jusqu'en Angleterre. C'est une série rouge dont cette fois Macbeth est seul responsable. Car lady Macbeth est étrangère à ces hécatombes, et

maintenant sur la route de l'horreur, où ils se sont engagés ensemble, son mari l'a dépassée.

La peur paralyse. A mesure que l'orage s'accumule contre lui, Macbeth s'immobilise dans une inertie qui équivaut à l'abandon de soi-même et de sa propre cause. Il assiste impuissant et insouciant aux progrès de ses adversaires. On n'avait jamais vu perdre avec autant d'indifférence un royaume si chèrement acheté. Une à une, ses places fortes ont été emportées et il ne lui reste que ce château de Dunsinane. Il s'aveugle volontairement et se leurre lui-même d'illusions, opposant aux derniers de ses fidèles, qui réclament de lui des ordres et des troupes, les paroles ambiguës des sorcières qui le dispensent de lutter et de se défendre. En est-il dupe lui-même ou ne cède-t-il pas plutôt à ce fatalisme des joueurs qui sentent la partie perdue et abattent leur jeu ?

De même, à propos de lady Macbeth, il faut préciser ce qu'on entend par le remords. Si le remords consiste à se repentir d'un acte, à s'accuser soi-même de l'avoir fait, à le regretter, à en rougir, à chercher tous les moyens de l'expier, il est certain qu'il n'y a chez lady Macbeth pas ombre du remords ainsi défini. Pas un mot d'elle ne nous permet de supposer qu'elle souhaiterait n'avoir pas eu de part au meurtre de Duncan et qu'elle ne le referait pas si c'était à refaire. C'est pourquoi, lorsqu'on voit lady Macbeth reparaître malade au dernier acte, on s'est souvent demandé s'il n'y avait pas entre les deux parties du rôle une solution de continuité et même une contradiction. Celle que nous voyons, en état de somnambulisme, revivre, avec une extraordinaire intensité d'angoisse physique, toute la scène du meurtre, est-ce la même qui naguère a conçu ce meurtre sans une hésitation, l'a combiné avec un imperturbable sang-froid, en a recueilli le profit en toute tranquillité d'âme? La réponse ne saurait faire de doute. Oui certes, c'est bien elle, et, pour apercevoir ici une contradiction, il faut avoir commencé par fausser l'idée du rôle, comme j'ai indiqué plus haut qu'on le fait volontiers chez nous. Si lady Macbeth est ce bourreau femelle, cette bête fauve qu'on imagine, ou si elle est tout simplement une de ces reines cruelles, comme l'histoire en a connu, il est clair que, même en songe, elle ne doit pas voir ses victimes sortir de la tombe et lui reprocher ses cruautés. Mais notez qu'aucun crime n'avait précédé son grand crime et qu'aucun ne l'a suivi. Nous venons de voir que, depuis le meurtre de Duncan, elle n'a plus aucune part dans les actes de son mari et n'intervient que pour calmer ses terreurs et secourir ses défaillances. Elle a été la

femme d'une heure tragique. Pour cette heure, elle a fait un effort surhumain, elle a fait appel à toute sa volonté contre sa nature et contre la nature. « Venez, venez, esprits qui assistez les pensées meurtrières! Désexez-moi! » Elle a tendu ses nerfs, exalté toutes ses énergies, dans cette crise d'une prodigieuse intensité. Les images qui ont occupé ces minutes se sont, une fois pour toutes, inscrites dans sa mémoire et ce sont elles qui réapparaîtront chaque fois que la volonté n'interviendra pas pour les chasser, ou que la place ne sera pas occupée par la fantasmagorie des spectacles qui nous distraient pendant le jour. Il ne s'agit en effet, dans le cas de lady Macbeth, que d'images qui réapparaissent dans le sommeil de la volonté ; et c'est toute la scène du somnambulisme. La dormeuse aux yeux grands ouverts ne gémit pas sur son crime, et ses sanglots sont ceux d'une poitrine oppressée non d'un cœur ulcéré. Mais elle revoit tous les détails de la nuit terrible, elle entend chaque bruit qui a frappé son oreille, elle assiste à toute la scène, et, comme si cette scène se recommençait, elle y redit les mêmes mots, elle y refait les mêmes gestes. Elle est pareille à tous ceux qui ont dans leur passé un souvenir où toute leur vie s'est ramassée, et qui appartiennent désormais à ce souvenir. Le remords habite donc en elle, mais un remords qui affecte la forme presque matérielle de la « hantise. »

Et nous aussi nous restons hantés par ces images et par ces mots, où le génie de Shakspeare a joint à la divination du psychologue la puissance plastique du poète. « Macbeth a tué le sommeil... Cette tache, toutes les eaux de la mer ne l'effaceraient pas... » ces phrases, entrées dans la langue courante, sont devenues pour nous les formules mêmes du remords. Cette pièce qui met en scène des demi-barbares et des demi-fous éclaire dans ses replis les plus secrets et dans ses profondeurs les plus obscures la conscience humaine. L'art de Racine et l'art de Shakspeare sont aux deux pôles opposés et aboutissent aux mêmes trouvailles.

Macbeth est encadré, à la Comédie-Française, dans des décors du plus heureux effet : lande et caverne des sorcières, cour et salles du château féodal. Un seul m'a paru détonner dans l'ensemble ; il représente un parc moderne, en automne : on a eu l'idée bizarre d'y placer l'assassinat du fils de Macduff, qui, d'après le texte de Shakspeare, a été frappé dans une chambre. Apparemment le théâtre avait ce décor en magasin : on s'est dit qu'un beau parc est beau et fait partout le meilleur effet. J'ai déjà dit que le grand succès de l'interprétation est allé à Mme Bartet. C'est une des meilleures

créations que nous devions à l'admirable artiste. Il est impossible de mettre plus de science et de goût dans la composition générale du rôle et plus de force et de pathétique dans les scènes principales. Je regrette seulement qu'on ait, dans l'acte du somnambulisme, renoncé à l'effet traditionnel qui consistait à nous montrer la blanche apparition descendant lentement les marches d'un escalier. Changer est bon, quand il y a une raison de changer, mais non pas changer pour changer. L'artiste au surplus n'y est pour rien et mon reproche ne va qu'au metteur en scène. M. Mounet-Sully est un Duncan plein de dignité, M. Paul Mounet un Macbeth plein de brutalité. M. Fenoux a eu dans le rôle de Macduff des accens de douleur vraie qui nous ont été au cœur. Et je ne sais comment on pourrait s'arranger pour laisser aux scènes des sorcières leur valeur et néanmoins estomper des détails qui ne produisent pas du tout un effet d'horreur. Cette cuisine du diable avec ce chaudron qui fait des bulles, fait des bulles, fait des bulles... provoque une hilarité que contient mal un public respectueux. Il ne saurait être question de supprimer ces scènes, qui sont essentielles, mais peut-être d'en élaguer certains traits d'une main que les uns appelleront sacrilège et les autres pieuse.

Pendant que *Macbeth* reparaissait à la Comédie Française avec la magnificence que je viens de vous dire, le théâtre du Vieux-Colombier donnait de *la Nuit des Rois* une série de représentations où s'est pâmé un petit public. Située sur la rive gauche, dans le quartier Saint-Sulpice, la rue du Vieux Colombier devait jusqu'ici toute sa notoriété à sa caserne de pompiers et à ses magasins d'objets de piété. Il y avait là une salle de spectacle réservée surtout aux ébats des patronages. Un jeune artiste, M. Jacques Copeau, s'est avisé que, pour amener tout Paris dans ce fond de cour, il suffisait de s'en donner la peine. Tout-Paris a toujours besoin d'un théâtre où se donnent les rendez-vous de bonne compagnie. Et pour cet office spécial la rue du Vieux-Colombier vaut bien l'impasse de l'Élysée des Beaux-Arts ou le boulevard des Batignolles. L'initiative de M. Jacques Copeau a été couronnée d'un plein succès. Sa petite salle est trop petite pour l'affluence des spectateurs, ce qui est superbe en ces temps de cinématographe. M. Jacques Copeau n'est pas un ennemi des classiques : il joue Eschyle, Molière, Racine, Musset et Courteline. Mais il est un ami des novateurs : il a représenté Paul Claudel, Francis Viélé-Griffin et Jacques Copeau lui-même. Son théâtre est à la fois rétrospectif et futuriste, et répond ainsi à toutes les aspirations d'un public qui se plaît aux contrastes et à qui

même une certaine incohérence ne déplaît pas. Ce que pour ma part j'en goûterais le plus volontiers, c'est qu'on y représente les pièces sans décors. Des draperies qu'on tire ou qu'on referme tiennent lieu de toile de fond, de portans et de praticables. Pas de trucs, pas de machines, pas de somptueux accessoires et surtout pas d'effets de lumière, pas d'éclairages électriques et multicolores. Ici il faut aimer les pièces pour elles-mêmes. Ce système rappelle-t-il, de plus ou moins loin, celui qui était en usage au temps de Shakspeare? Laissons discuter les érudits. Et bornons-nous à reconnaître qu'il convient très bien à la représentation de *la Nuit des Rois*.

La Nuit des Rois — que les précédentes traductions appelaient *le Soir des Rois* — fait partie de la série des farces shakspeariennes. C'est une des plus insipides et je dirais une des plus plates, si ce n'était aussi une des plus grosses. Aucune de ces échappées de rêve et de fantaisie qui, ailleurs, vous ouvrent un coin de ciel. L'imbroglio et le quiproquo. La comtesse Olivia pleure un frère perdu en mer et ne veut rien savoir de la passion qu'elle a inspirée au duc Orsino. Viola, qui elle aussi a fait naufrage mais en a réchappé, s'habille en homme, et entre comme page au service du duc qui l'emploie à porter ses messages amoureux à Olivia. Celle-ci s'éprend du beau page, qui, de son côté, étant femme, s'est éprise du duc. Cela finit par un double mariage, Olivia, trompée par la ressemblance, ayant épousé Sébastien frère jumeau de Viola. Plaisanteries d'ivrognes, jeux de mots et calembredaines, dans les scènes entre ce sac à vin de messire Tobie et cette pinte d'ale de messire André. Mystification énorme : on fait accroire à l'intendant Malvolio que la comtesse Olivia soupire pour lui. C'est la farce de tréteaux, qui d'ailleurs se donne pour telle, en dehors de toutes prétentions et dans toute sa simplicité.

Je me suis beaucoup amusé — non pas à écouter la pièce qui est une des choses les plus ennuyeuses que je connaisse, — mais à regarder le public. Ah ! ce public ! Il vaut le voyage. Il semblait prendre à ces bouffonneries très anglaises un plaisir sans mélange. Les plus naïfs coq-à-l'âne, les facéties les plus ingénues déchaînaient d'interminables tempêtes de rires. Entre la cause et l'effet, la disproportion était évidente. C'était, pour tout dire, une joie un peu délirante. Les grâces d'état réservées aux publics spéciaux opéraient. La composition de ce public était d'ailleurs des plus curieuses par sa variété même. Certes il s'y rencontrait quelques types de bousingots attardés et d'esthètes errans, quelques étrangers aussi et de ces blasés qu'attire tout ce qui est fait pour inquiéter le bourgeois ; mais on y voyait surtout

d'honnêtes bourgeois et de ces braves gens que, dans l'ordinaire de la vie, rien ne distingue de la foule anonyme. On se trompe quand on croit que les Cénacles se recrutent exclusivement dans telle ou telle catégorie sociale. Leurs adhérens viennent des points les plus opposés du monde littéraire et se reconnaissent à de secrètes affinités.

Deux volumes viennent de paraître, consacrés à Shakspeare, et dont l'un est à peu près la contre-partie de l'autre. Le premier, intitulé *A travers Shakspeare* (1), est la réunion des conférences faites aux jeunes filles de l'Université des Annales par M. Jean Richepin. C'est une étude des plus instructives et des plus attachantes, tour à tour ou tout ensemble analytique et lyrique, œuvre d'un poète et quand même d'un professeur. A la méthode abstraite et doctorale d'une leçon qui est une dissertation sur un sujet, M. Richepin préfère celle plus concrète, plus vivante, plus libre, d'une sorte de lecture commentée.

Il raconte les pièces en citant les plus beaux passages. Son opinion se fait jour à mesure et c'est à peine s'il a besoin de la résumer dans quelques mots de conclusion. C'est une opinion tout ensemble enthousiaste et raisonnée et qui m'a paru presque toujours judicieuse. Je ne sais pas, par exemple, pourquoi il qualifie Shakspeare de « poète maudit, » et il me semble que nul n'a moins mérité cette appellation ultra-romantique. C'est vrai qu'aujourd'hui on conteste à Shakspeare l'honneur d'avoir écrit les pièces de Shakspeare; mais cela lui est bien égal et il se soucie de lord Rutland comme du chancelier Bacon. Et il est bien évident que celui-là n'a jamais connu les affres de la littérature. C'était un petit bourgeois de campagne, fort entendu en affaires, qui ravauda de vieilles pièces, en fabriqua de neuves, gagna à ce métier une certaine réputation et une honnête aisance, et, dès qu'il put quitter le théâtre, s'en revint vivre et mourir paisiblement sur ses terres. Mais d'ailleurs l'exposé rapide et facile de M. Richepin abonde en vues ingénieuses. M. Richepin montre très bien en quoi consiste l'invention d'un Shakspeare et que ce n'est pas à inventer les sujets, et aussi que l'auteur de *Macbeth* et d'*Othello* connaissait son métier comme personne, et qu'il avait découvert avant Dumas fils et Sarcey l'art des préparations. Les conférences de M. Richepin sont une excellente introduction à l'étude de Shakspeare.

Le second de ces livres est intitulé : *Shakspeare et la superstition shakspearienne* (2) et a pour auteur un savant universitaire, M. Georges

(1) 1 vol. in-18; Fayard.
(2) 1 vol. in-18; Hachette.

Pellissier. Le titre seul indique la tendance du livre et l'introduction en précise l'objet. « Le théâtre shakspearien, y est-il dit en propres termes, nous apparaît comme un énorme fatras où brillent, çà et là, quelques scènes de premier ordre... Ayons le courage de le dire, ce « dieu du théâtre » est un très mauvais dramatiste. Nous montrerons qu'il taille ses pièces à coups de hache, que l'invention lui manque, que son pathétique relève en général du mélodrame et son comique de la farce, qu'il n'observe le plus souvent ni la vérité matérielle, ni la vérité morale, qu'il ne sait pas composer un personnage, qu'il substitue des effets de scène ou des déclamations ampoulées à l'analyse psychologique, qu'il prend enfin la place de ses acteurs pour parler lui-même par leur bouche. » Et M. Georges Pellissier le fait comme il le dit. S'étant tracé ce programme, il l'exécute point par point, avec méthode, avec régularité, avec application. Il examine d'abord la « composition, » pour en signaler ce qu'elle a de gauche, de factice, d'incohérent, et qui dénote un art rudimentaire. De là il passe aux « conventions » consistant en artifices que dédaignerait le dernier des vaudevillistes. Abordant ensuite l' « invention, » il constate que Shakspeare ne tire presque jamais ses sujets de son propre fonds et que souvent, en les empruntant, il les gâte. Par exemple dans la nouvelle française de Belleforest, le caractère et la conduite d'Hamlet ne présentent pas ces incohérences qui, dans la pièce de Shakspeare, le rendent inintelligible. Et c'est bien mieux. Le chapitre sur les caractères comporte plusieurs subdivisions : les personnages inco hérens — ils sont légion, — les personnages mal représentés — entre autres le roi Lear ; — quant aux personnages de femmes, il y en a d'excellens : Portia, Mme Ford et Mme Page, la nourrice de Juliette ; mais les autres ne méritent pas autant d'éloges. Ophélie n'existe pas. Desdémone est d'une niaiserie incroyable, etc. Cela continue ainsi pendant trois cents pages. Pendant trois cents pages, l'élève Shakspeare reçoit sur les doigts les coups d'une férule impitoyable... Est-ce un badinage ? Je ne crois pas. Le livre a l'air des plus sérieux. Tel qu'il est, et à la date où nous sommes : 1914, il étonne. L'auteur nous avertit qu'il n'a voulu faire que la « critique des défauts. » Et nous nous en apercevons bien. Tout de même, ils sont trop !

M. Arthur Meyer publie en volume la pièce de théâtre qu'il a fait représenter aux Bouffes-Parisiens : *Ce qu'il faut taire*. Dans un court avertissement il indique, de la meilleure grâce du monde, quelles raisons l'ont fait s'aviser, vers les soixante-dix ans, de débuter à la

scène. Il a, de tout temps, beaucoup fréquenté les salles de spectacle, par profession et par goût. D'autre part sa curiosité naturelle et sa situation de directeur d'un grand journal lui ont fait connaître nombre de gens et pénétrer dans les dessous de la société parisienne. La fantaisie lui a pris de se donner à lui-même le spectacle de ses souvenirs et de son expérience sous la forme concrète et vivante d'une pièce de théâtre. Donc il a pris pour principal personnage un homme politique, Pierre Chevalier, qui, très « avancé » lors de ses débuts, s'est assagi en vieillissant : cela s'est vu sous tous les régimes. Il a groupé autour de ce type de premier plan beaucoup de figures ou de silhouettes, dont aucune n'est un portrait, mais dont plusieurs, de près ou de loin, ressemblent fort à tels de nos contemporains ou plus souvent encore à telles de nos contemporaines. Car la plupart des rôles sont des rôles de femmes ou de jeunes filles. Les jeunes filles dansent le tango et savent tout ce qu'elles feraient beaucoup mieux d'ignorer ; les jeunes femmes ont des allures de demi-mondaines et se vantent d'être pour leur mari des camarades plutôt que des compagnes. Le caractère le plus poussé est celui d'Hélène Chevalier, en qui l'auteur a voulu nous peindre une curieuse, une intellectuelle, une individualiste, une de celles qui, suivant le *credo* moderne, réclament leur droit à « vivre leur vie. » Elle côtoie le précipice et même elle y tombe. L'auteur de *Ce qu'il faut taire* ne se dissimule donc nullement le danger de certaines théories et ne se fait pas d'illusions sur le genre des « revendications » à la mode. Mais il sait aussi qu'au-dessus des fautes des individus et de leurs souffrances il faut mettre l'intérêt général, celui de la famille et de la société. Toute sa pièce est un plaidoyer pour l'intégrité du foyer et la morale traditionnelle. Pierre Chevalier pardonne, ayant d'une longue pratique de la vie recueilli cette leçon que ce qu'il y a de meilleur ici-bas, et aussi de plus viril et de plus efficace, c'est la Bonté. M. Arthur Meyer est d'avis que ces idées sont celles dont on devrait s'inspirer dans la vie et au théâtre et qu'on s'en détourne chaque jour un peu plus. Il fait appel aux professionnels de la scène pour leur donner la forme dramatique à laquelle il a voulu seulement s'essayer. Il souhaite que le théâtre de demain réagisse contre la brutalité du théâtre d'hier. Plus heureux que Macbeth, nous dirons : « *Amen.* » On prendra un vif plaisir de curiosité à ce spectacle dans un fauteuil.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

A PROPOS DE LA CORRESPONDANCE DE DOSTOÏEVSKY

F. M. Dostojevski's Briefe, traduction allemande d'Alexandre Eliasberg. Un vol. 8°, illustré, Munich, librairie Piper, 1914 (1).

Je ne sais pas si je vous ai parlé déjà, dans une lettre précédente, de mes difficultés avec la revue de Katkof, le *Messager Russe?* Le fait est que, vers la fin de l'année dernière, j'ai commencé une nouvelle pour une autre revue, avec l'espérance de pouvoir l'achever bientôt, et de me mettre ensuite à la rédaction du roman pour lequel le *Messager Russe* m'avait déjà envoyé une grosse avance. Mais il s'est trouvé que ma nouvelle s'est insensiblement allongée, de telle façon que j'ai soudain constaté l'impossibilité pour moi de livrer en temps à Katkof le début du roman promis. Du moins me suis-je engagé à livrer ce roman, morceau par morceau, depuis le mois de juin ; et force m'a été d'y travailler jour et nuit, car je savais trop que, si je venais à rompre mes relations littéraires avec le *Messager Russe*, cela signifierait pour nous la misère absolue.

Le roman auquel je travaillais était très grand, et d'un caractère très original : mais son idée se trouvait être pour moi quelque peu inaccoutumée, si bien que j'avais besoin de beaucoup de confiance en moi-même pour l'aborder et en venir à bout. Or voici que, en fin de compte, je n'en suis pas venu à bout, et que tout mon effort a tristement échoué ! Mon tra-

(1) Ce volume est à la fois le résumé et le complément d'un recueil de lettres de Dostoïevsky publié à Saint-Pétersbourg par la veuve du romancier en 1883, et dont une traduction française a paru récemment à la librairie du *Mercure de France*. Non content de nous offrir un grand nombre de lettres nouvelles, le traducteur allemand a restitué le texte original et complet de plusieurs lettres déjà connues, mais où les éditeurs russes de 1883 avaient cru devoir pratiquer d'abondantes coupures.

vail allait avec une lenteur extrême : je sentais que dans l'ensemble, quelque part, il y avait un gros défaut, mais sans pouvoir découvrir au juste en quoi il consistait. En juillet, tout de suite après ma dernière lettre, j'ai eu à subir une terrible série d'attaques d'épilepsie qui se répétaient chaque semaine : cela m'a tellement anéanti que, pendant un mois entier, je n'ai pas pu songer à travailler; et j'ajouterai même que le travail, dans ces conditions, aurait pu me devenir dangereux. Et puis lorsque, il y a quinze jours, je me suis remis à l'œuvre, j'ai brusquement aperçu de la façon la plus claire pourquoi mon roman était si mal parti, et en quoi consistait le défaut qui le viciait. Comme saisi d'une inspiration soudaine, j'ai vu se développer devant moi un plan de roman tout nouveau. Il fallait tout changer, refondre radicalement ce que j'avais fait. Et ainsi, sans hésiter, j'ai déchiré tout ce que j'avais écrit jusqu'alors, — une bonne quinzaine de feuilles, — et ai recommencé mon roman depuis la première page. Le travail de toute une année avait été inutile !

Ah ! si vous saviez, ma chère nièce Sonetchka, combien il est difficile d'être écrivain, — je veux dire : de supporter le sort d'un écrivain professionnel ! Voyez-vous, je sais à coup sûr que, si j'avais disposé pour ce roman de deux ou trois années, — comme peuvent se le permettre Tourguenef, Gontcharof, et Tolstoï, — j'aurais produit une œuvre dont on parlerait encore au bout d'un siècle ! Je ne me vante pas; interrogez votre conscience, vos souvenirs de moi, et dites si jamais je me suis vanté ! L'idée du roman est si bonne, et d'une portée si haute, que moi-même suis forcé de m'incliner devant elle. Oui, mais que va-t-il sortir de là ? Je le sais parfaitement d'avance : je vais devoir achever le roman en huit ou neuf mois, et tout gâter irréparablement. Certains détails ou certains caractères réussiront peut-être à n'être pas trop mauvais : mais cela même ne sera encore qu'ébauché. Bien des choses apparaîtront écourtées, et bien d'autres trop longues. Il y a une foule de belles pensées que j'entrevois, et qu'il me sera impossible d'introduire dans le roman : car l'inspiration dépend, sous bien des rapports, du temps que l'on se trouve avoir à sa disposition. Et pourtant, il faut que je travaille de toutes mes forces ! C'est affreux, c'est comme un suicide accompli en pleine conscience !

J'ai cité un peu au hasard ce passage d'une lettre de Dostoïevsky, écrite de Dresde le 29 août 1870 : j'aurais pu en choisir vingt autres qui nous révéleraient, avec un relief non moins émouvant, ce qui m'apparaît le véritable élément « tragique » de la vie et de l'œuvre du grand romancier russe. On sait de quelle façon celui-ci, à vingt-huit ans, en 1849, s'est vu soudain retranché de la société des hommes, sans autre crime que d'avoir assisté ou participé à la lecture de pamphlets « libéraux ; » on sait comment il a été condamné à mort, n'a reçu sa grâce qu'au moment où déjà, sur le champ d'exécution, il s'attendait à être fusillé, et puis s'est trouvé plongé pendant quatre ans dans les ténèbres d'un bagne, après quoi il lui a fallu

encore servir longtemps, comme simple soldat, dans l'armée sibérienne. On sait aussi que, probablement sous l'influence de ces rudes épreuves, l'épilepsie dont il était atteint a revêtu désormais une intensité effroyable, avec des crises de plus en plus fréquentes dont chacune lui laissait, à sa suite, un mélange plus profond d'épuisement physique et de sombre tristesse. Et enfin l'on n'a pas, sans doute, oublié l'angoisse à peu près incessante qu'a value à l'écrivain russe le manque d'argent. Impossible d'imaginer une misère à la fois plus obstinée et moins « romantique, » plus différente de celle qui permettait à notre Balzac les coûteuses fantaisies de ses constructions et de ses voyages. Depuis son retour de Sibérie jusqu'aux trois ou quatre années qui ont précédé sa mort, jamais Dostoïevsky n'a pu même se loger, s'habiller, de la manière qui aurait convenu à sa situation; et le long séjour qu'il a fait à l'étranger, entre 1867 et 1871, bien loin de ressembler à une partie de plaisir, lui a été imposé par la crainte trop certaine d'avoir à goûter sérieusement de la prison pour dettes, s'il était resté à Saint-Pétersbourg. Mais rien de tout cela n'avait d'importance décisive aux yeux d'un poète qui, dès sa jeunesse et sans l'ombre d'effort, s'était accoutumé à vivre tout entier dans la réalité supérieure du monde de ses rêves, — foncièrement dépourvu de la plupart des besoins ordinaires de notre humanité, et stimulé encore par sa foi chrétienne à recevoir en souriant les coups les plus terribles de la destinée. « Je suis parfaitement satisfait de ma vie, » écrivait-il à son frère le 22 février 1854, en lui annonçant qu'il venait d'achever ses quatre années de bagne et allait maintenant commencer sa carrière de simple soldat. C'est avec la même « satisfaction » résignée qu'il aurait traversé, plus tard, les tortures de la maladie et de la pauvreté, s'il leur avait dû seulement d'être privé d'un bien-être matériel dont l'absence ne semble pas l'avoir jamais gêné. Sa souffrance lui est venue de plus loin, de plus haut; et il suffit de lire des morceaux de ses lettres comme celui que j'ai essayé de traduire pour comprendre à quel point son grand cœur en a été déchiré.

J'ai eu récemment l'occasion de rappeler ici, à propos de Boccace, l'étrange parenté d'âme du vieux conteur florentin avec son célèbre confrère et héritier russe Nicolas Gogol (1) : l'un et l'autre condamnés par leur nature à ne pouvoir penser et sentir qu'en « prose, » tandis

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1913.

que de toutes leurs forces ils auraient aspiré à être des « poètes. » Toute différente, mais à coup sûr non moins douloureuse, se révèle à nous la « tragédie » secrète de l'auteur des *Pauvres Gens* et des *Possédés*. Celui-là avait pleinement conscience d'être né poète : mais, en même temps, il s'était fait de la « poésie » un idéal très noble et d'une réalisation difficile, exigeant tout ensemble une santé corporelle et un loisir d'esprit qu'il se désespérait de ne point posséder. D'un bout à l'autre de sa *Correspondance*, nous le voyons pénétré autant qu'un Flaubert de la nécessité absolue d'un long travail de méditation et de mise au point. Déjà dans sa jeunesse, il ne se fatigue pas de reprocher à son frère l'indifférence de celui-ci pour la perfection de la « forme, » et ce qu'il appelle son « hérésie » touchant les avantages prétendus de l'improvisation. « Je me suis juré, — écrit-il le 24 mars 1845, — de ne jamais travailler sur commande, quelque misère qui doive en résulter pour moi. Je veux que chacune de mes œuvres soit incontestablement bonne. Regarde seulement Pouchkine et Gogol! Tous les deux ont très peu écrit, et cependant ils sont devenus immortels... » Dorénavant, ce thème reviendra dans toutes ses lettres, à la façon d'un *leitmotif*. « Il faut que le poète consacre entièrement sa vie à cette chose sainte qu'est l'art! » lisons-nous dans une lettre du 26 novembre 1846. Puis encore, dix ans plus tard, après que le bagne et la dure caserne ont complètement transformé tout le reste de ses croyances religieuses et esthétiques : « Pissemsky écrit beaucoup trop vite et beaucoup trop. L'on doit avoir plus d'ambition, plus de respect pour son talent et pour l'art, plus d'amour pour l'art. Lorsqu'on est jeune, les idées affluent à la tête en torrens incroyables: mais l'on doit se bien garder de les saisir au vol et de tâcher tout de suite à les exprimer. Bien plutôt, l'on doit attendre la synthèse, et réfléchir patiemment; l'on doit attendre jusqu'à ce que les divers détails d'une idée se soient concentrés en un tout, en une grande image belle et haute ; alors seulement on doit les mettre par écrit. »

Voilà ce qu'a été, jusqu'au bout, le *credo* esthétique de Dostoïevsky; et que l'on se représente maintenant la souffrance tragique d'un poète qui, avec une conception aussi élevée de son art, se trouve condamné par la maladie et le manque d'argent à une carrière d'improvisation presque continuelle! Toujours il voudrait « élaborer » ses rêves, « attendre leur synthèse, » les revêtir du degré de beauté dont il les sait capables : mais sans cesse l'anéantissement qui résulte de ses crises et surtout le manque d'argent, l'obligation de combler d'an-

ciennes dettes afin de pouvoir ainsi obtenir de nouvelles avances, sans cesse tout cela lui interdit d'apporter à sa tâche le loisir et le soin qui seraient nécessaires! De là ces cris de douleur que nous entendons jaillir de ses lettres, plus nombreux et plus pathétiques à mesure que l'infortuné se sent plus fatalement empêché de pouvoir jamais s'affranchir du poids de ses « besognes. » Avec quelle amertume il envie le sort privilégié de ses glorieux rivaux, un Tourguenef, un Gontcharof, un Léon Tolstoï, qui « disposent pour un roman de deux ou trois années, » tandis que lui-même est forcé de « bâcler » en six mois de grandes œuvres comme *l'Idiot* ou *les Possédés!*

Et d'autant plus qu'il n'y a pas un de ses romans à l'occasion duquel ne lui arrive une aventure de l'espèce de celle qu'il racontait, tout à l'heure, à sa nièce Sonetchka. Tout de même qu'il lui a fallu recommencer *les Possédés*, — car c'est de ce roman qu'il est question dans sa lettre, — vingt autres fois Dostoïevsky s'est aperçu par degrés de la présence d'un « défaut » qui viciait gravement une œuvre déjà plus ou moins avancée, et le contraignait, en fin de compte, à refondre son travail. « Au mois de novembre dernier, — écrivait-il déjà le 24 mars 1845, — j'avais terminé la rédaction de mes *Pauvres Gens*. Mais voici que, en décembre, j'ai résolu de les refaire de fond en comble; après quoi, en février, je me suis mis encore à les polir et à les corriger. » Il se consolait alors en imaginant que « c'était le sort commun des œuvres de début, d'être ainsi constamment remaniées et améliorées. » Mais, hélas ! plus tard encore des scrupules tout pareils allaient renaître en lui à propos de chacune de ses œuvres nouvelles, — n'étant pas chez lui l'effet de l'inexpérience d'un débutant, mais bien de son besoin profond de perfection artistique. Nul moyen de résister à la voix intérieure qui lui enjoignait de jeter au feu les feuillets péniblement noircis depuis des semaines; et cependant le *Messager Russe*, *l'Aube* réclamaient le roman promis, refusaient d'envoyer d'autre argent avant qu'il fût livré; de telle sorte que voilà Dostoïevsky employant fiévreusement à sa tâche ses journées et ses nuits, avec l'horrible souffrance de songer que, cette fois encore, son œuvre s'en irait devant les hommes imparfaite et « manquée, » — misérable caricature du rêve merveilleux qu'il entrevoyait au fond de son cœur !

Écoutons-le soupirer et gémir sur cette imperfection fatale de son œuvre ! « Je suis pauvre, écrit-il le 9 mai 1859, et aussi faut-il que j'écrive en grande hâte, pour me procurer de l'argent. D'où résulte que je suis condamné à gâcher tout ce que je fais ! » Il vient d'achever

pour Katkof le premier grand roman qu'il ait produit après sa sortie du bagne. « Écoute-moi, mon cher frère ! Ce roman a naturellement les plus graves défauts : mais je crois aussi qu'il a de précieuses qualités. J'y ai travaillé presque sans arrêt pendant deux ans. Le début et le milieu sont suffisamment au point : mais pourquoi faut-il que la fin soit écrite avec beaucoup trop de hâte ! » Le 25 janvier 1869, il annonce à sa nièce qu'il vient de terminer son *Idiot*, dont il lui a écrit naguère qu'il tâcherait à y traduire « une ancienne idée toujours profondément méditée et aimée. » Maintenant *l'Idiot* est terminé : mais Dostoïevsky en est « très mécontent, » car « il n'y a pas dit même la dixième partie de ce qu'il aurait voulu y dire. » Il atteste que personne « ne voit mieux que lui les défauts » du roman. « Et si vous saviez combien je m'irrite de ces défauts, combien leur souvenir m'est intolérable ! » Pas un de ses romans dont le souvenir ne l'« irrite » au même point; et toujours, devant lui, l'affreuse perspective d'autres échecs pareils !

Que l'on imagine le martyre d'un Flaubert condamné, sous peine de mort, à « bâcler » en quelques mois *Madame Bovary* ou *la Tentation de saint Antoine!* Ou plutôt non; et peut-être est-ce là l'épreuve la plus désolante du long martyre caché de Dostoïevsky ! Car le fait est que, toute sa vie, le Flaubert russe s'est vu contraint de renoncer à la réalisation de ceux de ses rêves qui lui tenaient au cœur le plus profondément; et lorsque la pensée lui est venue d'une *Madame Bovary* ou d'une *Tentation de saint Antoine*, force lui a été de la garder pour soi seul, sachant trop que les circonstances ne lui permettraient pas d'en tirer le parti qui aurait convenu. « Figure-toi, — écrivait-il à sa nièce le 10 septembre 1869, — que je suis à présent complètement accaparé par une idée nouvelle ! Mais je ne puis songer à essayer de l'exécuter, car il faut encore que j'y réfléchisse beaucoup et amasse une foule de matériaux nécessaires à son exécution. Si bien que me voilà obligé, pour le moment, d'inventer et de rédiger une série d'autres histoires ! Cela est affreux ! »

Déjà l'« idée » de son *Crime et Châtiment* l'avait ainsi à la fois hanté et effrayé pendant bien des années. Il l'avait conçue dès sa sortie du bagne, et maintes de ses lettres d'alors nous laissent deviner la forte prise qu'elle avait eue sur lui. Mais comment songer à « exécuter » une idée de cette envergure sans disposer du loisir qu'elle aurait exigé? Longtemps Dostoïevsky a craint de la profaner en y touchant d'une main trop hâtive; et tout en conservant pieusement, dans le repli le

plus secret de son âme, la vivante et pathétique figure de son Raskolnikof, il a employé des années à « inventer et à rédiger d'autres histoires, » — qui, celles-là, lui étant moins chères, lui semblaient s'accommoder mieux d'une « exécution » improvisée.

Du moins lui a-t-il été donné, cette fois-là, d'écrire enfin et de nous transmettre l'admirable roman qui aurait, à lui seul, de quoi nous révéler la profondeur de sa pensée et la puissante maîtrise de son art de poète. La faculté de rentrer en Russie après dix ans d'exil, le succès de quelques-unes de ces « histoires » écrites après son retour, et tout un ensemble d'occasions heureuses lui ont momentanément procuré l'illusion de posséder à présent ce loisir qu'il avait en vain attendu, espéré jusqu'alors : et aussitôt il s'est mis à la réalisation de son ancienne idée. Mais dès l'instant suivant, l'illusion s'est écroulée : Dostoïevsky a été ressaisi par les dettes, et de nouveau la nécessité de gagner son pain, — et celui des nombreuses personnes dont il avait la charge, — lui a enlevé tout loisir de traiter dignement aucun des grands sujets qu'il portait en soi. C'est ce que lui a tristement prouvé la mésaventure de cet *Idiot* où, comme on l'a vu, il se désespérait d'avoir dû « gâcher » une idée « toujours profondément méditée et aimée. » Une fois de plus, le malheureux a senti l'impossibilité pour lui de suivre l'exemple d'un Tourguenef ou d'un Léon Tolstoï, garantis par leur fortune du risque « affreux » d'avoir à transformer en misérable « copie » les plus nobles aspirations de leur cœur et de leur pensée. Libre à eux, ces rivaux privilégiés, d'être délicieusement des artistes de lettres : quant à lui, Dostoïevsky, jamais plus sans doute il ne réussirait à se dégager de son cruel métier d' « écrivain professionnel ! »

Et vraiment c'est à quoi l'infortuné n'a jamais réussi. Après l'achèvement de *l'Idiot*, Dostoïevsky a écrit tour à tour *l'Éternel Mari*, *les Possédés*, *l'Adolescent;* il a même eu la chance merveilleuse de pouvoir publier, pendant deux ans, les livraisons mensuelles de ce *Journal d'un Écrivain* que je ne saurais assez recommander au lecteur français, comme la profession de foi religieuse et morale de l'un des plus nobles esprits de tous les temps. Mais jamais le pauvre grand homme n'a pu trouver le loisir d'exécuter l' « idée » qui n'avait plus cessé de « l'accaparer tout entier » depuis la fin de l'année 1868. L'idée était décidément trop belle, trop étroitement attachée aux fibres les plus intimes de l'âme douloureuse du poète : jamais celui-ci n'a osé la faire sortir du sanctuaire où il l'avait installée au plus profond de son cœur. Et cependant Dieu sait combien il l'a « méditée et aimée, » cette

idée que le manque de loisir l'a fatalement empêché de nous rendre vivante ! Pas une de ses lettres où il n'en parle à ses amis, avec un mélange touchant d'enthousiasme et d'effroi. De mois en mois nous devinons que le projet s'anime, s'étend, revêt des dimensions et une portée surhumaines. « Ce roman sera ma dernière œuvre. Que j'arrive seulement à l'écrire, et jamais plus je n'écrirai rien d'autre. C'est lui qui portera témoignage de moi devant mon pays et devant l'avenir ! » Hélas! les années allaient passer sans que Dostoïevsky arrivât à écrire le roman où il avait espéré pouvoir enfin nous « donner sa mesure ! »

La première mention détaillée du futur roman nous apparaît dans une lettre écrite de Florence, le 23 décembre 1868 :

Ce que j'ai en vue maintenant est un grand roman intitulé : *l'Athéisme*, — mais, pour l'amour du ciel, que ceci reste entre nous ! Avant d'aborder mon sujet, il faudra que je lise une bibliothèque entière d'œuvres d'auteurs catholiques et orthodoxes. Même dans les circonstances les plus favorables, impossible d'achever l'ouvrage avant deux ans. Je tiens déjà la figure principale. Un Russe de notre monde, d'âge mûr, avec une instruction moyenne, et occupant une situation sociale assez considérable, voilà que, brusquement, il perd sa foi en Dieu ! Toute sa vie, il s'est exclusivement occupé de son service, est toujours resté dans les voies ordinaires, et ne s'est signalé d'aucune façon jusqu'à sa quarante-cinquième année. (La crise sera d'ordre purement psychologique : des sentimens très profonds, tout humains et spécifiquement russes.) Cette perte de sa foi produit sur lui une impression énorme. Il tente de se rattacher à la nouvelle génération, fréquente les athées, les Slavophiles, les Occidentaux, les membres de nos sectes russes, les représentans du clergé. Entre autres choses, il tombe dans le piège d'un jésuite polonais. De là, il se plonge dans l'abîme de la secte des Flagellans; et en fin de compte il découvre le Sauveur et la terre russe, le Sauveur russe et le Dieu russe. (Pour l'amour du ciel, ne soufflez mot de cela à personne ! Quand j'aurai écrit ce dernier roman, je consens volontiers à mourir : car j'y aurai exprimé tout ce que j'ai sur le cœur.)

A sa nièce, le mois suivant, il annonce qu'il « porte en soi le plan d'un roman gigantesque. » Il ajoute : « Mon sujet est *l'Athéisme*. Mais ne t'imagine pas que ce soit un réquisitoire contre les opinions dominantes d'aujourd'hui ! Non, c'est quelque chose de tout différent : un vérible poème. Il faudra que mon livre s'empare du lecteur, *même contre son gré*. J'aurai nécessairement à entreprendre un très vaste travail de préparation. J'ai déjà esquissé très heureusement, dans ma tête, deux ou trois des personnages principaux, et notamment un prêtre et enthousiaste catholique. Ce roman est assuré

de se vendre : mais quand ? Pas avant deux ans. Et, dans l'intervalle, il va falloir que j'écrive autre chose, en vue de notre pain quotidien. Tout cela est profondément triste. Je sens qu'il est indispensable qu'un changement survienne dans ma situation. Oui, mais d'où pourra venir cet heureux changement? »

Deux ans plus tard, — après maintes évolutions que nous laissent deviner les lettres de Dostoïevsky, — le grand roman reste toujours encore à l'état de projet : mais l'auteur s'imagine avoir enfin arrêté un plan immuable, et dont il commence même à envisager sérieusement la réalisation. Sauf quelques variantes sur des points de détail, voici sous quelle forme il va dorénavant exposer son « idée, » — et quasiment dans toutes ses lettres, — jusqu'à ce milieu de l'année 1871 où son retour en Russie arrêtera soudain, pour nous, l'instructive et émouvante série de ses confidences épistolaires :

J'ai promis à l'*Aube* un travail des plus considérables, — écrit-il de Dresde le 6 avril 1870, — et je me propose d'en faire quelque chose de bon. Ce travail est déjà depuis deux ans à mûrir dans ma tête. L'idée est d'ailleurs celle dont je vous ai souvent parlé autrefois. Ce sera mon dernier roman; il aura les dimensions de *La Guerre et la Paix*. Le roman sera constitué d'une suite de cinq grands récits, dont chacun pourra être vendu séparément. Le titre de l'ensemble sera : la *Biographie d'un grand Pécheur*. Mais chaque partie aura aussi un titre spécial.

L'idée fondamentale, qui imprégnera toutes les parties, est celle qui m'a tourmenté moi-même durant toute ma vie, consciemment ou non : c'est la question de l'existence de Dieu. Mon héros sera tantôt athée, tantôt fidèle croyant, tantôt membre fanatique d'une de nos sectes russes, et tantôt retombera dans son athéisme. Le premier récit, dont j'ai déjà fixé tous les détails, se déroulera dans notre société d'il y a trente ans. Mais surtout c'est sur le second récit que je place toutes mes espérances. Peut-être finira-t-on par être forcé de reconnaître que ce que j'écris n'est pas absolument vide de sens ! Toute cette seconde partie aura pour théâtre l'intérieur d'un monastère; et j'y introduirai comme personnage principal le célèbre « voyant » Tikhon Zadonsky (naturellement sous un autre nom). De même que le véritable Tikhon, mon héros sera un archevêque retiré du monde dans la pieuse paix d'un monastère. Un garçon de treize ans, qui aura pris part à un grand crime, un garçon d'une intelligence très développée, mais foncièrement perverti (c'est un type que je connais bien), le futur héros du roman entier, aura été enfermé dans ce monastère par ses parens, à la fois en manière de châtiment et pour son instruction. De telle sorte que ce louveteau nihiliste se trouvera en présence du vénérable Tikhon. Sans compter que, dans le même monastère, je ferai également demeurer le philosophe Tchadaïef (toujours sous un autre nom, cela va de soi). Et puis il y aura des moines de toute qualité. C'est un milieu que je connais à fond; le monastère russe m'est familier depuis l'enfance. Mais

les deux personnages principaux seront Tikhon et le jeune garçon. Qui sait si je ne réussirai pas à créer, dans la personne de mon vieux moine, une figure grandiose, tout ensemble *positive* et vraie ? Aussi bien n'aurai-je rien à inventer, mais seulement à représenter le véritable Tikhon, que je porte depuis longtemps avec tendresse au fond de mon cœur. Et il n'en restera pas moins que, si je parviens à le représenter tel que je le conçois, je regarderai cela même comme un magnifique exploit littéraire !

Telle est l'œuvre que nous aurait laissée Dostoïevsky, s'il avait pu disposer des loisirs d'un Tourguenef ou d'un Léon Tolstoï. Et que l'on ne nous dise pas, après cela, qu'il lui a été donné en fin de compte de réaliser, dans ses *Frères Karamazof*, « l'idée » qui l'avait ainsi « absorbé » et « tourmenté » durant des années ! Son dernier roman nous offre bien, il est vrai, l'esquisse rapide d'une figure de moine où nous sentons qu'il a voulu incarner le degré le plus haut de l'idéal chrétien ; et certes la création de cette figure inoubliable a pleinement de quoi nous apparaître un « magnifique exploit littéraire. » Mais sans parler du rôle tout épisodique assigné, dans les *Frères Karamazof*, à ce « personnage principal » du roman rêvé, ne voit-on pas aussitôt la différence profonde des deux sujets, et combien il y a loin de l'histoire de Dimitri Karamazof faussement accusé du meurtre de son père à celle du « grand pécheur » employant toute sa vie à la « recherche de Dieu ? » Non, jamais le plus puissant penseur d'entre les romanciers ne s'est enhardi à revêtir de beauté artistique le « problème » qui, dès sa jeunesse, lui avait toujours tenu au cœur par-dessus tous les autres ! Jamais il n'a cessé de redouter que le poids de sa misère présente l'empêchât d'apporter encore au traitement de la question religieuse toute la perfection de forme et de fond qu'il aurait souhaitée; si bien que, sans doute, il aura dû attendre d'année en année, jusqu'au bout, le « changement » providentiel dont il parlait jadis dans une de ses lettres, — l'avènement d'un miracle qui, en l'affranchissant du terrible souci de son pain quotidien, lui permettrait enfin de travailler librement pour sa propre gloire et pour l' « édification » de sa chère patrie. Attente infiniment cruelle, à coup sûr, et dont la révélation achève de nous faire toucher du doigt la seule véritable « tragédie » secrète de la destinée de Dostoïevsky !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous avions encore, il y a quinze jours, un ministère Doumergue : nous avons aujourd'hui un ministère Ribot. Changement considérable et qu'on peut qualifier d'imprévu. Les socialistes et les radicaux unifiés n'en reviennent pas. Ils criaient si haut qu'après les élections dernières le gouvernement leur appartenait de plein droit, qu'ils avaient fini par le croire et presque par le faire croire. Ils se préparaient à nous gouverner, mais ils y ont mis des conditions à ce point inacceptables que le pouvoir leur a échappé au moment où ils s'apprêtaient à mettre la main sur lui. A qui la faute si M. Viviani a échoué, on le verra un peu plus loin. Son échec, l'effondrement de sa combinaison, dû à la folle intransigeance de ses amis sur la question militaire, a créé un grand désordre. Les radicaux s'étaient rendus impossibles, et tout le monde paraissait l'être devenu avec eux. L'embarras de M. le Président de la République était grand : il offrait des portefeuilles dont personne ne voulait. C'est alors qu'il a eu recours à M. Ribot, et celui-ci s'est dévoué : il a dénoué la crise, il a fait un ministère. Il s'attend sans doute à bien des difficultés dans sa tâche, mais c'est un honneur pour lui d'en avoir vaillamment accepté le fardeau. Il a rendu au pays un service dont on ne saurait lui être trop reconnaissant.

Comme il l'a dit lui-même, M. Doumergue ne s'était donné qu'une tâche, qui était de « faire » les élections ; il s'est bien gardé d'y ajouter quoi que ce fût, de crainte qu'il n'en résultât quelque accident pour lui et pour ses collègues et il a mieux aimé laisser péricliter les intérêts immédiats du pays, les plus graves et les plus pressans, que de s'exposer à ce danger. L'opération une fois terminée, il s'est empressé de donner sa démission, et il est parti, laissant nos finances en désordre et la loi de trois ans en butte à des attaques violentes que l'adminis-

tration préfectorale avait encouragées pendant les élections, en donnant l'estampille officielle aux candidats qui s'y livraient. De l'aveu commun, jamais, depuis l'origine de la troisième République, la situation n'a été plus inquiétante qu'elle ne l'est en ce moment. Le pays commence à en éprouver un véritable malaise, et le mot qui revient dans toutes les conversations est pour demander où nous en sommes et où nous allons. A ces questions les socialistes unifiés et les radicaux socialisans ont une réponse très simple : c'est que, le programme de Pau ayant triomphé aux élections, il n'y a donc qu'à l'appliquer, et ils s'offrent pour cela, ou plutôt ils s'imposent avec l'arrogance des vainqueurs. Mais le sont-ils autant qu'ils le disent ? Les premières manifestations de la Chambre n'ont été nullement conformes à leurs espérances et à leurs prétentions. Elles se sont produites à propos de la formation provisoire du bureau, c'est-à-dire de l'élection du président et des vice-présidens. Sans doute, dans les élections de ce genre, le coefficient personnel joue un rôle important, et il est certain, par exemple, que M. Paul Deschanel, grâce aux sympathies qu'il s'est attachées par son impartialité et sa bonne grâce, a conquis une autorité qui était une force pour sa candidature. Les socialistes unifiés se sont comptés, — pour la forme, — sur le nom de M. Vaillant, sachant très bien la vanité de leur geste et M. Deschanel a été élu à une majorité plus considérable qu'aucun président n'en avait eu depuis longtemps : or M. Deschanel appartient par ses idées à la moyenne du parti républicain, est également éloigné des opinions extrêmes, et son programme est très différent de celui de Pau. Admettons pourtant, si on le veut, que son élection ne prouve rien et que l'homme seul a emporté tous les suffrages : il n'en a pas été de même des vice-présidens. Cette fois, il y a eu bataille : les socialistes et les radicaux unifiés ont eu leurs candidats, MM. Rabier et Augagneur, et toutes leurs forces sont entrées en ligne pour les faire élire. C'était là, on le sentait, on l'avouait, l'épreuve significative. M. Rabier avait pour lui une sorte de possession d'état : il était depuis longtemps vice-président dans les Chambres antérieures, et rien ne semblait pouvoir ébranler sa situation. Quant à M. Augagneur, il avait pour lui sa notoriété tapageuse et l'intransigeance de ses opinions. Ils étaient l'un et l'autre les parfaits représentans et les champions naturels de la concentration à gauche et de la reconstitution du bloc. Cependant ils ont été battus. Telle a été la première manifestation de la Chambre : elle a été une déception pour les socialistes et les radicaux unifiés, et nous espérons bien que ce ne sera pas la dernière. A vouloir imposer dans toute sa

crudité le programme de Pau, ils éprouveront encore quelques déconvenues du même genre.

La démission de M. Doumergue mettait M. le Président de la République en demeure d'exercer sa prérogative essentielle et de désigner un nouveau président du Conseil. Il a dû éprouver quelques embarras à le faire, car la Chambre nouvelle est encore, au moins dans ses élémens nouveaux, à l'état de nébuleuse. Il y avait toutefois une manière d'en sortir, qui était de tenir moins de compte des partis plus ou moins organisés, des groupes et des sous-groupes, puisque d'ailleurs on connaissait mal leurs limites, et d'envisager en elles-mêmes les questions qui sont posées : elles sont assez graves en ce moment pour qu'on s'en préoccupe avant tout. Quand on a des idées très nettes, très fermes, très arrêtées sur les solutions à leur donner, quoi de plus simple que de faire appel aux hommes qui adoptent ces solutions et sont décidés à en assurer le succès? La première de ces questions est aujourd'hui celle du service militaire; il est impossible d'en exagérer l'importance : l'avenir et la vie même du pays en dépendent. On sait comment, pourquoi, dans quelles conditions, sous l'empire de quelles nécessités inéluctables, le service militaire, qui avait été chez nous abaissé à deux ans, a été relevé à trois. La loi une fois votée, il faut s'y tenir, non seulement à cause de ses vertus propres, mais parce que nous serions la risée du monde si nous y portions atteinte, que nous réjouirions nos adversaires éventuels, que nous contristerions et peut-être découragerions nos amis. C'est à la fidélité que la Chambre montrera à la loi militaire qu'on mesurera au dehors l'estime et la confiance, ou le dédain et la pitié qu'on devra éprouver pour nous. La loi militaire prime donc en ce moment toutes les autres, et comme les sentimens de la Chambre à son égard ne peuvent pas sans les plus grands inconvéniens rester dans le vague, il importe qu'elle les manifeste et qu'on les connaisse tout de suite. Telle est sans doute l'opinion de M. le Président de la République. Le jour même de la réunion de la Chambre, il a prononcé à Rennes un discours qui devait avoir et qui a eu un grand retentissement. Parlant au milieu de 3 000 personnes, au banquet de la quarantième fête fédérale de gymnastique, il a fait une allusion émouvante aux désastres de l'année terrible et a continué en ces termes : « Depuis lors, des générations nouvelles sont venues ; elles n'ont connu que les bienfaits de la paix ; elles ne savent rien de la guerre que par les livres ou par les récits des anciens ; mais l'Histoire est là pour leur apprendre que les nations qui s'endorment dans une sécurité apparente se

réveillent trop souvent dans l'humiliation ou dans la défaite. La France ne veut pas être exposée à subir la loi de l'étranger; elle est fermement pacifique, mais elle entend sauvegarder son indépendance, ses droits et son honneur. Il lui faut, pour les défendre, une armée composée de gros effectifs et rapidement mobilisable; il lui faut aussi des troupes instruites, exercées et entraînées. »

M. Poincaré a l'art des raccourcis où beaucoup de choses sont comprises en quelques mots. En disant qu'il faut à la France une armée composée de gros effectifs rapidement mobilisables, une armée composée de troupes instruites, exercées et entraînées, il a dit tout ce qu'il fallait dire : il ne reste plus qu'à le faire. Une armée active suffisamment nombreuse et toujours tenue en haleine est, pour un grand pays militaire, la première nécessité : rien ne peut y suppléer, ni la préparation antérieure, ni l'entretien ultérieur. Les sociétés de gymnastique peuvent rendre de très appréciables services, et M. Poincaré a eu grandement raison, en parlant à une des plus anciennes et des mieux organisées, de rappeler le mot du général Chanzy : « Faites-nous des hommes, et nous vous ferons des soldats. » Il est bon d'envoyer au régiment des hommes solides et alertes, mais c'est là seulement qu'ils deviennent des soldats. Il n'y a pas de plus dangereuse chimère que celle qui consiste à croire que la durée du service militaire peut être sensiblement diminuée en vertu de la préparation donnée à l'homme avant qu'il soit enrôlé sous les drapeaux. Cette chimère est celle des socialistes et des radicaux unifiés : ils croient, ils le disent du moins, que le soldat peut être aux trois quarts formé avant d'être enrégimenté et que, dès lors, quelques mois de service suffisent pour sa pleine instruction militaire. On ne saurait s'élever trop haut contre de pareilles idées. Nous avons assisté autrefois à l'expérience des bataillons scolaires, où de vrais généraux jouaient aux soldats avec des enfans armés de fusils de bois, et il ne fallait pas alors se moquer de cette niaiserie car elle était populaire, et tout le monde la prenait ou avait l'air de la prendre au sérieux. L'institution n'a pourtant pas tardé à tomber dans le ridicule et elle a disparu discrètement : qui sait si on n'essaiera pas de la ressusciter? Il n'en est certes pas de même des réserves ; elles sont une grande partie de notre force militaire, et la France a raison de compter sur elles; mais leur force vient de ce qu'elles sont composées d'hommes faits, qui ont servi plusieurs années dans nos régimens, qui y sont devenus des soldats et qui restent assujettis à des exercices périodiques. Qu'on ne s'y trompe pas toutefois : dans l'état de nos mœurs,

ces périodes d'exercice sont pour le pays une charge très lourde, aggravée par les dérangemens qu'elles entraînent. Nous avons toujours vu les socialistes et les radicaux poursuivre avec une insistance égale la diminution de la durée du service actif et celle des périodes d'exercice des réserves et, par malheur, ils ont obtenu successivement, tantôt l'une, tantôt l'autre. Lorsque la durée du service a été réduite à deux ans, les partisans de la réforme ne cessaient pas de dire que la principale force de notre armée était dans les réserves, et que c'était là qu'il fallait se préoccuper de l'augmenter sans cesse. Il n'y aurait sans doute que deux années de service actif, mais le nombre et la durée des périodes d'exercice feraient compensation, et l'armée y gagnerait au lieu d'y perdre. On a donc fait l'essai du service de deux ans dans ces conditions, mais, au bout de quelques années à peine, on a diminué la durée des périodes d'exercice, de sorte qu'après avoir affaibli l'armée active sous prétexte de fortifier les réserves, on a affaibli les réserves sans chercher ailleurs, cette fois, une compensation. Que devient, avec de pareils procédés, la force finale de notre armée ? Et, nous en sommes bien sûr, ce qu'on a fait dans le passé, on le fera encore dans l'avenir, car les périodes d'exercice pour nos réserves sont aussi odieuses qu'une plus longue durée de service dans l'armée active ; la démagogie trouve autant de popularité malsaine à attaquer celles-là que celle-ci. Quoi que nous fassions d'ailleurs pour nos réserves, elles seront toujours inférieures en nombre à celles des Allemands ; nous ne les fortifierons jamais assez pour établir l'égalité entre les unes et les autres. Il n'est donc pas exact que la force principale de notre armée soit dans les réserves ; elle est dans l'armée active que nous devons rendre d'autant plus solide, résistante et, comme dit M. le Président de la République, instruite, exercée et entraînée, que l'infériorité de nos réserves est un mal irrémédiable.

Quand M. le Président de la République est revenu de Rennes à Paris, il a trouvé la crise ministérielle ouverte. M. Doumergue, qui avait déjà annoncé sa démission *urbi et orbi*, est venu lui en apporter la notification officielle. Il a donc dû faire un choix nouveau. Pourquoi ce choix s'est-il porté sur M. Viviani ? On en a été, il faut le dire, un peu étonné. M. Viviani a un grand talent de parole et sa personne ne soulève aucune objection ; mais il n'a pas voté la loi de trois ans et, puisque cette loi est aujourd'hui en cause, qu'elle est attaquée et qu'il faut la défendre, il n'était pas particulièrement indiqué pour remplir cette tâche. N'exagérons rien pourtant : M. Viviani a assez de sou-

plesse pour s'adapter à une situation nouvelle. Dans sa campagne électorale, il a été un de ces socialistes qui ont amendé le programme de Pau. En ce qui concerne notamment la loi de trois ans, il a dit qu'elle était votée, qu'on ne pouvait songer à la modifier, encore moins à la supprimer tout de suite et qu'il fallait par conséquent l'appliquer. Il ne fermait pas l'avenir à d'autres espérances, mais il se refusait à leur abandonner le présent. Chargé de former un ministère, il a cherché une formule de conciliation qui rendrait sa pensée avec ses hésitations, ses tâtonnemens, ses ménagemens, mais aussi avec une fermeté relative, et voici celle qu'il a trouvée : c'est un morceau très laborieux, très travaillé, tout en nuances, où des idées diverses se font équilibre les unes aux autres. « Le gouvernement affirme son intention d'appliquer avec régularité et loyauté la loi votée par le parlement. Le nouveau Cabinet se propose pourtant de mettre à l'étude les projets concernant la préparation militaire de la jeunesse et la meilleure utilisation de nos réserves. Quand ces projets seront votés et appliqués, quand on aura constaté par l'expérience leur efficacité, si, à ce moment-là, la situation extérieure le permet, on pourra envisager alors une diminution des charges militaires. » Cette rédaction alambiquée, qui avait évidemment pour intention de satisfaire tout le monde, n'a pas atteint son but.

La composition éventuelle du ministère, dont les journaux publiaient la liste au fur et à mesure que les négociations se poursuivaient, n'était d'ailleurs pas faite pour apporter un supplément de clarté. On y voyait figurer côte à côte des hommes politiques dont les uns étaient partisans, les autres adversaires de la loi militaire : et ce n'était pas seulement au sujet de cette loi que les choix de M. Viviani présentaient ces oppositions violentes, car on voyait parmi ses futurs collègues des partisans très ardens de l'impôt sur le revenu tel qu'il a été voté par la Chambre, comme M. Malvy et M. Renoult, et des adversaires non moins résolus de cet impôt, comme M. Jean Dupuy. Il est donc probable que, si l'échec de la combinaison ne s'était pas produit au sujet de la loi militaire, il aurait éclaté au sujet de la loi fiscale, ou d'une autre réforme encore, car la division des idées était partout. L'erreur fondamentale de M. Viviani est d'avoir voulu former un ministère avec des hommes pris dans toutes les nuances de la gauche, dans tous les groupes ou sous-groupes des partis socialiste et radical, sans se préoccuper du passé des personnes et de leurs opinions connues. Des précédens que nous avons toujours déplorés pouvaient lui faire croire que ce qui a réussi autre-

fois le ferait encore aujourd'hui. Combien de fois n'avons-nous pas vu, — et rien n'est plus démoralisant pour le pays, — un homme politique abandonner son opinion pour entrer dans une combinaison, sauf à la reprendre lorsqu'il en sortait? Il semble qu'il y ait un vestiaire pour les opinions gênantes à la porte des ministères. Si ces procédés ne sont plus de jeu, félicitons-nous-en. Quoi qu'il en soit, M. Viviani, à la recherche de collaborateurs variés, a rencontré des refus qu'il n'avait pas prévus. Le premier de tous et le plus retentissant a été celui de M. Léon Bourgeois. Étant donné ses opinions générales, il n'y avait aucune raison pour que M. Bourgeois n'entrât pas dans un ministère Viviani, mais il a une opinion particulière et très ferme sur la question militaire : il est pour la loi de trois ans. La phrase que nous avons citée plus haut et qui devait figurer dans la Déclaration ministérielle ne lui a pas paru suffisamment affirmative : il a refusé son concours. M. Jean Dupuy a longtemps marchandé le sien et on ne sait pas trop s'il l'aurait maintenu jusqu'au bout dans le cas où la combinaison aurait abouti, mais elle n'a pas abouti, et l'échec est venu d'un point inattendu. Le croirait-on? Deux des collaborateurs qu'avait voulu se donner M. Viviani, M. Justin Godard, auquel il avait confié un ministère, et M. Ponsot, auquel il avait confié un sous-secrétariat d'État, ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas accepter la réserve qu'après avoir fait des réformes militaires et en avoir éprouvé par l'expérience l'efficacité, on n'envisagerait la diminution de la durée du service que « si la situation extérieure le permettait. » Comment! si la situation extérieure le permettait? Qu'avons-nous à nous préoccuper de la situation extérieure pour faire une réforme qui doit fortifier notre armée? Plus la situation extérieure sera alarmante, plus vite il faudra abandonner le service de trois ans, qui est pour nous une faiblesse, et en venir aux milices qui sont une force merveilleuse. Ainsi ont raisonné ou déraisonné MM. Godard et Ponsot, fidèles, ont-ils dit, aux doctrines de leur parti et aux opinions qu'ils ont soutenues devant leurs électeurs. Pourquoi, hélas! ne raisonne-t-on pas ou ne déraisonne-t-on pas de même à Berlin! M. Viviani a dépensé en vain son éloquence : MM. Godard et Ponsot n'en ont pas démordu et ils ont déclaré qu'ils n'entreraient pas dans la combinaison si le membre de phrase qu'ils condamnaient était maintenu. M. Viviani a cru devoir le maintenir, et sa combinaison ministérielle s'est effondrée sous le poids de ces hommes considérables qui s'appellent MM. Godard et Ponsot. M. Viviani a péri par où il avait péché:

il a été victime des groupes et des sous-groupes dont il a voulu à tout prix avoir des échantillons complets dans sa boutique ministérielle, et son échec n'a diminué ni la gravité de la situation, ni l'embarras de M. le Président de la République.

Pourtant l'épreuve n'a pas été inutile ; une leçon en est ressortie qui sera salutaire, si on en profite, et que nous verrons d'ailleurs s'accentuer encore dans la suite de la crise : c'est qu'on ne doit compter à aucun degré sur l'esprit de conciliation des socialistes et des radicaux unifiés. Ils sont intransigeans sur les idées, ils le sont aussi sur les personnes. La phrase incidente qui leur a déplu n'est pas le seul motif pour lequel MM. Godard et Ponsot se sont retirés de la combinaison et l'ont fait échouer : ils n'y acceptaient pas la présence de M. Jean Dupuy, homme de bon sens et d'opinions modérées. Les journaux de leur parti ont accusé acrimonieusement M. Jean Dupuy d'avoir tout gâté en exigeant le maintien du membre de phrase dont MM. Godard et Ponsot exigeaient la radiation : or il paraît que M. Dupuy n'assistait même pas à la réunion où le conflit a éclaté. Mais il n'appartient pas au parti radical et radical-socialiste, et ce parti veut tout pour lui en ne laissant rien aux autres. Son Comité exécutif s'est réuni dès le début de la crise et a voté une résolution qui mérite d'être reproduite. La voici : « Le Comité exécutif, résolu à faire appliquer, dans son esprit et dans sa lettre, le programme de Pau, approuvé par la majorité du corps électoral, invite ses élus à n'accorder leur confiance qu'à un gouvernement disposé à en poursuivre la réalisation avec le concours des groupes de gauche, *à l'exclusion de tout parlementaire de la Fédération des Gauches et de l'Alliance démocratique*, et leur demande, parallèlement à l'effort continu de laïcité, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la conception de la nation armée, qui, impliquant la réduction du service actif, accroîtra en même temps la puissance défensive du pays, et d'assurer, dès le vote du budget et la loi de finance actuellement soumis au Sénat, la couverture financière des nouvelles dépenses militaires par des impôts sur la richesse acquise, et de rendre définitives les dispositions fiscales adoptées par la Chambre de 1909. » Tel est le mot d'ordre du parti : il est filandreux, mais très net. Et ici encore il y a un membre de phrase important, celui que nous avons écrit en lettres italiques. Il ne figurait pas dans la rédaction primitive, qui sentait déjà l'ostracisme, mais pas assez au gré de tous : un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure, et il s'est trouvé, dans le Comité exécutif, des purs

plus raffinés que les autres qui ont présenté la phrase capitale sous forme d'amendement et l'ont fait voter par la majorité. On ne parle pas là des progressistes, il y a longtemps qu'ils sont excommuniés et qu'il est interdit de frayer avec eux ; mais on n'avait pas encore soumis à la même excommunication la Fédération des Gauches, c'est-à-dire MM. Briand, Barthou, Millerand et leurs amis. Les voilà exclus à leur tour de la majorité républicaine. Est-ce assez ? non : le Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste étend plus loin ses foudres ; il en frappe aussi l'Alliance démocratique. L'Alliance démocratique est ce groupe qui, présidé avec un désintéressement personnel absolu par M. Adolphe Carnot, a joué depuis quelques années un rôle très actif dans le fonctionnement de nos institutions. Nous n'avons pas toujours approuvé ce rôle ; l'Alliance démocratique a fait beaucoup de concessions aux radicaux ; elle est allée à gauche plus loin que nous ne l'aurions voulu ; il est toutefois un point qu'elle ne saurait dépasser, car elle est profondément patriote et on ne voit pas le nom illustre de Carnot couvrir une entreprise politique qui aboutirait à la désorganisation de notre armée. Aussi l'Alliance démocratique s'est-elle arrêtée dans la voie où d'autres continuent leur course folle. Aussitôt elle a été traitée comme la Fédération des Gauches et comme les progressistes eux-mêmes. Soit, elle peut s'en consoler ; mais à force d'épurer, qu'arrivera-t-il au parti radical lui-même ? Nous ne désespérons pas de le voir un jour mis au ban de la République par les socialistes unifiés : ce sera logique et conforme à la justice immanente des choses. Mais, en attendant d'être excommuniés à leur tour, nos grands excommunicateurs d'aujourd'hui savent bien ce qu'ils veulent, et ce qu'ils font : ils veulent reconstituer le Bloc et faire une majorité dont les socialistes unifiés seront un élément indispensable. Nous disions, il y a quinze jours, que si on laisse en dehors de la majorité les 102 socialistes unifiés de la Chambre, on peut en trouver une dans les 500 députés qui restent. On le peut assurément, l'arithmétique permet de l'espérer ; mais si on en élimine d'abord la droite, puis les progressistes, puis les membres de la Fédération des Gauches, puis les adhérens de l'Alliance républicaine et peut-être, demain, le lot de modérés relatifs qui se formera sans doute parmi les radicaux-socialistes eux-mêmes, il faudra bien se rabattre sur les unifiés et leur demander de combler les vides qu'on aura créés. Alors le Bloc sera reconstitué et on pourra appeler à la présidence du Conseil M. Combes, auquel M. Viviani est d'ailleurs allé offrir un portefeuille dont il n'a pas voulu, nous ne

savons pourquoi : il se réserve sans doute pour de plus hautes destinées. C'est là que nous allons, ou du moins c'est là qu'on veut nous entraîner; mais la Chambre se laissera-t-elle faire?

Après l'échec de M. Viviani, M. le Président de la République a fait appeler dans la même journée M. Paul Deschanel, qui a préféré rester à la présidence de la Chambre; puis M. Delcassé, que son état de santé a retenu chez lui; puis M. Jean Dupuy qui n'a pas cru être indiqué par les circonstances pour la présidence du Conseil et a passé la balle à M. Peytral, qui l'a laissée tomber, comme les autres. M. le président de la République s'est alors souvenu que, dans la conversation qu'il avait eue avec lui, M. Doumergue lui avait présenté trois ministères comme possibles : un ministère Viviani, un ministère Bourgeois et un ministère Ribot. M. Bourgeois aurait accepté un ministère, mais non pas la présidence du Conseil; M. Viviani avait lamentablement échoué; M. Poincaré a fait appeler M. Ribot. Il lui avait déjà, on s'en souvient, confié le soin de former un Cabinet après la chute de M. Barthou; mais il lui avait donné alors un mandat limité, qui consistait à faire un Cabinet avec le concours ou du moins avec l'adhésion des radicaux. Il semble bien lui avoir laissé aujourd'hui une liberté plus large. On ne saurait avoir trop de reconnaissance à M. Ribot pour avoir accepté la lourde charge que tant d'autres avaient déclinée. S'il n'avait consulté que son intérêt personnel, les bonnes raisons ne lui auraient pas manqué pour s'abstenir lui aussi; mais il n'a écouté que son courage et il s'est mis aussitôt en campagne. La situation s'aggravait tous les jours, il n'y avait pas un moment à perdre. M. Ribot est dans une situation particulière : il est un peu en dehors des partis, et il a pris l'habitude d'étudier et de traiter les questions en elles-mêmes, pour elles-mêmes, avec la seule préoccupation des intérêts généraux qui s'y rattachent. Personne aujourd'hui, dans les Chambres, n'en a une connaissance plus approfondie ; il est toujours prêt sur tous les sujets ; sa parole nette et pratique autant qu'éloquente a fait de lui, autrefois au Palais-Bourbon et maintenant au Luxembourg, un conseiller toujours écouté et le plus souvent suivi. C'était donc le meilleur choix que pût faire M. le Président de la République, si on se place au point de vue des questions à résoudre, point de vue qui est le nôtre et qui, en ce moment, devrait être celui de tous. Mais il y en a un autre, celui des partis, celui des groupes et des sous-groupes, celui auquel s'était placé M. Viviani, lorsqu'il a vainement essayé de former son ministère et auquel il est malheureusement resté attaché depuis.

Se souvient-on du motif qui a fait échouer M. Ribot après la démission de M. Barthou? C'est parce qu'il a rencontré devant lui l'opposition irréductible du groupe, radical-socialiste, au nom duquel M. Caillaux lui a déclaré qu'il ne pouvait accepter et soutenir qu'un ministère présidé par un de ses membres. La même condition lui est imposée par eux aujourd'hui, mais M. Ribot a passé outre à l'obstacle qui l'avait arrêté, il y a quelques mois. On ne l'accusera pas d'avoir divisé le parti républicain : il s'est divisé lui-même en deux fractions irréductibles. Si c'est un malheur, — nous laissons à l'avenir le soin d'en décider, — M. Ribot n'en est pas responsable. Son premier acte a été d'offrir un portefeuille à M. Viviani qui l'a refusé, en lui donnant pour motif qu'il ne lui apporterait aucune force, attendu que tous ses amis voteraient contre lui. Le refus de M. Viviani devait naturellement en amener d'autres, ceux de M. Messimy, de M. Renoult, de M. Métin, sans parler des sous-secrétaires d'État, MM. Jacquier et Ajam. M. Noulens, ministre de la Guerre, a hésité; M. Ribot faisait appel à son patriotisme et il aurait bien voulu lui donner son concours ; mais il a entendu gronder sur sa tête les foudres de la rue de Valois : il s'est soumis, il s'est démis. Qu'allait faire M. Ribot? Les radicaux unifiés croyaient sans doute que l'histoire se répéterait, et que M. Ribot s'effacerait devant leur opposition : il n'en a rien été, et leur déception en est tournée à l'irritation. Le groupe s'est réuni et, sur l'observation d'un de ses membres que le choix de M. Ribot au lendemain des élections générales constituait « un défi, » a voté une motion ainsi conçue : « Le groupe du parti républicain radical et radical-socialiste renouvelle l'ordre du jour voté le 1er juin, par lequel il déclare qu'il n'accordera sa confiance qu'à un Cabinet s'appuyant exclusivement sur la majorité de gauche, fermement décidée à poursuivre la réalisation du programme de Pau, et compte sur la discipline de tous les membres du parti. » Est-ce la guerre? on le verra bien. En tout cas, ce n'est pas M. Ribot qui l'a déclarée. A qui la faute si M. Viviani n'a pas pu former un ministère ? Elle est à M. Godard, à M. Ponsot, au groupe radical-socialiste lui-même qui croit avoir la force et le droit d'opposer son *veto* à tous les ministères dont le chef n'est pas un homme à lui. A-t-il ce droit? A-t-il cette force? L'événement montrera s'il y a là une réalité ou simplement un immense bluff. Le parti radical et radical-socialiste, enivré de quelques succès dont il exagère l'importance, s'imagine être à lui seul le parti républicain tout entier. Il dit volontiers : « Moi seul, et c'est assez. » Il le dit, mais il lui reste à le prouver, et la résolution avec laquelle M. Ribot a constitué

son ministère le mettra en mesure de le faire. Qu'il le fasse donc. En attendant, M. Ribot a obtenu le concours de M. Léon Bourgeois auquel il a confié les Affaires étrangères, de M. Delcassé au ministère de la Guerre, de M. Jean Dupuy, qui va aux Travaux publics et de M. Clémentel, qui assume la lourde responsabilité des Finances. M. Ribot, au ministère de la Justice qui est peu chargé, aura le temps de s'occuper de la politique générale. En somme, ce ministère est, dans les circonstances actuelles, le meilleur qu'on pût espérer : il est composé de manière à faire bonne figure devant les Chambres et devant le pays.

Nous l'attendons à l'œuvre et l'œuvre sera difficile. Il doit compter en effet avec la malveillance et la rancune des radicaux-socialistes. Faut-il dire de tous ? Non, peut-être. M. Ribot aurait grand tort d'essayer de désarmer cette malveillance par des concessions dont on ne lui saurait aucun gré d'un côté, et qui l'affaibliraient de l'autre ; mais n'y a-t-il pas, même parmi les radicaux-socialistes, des hommes plus raisonnables que les autres, qui ont moins de prétentions personnelles et plus de patriotisme, et qui, eux aussi, attendront le nouveau ministère à l'œuvre, avant de prendre parti. Beaucoup d'entre eux ont dit aux électeurs que, puisque la loi de trois ans était votée, il fallait l'appliquer. Beaucoup sont préoccupés de l'état de nos finances, sentent la nécessité d'un emprunt immédiat et désirent qu'il réussisse. Beaucoup estiment, comme M. Viviani, que, même dans la politique intérieure, il faut tenir compte de la situation extérieure et, tout en maintenant avec dignité notre liberté et notre indépendance, reconnaître la solidarité qui existe entre nous et nos amis du dehors. A tous ces intérêts, qui sont aujourd'hui les premiers de tous, le nouveau ministère apporte une garantie. Nous voulons croire, jusqu'à preuve du contraire, qu'il y a des radicaux qui le comprennent. En tout cas, les questions sont nettement posées et les positions doivent être prises non moins nettement devant le pays. C'est à lui de juger.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-ET-UNIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er Mai.

Livraison du 15 Mai.

Livraison du 1er Juin.

Livraison du 15 Juin.

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52881.